

# FONDEMENTS DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION COMMUNISTE

Groupe des Communistes Internationaux (GIK)

1930

Préface de Paul Mattick (1970)



Brochure pdf mise en ligne gratuitement

par *La Bataille socialiste*

en 2014

<http://bataillesocialiste.wordpress.com>

## Table des matières

Préface de Paul Mattick (1970).....	3
Préface de l'AAU (1930).....	12
Chapitre premier.....	13
Chapitre 2.....	23
Chapitre 3.....	30
Chapitre 4.....	37
Chapitre 5.....	43
Chapitre 6.....	49
Chapitre 7.....	57
Chapitre 8.....	62
Chapitre 9.....	70
Chapitre 10.....	73
Chapitre 11.....	79
Chapitre 12.....	81
Chapitre 13.....	84
Chapitre 14.....	86
Chapitre 15.....	89
Chapitre 16.....	91
Chapitre 17.....	93
Chapitre 18.....	97
CONCLUSION.....	99
POINT DE DEPART DES PRINCIPES FONDAMENTAUX.....	107
Annexe 1.....	121
Les coopératives agricoles en Russie et la NEP (GIK).....	121
Discussion sur le problème agraire : la socialisation dans l'agriculture.....	124
Annexe 2.....	128



## Préface de Paul Mattick (1970)

Traduit dans *Informations et correspondance ouvrières* N°101 (février 1971)

Le travail collectif qui a pour titre *Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes* parut en 1930. Ses auteurs, membres du Groupe des Communistes Internationalistes de Hollande (G.I.K.), se rattachaient au mouvement communiste des conseils.

Les conseils ouvriers avaient fait leur première apparition lors de la révolution russe de 1905. Selon Lénine, ils avaient déjà en puissance, dès cette époque, la possibilité de prendre le pouvoir politique, même si dans la réalité ils en étaient encore au stade de la révolution bourgeoise. Pour Trotsky, les conseils, à l'opposé des partis politiques, représentaient l'organisation du prolétariat par lui-même. Le hollandais Anton Pannekoek voyait dans le mouvement des conseils cette auto-organisation qui lui permettrait d'assurer sa domination de classe et son règne sur la production. La révolution de 1905 vaincue, les conseils disparurent, et avec eux tout intérêt pour cette nouvelle forme d'organisation partis politiques et syndicats traditionnels avaient de nouveau le champ libre au sein du mouvement ouvrier. La révolution russe de 1917 devait ramener les conseils au premier plan dans le mouvement ouvrier international, mais on ne les considérait plus comme une expression de l'organisation spontanée des ouvriers révolutionnaires, mais plutôt comme un moyen de lutte devenu nécessaire face à l'attitude contre-révolutionnaire de l'ancien mouvement ouvrier.

La première guerre mondiale et l'écroulement de la deuxième internationale marquant la fin de la première période du mouvement ouvrier. Ce qu'on pouvait déjà voir depuis assez longtemps, c'est-à-dire l'intégration du mouvement ouvrier dans la société bourgeoise, devenait maintenant manifeste. Le mouvement ouvrier n'était plus un mouvement révolutionnaire, mais un mouvement d'ouvriers cherchant sa place au sein du capitalisme. Ce n'étaient pas seulement les dirigeants mais aussi les ouvriers qui avaient perdu toute volonté de détruire le capitalisme et qui par conséquent se contentaient de l'action syndicale au sein de ce système. Les possibilités limitées, laissées aux partis et aux syndicats au sein de la société bourgeoise, suffisaient et en fait correspondaient aux intérêts réels de la classe ouvrière. Et c'était tout ce qu'on pouvait espérer, car un capitalisme en développement continu exclut l'existence de tout mouvement révolutionnaire réel.

Mais la conception idyllique d'une évolution du capitalisme dans une harmonie des classes, qui était à la base du réformisme, ne put résister aux contradictions capitalistes qui se faisaient jour dans les crises et les guerres. L'idée révolutionnaire, qui, jusqu'alors, avait été l'apanage idéologique d'une minorité radicale au sein du mouvement ouvrier, atteignait les grandes masses la guerre mettait à nu la nature réelle du capitalisme, et pas du capitalisme tout seul, mais aussi des organisations ouvrières qui s'y étaient développées. Celles-ci n'étaient plus aux mains des ouvriers elles ne se souciaient de ces derniers que dans la mesure où il fallait pour assurer l'existence, de leur bureaucratie. Les fonctions mêmes de ces organisations exigent le maintien du système capitaliste et c'est pourquoi elles ne peuvent éviter de s'opposer à toute lutte sérieuse contre ce système. Un mouvement révolutionnaire a donc besoin de formes d'organisation qui aillent au-delà du capitalisme, qui restaurent la direction perdue des ouvriers sur leur organisation et qui ne regroupent pas seulement une partie des ouvriers, mais les ouvriers en tant que classe.

Le mouvement des conseils fut une première tentative de construire des formes d'organisation adaptées à la révolution prolétarienne.

La révolution russe, comme la révolution allemande, trouva son expression organisationnelle dans le mouvement des conseils.

Mais ce mouvement dans les deux cas se montra incapable de conserver le pouvoir politique et de l'utiliser pour construire une économie socialiste. Si, en Russie, l'échec du mouvement des conseils est certainement dû au retard tant politique qu'économique de ce pays, celui du mouvement allemand résulte certainement de l'absence de volonté des masses ouvrières de construire le socialisme par des méthodes révolutionnaires. Pour ces ouvriers, cette construction était une tâche de gouvernement, et non une tâche des ouvriers eux-mêmes, et le mouvement des conseils décréta sa propre mort en rétablissant la démocratie bourgeoise.

Le parti bolchévik prit le pouvoir politique grâce au mot d'ordre " tout le pouvoir aux soviets " mais il n'en partageait pas moins la conviction social-démocrate que la réalisation du socialisme est affaire d'État et non des Conseils. Si en Allemagne aucune forme de socialisation ne se développa, en Russie l'État bolchévik abolit la propriété privée capitaliste, sans pour autant donner le droit de gestion aux ouvriers. Du point de vue de ceux-ci, le résultat en était un capitalisme d'État qui ne changeait en rien leur situation dans la société et qui continuait, et continue encore aujourd'hui, à leur réserver leur place d'exploités, même si c'était au bénéfice d'une nouvelle classe privilégiée en formation. Ainsi le socialisme ne pourrait se réaliser ni par l'action d'un État réformateur au sein de la démocratie bourgeoise, ni par le nouvel État bolchévik révolutionnaire.

Mais même abstraction faite de cette immaturité objective et subjective de la situation, les voies menant au socialisme restaient mal tracées. La théorie socialiste en général se bornait à la critique du capitalisme, à la détermination de la stratégie et de la tactique de la lutte de classe au sein de la société bourgeoise. Lorsqu'on discutait du socialisme lui-même, c'était pour estimer que les voies du socialisme étaient déjà inscrites dans le capitalisme. Marx, lui-même, n'avait laissé que quelques remarques de principe sur le caractère de la société socialiste il estimait en effet de peu d'intérêt d'essayer de faire des prédictions sur l'avenir au-delà de ce qui est déjà contenu dans le passé et le présent.

Mais, contrairement aux conceptions qui avaient eu cours jusque là, Marx n'avait pas manqué de souligner que le socialisme n'est pas l'affaire de l'état mais de la société. Selon lui, le socialisme, " association des producteurs libres et égaux " n'a besoin de "l'État ", c'est-à-dire de la " dictature du prolétariat ", que pour s'établir. Avec sa consolidation, la dictature du prolétariat en tant qu'État devra disparaître. La conception social-démocrate, réformiste comme révolutionnaire, identifiait contrôle d'État et contrôle social, si bien que le concept d'une " association des producteurs libres et égaux " perdait sa signification originelle. Cette conception ne considérait pas comme signes précurseurs du socialisme au sein du capitalisme une auto-organisation possible de la production et de la distribution par les producteurs eux-mêmes, mais les découvrait dans les tendances à la concentration et à la centralisation, qui trouveront leur aboutissement dans la domination de l'État sur l'économie tout entière. C'est cette conception du socialisme que partageait la bourgeoisie et cette conception qu'elle combattait et qu'elle réfutait, la considérant comme illusoire.

La fin d'un mouvement historique important comme celui des conseils ne veut pas dire pour autant qu'il ne peut pas réapparaître dans une nouvelle situation révolutionnaire. Sa défaite elle-même est pleine d'enseignements. La tâche des communistes de conseils après la défaite de la révolution, ce n'était pas de se livrer à la propagande pour le système des conseils, mais plutôt de tenter de mettre à jour les manques et les erreurs du mouvement. Une des faiblesses, et peut-être la plus importante, de celui-ci c'était le fait que les conseils n'avaient pas une conscience bien claire de leurs tâches dans l'organisation de la production et de la distribution socialistes. Les conseils ouvriers apparaissent tout d'abord au niveau de l'entreprise, et ce sont donc les entreprises qui doivent servir de point de départ à la coordination sociale et à la concentration de la vie économique, grâce auxquelles les producteurs

pourront eux-mêmes disposer de leur propre production.

Les principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes furent la première tentative du mouvement des conseils d'Europe occidentale de s'attaquer au problème de la construction du socialisme, sur la base des conseils ouvriers.

Compte tenu des énormes obstacles qui se dressent sur le chemin de la révolution prolétarienne, cet ouvrage, qui traite essentiellement de comptabilité et de calcul économique dans la société communiste, peut, au premier abord, paraître étrange. Comme il est impossible de prévoir les difficultés politiques qui se poseront dans l'édification du socialisme, toute préoccupation à cet égard ne peut rester que spéculative. Il peut en effet être facile ou difficile de dépasser un système social donné ce dépassement dépend de circonstances qu'on ne peut guère prévoir. Pourtant les *Principes fondamentaux* ne s'attaquent pas au problème de l'organisation de la révolution elle-même, mais à celui de la phase qui la suit. On ne peut cependant pas prévoir l'état réel de l'économie après la révolution, et par conséquent il est impossible de construire d'avance des programmes de tâches à remplir réellement. Les nécessités de demain seront bien entendu le facteur déterminant. Ce que nous pouvons discuter à l'avance, ce sont les mesures à prendre, les instruments à utiliser pour construire les rapports sociaux souhaités, c'est-à-dire dans le cas qui nous intéresse, les relations communistes entre les hommes.

Le problème théorique de la production et de la distribution communistes, a été posé sur le plan pratique de la révolution russe. Mais, dès le point de départ, la praxis se trouvait canalisée par cette conception d'un contrôle étatique centralisé que partageaient les deux branches de la social-démocratie. Toutes les discussions sur la réalisation du socialisme et du communisme, ne s'attaquaient jamais au vrai problème, c'est-à-dire celui du contrôle des ouvriers sur leur propre production. On se posait en fait comme question comment, par quels moyens, réaliser une économie centralisée et planifiée ? Selon la théorie marxienne, le socialisme ne doit connaître ni marché ni concurrence on en concluait donc que le socialisme devait être une sorte d'économie naturelle, dont production et distribution seraient réglées par un organisme central travaillant sur des statistiques. La critique bourgeoise se mit à critiquer cette conception, en affirmant qu'une économie rationnelle ne peut fonctionner sous de tels auspices, car la production et la distribution sociales exigent une mesure de la valeur telle que celle qui s'incarne dans les prix du marché.

Nous ne voulons pas ici déflorer la discussion de ce point de vue que font les auteurs des *Principes fondamentaux*, mais nous dirons seulement qu'ils recherchent la solution de ce problème, d'une nécessité du calcul économique, dans le temps de travail social moyen utilisé comme base et de la production et de la distribution. Ils envisagent en détail l'application pratique de cette méthode de calcul et la comptabilité publique qui en résulte. Comme il ne s'agit que d'un moyen pour obtenir un certain résultat, on ne peut le critiquer d'un simple point de vue logique. L'utilisation de ce moyen présuppose la volonté de construire une production et une distribution communistes. Ce préalable admis, rien ne peut s'opposer à l'application d'un tel moyen, même si on peut en imaginer d'autres utilisables dans le communisme.

Pour Marx, toute forme d'économie cherche à " épargner le temps ". Distribution et répartition du travail social nécessaire à la réalisation des besoins de la production et de la consommation font du temps de travail l'unité de mesure de la production en système capitaliste, mais pas de la distribution. Les prix tels qu'ils existent dans le capitalisme, reposent sur la valeur liée au temps de travail. Ce n'est pas là une propriété individuelle d'une marchandise donnée, mais une propriété qui se rattache à la production sociale générale dans laquelle tous les prix ne peuvent refléter que la valeur générale de la production, liée au temps de travail. Les relations de production, c'est-à-dire d'exploitation, du

capitalisme, qui sont en même temps des relations de marché, et l'accumulation du capital, motif et moteur de la production capitaliste, excluent tout échange de valeur équivalente liée au temps de travail. Pourtant la loi de la valeur domine l'économie capitaliste et son développement.

On pourrait à partir de là supposer que dans le socialisme la loi de la valeur jouerait encore et qu'il faudrait prendre en considération le temps de travail pour faire fonctionner l'économie de manière rationnelle. Mais ce n'est que dans les conditions capitalistes que le temps de travail devient une " valeur temps de travail ", dans ces conditions où la coordination sociale nécessaire de la production est abandonnée au marché et aux relations de propriété privée. Sans les relations capitalistes de marché, il n'y a pas de loi de la valeur, même si de toute façon le temps de travail doit être pris en considération pour adapter la production sociale aux besoins sociaux. C'est dans ce sens que les *Principes fondamentaux* parlent du temps de travail social moyen.

Les auteurs de cet ouvrage font remarquer que déjà avant eux on avait proposé que le temps de travail soit utilisé comme unité de mesure économique. Mais pour eux ces propositions n'allaient pas assez loin car elles en restaient à la production et ne s'intéressaient pas à la distribution et par là restaient liées au capitalisme. Dans leur conception, le temps de travail social moyen doit être utilisé aussi bien pour la production que pour la distribution. On se heurte cependant ici à une difficulté et à une faiblesse de ce type de calcul à partir du temps de travail. Marx les avait déjà rencontrées, et il n'avait pu les dépasser qu'en proposant la suppression du temps de travail dans le domaine de la distribution dès que serait réalisé le principe communiste " de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ".

Dans la *Critique du programme de Gotha*, Marx explique qu'une distribution égale basée sur le temps de travail amène du même coup de nouvelles inégalités puisque les producteurs diffèrent les uns des autres par leurs capacités au travail et leurs relations privées certains font plus de travail que d'autres dans le même temps, certains ont des familles à entretenir, d'autres pas, si bien que l'inégalité de la distribution, basée sur le temps de travail, apparaît comme une inégalité dans les conditions de consommation. Marx écrit ainsi :

" A égalité de travail et par conséquent à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc... Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal mais inégal " (K. Marx, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*).

Mais bien que " ces défauts soient inévitables dans la première phase de la société communiste " (K. Marx, *idem*), Marx ne les considère pas pour autant comme un principe communiste. Quand les auteurs des *Principes fondamentaux* affirment que leur travail est une application conséquente du processus de pensée marxien, ce n'est vrai que dans la mesure où il s'agit des pensées de Marx qui se rapportent à une phase dans laquelle le principe d'échange domine encore, phase qui doit s'achever par l'avènement du socialisme.

Il allait de soi, selon Marx, que " la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de distribution elles-mêmes... Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'en suivra parallèlement ".

Les défauts d'une distribution, fondée sur le temps de travail, ne peuvent donc pas être dépassés par une séparation entre production et distribution le contrôle de la production par les producteurs sous-entend leur contrôle sur la distribution, tout comme la direction étatique de la distribution — c'est-à-dire la

répartition par en haut — contient en elle-même le contrôle étatique de la production. Les auteurs des *Principes fondamentaux* ont raison d'insister sur le fait que les producteurs ont le droit de disposer de leur production, mais c'est une tout autre affaire d'affirmer que ce droit de disposition doit s'exercer par l'intermédiaire d'une distribution basée sur l'égalité des temps de travail.

Dans les pays capitalistes hautement développés, c'est-à-dire ceux dans lesquels une révolution socialiste est possible, les forces productives ont atteint un niveau suffisant pour produire en excès les objets de consommation. Quand on pense que plus de la moitié de toute la production capitaliste, et toutes les activités non productives qui y sont reliées — sans même tenir compte des moyens de production non utilisés — n'a rien à voir avec la consommation des hommes, mais n'a de "sens que par rapport à cette société capitaliste irrationnelle, il devient clair que dans les conditions, qui seront celles d'une économie communiste, il sera facile de produire un tel excès de biens de consommation que tout calcul de la participation individuelle deviendra inutile.

Mais la réalisation d'un tel excès de biens de consommation si elle existe potentiellement dès aujourd'hui, présuppose cependant une transformation complète de la production sociale qui doit être fondée sur les besoins réels des producteurs. La transformation, qui fera passer de la production de capital à une production orientée vers la satisfaction des besoins des hommes, apportera avec elle, à n'en pas douter, une transformation du développement industriel et technique, qui ne résultera pas uniquement de la destruction des rapports capitalistes et qui permettra d'assurer l'avenir toujours menacé de l'espèce humaine en général.

Sans doute les *Principes fondamentaux* insistent-ils avec raison sur le fait que la production sera gouvernée par la reproduction et sans doute le point de départ de la production communiste n'est-il rien d'autre que le point final de la production capitaliste, mais la nouvelle société exige quelque chose de plus elle a besoin d'une transformation adéquate des buts et des méthodes de production. Des mesures qui amèneront cette transformation devront être prises, et ce sont les résultats de ces mesures qui détermineront si la distribution sera faite sur la base de la participation à la production ou selon les besoins réels en perpétuelle évolution. Bien plus, il est tout à fait possible qu'une destruction partielle de la base de la production amenée par une lutte de classe liée aux changements sociaux, puisse interdire une distribution sur la base du temps de travail, sans pour autant interdire une distribution égale, par exemple sous la forme d'un rationnement. Cette distribution pourrait d'ailleurs être assurée par les ouvriers eux-mêmes, directement, sans passer par le truchement de la comptabilité en temps de travail. Les *Principes fondamentaux* partent, pour ainsi dire, d'un système communiste "normal", c'est-à-dire s'étant déjà imposé complètement et se reproduisant dans sa nouvelle structure. Si telles sont les conditions, une distribution fondée sur le temps de travail apparaît superflue.

Il faut d'autre part souligner que le "rapport exact entre producteurs et produits" qu'exigent les *Principes fondamentaux*, ne porte que sur la partie de la production qui correspond à la consommation publique et à la reproduction de la production sociale. Le processus de socialisation s'exprime par la diminution de la consommation individuelle et l'augmentation de la consommation publique, si bien que le développement communiste tendra de plus en plus à la suppression de la comptabilité en temps de travail dans la distribution. L'économie sans marché exige que les consommateurs s'organisent en communautés en liaison directe avec les organisations d'usines. C'est par l'intermédiaire de ces communautés que les désirs individuels de consommation et par conséquent la production pourront trouver une expression collective. C'est malheureusement cette partie des *Principes fondamentaux* qui est la moins développée, et c'est dommage car le capitalisme utilise, pour sa propre apologie, la prétendue liberté de l'économie de marché. Il est cependant tout à fait possible que les besoins de la

consommation puissent être satisfaits sans l'intermédiaire du marché, et dans la société communiste ce le sera d'autant plus que les déformations, résultant d'une distribution liée à la structure de classe, exigées par le marché, auront été supprimées.

L'exigence d'une " comptabilité exacte " pour la production ne peut être satisfaite il ne s'agit en fait que d'une approximation, car le processus de reproduction et celui du travail est soumis à une transformation continue. La détermination du temps de travail social moyen, pour la production dans son ensemble, exige un certain temps et le résultat obtenu est déjà rendu caduc par l'état réel atteint par la production. " L'exactitude " se réfère à une étape passée et ceci est inévitable, même si on tente de réduire le décalage par l'utilisation des moyens modernes de calcul. Donc le temps de travail social moyen est soumis à des variations constantes. Mais cette inexactitude n'est pas un obstacle suffisant pour empêcher un calcul de la production et de la reproduction sociales, qu'elles soient simples ou élargies. Toutefois la situation réelle n'est plus celle sur laquelle on a effectué les calculs, et elle ne peut s'atteindre qu'en tenant compte d'une inadéquation. La comptabilité en temps de travail n'exige pas en fait un accord parfait entre le temps de travail de production obtenu par le calcul et le temps de travail social moyen réel de la production qui en est résultée. Il s'agit au contraire du besoin d'ordonner et de distribuer le travail social, et, de par sa nature même, cette opération ne peut être qu'approximative. En fait on n'a pas besoin de plus dans une société communiste.

Les auteurs des Principes fondamentaux veulent . organiser la production de sorte que "la relation exacte entre producteur et produit soit la base du processus de production sociale". Ils y voient le " problème central de la révolution prolétarienne ", car ce n'est qu'ainsi que l'on peut éviter la mise en place d'un appareil au-dessus des producteurs. Ce n'est que par la fixation de ce rapport producteur-produit qu'on arrivera à " se passer du travail des dirigeants et des administrateurs dans le domaine de la distribution des produits". Il est donc question ici de l'autodétermination de la distribution par les producteurs en tant que condition préalable, sine qua non, de la société sans classe. La détermination de cette relation exacte producteur-produit ne peut être que le résultat d'une révolution prolétarienne victorieuse, mettant en place le système des conseils, en tant qu'organisation de la société. Si c'est le cas, il se peut toutefois qu'il ne soit pas nécessaire de régler le processus de production à partir de la distribution. On peut imaginer une distribution des biens de consommation, réglée ou non réglée, sans qu'il y ait apparition de nouvelles couches privilégiées. Par ailleurs, ce n'est pas parce qu'on suppose l'existence d'une norme de distribution que la construction d'une économie communiste s'en trouvera garantie d'une économie qui ne doit pas seulement être réglée à partir de la participation des producteurs au produit social, mais aussi à partir des conditions matérielles de la production sociale.

Dans le système capitaliste, ce n'est qu'apparemment que la production est réglée sur le marché. Sans doute celle-ci doit passer par le marché, mais ce dernier est déterminé par la production du capital. C'est la production de valeur d'échange et l'accumulation du capital qui sont à la base du processus de production. La valeur d'usage de ce qui est produit n'est qu'un moyen pour augmenter la valeur d'échange. Les besoins réels des producteurs ne peuvent être pris en considération que dans la mesure où ils coïncident avec les nécessités de l'accumulation. La production, en tant que production de plus-value, se règle automatiquement dans l'économie de marché à travers les relations de valeur d'échange cette dernière ne s'identifie à la valeur d'usage, que dans des cas fortuits. La société communiste produit pour les besoins, l'usage, et doit, par conséquent, adapter production et distribution aux besoins réels de la société. Pour pouvoir définir une norme de distribution de quelque type que ce soit, il faut, au préalable, que la production soit déjà contrôlée, en pleine conscience, par les hommes. La distribution procède de la production, même si celle-ci est déterminée par les besoins des consommateurs.

L'organisation de la production exige beaucoup plus que la détermination exacte du rapport producteur-produit. Elle implique le contrôle des besoins de la société dans son ensemble, des capacités de production dans leur forme matérielle, ainsi que la distribution du travail social dans une forme appropriée.

Même avec le système des conseils, on ne pourra éviter d'édifier des institutions chargées de fournir une vue d'ensemble des nécessités et des possibilités de la société toute entière.

Les données ainsi obtenues doivent permettre de prendre des décisions qui ne sont pas accessibles aux organisations d'entreprises individuelles. La construction du système des conseils doit être telle qu'elle permette une régulation centrale de la production, sans que pour autant l'auto-détermination des producteurs en soit diminuée. Même au niveau de l'entreprise individuelle, les décisions des ouvriers seront transmises aux conseils pour exécution, sans qu'il y ait nécessairement pour autant domination des conseils sur les ouvriers. Dans un cadre plus large, atteignant celui de la production nationale, on peut prendre des mesures organisationnelles qui réalisent la fusion entre l'indépendance des institutions qui " coiffent " les entreprises et le contrôle des producteurs. Pourtant cette disparition de l'antinomie centraliste-fédéraliste, que recherchent les Principes fondamentaux, ne peut s'obtenir par le simple " enregistrement du processus économique par une comptabilité sociale générale " il sera très certainement nécessaire de créer des entreprises spécialisées, incorporées au système des conseils, et s'occupant des problèmes de structure de l'économie.

Le rejet par les Principes fondamentaux d'une administration centrale de la production et d'une distribution réglée par l'État découle des expériences faites en Russie or ces expériences ne reposent pas sur un système de conseils, mais sur le capitalisme d'État. Et, même dans ce dernier cas, production et distribution ne sont pas l'œuvre d'un organisme planificateur, mais de l'État qui se sert de ces organes comme moyen. C'est la dictature politique de l'appareil d'État sur les ouvriers, et non la planification de l'économie, qui a mené à une nouvelle exploitation, à laquelle peut, d'ailleurs, très bien participer l'administration de la planification. En l'absence de la dictature politique et de l'appareil d'État, les ouvriers n'auraient pas à se soumettre à l'administration centrale de la production et de la distribution.

Ainsi la première condition d'une production et d'une distribution communiste est l'absence d'un appareil d'État à côté ou au-dessus des conseils la fonction de l'État, c'est-à-dire la répression des tendances contre-révolutionnaires, doit être le fait des ouvriers eux-mêmes, organisés en conseils. Un parti, c'est-à-dire une partie de la classe ouvrière qui lutte pour le pouvoir, s'établit comme appareil d'État après la conquête de celui-ci il cherche alors à soumettre production et distribution à son contrôle, à étendre et perpétuer celui-ci pour maintenir sa position. Si s'établit un contrôle de la majorité par une minorité, alors l'exploitation continue. Le système des conseils ne peut donc tolérer un État à côté de lui, sans abandonner le pouvoir. Mais si un tel pouvoir d'État, séparé, n'existe pas, toute planification, toute distribution ne peut se faire que par le système des conseils. Les organes du plan deviennent eux-mêmes des entreprises, aux côtés des autres entreprises, et qui les rejoignent en une unité supérieure, au sein du système des conseils.

Il faut également mentionner que la classe ouvrière se modifie constamment, et d'abord dans sa composition. Les Principes fondamentaux partent d'un prolétariat industriel rassemblé dans des usines et classe essentielle de la société. Le système des conseils fondé sur les usines détermine la forme de la société et contraint les autres classes, par exemple les paysans indépendants, à s'incorporer dans le système économique. Au cours des quarante dernières années, la classe ouvrière, c'est-à-dire la couche des salariés, s'est évidemment accrue en nombre, mais, relativement à la masse de la population, la proportion des ouvriers d'usine a diminué. Une partie des employés travaille dans les usines aux côtés

des ouvriers d'usine mais l'autre partie se trouve dans les secteurs de l'administration et de la distribution. La production devenant de plus en plus scientifique, il est possible de considérer les universités en partie comme des " usines ", car les forces productives issues de la science tendent à supplanter celles liées au travail direct. Si dans le capitalisme la plus-value ne peut être que du sur-travail, et ceci quel que soit le niveau de la science, dans le communisme, la richesse sociale s'exprime non pas par une augmentation de travail, mais par une réduction constante du travail nécessaire, due au développement scientifique, maintenant libéré des entraves capitalistes. La production se socialise de façon continue par l'incorporation de masses toujours plus grandes dans le processus de production qui, maintenant, ne peut exister sans une relation et une interpénétration plus étroite de toutes les sortes de travail. Bref, le concept de classe ouvrière s'élargit —il comprend déjà aujourd'hui plus qu'il y a quarante ans. La division du travail, en perpétuelle évolution, contient déjà en elle-même une tendance à la disparition de la séparation entre les professions, entre travail manuel et intellectuel, entre atelier et bureau, entre ouvriers et supérieurs un processus qui, par l'incorporation de tous les producteurs dans une production orientée vers une socialisation accrue, peut amener à un système de conseils qui, en fait, comprendrait toute la société et, par conséquent, mettrait fin à la domination de classe.

On peut partager la méfiance des Principes fondamentaux envers les dirigeants, spécialistes, scientifiques " qui prétendent dominer la production et la distribution, sans pour autant méconnaître le fait qu'à part les dirigeants, les spécialistes tout comme les scientifiques, sont eux-mêmes des producteurs. C'est le système de conseils qui justement les rend égaux aux autres producteurs, qui leur retire leur situation particulière au sein du capitalisme. Mais des retours en arrière de la société sont toujours possibles, et il est clair que le système des conseils peut se désagréger. Si par exemple les producteurs se désintéressent de leur auto-détermination, il s'en suit un transfert des fonctions remplies par les conseils à des instances, à l'intérieur du système même, qui s'autonomisent par rapport aux producteurs. Les auteurs des Principes fondamentaux pensent pouvoir éviter ce danger grâce à une " nouvelle forme de comptabilité de la production, fondement général de toute la production ". Mais cette nouvelle comptabilité doit tout d'abord être introduite et il se peut que les effets qu'on en espère puissent être détruits par toute une suite de modifications. Selon la conception des auteurs des *Principes fondamentaux*, il suffirait d'introduire cette nouvelle comptabilité pour résoudre le problème. Ils s'opposent à la pratique normale du capitalisme d'Etat, c'est-à-dire " la direction par certaines personnes ", et ils prétendent pouvoir l'éviter " à travers le processus concret de la production " dont le contrôle sera assuré par la distribution.

C'est donc le nouveau système de production et de distribution qui garantit, par lui-même, le caractère communiste de la société mais dans la réalité le processus de production est toujours réalisé par des individus. Dans le système capitaliste, il existe aussi un " processus concret de la production ", c'est celui des lois du marché, auxquelles tous les individus sont soumis. Ici le système domine les hommes. La nature fétichiste du système ne fait que cacher les relations sociales réelles l'exploitation de l'homme par l'homme. Derrière les catégories économiques se trouvent les classes et les individus. Là où le fétichisme du système est percé à jour apparaît la lutte ouverte des classes et des individus. Le communisme est, sans doute, également un système social, mais il ne se trouve pas au-dessus des hommes, car il est directement créé par eux. Il n'a pas de vie propre ni de volonté à laquelle les individus doivent inévitablement se plier " le processus concret de la production " y est déterminé par les individus, ou plutôt par les individus groupés en conseils.

Les quelques remarques que nous venons de faire, doivent suffire pour faire ressortir que les *Principes fondamentaux*, ne proposent pas un programme achevé ; il s'agit d'un premier essai pour comprendre un

peu mieux le problème de la production et de la distribution communistes.

Les *Principes fondamentaux* traitent d'une situation sociale encore dans le futur, même aujourd'hui, mais ils n'en sont pas moins un document historique permettant de saisir le niveau de la discussion dans le passé. Leurs auteurs s'attachent à discuter les questions de la socialisation qui s'étaient posées il y a un demi-siècle. Certains de leurs arguments ont depuis perdu une partie de leur actualité. La querelle entre économistes "naturalistes" et représentants de l'économie de marché, à laquelle les *Principes fondamentaux* prirent part, refusant l'une et l'autre, est terminée depuis longtemps. Le socialisme n'est plus, en général, conçu comme une nouvelle société, mais comme une modification du capitalisme. Les partisans de l'économie de marché parlent communément d'une économie de marché planifiée et ceux de l'économie planifiée utilisent l'économie de marché. La détermination de la production à partir de la valeur d'usage n'en exclut pas pour autant une distribution inégale des biens de consommation, par l'intermédiaire d'une manipulation des prix. Les "lois économiques" sont considérées comme indépendantes des structures sociales, et, tout au plus, se querelle-t-on sur la production la plus "économique" de "socialisme" et de "capitalisme".

Le "principe d'économie", c'est-à-dire le principe de la rationalité économique qui, prétend-on, est à la base de toutes les structures sociales et qu'on peut énoncer ainsi les buts économiques sont réalisés au moindre coût, n'est rien d'autre, en réalité, que le principe ordinaire du capitalisme, celui de la production de profit qui entraîne une extrémisation de l'exploitation. Le "principe d'économie" de la classe ouvrière n'est rien d'autre que la suppression de l'exploitation. C'est de ce "principe économique" que partent les *Principes fondamentaux*, et jusqu'à présent c'est le seul ouvrage qui s'en soit préoccupé. Négligeant l'exploitation, pourtant flagrante, des ouvriers dans les prétendus pays "socialistes", les bavardages académiques sur le socialisme dans les pays capitalistes, ne s'intéressent qu'au capitalisme d'Etat. La "propriété socialiste" des moyens de production est toujours comprise comme appropriation par l'Etat, distribution administrative des biens de consommation, avec ou sans marché, mais décidée par un organisme central. Tout comme dans le capitalisme classique, l'exploitation se trouve deux fois confirmée par la séparation des producteurs des moyens de production et par la monopolisation de la violence politique. Et là où les ouvriers se sont vu accorder ou ont obtenu une sorte de "droit de participation", le mécanisme du marché ajoute à l'exploitation de l'Etat, l'auto-exploitation.

Quelles que soient les faiblesses des *Principes fondamentaux* compte tenu de cette situation, ils restent, hier comme aujourd'hui, le point de départ de toute discussion sérieuse et de toute recherche sur la réalisation de la société communiste.

Paul MATTICK, février 1970.

## Préface de l'AAU (1930)

Le travail suivant, fruit d'une étude menée en commun par le Groupe des Communistes Internationalistes (GIK) de Hollande, montre dans sa structure une unité si forte qu'on peut parler d'un effort collectif réel et positif. L'adoption d'une méthode de travail collective dans la rédaction, qui prouve quel résultat peut donner la mise en commun de forces conscientes, rend ce texte d'autant plus précieux. Avec ce texte, le Groupe des communistes internationalistes offre au débat, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier de l'après-[première]-guerre, les possibilités pratiques d'établir la production et la distribution sur la base d'une économie de la valeur d'usage [ou du besoin]. Le groupe a rassemblé toutes les expériences accumulées comme résultat des tentatives passées de la classe ouvrière et de ses théoriciens, afin de mettre à nu les causes premières de l'échec scientifique de ces efforts passés, et éviter cette confusion aux générations à venir.

D'un autre côté, prenant comme point de départ les principes du communisme scientifique pour les combiner avec tel ou tel travail d'auteurs plus anciens, le texte laisse entrevoir de nouvelles relations et interconnexions économiques, qui dans leur ensemble fondent une économie communiste sur des principes scientifiques. Il ne s'attache pas seulement à la nécessité d'une transformation économique et sa construction dans le domaine industriel, mais souligne aussi les liens nécessaires avec l'agriculture. Ainsi le GIC procure-t-il un clair aperçu des interconnexions et du mode de développement nécessaire de l'ensemble d'une société communiste en devenir.

Ainsi nous voulons par cet écrit ouvrir le chemin : les *Principes fondamentaux de production et de répartition communiste* seront couronnés de succès, à condition que la classe ouvrière élabore consciemment et mette en application pratique les connaissances ramassées dans son combat pour l'existence. Le combat est difficile, mais le but en vaut la peine !

Berlin 1930.

Union générale des ouvriers (AAU - Revolutionäre Betriebs-Organisation, Allemagne)

## Chapitre premier

### APRÈS LE COMMUNISME D'ÉTAT

#### RETOURNONS À L'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS LIBRES

##### Le communisme d'État

Les tentatives faites en Russie pour construire la société communiste ont ouvert à la praxis un domaine qu'on ne pouvait, auparavant, aborder qu'en théorie. La Russie a essayé, en ce qui concerne l'industrie, de façonner la vie économique selon des principes communistes... et a, en cela, complètement échoué. Le fait que le revenu ne croisse plus avec la productivité du travail (cf. Henriette Roland-Holst dans la revue hollandaise *De Klassenstrijd*, 1927, p. 270) en est une preuve suffisante. Une plus grande productivité de l'appareil social de production ne donne pas droit à plus de produit social. Ce qui veut dire que l'exploitation subsiste. Henriette Roland-Holst démontre que l'ouvrier russe est aujourd'hui un travailleur salarié.

On peut se débarrasser du problème en renvoyant au fait que la Russie est un pays agraire où domine la propriété privée du sol et du sous-sol, et que, par conséquent, toute la vie économique doit nécessairement reposer sur le travail salarié capitaliste. Celui qui se satisfait de cette explication reconnaît sans doute les fondements économiques de la Russie actuelle, mais la gigantesque tentative des Russes ne lui aura rien appris sur la nature du communisme. D'ailleurs beaucoup de travailleurs ont commencé à avoir des doutes sur la méthode employée par les Russes, qui, d'après ces derniers, doit mener au communisme. On peut définir cette fameuse méthode en peu de mots : la classe ouvrière exproprie les expropriateurs et donne à l'État le droit de disposer des moyens de production ; celui-ci organise les diverses branches de l'industrie et les met, comme monopole d'État, à la disposition de la communauté.

En Russie les choses se passèrent ainsi : le prolétariat s'est emparé des entreprises et a continué à les faire fonctionner sous sa propre direction. Le Parti communiste, propriétaire du pouvoir d'État, obligea alors les entreprises à s'unir en conseils — communaux, de district, nationaux — pour fondre toute la vie industrielle en une unité organique. C'est ainsi que l'appareil de production s'est édifié grâce aux forces vives des masses. C'était là l'expression des tendances communistes latentes dans le prolétariat. Toutes les forces étaient dirigées vers une centralisation de la production. Le IIIe Congrès panrusse des Conseils économiques décréta :

« La centralisation de la gestion de l'économie est le moyen le plus sûr, pour le prolétariat victorieux, d'arriver à l'expansion rapide des forces productives du pays... Elle est en même temps la condition préalable à l'édification socialiste de l'économie, ainsi que la participation des petites entreprises à l'unification économique. La centralisation est le seul moyen de prévenir un émiettement de l'économie. » (A. Goldschmidt, *L'Organisation économique en Russie soviétique*, p. 43.)

Si la production avait été réellement dû être prise en main et dirigée par les masses, ce pouvoir de décision devait maintenant être cédé, avec la même nécessité, aux organisations centrales. Alors qu'au départ les directeurs, les Conseils communaux, etc., étaient responsables devant les masses ouvrières, devant les producteurs, ils étaient dorénavant placés sous l'autorité centrale, qui dirigeait tout. Au début, responsabilité devant la base ; maintenant, responsabilité devant une direction. C'est ainsi que s'effectua en Russie une gigantesque concentration des forces productives, comme aucun autre pays de la Terre n'en avait jusque-là connu. Malheur au prolétariat qui doit engager le combat contre un tel appareil répressif ! Et pourtant cela s'est transformé en réalité aujourd'hui. Il n'y a plus le moindre doute : l'ouvrier russe est salarié, il est exploité. Et il va devoir combattre pour son salaire — contre l'appareil le

plus puissant que le monde connaisse !

Ce qu'il faut souligner, c'est que, dans cette forme de communisme, le prolétariat n'a pas l'appareil de production entre les mains. Il est apparemment le propriétaire des moyens de production, mais il n'a aucun droit d'en disposer. La quantité de produit social, revenant au producteur pour son travail, est déterminée par la direction centrale qui, lorsque tout va bien, la fixe à la lecture de ses statistiques. En fait la question de savoir s'il est nécessaire d'exploiter plus ou moins est ainsi laissée au choix d'une centrale. Et même si on a affaire à une « bonne » direction, qui répartit équitablement les produits, celle-ci reste un appareil qui s'érige au-dessus des producteurs.

Il s'agit maintenant de savoir si ce qui se passe en Russie est dû à des circonstances particulières, ou si c'est la caractéristique de toute organisation de production et de répartition centralisée. Si cela était réellement le cas, alors la possibilité du communisme deviendrait problématique.

### **Du côté de chez Marx**

A l'exception de Marx, presque tous les écrivains préoccupés par l'organisation de la vie économique à l'intérieur de la société socialiste prônent les mêmes principes que ceux que les Russes ont mis en pratique. Ils prennent comme point de départ cette phrase d'Engels : « *Le prolétariat s'empare du pouvoir d'État et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'État.* » Puis ils se mettent à centraliser et construisent des organisations du même genre que celles que les Russes ont effectivement créées. C'est ainsi que Rudolf Hilferding et Otto Neurath, auxquels on peut ajouter bien d'autres spécialistes du même acabit, écrivent :

« Comment, combien, avec quels moyens seront fabriqués de nouveaux produits à partir des conditions de production disponibles, naturelles ou artificielles... tout cela sera déterminé par les commissaires régionaux ou nationaux de la société socialiste, qui, calculant les besoins de la société à l'aide de tous les moyens fournis par une statistique organisée de la production et de la consommation, prévoient consciemment l'aménagement de la vie économique d'après les besoins des communautés consciemment représentées et dirigées par eux. »

(Rudolf Hilferding, *Le Capital financier*, p. 1.)

Et Neurath est encore plus explicite :

« La science de l'économie socialiste ne connaît qu'un seul agent économique : la société. Celle-ci, sans comptabiliser ni les pertes ni les profits, sans mettre en circulation d'argent, qu'il s'agisse de monnaie métallique ou de bons de travail déterminés par un plan économique, sans se baser sur une unité de mesure, organise la production et détermine divers niveaux d'existence selon des principes socialistes. »

(Otto Neurath, *Plan économique et calcul naturel*, p. 84.)

Chacun voit que tous les deux aboutissent aux mêmes constructions que les Russes. Supposons que de pareilles constructions soient viables (ce que nous contestons) et que cette direction et ce pouvoir central réussissent à répartir équitablement la masse des produits en fonction du niveau de vie : le fait que, malgré la bonne marche des affaires, les producteurs n'aient en réalité aucun contrôle sur l'appareil de production, n'en subsistera pas moins. Un tel appareil n'appartiendra pas aux producteurs, il s'érigera au-dessus d'eux.

Cela mènera fatalement à une répression violente des groupes qui sont en désaccord avec cette direction. *Le pouvoir économique central est en même temps le pouvoir politique.* Chaque individu qui, soit en politique, soit en économie, aura d'autres vues que celles du pouvoir central, sera réprimé à l'aide de

tous les moyens dont dispose le puissant appareil. Nous n'avons sûrement pas besoin de donner des exemples. C'est ainsi que de l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS LIBRES ET ÉGAUX, annoncée par Marx, on en arrive à un État concentrationnaire, tel qu'on n'en connaissait pas jusqu'alors.

Les Russes, aussi bien que tous les autres théoriciens, se disent marxistes et font évidemment passer leur théorie pour du véritable communisme marxiste. Mais en réalité cela n'a aucun rapport avec Marx. C'est de l'économie bourgeoise qui projette dans le communisme la direction et le contrôle capitalistes de la production. Ces gens se rendent compte que le procès de production est sans cesse plus socialisé. Le producteur libre cède la place aux syndicats, aux trusts, etc. ; pour eux la production est effectivement devenue « communiste ».

« Le dépassement de la pensée capitaliste en tant que phénomène général présuppose un vaste procès. Il est très vraisemblable que le socialisme va s'imposer d'abord comme organisation économique, de sorte que c'est l'ordre socialiste qui va commencer à engendrer les socialistes, et non les socialistes l'ordre socialiste, ce qui est d'ailleurs en accord avec l'idée fondamentale du marxisme. »

(O. Neurath, *Plan économique...*, p. 83.)

Et lorsque l'économie s'est ainsi socialisée, il faut encore transformer les rapports de propriété de telle sorte que les moyens de production deviennent propriété d'État, alors "*la régulation socialement planifiée de la production correspondant aux besoins de l'ensemble de la société tout comme à ceux de chaque individu, se met à la place de l'anarchie de la production.*" (Engels, *Anti-Dühring*.)

Sur cette régulation planifiée nos "économistes communistes" continuent alors de bâtir. Il leur suffit de mettre une nouvelle direction à la tête de l'économie pour exécuter le plan, et voici le communisme.

Il suffit donc que le prolétariat mette à la tête de la production une nouvelle direction, qui alors dirigera tout pour le mieux, à l'aide de ses statistiques ! Une telle solution du problème s'explique par le fait que les experts en économie n'arrivent pas à envisager le développement de la production planifiée comme un procès d'évolution des masses elles-mêmes, mais comme un procès qu'ils doivent exécuter, eux les spécialistes. Ce ne sont pas les masses laborieuses mais EUX les guides, qui vont mener la production capitaliste en faillite vers le communisme. Ce sont EUX qui ont le savoir. Ce sont EUX qui pensent, organisent, règlent tout. Les masses ont seulement à approuver ce que EUX, en toute sagesse, décident. Au sommet les économistes et les dirigeants avec leur science, Olympe mystérieuse à laquelle les masses n'ont pas accès. La science serait alors la propriété des grands hommes desquels rayonne la lumière de la nouvelle société. Il est clair, sans plus, que les producteurs n'ont pas ici la direction et le contrôle de la production entre leurs mains et que nous avons affaire à une assez étrange conception de l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS LIBRES ET ÉGAUX telle que la voyait Marx.

Tous les projets semblables portent nettement l'empreinte de l'époque à laquelle ils ont été conçus à l'époque du machinisme. L'appareil de production est considéré comme un mécanisme subtil, fonctionnant grâce à des milliers et des milliers d'engrenages. Toutes les parties du procès de production se complètent les unes les autres, phases diverses du travail à la chaîne tel qu'il est mis en pratique dans les entreprises modernes (Ford). Et ici et là se tiennent les dirigeants de l'appareil de production qui, à l'aide de leurs statistiques, décident du rendement des machines.

Ces projets machinistes ont pour base l'erreur fondamentale qui veut que le communisme soit en premier lieu une question d'organisation et de technique. En réalité la question économique posée est celle-ci : comment faut-il établir la relation fondamentale entre le producteur et son produit ? C'est pour cela qu'à l'encontre de cette conception machiniste nous disons qu'il faut trouver la base sur laquelle les producteurs pourront construire eux-mêmes le système de production. Cette construction

est un procès qui part de la base et non du sommet. C'est un procès de construction, qui s'effectue grâce aux producteurs et non comme si quelque "manne céleste" nous tombait du ciel. Si nous méditons sur les expériences de la Révolution et si nous suivons les indications laissées par Marx, il nous est déjà possible de progresser notablement dans une telle direction.

## Nationalisation et collectivisation

De là aussi la contradiction entre les entreprises qui sont déjà mûres, et celles qui ne le sont *pas encore*. Chose que Marx n'aurait sans doute pas imaginé. P. Oppenheimer remarque fort justement dans le recueil de H. Beck sur *Les Chemins et les Buts du socialisme* :

« On s'imagine qu'on s'approche pas à pas de la "socialisation" marxienne lorsqu'on nomme socialisation l'étatisation et la communalisation d'entreprises isolées. C'est ce qui explique la formule mystérieuse des "entreprises mûres", par ailleurs incompréhensible... Pour Marx la société socialiste ne peut être mûre que comme un tout. Selon lui, des entreprises isolées ou des branches isolées d'une entreprise sont aussi peu "mûres" et peuvent aussi peu être collectivisées, que les organes isolés d'un embryon au quatrième mois de la grossesse sont mûrs pour naître et mener une existence autonome. »

"En fait cette nationalisation ne mène qu'à la construction du socialisme d'État ; où l'État prend figure de seul grand patron et exploitateur."

(Pannekoek, à propos de la "socialisation" dans *De Nieuwe Tijd*, 1919, p. 554.) (6)

Pour Marx, il importe de ne pas freiner l'énergie des masses, qui réalisent par elles-mêmes la socialisation, mais de l'inclure en tant que cellule vivante dans l'organisme économique communiste, ce qui, encore une fois, n'est possible que lorsque les fondements économiques généraux sont réunis pour cela. Les travailleurs peuvent alors insérer eux-mêmes leurs entreprises dans le grand tout, et déterminer les rapports du producteur au produit social.

Le seul qui n'essaye pas de brouiller les cartes à ce sujet est, autant que nous sachions, le réformiste H. Cunow (7). Il dit :

" Assurément Marx, à l'encontre de l'école de Cobden, veut en fin de compte une réglementation solide du procès économique. Toutefois celle-ci ne sera pas effectuée par l'État, mais par l'union des associations libres de la société socialiste. "

(Cunow, *La Théorie marxienne de l'histoire, de la société et de l'État.*)

Dans son chapitre sur la "Négation de l'État et le Socialisme ", Cunow montre comment la social-démocratie allemande abandonne progressivement ce point de vue. Au début ce mouvement s'opposa aux efforts visant à étatiser de grandes entreprises comme les chemins de fer ou les mines. À la page 340 de son ouvrage, Cunow cite ce passage de Liebknecht (8), tiré d'un rapport sur le "socialisme d'État et la social-démocratie révolutionnaire" :

"On veut étatiser progressivement une entreprise après l'autre. C'est-à-dire remplacer les patrons privés par l'État perpétuer le système capitaliste en changeant seulement d'exploiteur... L'État devient patron à la place des patrons privés ; les ouvriers n'y gagnent rien, mais l'État par contre accroît sa puissance et son pouvoir de répression... Plus la société bourgeoise se rend compte qu'avec le temps, elle ne peut se défendre de l'assaut des idées socialistes, plus nous approchons du moment où, avec le plus grand sérieux, on proclame le socialisme d'État ; le dernier combat que la social-démocratie aura à mener se livrera sous le cri de guerre : "social-démocratie contre socialisme d'État !"

A la suite de quoi Cunow constate que ce point de vue est déjà abandonné avant 1900, et qu'en 1917 Karl Renner (9) déclare : "*l'État deviendra le levier du socialisme*" (voir *Marxisme, guerre et Internationale*).

Cunow est parfaitement d'accord avec cela, mais son mérite est en tout cas de montrer clairement que tout cela n'a rien à voir avec Marx. Cunow reproche à Marx d'opposer si fortement l'État et la société, alors que, selon lui, cette opposition n'existe pas, du moins qu'elle ne subsiste plus.

Avec leur nationalisation selon le principe des entreprises mûres, telle qu'elle a été appliquée en Russie, les bolcheviks ont porté au marxisme un coup en plein visage et ont adopté le point de vue social-démocrate de l'identité entre l'État et la Société. La contradiction existant en fait se manifeste actuellement dans toute son ampleur en Russie. La société n'a ni les moyens de production, ni le procès de production entre ses mains. Ceux-ci sont entre les mains de la clique au pouvoir, qui gère et dirige tout "*au nom de la société*" (Engels)... Ce qui veut dire, que les nouveaux dirigeants réprimeront d'une manière jusque là inconnue tous ceux qui s'opposent à la nouvelle exploitation. La Russie qui devait être un modèle du communisme, ainsi devenue l'idéal d'avenir de la social-démocratie.

Nous nous sommes arrêtés un peu plus longuement sur cette sorte de nationalisation, pour montrer que tout cela n'a rien à voir avec Marx et ne fait que compromettre le marxisme. *C'est surtout après la Commune de Paris que Marx en vint à affirmer que l'organisation de l'économie ne doit pas être réalisée par l'État, mais par une union des associations libres de la société socialiste.* Avec la découverte des formes dans lesquelles le prolétariat s'organise pour la lutte révolutionnaire des classes, pour conquérir le pouvoir économique et politique, sont aussi donnés les fondements, sur lesquels l'Association libre de la société doit se réaliser historiquement.

### **L'heure sociale moyenne de travail chez Marx et Engels**

Marx se plaçait donc du point de vue de "l'association des producteurs libres et égaux". Cette association n'a cependant strictement rien de commun avec la nébuleuse entraide mutuelle, elle a au contraire, une base très matérielle. Cette base est le calcul du temps nécessaire pour fabriquer les produits. Pour plus de commodité nous l'appellerons pour l'instant "calcul du prix de revient", bien que cela n'ait rien à voir avec la valeur, comme nous allons le voir plus loin.

Engels est de cet avis :

"La société peut calculer simplement combien il y a d'heures de travail dans une machine à vapeur, dans un hectolitre de froment de la dernière récolte... Il ne peut donc pas lui venir à l'idée de continuer à exprimer les quantités de travail, qui sont déposés dans les produits et qu'elle connaît de façon directe et absolue, dans un étalon seulement relatif, flottant, inadéquat, autrefois inévitable comme expédient, en un tiers produit, au lieu de le faire dans un étalon naturel, adéquat, absolu, le temps... Donc si on tenait compte de ces suppositions, la société n'attribuera pas non plus de valeurs aux produits."

(Engels, *Anti-Dühring*, p. 346 ; Ed. sociales, Paris, 1971.)

Marx lui aussi indique très nettement l'heure de travail comme unité de mesure. Dans son commentaire sur le fameux Robinson Crusoe, il déclare :

"La nécessité même le force à partager son temps très exactement entre ses différentes occupations. Que l'une prenne plus, l'autre moins de place dans l'ensemble de ses travaux, cela dépend de la plus ou moins grande difficulté qu'il a à vaincre pour obtenir l'effet utile qu'il en a vue. L'expérience lui apprend cela, et notre homme qui a sauvé du naufrage une montre, le grand livre, une plume et de l'encre, ne tarde pas, en bon Anglais qu'il est, à mettre en note tous ses actes quotidiens. Son inventaire contient le détail des objets utiles qu'il possède, des différents modes de travail exigés par la production, et enfin du temps de travail que lui coûtent en moyenne des quantités déterminées de ces divers produits. Tous les rapports entre Robinson et les choses qui forment la richesse qu'il s'est créée lui-même sont tellement simples et transparents que M. Baudrillard pourrait les comprendre sans une trop grande tension d'esprit."

(*Le Capital*, I ; " Économie ", éd. Gallimard, « Bibliothèque de La Pléiade, p. 611.)

"Représentons-nous enfin une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs et dépensant, après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de

travail. Tout ce que nous avons dit du travail de Robinson se reproduit ici, mais socialement et non individuellement."

(*Le Capital*, I, « Bibliothèque de la Pléiade », p. 613)

Nous voyons ici, que dans l'"association d'hommes libres", Marx reconnaît la nécessité d'une comptabilité de la production, basée sur l'heure de travail. Dans le passage où Marx remplace Robinson par des hommes libres, nous voulons à présent par transposition lire la comptabilité de la société de la manière suivante :

"Son inventaire contient le détail des objets utiles qu'il possède, des différents modes de travail exigés par leur production, et enfin du temps de travail que lui coûtent ces divers produits. Tous les rapports entre les membres de la société et les choses sont tellement simples et transparents que tout le monde peut les comprendre."

Marx admet en général que cette comptabilité de la société est un procès de production, où le travail est devenu travail social, c'est-à-dire qu'il importe peu que le communisme soit encore peu développé ou qu'au contraire le principe "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins" soit déjà réalisé. Cela veut dire que l'organisation de la vie économique peut, au cours des diverses phases de développement, passer par divers stades, mais que le temps social moyen de travail ne restera pas moins la base immuable de cette organisation.

Lorsque par exemple Marx renvoie explicitement au fait que la distribution peut prendre diverses formes, il montre qu'il voyait bien les choses ainsi. Neurath y lit que Marx pose la question comme si nous avions la liberté de choisir comment se fera la répartition des produits. C'est là une erreur étonnante pour un "connaisseur de Marx", qui devrait savoir que Marx ne connaît pas de liberté, mais qu'il voit partout une dépendance fonctionnelle. La liberté de choisir une organisation de la distribution se situe dans les limites imposées par la forme de l'appareil de production. Ici peuvent intervenir cependant certaines modifications dont nous discuterions encore :

" Tous les produits de Robinson étaient son produit personnel et exclusif et conséquemment objets d'utilité immédiate pour lui. Le produit total des travailleurs mais un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale, mais l'autre partie est consommée, et par conséquent, doit se répartir entre tous. Le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique des producteurs. "

(*Le Capital*, t. I, " Économie ", " Pléiade ", p. 613.)

Après cela, Marx pouvait fort bien nous indiquer la catégorie fondamentale servant à calculer la production dans la société communiste, mais il se contente de donner un exemple du mode de distribution. C'est ainsi qu'il continue :

" C'est seulement pour faire un parallèle avec la production marchande que nous supposons que la part accordée à chaque travailleur est déterminée par son temps de travail, le temps de travail jouerait ainsi un double rôle. D'un côté, sa répartition planifiée règle le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins ; de l'autre, il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun, et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservée à la consommation. Les rapports sociaux des hommes à leurs travaux et aux produits de ces travaux restent ici simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution. "

(*Ibid.*)

Ailleurs également, il apparaît que Marx voit le temps de travail comme catégorie fondamentale de l'économie communiste :

" Dans la répartition socialisée le capital argent disparaît. La société répartit la force de travail et les moyens de production dans les différentes branches de l'économie. Le cas échéant les producteurs pourraient recevoir des bons en papier, leur permettant de prélever sur les réserves sociales destinées à la consommation des quantités correspondante à leur force de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent ; ils ne circulent pas. "

(*id.*, p. 883.)

Si le temps individuel de travail doit être la mesure du produit individuellement consommable, alors l'ensemble des produits devra être lui aussi calculé avec la même mesure. En d'autres termes, les produits doivent indiquer combien de travail humain, calculé en fonction du temps, combien d'heures de travail ils ont nécessité. Cela présuppose évidemment que l'on calcule les autres catégories de la production (moyens de production, matières premières, sources d'énergie...) avec la même mesure, si bien que toute la comptabilité de la production dans les entreprises devra être basée sur l'heure sociale moyenne de travail. On peut alors dire avec raison :

" Les rapports sociaux des hommes à leurs travaux et aux produits de ces travaux restent simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution. "

Nous voyons ainsi que Neurath se trompe lourdement lorsqu'il estime que la production et la distribution ont si peu de rapport l'une avec l'autre, que nous avons la " liberté du choix ". Au contraire, quand Marx prend le temps de travail individuel pour mesure la part de produit revenant à chacun, il pose en même temps la base permettant de déterminer le fondement de la production. Reposons maintenant la question de savoir si une production planifiée, telle qu'elle se manifeste dans un appareil organiquement structuré, conduit nécessairement à un appareil qui s'érige au-dessus des producteurs. Nous disons " non ". Dans une société où le rapport du producteur au produit social est déterminé directement, ce danger n'existe pas. Dans toute autre société, l'appareil de production se transforme fatalement en appareil de répression.

### **L'Association des producteurs libres et égaux**

L'appareil de production est un organe créé par l'humanité pour satisfaire ses multiples besoins. Au cours de leur procès de formation, du procès de production, nous usons notre force de travail ainsi que l'appareil de production. De ce point de vue le procès de production est un procès de destruction, de démolition, mais grâce à cette destruction nous créons perpétuellement des formes nouvelles. Le même procès fait renaître ce qui a été détruit. Au cours de ce processus, les machines, les outils, notre force de travail sont en même temps rénovés, renouvelés, reproduits. C'est là un flot continu d'énergies humaines passant d'une forme à l'autre. Chaque forme particulière est de l'énergie humaine cristallisée, que nous pouvons mesurer à son temps de travail.

La même chose vaut pour le secteur du procès de production, qui ne fabrique pas de produits directs, comme par exemple l'éducation, les soins médicaux, etc. La distribution s'opère directement lors de la production et, par elle, les énergies se répandent directement dans la société sous une forme complètement nouvelle. Par le fait que nous puissions mesurer ces énergies en temps, il se forme un rapport parfaitement exact entre le producteur et son produit. Le rapport de chaque producteur individuel à chaque produit social particulier est ici parfaitement transparent.

L'organisation de la production, comme la voient Neurath, Hilferding ou les dirigeants russes, masque complètement ce rapport. Ils l'ignorent et les producteurs en savent sûrement encore bien moins qu'eux à son sujet. Ainsi une partie déterminée du produit social doit-elle être distribuée par le gouvernement aux producteurs, et ceux-ci doivent attendre pleins de " confiance " ce qu'ils reçoivent. C'est ainsi que s'accomplit alors ce que nous voyons en Russie. Bien que la productivité augmente, bien que la masse

des produits sociaux croisse, le producteur ne reçoit néanmoins pas une plus grande part de production - donc il est exploité.

Que faire contre cela ? Rien ? Le producteur peut recommencer une nouvelle fois la lutte contre l'exploiteur, contre ceux qui disposent de l'appareil de production. On peut essayer de mettre en place des "chefs meilleurs", mais cela ne supprimera pas la cause de l'exploitation. Finalement, la seule solution est de construire toute l'économie de façon que le rapport du producteur et de son produit devienne la base du procès de travail de production. Mais on supprime par là du même coup la tâche des dirigeants et des gérants chargés de l'allocation des produits. Il n'y a plus rien à allouer. La participation à la répartition du produit social est déterminée directement. Le temps de travail est la mesure de la part du produit individuellement consommable.

Le prolétariat réussira-t-il lors d'une révolution communiste à déterminer le rapport du producteur au produit ? C'est de la force du prolétariat que dépend la réponse à cette question. Seule la détermination de ce rapport rend possible une production planifiée. Les entreprises et industries pourront alors s'unir horizontalement et verticalement en un tout planifié, pendant que chaque branche particulière établira elle-même sa propre comptabilité du temps de travail, consommé sous forme d'usure des machines, des matières premières, des sources d'énergie et de la force de travail. La détermination de cette base et cette organisation de la production communiste peuvent fort bien être effectués par les producteurs eux-mêmes, oui précisément, eux seulement peuvent les réaliser, des "producteurs libres et égaux" devenant par-là même une nécessité. Le procès d'interférence et d'assemblage se développe à partir de la base, parce que les producteurs ont eux-mêmes entre leurs mains la direction et la gestion de l'appareil de production. Maintenant l'initiative des producteurs a le champ libre ; ils peuvent créer eux-mêmes la vie mouvante dans ses formes multiples.

Le prolétariat souligne le caractère fondamental du rapport du producteur à son produit. C'est cela et seulement cela qui est le problème central de la révolution prolétarienne.

Tout comme le serf se battait, lors de la révolution bourgeoise, pour son lopin de terre, et pour le droit de pouvoir disposer entièrement des fruits de son travail, le prolétaire se bat pour son entreprise et pour le droit de pouvoir disposer entièrement de la production, ce qui n'est possible que lorsque le rapport fondamental entre le producteur et son produit est déterminé socialement et juridiquement. Le problème est de savoir quelle place le prolétariat conquerra dans la société ; si le travail dans les entreprises sera lié au droit de pouvoir disposer de la production ou si on va à nouveau proclamer le manque de maturité du prolétariat et codifier ce droit de disposition à des chefs, des spécialistes et des savants. Ce combat sera mené en premier lieu contre ceux qui croient obligé de tenir le prolétariat en tutelle après la révolution. C'est pourquoi la collaboration de pareilles gens ne sera de mise que lorsqu'auront été posés les fondements de la production communiste. Sur cette base leurs forces pourront s'exercer au profit de la société, alors que, autrement elles ne peuvent que se développer en un nouveau pouvoir de caste.

La dictature du prolétariat a des effets totalement différents dans l'une ou l'autre forme de communisme. Sous le communisme d'État, elle opprime tout ce qui s'oppose à la direction dominante jusqu'à ce que toutes les branches de la production soient assez mûres pour pouvoir être intégrées dans la machine administrative par l'appareil dirigeant. Sous "l'Association des producteurs libres et égaux", la dictature sert à mener à bonne fin la nouvelle comptabilité de la production, comme base générale de la production. C'est-à-dire pour créer la base générale de la production. C'est-à-dire pour créer la base sur laquelle les producteurs libres pourront eux-mêmes diriger et maîtriser la production. Sous le communisme d'État, la dictature sert à créer les conditions favorables à l'oppression violente d'un

appareil central. Sous l'Association des producteurs libres et égaux, il sert à appeler à la vie les forces grâce auxquelles cette dictature perdra. Elle mène continuellement son pouvoir en tant que dictature, jusqu'à finalement devenir superflue ; elle travaille elle-même à sa propre disparition.

Sans nous préoccuper plus longtemps de communisme d'État, nous voulons plutôt, maintenant, examiner comme un homme peut, à notre époque encore, soutenir les conceptions "puériles" de Marx (que celui-ci aurait tirées des courants anarcho-libéraux de son temps) (cf. H. Cunow, *La théorie marxienne de l'Histoire, de la Société et de l'État*, 1, p. 309.). Selon celles-ci la régulation de la vie économique "ne peut se faire par l'État, mais seulement par l'union des Associations libres de la société socialiste", l'heure de travail devenant dans le même temps, la catégorie fondamentale de la vie économique. Oui, comment en arrive-t-on à déclarer cette conception "puérile" de Marx seule base possible du communisme ? Poser cette question, c'est dire en même temps que cette conception n'a pas vu le jour d'abord derrière un bureau de travail, mais qu'elle est le produit de l'effervescence de la vie révolutionnaire elle-même.

Comme on peut le voir, ce sont trois moments principaux qui nous firent oublier les litanies des "économistes communistes". Tout d'abord la formation et le travail spontanés du système des conseils, puis l'émasculatation des Conseils par l'appareil d'État russe, enfin la croissance de l'appareil étatique de production, qui devient une nouvelle forme de domination, inconnue jusqu'ici, sur l'ensemble de la société. Ces faits nous forcèrent à un examen plus approfondi, au cours duquel il apparaît que le communisme d'État, aussi bien dans sa théorie que dans sa pratique, n'a rien à voir avec le marxisme. La pratique de la vie — le système des Conseils — plaçait ainsi "l'Association des producteurs libres et égaux" de Marx au premier plan, tandis que, dans le même mouvement, la vie commençait à exercer sa critique contre la théorie et la pratique du communisme d'État.

## Chapitre 2

### PROGRÈS DANS L'ÉNONCÉ DES PROBLÈMES

#### Les disciples de Marx

Si l'on jette un coup d'œil sur la littérature socialiste ou communiste, qui est d'un certain volume, on s'aperçoit qu'elle ne contient que fort peu d'études des fondements économiques de la société censée remplacer le capitalisme. Chez Marx, nous trouvons l'analyse classique du mode de production capitaliste. Il en tire la conclusion suivante : le développement des forces productives place l'humanité devant un choix : soit abolir la propriété privée des moyens de production, et poursuivre la production dans le cadre de la propriété collective de ces moyens, soit sombrer dans la barbarie.

Cette remarquable réalisation scientifique a fait passer le socialisme du royaume de l'utopie sur le terrain solide de la science. Marx ne donne que quelques indications sur les lois économiques qui doivent régner dans la nouvelle société, en fait, il donne seulement des directions dans lesquelles il faut s'engager pour les découvrir. De ce point de vue, le plus important de ses écrits est les *Gloses marginales [au programme du Parti ouvrier allemand]*, plus connues sous le nom de *Critique du programme de Gotha*. On aurait toutefois grand tort de considérer cette volonté d'en rester à ces quelques indications comme une faiblesse ou une insuffisance de la théorie marxienne. A l'époque de Marx, en effet, il aurait certainement été prématuré de vouloir attaquer ces questions dans leur totalité. Une telle entreprise se serait perdue dans les marais de l'utopie, et d'ailleurs Marx a fait des mises en garde à ce sujet. Voilà pourquoi ces problèmes sont devenus tabous, et qu'ils le sont encore aujourd'hui à un moment où l'éclatement et le déroulement de la révolution russe prouvent qu'il y a nécessité de les résoudre.

Marx parle donc des fondements généraux de la nouvelle production, mais il ne se borne pas là et indique la méthode de comptabilité qui aura cours dans la nouvelle société. Il s'agit de la comptabilité en termes de temps de travail. Des fondements généraux exposés par Marx découle la suppression du marché et de l'argent. Mais c'est justement là une pierre d'achoppement sur laquelle sont venus buter les disciples de Marx qui se sont intéressés aux fondements de la production communiste. En effet, ils ne voient, au fond, le communisme que comme un prolongement de la concentration de la vie économique telle que nous la connaissons dans le régime capitaliste, cette concentration devant automatiquement mener à la nouvelle société. Telle est la conception exposée avec une netteté particulière par Hilferding dans son étude sur les conséquences d'une concentration totale du capital entre les mains d'une direction centrale. Il échafaude, par la pensée, un trust colossal et voici ce qu'il en dit :

" Toute la production est consciemment réglée par une instance qui décide de l'étendue de la production dans toutes les sphères de la société. La fixation des prix devient alors purement nominale et n'a pas d'autre sens que la répartition de l'ensemble de la production entre les magnats du cartel d'une part, et la masse de tous les autres membres de la société, d'autre part. Le prix n'est plus alors le résultat d'un rapport objectif qui emprisonne les hommes, mais seulement une manière de calculer la distribution des choses de personne à personne. L'argent ne joue dès lors plus aucun rôle. Il peut même disparaître, car il s'agit d'une répartition de choses, non de valeur. Avec l'anarchie de la production disparaît aussi le reflet pragmatique, l'objectivité de la valeur de la marchandise, disparaît donc l'argent. Le cartel répartit le produit. Les éléments concrets de la production ont été produits à nouveau et utilisés pour de nouvelles productions. Une partie de la nouvelle production est distribuée à la classe ouvrière et aux intellectuels, l'autre partie revient au cartel qui peut l'utiliser comme bon lui semble. Nous avons affaire là à la société réglée consciemment, sous forme antagonique. Mais cet antagonisme est antagonisme de la répartition. La répartition elle-même est consciemment réglée et supprime, par-là, la nécessité de l'argent. Le capital financier est, dans son accomplissement final, libéré du terrain sur lequel il est né. La circulation de

l'argent est devenue inutile. L'incessante circulation de la monnaie a atteint son terme : la société réglementée, et le mouvement perpétuel de la circulation trouve enfin son repos. "

(R. Hilferding, *Le Capital financier, op. cit.*, p. 329)

Selon la théorie de Hilferding, le passage au communisme ne posera. en fait aucun problème. C'est un processus automatique que le capital accomplira de lui-même. La concurrence capitaliste entraîne la concentration du capital, et, du même coup, la naissance des grands complexes et combinats industriels. Au sein de tels complexes, comme un trust, qui regroupe des compagnies de transport, des mines, des laminoirs, etc., il y a des échanges, toute une circulation, qui se font sans argent. La direction suprême désigne simplement les usines qui doivent être approvisionnées en nouveaux moyens de production, elle décide de la nature et de la quantité de production. Etc.

La théorie de Hilferding en déduit alors que le problème de l'organisation de la production communiste se réduit à pousser encore plus loin cette concentration, cette accentuation amenant " d'elle-même " le communisme. Le rejet de la propriété privée des moyens de production découle avant tout de ce que celle-ci barre la route à la concentration des entreprises. L'abolir, telle est la condition pour que le processus de concentration puisse se développer pleinement, et que, n'ayant plus rien pour gêner sa marche, la concentration gagne toute la vie économique, sous forme d'un trust colossal qu'il appartient à une instance supérieure de diriger. Mais avec cet accomplissement se trouvent remplies les conditions préalables que Marx avait posées à l'avènement de la production communiste. Le marché a disparu, parce qu'une entreprise ne peut se vendre quelque chose à elle-même. De même il n'y a plus de prix des produits, puisque la direction suprême décide de la circulation de ces produits d'une entreprise à l'autre, conformément à ce qu'elle juge utile et nécessaire. Faudrait-il, de plus, déterminer la quantité de travail que chaque produit a nécessité pour sa production ? Certainement pas. Il s'agit là, manifestement d'une erreur de Marx et d'Engels.

Ainsi, le développement de la science qui traite de l'économie communiste, n'a pas suivi en droite ligne la direction désignée par Marx, mais a quelque peu bifurqué. Ce n'est que vers 1920 qu'on la voit revenir sur son ancien chemin. Mais il y a quelque ironie à constater que ce sont les économistes bourgeois qui, que ce fût ou non de façon involontaire, sont responsables de ce progrès. Car c'est au moment même où tout laissait croire que la fin du capitalisme était proche, que le communisme allait conquérir le monde au pas de course, que Max Weber et Ludwig von Mises se mirent à critiquer ce communisme. [*Max Weber, Wirtschaft und Gesellschaft (Grundrisse der Sozialökonomik, Tübingen 1922, Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, vol. 47, 1, avril 1920. Article repris dans Gemeinwirtschaft, Jena, 1922.*]

Bien entendu, ils ne pouvaient critiquer que le " socialisme à la Hilferding " ou le " communisme " russe, ce qui est essentiellement la même chose. Du même coup, ils administraient à Neurath, cet Hilferding poussé à l'extrême, une volée de bois vert. Leur critique atteint son point culminant dans la démonstration qu'une économie dépourvue de comptabilité, sans dénominateur commun pour exprimer la valeur des produits, n'est pas viable.

Et ils avaient touché juste. Grande confusion dans le camp " marxiste " ! L'impossibilité du communisme se trouvait démontrée sur le plan économique, aucune production planifiée ne pouvant s'y dérouler. Pauvre communisme qui hier volontiers justifiait son droit à l'existence par l'anarchie de la production capitaliste, voilà qu'on prouvait qu'il était encore bien moins capable de fonctionner de manière planifiée ! Block en vint à déclarer qu'on ne pourrait plus parler de communisme tout pendant qu'on n'aurait pas indiqué par quoi remplacer le " mécanisme du marché ". Kautsky, tout bouleversé, se met à

proférer les pires bêtises, parle de fixation des prix sur une longue durée, etc. Mais les cabrioles de Kautsky ont au moins un résultat positif, celui de faire reconnaître la nécessité de la comptabilité. Même si Kautsky veut réaliser celle-ci sur la base de l'actuel système monétaire. En effet, il ne croit pas pouvoir se passer de l'argent ni comme "étalon de valeur pour la comptabilité et la tenue des livres dans les relations d'échange dans une société socialiste" ni comme "moyen de circulation". (Kautsky, *Die Proletarische Revolution und ihre Programm* (La révolution prolétarienne et son programme), p. 318.)

La critique destructrice des Weber et des Mises a, de fait, aidé l'étude de l'économie communiste à sortir de son cul-de-sac et l'a replacée sur le terrain de la réalité. Elle a réveillé des "génies qui ne se laisseront pas enchaîner", car, aujourd'hui, il devient possible de suivre et pousser plus loin les idées de Marx sur le temps de travail social moyen.

On a vu apparaître une sorte de pôle négatif opposé au communisme d'État en l'espèce de courants syndicalistes qui veulent faire poursuivre la production capitaliste par des "unions industrielles", des "Guildes", des "syndicats" [*Le mot allemand est Syndikate qui, dans le langage ordinaire, ne désigne pas les syndicats de défense des travailleurs (Gewerkschaften), mais les groupements patronaux dans une branche industrielle donnée. Il s'agit donc ici d'organismes professionnels.*] !

Ces organismes auront à répartir les gains obtenus parmi les ouvriers, ou à les verser à une caisse collective. Cette conception du communisme n'a jamais pu arriver à se doter d'un fondement théorique solide, à moins qu'on ne recherche celui-ci dans l'étude d'Otto Leichter : *Die Wirtschaftsrechnung in der sozialistischen Gesellschaft* [(le calcul économique dans la société socialiste), Vienne, 1923]. Cette étude s'appuie sur la comptabilité en termes de temps de travail, et elle est, sans doute, la meilleure chose écrite dans ce domaine. La théorie de l'auto-administration économique des producteurs-consommateurs fait, grâce à cet ouvrage, un net pas en avant. Les problèmes y sont posés avec assez de clarté, bien que, selon nous, Leichter ne leur apporte pas de solution satisfaisante. Il signale aussi, qu'avant lui, Maurice Bourguin avait cherché à fonder la société communiste sur la base de la comptabilité en termes de temps de travail, et que les idées de Bourguin [*Les Systèmes socialistes*, Paris, 1904] coïncident presque avec les siennes.

A part Leichter et Bourguin, nous ne voyons guère que quelques économistes marxistes pour avoir reconnu l'importance de la comptabilité en termes de temps de travail, mais aucun ne fait entrer les moyens de production dans ce calcul.

Varga, par exemple, dans *Kommunismus* (Vienne, n° 9/10, 1920), écrit un article sur ce thème, mais comme il ne tient pas compte des moyens de production, cette inconséquence rend, évidemment, ses résultats nuls.

Ce n'est pas seulement dans le domaine économique que l'énoncé des problèmes s'est amélioré, mais aussi dans le domaine politique. En général les spécialistes de l'économie ne considèrent le communisme que du point de vue de la production et de la distribution. Mais ce qui pousse le prolétariat révolutionnaire à l'action est tout autre. Il est lui bien indifférent que le communisme d'État soit économiquement viable ou pas. Il le rejette, parce que la pratique a montré que l'appareil de production ne peut être propriété sociale, tout en continuant de fonctionner comme appareil d'exploitation. Voilà comment la révolution russe a transposé ces problèmes sur le terrain politique.

Si nous nous demandons quelles sont les idées positives que peut se faire le prolétariat révolutionnaire d'aujourd'hui au sujet de la nouvelle économie, nous arrivons à la conclusion suivante : l'idée d'une auto-direction et d'une auto-administration de la production et de la répartition semble bien ancrée, mais ce qui manque ce sont des conceptions plus précises sur les chemins menant à la réalisation de

cette idée. Chacun sent, toutefois qu'il faudrait tirer ces problèmes au clair.

### **Le communisme libertaire**

Ce désir de clarté apparaît nettement dans la brochure hollandaise de Müller-Lehning, *l'Anarcho-syndicalisme* [Arthur Müller Lehning, Anarcho syndicalisme. Rede uitgesproken op 17 November 1926 op de stichtingsvergadering der "Gemengde Syndicalistische Vereniging" [Discours lu le 17 novembre 1926 à l'assemblée fondatrice de l'Union syndicaliste mixte], édité sous forme de brochure par l'Union en 1927. Texte assez souvent reproduit et cité dans les débats sur l'organisation.]. Il commence par défendre la conception selon laquelle il faut commencer par tout détruire afin de voir comment, plus tard, les choses pourront se réordonner (p. 4). Puis il affirme la nécessité d'avoir un programme indiquant "comment se réalisera l'anarcho-syndicalisme après la révolution" (p. 5). Il ne suffit donc pas de faire de la propagande en faveur de la révolution économique "il faut encore examiner comment réaliser celle-ci" (p. 6). En Russie, les anarchistes mirent sans doute en avant l'auto-initiative des masses, "mais en quoi pouvait bien consister cette initiative, qu'est-ce que les masses avaient à faire, aujourd'hui comme demain, autant de questions qui restaient dans le flou et ne recevaient aucune réponse positive." (p. 7...)

" De nombreux manifestes ont sans doute été publiés, mais fort peu d'entre eux purent donner une réponse claire et nette aux problèmes posés par la praxis quotidienne. " (p. 8).

" Nous pouvons dire que la révolution russe a posé une fois pour toutes la question : Quelles sont les bases pratiques et économiques d'une société sans salariat ? Que faut-il faire après la révolution ? L'anarchisme doit répondre à cette question ; il doit tirer les conclusions des événements de ces dernières années, sinon la faillite totale se changera en banqueroute irrémédiable. Les vieilles solutions anarchistes, quelle que soit la part de vérité qu'elles contiennent, et quel que soit aussi le nombre de fois qu'on a pu les reposer, ne résolvent aucun des problèmes que pose la vie réelle. Elles ne résolvent, en particulier, aucun des problèmes que pose la révolution sociale de la classe ouvrière. " (p. 10)...

" Si l'on fait abstraction de ces réalités pratiques, toute propagande reste purement négative et tous les idéaux utopiques. Telle est la leçon que l'anarchisme doit tirer de l'histoire et qui - on ne le répétera jamais assez - se trouve de nouveau posée à l'évidence par la révolution russe. " (p. 11)...

" Les organisations économiques ont pour but d'exproprier l'État et les capitalistes. Les organes de l'État et du capitalisme doivent être remplacés par les associations productives des travailleurs, comme facteurs de toute la vie économique. La base de celle-ci devra être l'entreprise. L'organisation d'entreprise devra constituer la cellule élémentaire de la nouvelle organisation sociale. Tout le système de production devra être construit en une fédération de l'industrie et de l'agriculture. " (p.18)...

" Ceux qui ne veulent ni du capitalisme ni du capitalisme d'État, devront opposer à ces réalités d'autres réalités et d'autres organisations économiques. Cela seuls les producteurs eux-mêmes peuvent le faire et seulement sur une base communautaire des diverses organisations : base communautaire pour les entreprises, l'industrie, etc. Les producteurs devront s'organiser pour gérer les moyens de production à l'aide de leurs organisations industrielles fédéralistes, et ainsi organiser toute la vie économique sur une base industrielle et fédéraliste. " (p. 19).

Cette brochure, parue en 1927, constitue un progrès manifeste par rapport à tout ce qui l'a précédée. Non qu'elle frappe par la rigueur de la pensée, mais parce que Müller-Lehning tente de forger de nouvelles armes pour la prochaine lutte de classes ouverte, en s'appuyant sur l'expérience de la révolution russe. Ainsi emprunte-t-il son image d'une structure fédéraliste de la vie économique à la première période de cette révolution. Mais, ce faisant, Müller-Lehning ne fait que poser les problèmes au cours des pages, il ne nous propose aucune solution.

Un anarchiste français, Sébastien Faure, avait pourtant essayé de donner une solution. En 1921, il fit paraître un ouvrage, *Le Bonheur universel*, qui est une description de ce qu'il entend par "communisme libertaire". Cet ouvrage est important dans la mesure où il montre que les représentations anarchistes de la société communiste n'excluent pas, elles non plus, que se crée un pouvoir central qui dispose de la production sociale. Car si on examine de plus près ce que Faure nous présente comme "communisme libertaire", on s'aperçoit que ce n'est rien d'autre que du vulgaire communisme d'État. Il est vrai que le livre de Faure n'a rien d'une analyse scientifique ; c'est plutôt une sorte de roman utopique, où la libre imagination fait naître une "libre société communiste". Mais le fait que, en dépit de termes comme "égalité pour tous", "libre association", "principe de révolte contre l'État et l'autorité", etc., on nous dépeigne en fait un système de production où le droit de disposition de l'appareil de production n'appartient pas aux producteurs, montre clairement que ces défenseurs du "communisme libertaire" n'ont pas la moindre idée des lois du mouvement d'un tel système.

Faure est contre la violence. C'est la raison pour laquelle il nous entretient des mille et un maillons qui forment la chaîne de l'appareil de production moderne pour affirmer : *"Toute cette organisation repose sur le principe exaltant de la libre association."* (p. 213.)

Mais nous ne pensons justement pas qu'il puisse s'agir là d'une base pour le processus de production et de reproduction. Car, si les producteurs veulent assurer leurs droits, avec ou sans principe exaltant, il leur faut faire reposer l'organisation sur une base un tant soit peu plus matérielle. Les producteurs doivent eux-mêmes, dans leurs entreprises, fixer le rapport du producteur au produit social. Il devront calculer le travail contenu dans chacun de leurs produits, puisque leur temps de travail est la mesure indiquant la part de produit social qui leur revient. C'est seulement alors que toute l'organisation, au lieu de dépendre de quelque nébuleux "principe exaltant", s'ancre solidement dans les réalités économiques.

En ce qui concerne les rapports entre producteurs, nous errons sur le même terrain mouvant et marécageux de la "libre association". Ici non plus pas de base exacte, pas de calcul de temps pour évaluer le flot de produits passant d'une entreprise à l'autre. Et pourtant... sans cette base matérielle, la "libre association" est une fois encore un terme creux. *"On cherche",* dit Faure, *"on essaie, on fait des synthèses, on confronte les résultats de différentes méthodes. Ce qui concorde cristallise s'érige en exemple, s'impose grâce à ses résultats, puis triomphe"* (p. 334 de la version hollandaise).

D'ailleurs Faure trouve que ce fondement de la liberté de chacun par la concordance de tous est tout à fait "naturel". *"Cela ne se passe-t-il pas ainsi dans la nature ?"*, poursuit-il. *"L'exemple de la nature est là : clair et net. Tout y est lié par association libre et spontanée... Des éléments infiniment petits, des sortes de petites poussières, se cherchent, s'attirent, s'agglutinent, et forment un noyau"* (id., p. 334).

Nous devons faire remarquer, ici, qu'utiliser des exemples empruntés à la nature est toujours très dangereux. Et justement, dans ce cas précis, le recours à un tel exemple démontre malheureusement, de façon "claire et nette", la totale faiblesse de la méthode de Faure. Tout, dans la nature, est lié par association libre et spontanée ! Quelle merveille de voir comment la notion humaine de liberté se trouve projetée, de manière irréfléchie, sur la nature. Mais la métaphore nous entraîne plus loin. Faure, en effet, ne voit absolument pas où se trouve le point décisif de ces associations libres de la nature. Ces associations libres sont déterminées par les forces réciproques des partenaires. Lorsque le Soleil et la Terre s'associent librement, la Terre tournant en trois cent soixante-cinq jours autour du Soleil, cette association est déterminée, entre autres, par la masse du Soleil et celle de la Terre. C'est sur cette base que s'est conclue cette "libre association".

Et c'est ainsi que les choses se passent toujours dans la nature. Ses atomes, ou telle ou telle force, sont en relation réciproque. Le type de cette relation est déterminé par les forces dont disposent les partenaires de cette relation. C'est pourquoi nous sommes disposés à reprendre cet exemple emprunté à la nature, mais pour montrer qu'un rapport exact entre les producteurs et le produit social doit exister pour que se conclue, dans la société, cette "libre association". Ainsi, l'association qui était jusque-là une phrase creuse devient réalité. Donc, bien que Faure, en apparence, ne se soit jamais préoccupé de problèmes économiques, on voit tout de suite qu'il est à ranger dans l'école de Neurath, qu'il est un de ces économistes qui prônent le "calcul en nature". Comme nous l'avons déjà vu, cette "école" estime qu'une unité de mesure est superflue, et elle veut faire tourner la production selon un plan établi à partir de statistiques.

*" Il faut donc avant tout établir l'ensemble des besoins et leur niveau. " (p. 215)... " Les communes doivent alors communiquer au bureau d'administration central de la nation, leurs besoins d'après le nombre de leurs habitants. Cela permet aux fonctionnaires de se faire une idée de l'ensemble des besoins de la "nation". Puis, chaque commune établit une seconde liste où elle indique combien elle peut produire. Grâce à ces listes, l'"administration centrale" arrive à connaître les forces productives de la "nation". La solution du problème est alors très simple. Les hauts fonctionnaires n'ont qu'à établir la part de production qui revient à chaque commune et la part qu'ils peuvent conserver pour eux-mêmes" (p. 216).*

Ce développement des choses est exactement celui que se représentent les communistes d'État. En bas les masses, en haut, les fonctionnaires qui ont en mains la direction et l'administration de la production et de la distribution. Il en résulte que la société ne se fonde pas sur les réalités économiques, mais qu'elle dépend de la bonne ou de la mauvaise volonté, voire des capacités d'un certain nombre de personnes. D'ailleurs Faure l'admet sans ambages. Si on pouvait avoir un doute sur ce droit de décision centralisé, il le dissipe immédiatement lorsqu'il s'empresse d'ajouter :

*"L'administration centrale connaît l'étendue de la production globale et l'ensemble des besoins ; aussi doit-elle informer chaque comité de quartier de la quantité de produit dont il peut disposer et combien de moyens de production il aura à fournir" (p. 218).*

Pour nous rendre compte que tout cela n'est pas une particularité de ce communisme libertaire, comparons ce dernier au communisme social- démocrate de Hilferding. Nous voyons qu'il y a une correspondance quasi littérale :

" Comment, où, combien, avec quels moyens seront fabriqués de nouveaux produits ; à partir des conditions de production disponibles, naturelles ou artificielles ?... (Tout cela) sera déterminé par les commissaires régionaux ou nationaux de la société socialiste qui, calculant les besoins de la société à l'aide de tous les moyens fournis par une statistique organisée de la production et de la consommation prévoient consciemment l'aménagement de la vie économique d'après les besoins des collectivités consciemment représentées et dirigées par eux. "

(R. Hilferding, *op. cit.*)

Nous constatons donc que pour ce "communisme libertaire", comme pour le communisme d'État, le droit de disposer de l'appareil de production appartient à ceux qui sont familiarisés avec les subterfuges de la statistique. Pourtant les anarchistes devraient avoir une expérience assez vaste de l'économie politique pour savoir que celui qui dispose de l'appareil de production dispose en réalité du pouvoir. Cette " administration centrale " dont rêve Faure doit se donner les moyens qui lui permettent de s'imposer ; autrement dit, elle doit créer un "État". C'est là une des lois du mouvement du système de Faure, que celui-ci le veuille ou non, il importe peu que le plat soit assaisonné à la sauce des "libres associations" ou à celle du "principe exaltant ". Cela ne perturbe guère les institutions politiques et

économiques.

On ne peut reprocher au système de Faure de réunir toute la vie économique en une seule unité organique. Cette fusion est l'aboutissement d'un processus que les producteurs-consommateurs doivent effectuer eux-mêmes. Mais pour cela, il faut que soient jetées les bases qui leur en donnent la possibilité. Pour atteindre ce but, ils doivent tenir une comptabilité exacte du nombre d'heures de travail qu'ils ont effectuées, sous toutes les formes, de façon à pouvoir déterminer le nombre d'heures de travail que contient chaque produit. Aucune "administration centrale" n'a plus alors à répartir le produit social ; ce sont les producteurs eux-mêmes, qui, à l'aide de leur comptabilité en termes de temps de travail, décident de cette répartition.

*Le Bonheur universel* de Sébastien Faure ne contribue en rien à l'approfondissement de nos connaissances sur la production communistes. Si nous nous y sommes arrêtés aussi longuement, c'est parce que la critique de ces chimères anarchistes qui nous parlent de "société communiste libertaire", permet de montrer clairement les progrès qui, au cours de la dernière décennie, ont été accomplis dans ce domaine. Avant 1917, il était impossible de montrer que tout ce galimatias phraséologique entoure un noyau communiste d'État. C'est à l'école de la pratique de la révolution russe que nous sommes redevables de pouvoir le faire, car elle nous a permis de constater ce que signifiait le droit de disposer de l'appareil de production, lorsqu'il est entre les mains d'une direction centrale.

## Chapitre 3

### LE PROCÈS DE PRODUCTION EN GÉNÉRAL

#### **La reproduction capitaliste est une fonction individuelle.**

Pour satisfaire ses multiples besoins, l'humanité créa l'appareil de production. L'appareil de production — c'est-à-dire les moyens de production — est l'outil qui permet à la société d'arracher à la nature, ce dont elle a besoin pour assurer son existence et son développement. Au cours du procès de production, nous usons et notre force de travail et l'appareil de production. Vu sous cet angle, le procès de production est un processus d'anéantissement, de destruction. Mais c'est en même temps un processus créateur. Ce qui a été anéanti par le processus, le processus le fait renaître. Les machines, les outils, notre force de travail s'usent dans le même mouvement qu'ils se renouvellent : ils sont produits à nouveau, ils sont reproduits. Le processus social de production se déroule comme le processus de vie du corps humain. L'autodestruction se transforme en reconstruction de soi-même dans une forme de plus en plus complexe :

" Quelle que soit la forme sociale que le processus de production revêt, il doit être continu ou, ce qui revient au même, repasser périodiquement par les mêmes phases... ; considéré non sous son aspect isolé, mais dans le cours de sa rénovation incessante, tout procès de production social est donc en même temps procès de reproduction. "

(K. Marx, *Le Capital, ibid.*, p. 1066.)

Pour le communisme, cette phrase de Marx revêt une importance particulière. C'est que la production et la reproduction y sont déterminées consciemment à partir de ce principe fondamental. En régime capitaliste, au contraire, le procès de production/reproduction s'effectue de façon élémentaire, par le jeu du mécanisme de marché. La reproduction effectue concrètement la substitution d'un produit nouveau à chaque produit usé. Pour la société communiste, cela signifie qu'il faut tenir une comptabilité exacte de tout ce qui est entré dans le processus de production. Quelque compliquée que paraisse à première vue cette opération, elle est en fait assez simple, parce que tout ce qui a été détruit peut être classé en deux catégories : les moyens de production et la force de travail.

En régime capitaliste, la reproduction est une fonction individuelle. Chaque capitaliste assure la reproduction, en même temps qu'il assure la production. Il calcule ainsi l'usure des moyens de production fixes (machines, bâtiments, installations, etc.), la consommation de moyens de production circulants (matières premières, matières auxiliaires), et la force de travail directement dépensée. Puis il ajoute ses propres frais, et porte finalement son produit sur le marché. Si ses tractations se passent bien, il aura achevé avec succès un cycle de production. Il achètera alors de nouveaux moyens de production, une nouvelle force de travail, et la production pourra recommencer de nouveau. Comme tous les capitalistes agissent ainsi, il en résulte une reproduction de tout l'appareil de production et de la force de travail. Le développement technique qui entraîne une croissance de la productivité de l'appareil de production contraint chaque capitaliste, menacé par la concurrence, de réinvestir une partie de la plus-value, transformée en capital additionnel, en nouveaux moyens de production : il agrandit son appareil de production. Il s'ensuit un développement de plus en plus gigantesque des lieux de production, des parties "inertes" comme des parties "actives" de l'appareil de production. On ne reproduit donc pas seulement ce qui a été usé pendant la période de production écoulée, mais, pour utiliser la terminologie capitaliste, on accumule. En régime communiste, une telle croissance de l'appareil de production sera dénommée : reproduction sur une base élargie. La décision fixant l'étendue de ces réinvestissements, déterminant quelles entreprises doivent être agrandies, etc., est une fonction individuelle de chaque capitaliste, dont les mobiles sont liés à la course au profit.

Le communisme supprime le marché, c'est-à-dire la transformation de la marchandise (produit) en argent. Mais les produits continuent d'y circuler :

" Dans la société coopérative fondée sur la propriété collective des moyens de production, les producteurs n'échangent pas du tout leurs produits ; de même le travail incorporé à ces produits n'apparaît pas ici comme valeur de ces produits, comme une qualité qu'ils possèdent ; en effet contrairement à ce qui se passait dans la société capitaliste, où les travaux individuels ne prenaient d'existence qu'après un détour, ils existent désormais de façon immédiate, en tant que partie intégrante du travail total. "

(Karl Marx, *Gloses marginales, op. cit.*, p. 1418.)

" Evidemment, il règne ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises, pour autant qu'il est échange d'équivalents. Le fond et la forme sont changés parce que, les conditions ayant changé, personne ne pourra fournir autre chose que son travail ; et, par ailleurs, rien ne peut devenir propriété des individus, excepté les moyens de consommation personnels. Mais, en ce qui concerne la distribution de ceux-ci entre les producteurs pris individuellement, il règne le même principe que pour l'échange de marchandises équivalentes une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail, sous une autre forme. "

(*ibid.*, p. 1419).

Les entreprises mettent donc leurs produits à la disposition de la société. Celle-ci cependant, de son côté, doit fournir aux entreprises de nouveaux moyens de production, de nouvelles matières premières, de nouvelles forces de travail, dans une proportion égale à ceux et celles usés pendant le procès de production. S'il est nécessaire d'élargir la base de la production, il faudra fournir aux entreprises davantage de moyens de production, etc. qu'elles n'en ont usés. Mais ce ne sera plus aux propriétaires privés des moyens de production d'en décider ; c'est au contraire la société qui décidera d'une extension de la production, lorsque la satisfaction des besoins l'exigera. S'il s'agit seulement de pourvoir chaque entreprise d'une quantité de moyens de production égale à celle qu'elle a usée, il faudra et il suffira, pour assurer la reproduction, que chaque entreprise calcule combien de produit social elle a usé sous les diverses formes (aussi sous forme d'argent-travail). Ces moyens de production seront alors remplacés en quantité égale à celle usée lors de la production, et le cycle productif pourra recommencer de nouveau.

On peut se demander si chaque entreprise peut effectuer le calcul du nombre d'heures de travail qu'elle a usées. Les méthodes modernes de calcul de prix de revient nous fournissent une réponse positive à cette question. Pour des raisons qu'il est impossible d'exposer ici, la direction capitaliste des entreprises fut obligée, vers 1921, de rationaliser la production. C'est ainsi que se constitua une littérature entièrement nouvelle, concernant les méthodes permettant à chaque entreprise de déterminer avec la plus grande exactitude le prix de revient de chaque procédé de travail, de chaque travail parcellaire particulier. Ce prix de revient se compose de nombreux facteurs : usure des moyens de production, consommation en matières premières et auxiliaires, coût de la force de travail, frais occasionnés par la gestion de chaque procédé, de chaque travail parcellaire, coût des transports, des assurances sociales, etc.

Tous ces facteurs entrent ensuite dans des formules générales. Bien entendu, ils sont tous exprimés en termes d'un dénominateur commun : l'argent. Les directeurs d'entreprises tiennent d'ailleurs cette obligation de passer par l'argent pour un obstacle qui empêche d'aboutir à un calcul exact ; en effet, rien ne les oblige à ne pas utiliser une autre unité de compte. Ces formules générales, sous leur forme actuelle, sont le plus souvent inapplicables à la production communiste, parce que bien des facteurs pris en compte dans ces calculs de prix de revient (comme par exemple les intérêts du capital emprunté) n'existeront plus dans ce cas. Mais, en tant que méthode de calcul, il s'agit là d'un progrès. A cet égard, on peut dire que la nouvelle société prend forme dans l'ancienne. Leichter écrit, à propos de cette

manière moderne de calculer les prix de revient :

" La comptabilité capitaliste peut, si elle est appliquée entièrement et sans frictions dans une fabrique, établir exactement et à chaque instant la valeur d'un produit semi-manufacturé, les frais de fabrication liés à telle partie du travail, le coût de toute opération de travail parcellaire. Elle peut déterminer dans quel atelier, avec quelles machines parmi tout un choix, avec quelles forces de travail de préférence à telles autres, une opération donnée coûtera le moins cher. Elle peut donc à chaque instant maximaliser la rationalité du procès de fabrication. Mais cette méthode de calcul du système capitaliste peut faire encore plus. Dans chaque grande fabrique, en effet, il y a toute une série d'activités, de dépenses qui n'entrent pas directement dans le produit destiné à l'échange [par exemple, les salaires et les activités des employés de bureau, le chauffage des bâtiments, etc. (NdA.)]... Une des plus remarquables réalisations de la méthode de calcul capitaliste est d'avoir permis la prise en compte du moindre de ces détails. "

(Leichter, *op. cit.*, p. 22-23.)

### **La formule (f + c) + t = PRD (produit global)**

Sans plus tarder, il nous est possible d'estimer le nombre d'heures de travail qu'a nécessité la fabrication d'un produit donné. Sans doute existe-t-il aussi des entreprises qui, à proprement parler, ne fabriquent pas de produits, comme les conseils économiques, les hôpitaux, les établissements d'enseignement, etc. Mais même ces entreprises peuvent déterminer exactement le nombre d'heures de travail qu'elles utilisent sous la forme de moyens de production et de force de travail. Autrement dit, on connaît, dans ce cas aussi, exactement le coût de la reproduction.

Récapitulons rapidement ce que nous avons déjà dit à propos de la production :

- ▶ Les moyens de production et la force de travail sont les facteurs directement à l'œuvre dans la production. De leur travail commun au sein de la nature, naît la masse des produits sous la forme utilitaire de machines, d'édifices, de denrées alimentaires, de matières premières, etc. Cette masse de produits circule, soit de façon ininterrompue d'entreprise à entreprise, soit absorbée par la consommation individuelle.
- ▶ Chaque entreprise assure donc sa reproduction en calculant exactement ce qu'elle use en moyens de production, désigné par la lettre m, et en force de travail, désigné par la lettre t, le tout calculé en heures de travail. La formule de production de chaque entreprise s'écrira donc :

$m + t = \text{produit}$

- ▶ Comme on le sait, la catégorie marxienne des "moyens de production" comprend les machines, les bâtiments (les moyens de production fixes) et les matières premières et auxiliaires (les moyens de production circulants). Si nous désignons les moyens de production fixes par f et les circulants par c, nous pouvons récrire la formule de production sous la forme :

$(f + c) + t = \text{produit}$

Pour plus de clarté, nous pouvons remplacer ces lettres par des nombres fictifs représentant la comptabilité de la production d'une fabrique de chaussures. On obtient le schéma suivant :

$(f + c) + t = \text{produit}$

machines, etc. + matières premières + force de travail = 40.000 paires de chaussures.

1.250 h + 61.250 h + 62.500 h = 125.000 heures de travail.

On aboutit ainsi à une moyenne de 3,125 heures par paire de chaussures pour cette entreprise (fictive).

Grâce à cette formule de production, l'entreprise connaît immédiatement sa formule de reproduction, c'est à dire la quantité de produit social exprimé en heures de travail dont l'entreprise a besoin pour renouveler ce qu'elle a consommé.

► Ce qui vaut pour une entreprise particulière peut être immédiatement étendu à l'ensemble de l'économie communiste. Car celle-ci, de ce point de vue n'est que la somme de toutes les entreprises. Il en va de même pour le produit social total qui n'est rien d'autre que la somme des produits  $(f + c) + t$  de toutes les entreprises. Pour le distinguer du produit d'une entreprise particulière, nous utiliserons pour ce produit global des majuscules et nous écrirons la formule de la production sociale :

$$(F + C) + T = \text{PRD (produit global)}$$

Si la somme de tous les moyens de production fixes usés dans l'ensemble de toutes les entreprises équivaut à 100 millions d'heures de travail, celle de tous les moyens de production circulants à 600 millions et si la force de travail utilisée correspond à 600 millions d'heures de travail, nous aurons pour le produit global le schéma suivant :

$$(F + C) + T = \text{PRD}$$

Soit : 100 millions + 600 millions + 600 millions = 1.300 millions.

Le produit global se monte donc à 1.300 millions d'heures de travail.

Pour assurer la reproduction de la partie matérielle de l'appareil de production, les entreprises devront retirer, sous forme de produit, un total de 700 millions d'heures de travail de l'ensemble de la production.

Les travailleurs, quant à eux, disposeront d'un total de 600 millions d'heures de travail pour leur consommation. Ainsi sera assurée la reproduction de tous les éléments de la production.

Examinons plus particulièrement le cas de la reproduction de la force de travail. Dans notre exemple, elle retire 600 millions d'heures de travail du PRD pour la consommation individuelle. On ne peut ni ne doit consommer plus, car les entreprises ne peuvent disposer de plus de 600 millions sous forme d'argent-travail. Soit, mais cela ne nous dit rien sur la manière dont le produit est réparti entre les travailleurs. Il serait tout à fait possible qu'un travailleur non qualifié touche l'équivalent de  $3/4$  d'heure en PRD pour une heure de travail effectivement effectuée, tandis que le qualifié recevrait juste une heure, le fonctionnaire une heure et demie et le directeur d'entreprise trois heures.

### **Les économistes socialistes et leur concept de valeur**

C'est bien ce genre de point de vue qu'adoptent ces messieurs les économistes. Il ne leur vient pas à l'idée de considérer que tous les travaux ont la même valeur, autrement dit de donner à chaque travailleur la même quantité de produit social. Voilà ce que signifient les "niveaux de vie" chers à Neurath. Les "physiologues de la nutrition" seront chargés de déterminer un minimum vital, correspondant au "revenu" de l'ouvrier non qualifié, non instruit. Les autres travailleurs seront rémunérés davantage selon leur zèle, leurs capacités ou l'importance de leur travail. Pures ratiocinations de capitalistes !

Cette différence de niveau dans l'échelle des salaires, Kautsky aussi la tient pour nécessaire, mais parce qu'il estime qu'il faut rémunérer davantage les travaux pénibles et désagréables. Soit, dit-il, s'agit en fait, pour lui, d'un prétexte qui lui sert à démontrer qu'on ne peut calculer en pratique le temps de travail ; il se trouve d'accord avec Leichter pour vouloir préserver les différences de salaire au sein d'une même profession, parce que le salaire individuel devrait monter au-dessus du salaire de base, au fur et à mesure

que le travailleur spécialisé concerné acquiert davantage de pratique. Aussi se prononcent-ils, tous les deux, pour le maintien, dans l'économie, du travail à la tâche. A l'opposé de Kautsky, cependant, Leichter fait remarquer fort justement que cela n'empêche nullement le calcul du temps de travail, ce qui ressortait aussi de notre exemple.

" Il subsiste simplement la difficulté purement technique — qui existe d'ailleurs aussi dans l'économie capitaliste — de fixer les salaires pour certaines opérations de travail isolées. Mais cela n'entraîne pas de difficulté spéciale par rapport à la méthode capitaliste. "

(C. Leichter, *op. cit.*, p. 76.)

Nous constatons donc que l'on tient ici pour juste, en principe, de rétribuer différemment les divers travaux, voire même les différences entre individus effectuant un travail de même nature. Mais cela veut tout simplement dire que, dans une telle société, la lutte pour de meilleures conditions de travail ne cesse pas, que la répartition du produit social reste une répartition antagoniste et que, enfin, la lutte pour la répartition des produits continue. Cette lutte est une lutte pour le pouvoir et devra être menée en tant que telle. Pourrait-il démontrer plus clairement que ces socialistes ne peuvent envisager une société où les masses travailleuses cesseraient d'être dominées ? C'est que pour eux les hommes sont transformés en objets des objets qui ne sont rien de plus que des rouages de l'appareil de production. Il appartient aux physiologistes de la nutrition de calculer la quantité de moyens d'existence (le minimum vital) qu'il faut fournir à ce matériel humain, pour avoir à disposition une force de travail renouvelée. La classe ouvrière doit donc lutter avec la plus grande énergie contre une telle conception et revendiquer pour tous la même part de la richesse sociale.

Peut-être sera-t-il nécessaire, au début, pendant un certain temps, de rémunérer davantage certaines professions intellectuelles, 40 heures de travail donnant droit à 80, voire à 120 heures de produit social. Nous avons vu que cela ne fait aucunement obstacle à la comptabilité en termes de temps de travail. Il est même possible qu'au début de l'instauration de la société communiste, il s'agisse là d'une mesure équitable, parce que tout le monde ne dispose pas encore gratuitement du matériel d'étude, la société n'ayant pas encore organisé tous ses secteurs. Mais une fois cette organisation menée à bien, il ne saurait évidemment être question de donner aux travailleurs intellectuels une plus grande part de produit social.

Les raisons pour lesquelles nos économistes veulent rétribuer différemment la force de travail, sont, selon nous, à relier à la position qu'ils ont choisie de tenir dans la lutte de classes. Une répartition égalitaire du produit social est en contradiction complète avec leurs intérêts de classe et c'est pour cela qu'ils la tiennent pour impossible. Ce n'est que lorsqu'il n'y a aucun principe ancien, fût-il correct, que la manière de penser est pour l'essentiel déterminée par le monde sensible, et que la compréhension ne contient rien d'autre que ce qui correspond à ce monde des sens.

Ceci permet de comprendre pourquoi Leichter, par exemple, est prêt à abandonner le concept de valeur en ce qui concerne la production matérielle, mais qu'il ne peut s'en défaire dans le cas de la force de travail. Dans la société capitaliste la force de travail se présente comme marchandise. Le salaire moyen payé par le patron correspond aux frais de reproduction, qui, pour l'ouvrier "*non instruit*" avoisine le plus strict minimum vital. Les enfants des ouvriers "*non instruits*" ne peuvent en général apprendre une profession, parce qu'ils doivent gagner tout de suite le plus d'argent possible. Les ouvriers non qualifiés reproduisent eux-mêmes la force de travail non qualifiée. La reproduction de la force de travail qualifiée exige davantage. Ses enfants apprennent une profession et par conséquent ce sont les travailleurs qualifiés qui reproduisent eux-mêmes la force de travail qualifiée. Il en va de même pour le travail intellectuel. Et ce caractère de marchandise de la force de travail, Leichter le conserve dans son

économie socialiste :

" Il y a des travaux de qualité différente des travaux d'intensité différente. La propre reproduction de la force de travail diversement qualifiée exige des dépenses plus ou moins grandes. Les ouvriers qualifiés ont besoin d'être davantage rémunérés pour reproduire leur force de travail, au jour le jour ou d'une année sur l'autre. Leurs dépenses courantes sont plus élevées. La reproduction, sous toutes ses formes, d'une force de travail qualifiée nécessite en général des dépenses supérieures à celle d'une force de travail simple. Elle demande, en effet, la formation complète d'un homme dont le degré d'instruction et les connaissances doivent être équivalents à ceux de l'ouvrier qu'il est destiné à remplacer. "

(Leichter, *op. cit.*, p. 61.)

Si nous mettons cela en rapport avec l'analyse marxienne du prix de la force de travail en régime capitaliste, il ressort très clairement que ces prétendus économistes "socialistes" ne peuvent se défaire du concept de valeur.

" Quels sont donc les frais de production du travail lui-même ? Ce sont les frais à engager pour que le travailleur subsiste en tant que travailleur, et pour le former au travail.

" Un travail exige-t-il moins de temps de formation ? Les frais de production de l'ouvrier sont donc moindres, et le prix de son travail, son salaire, va être plus bas. Certaines industries ne demandent guère d'apprentissage ; il suffit que le travailleur existe physiquement. Là, les frais de fabrication d'un ouvrier se réduisent pratiquement aux marchandises nécessaires à le maintenir en vie. Le prix de son travail est donc déterminé par celui des moyens de subsistance indispensables...

" De même, il faut inclure dans les frais de production du travail simple les frais nécessaires à la reproduction et à la multiplication de l'espèce laborieuse, afin de remplacer les travailleurs usés par de tout neufs. L'usure des travailleurs entre dans le compte, au même titre que celle de la machine.

" Les frais de production du travail simple comprennent ainsi des frais d'existence et de reproduction du travailleur. C'est le prix de ces frais qui constitue le salaire ; et le salaire ainsi déterminé s'appelle le minimum de salaire. "

(K. Marx, *Travail salarié et capital, ibid.*, p. 210-211.)

Tout comme la reproduction de la partie matérielle de l'appareil de production est une fonction individuelle des capitalistes, la reproduction de la force de travail est une fonction individuelle de chaque travailleur. En régime communiste, au contraire, la reproduction de la partie matérielle de l'appareil de production est une fonction sociale, et il en ira de même pour celle de la force de travail. La reproduction n'est plus un fardeau que chaque individu doit supporter, elle est prise en charge par la société dans son ensemble.

L'instruction ne dépend plus de la bourse du papa, mais uniquement des aptitudes et de la constitution de l'enfant. Il ne saurait être question, dans la société communiste, de donner de surcroît à ces individus qui ont reçu de la nature, par le jeu de l'hérédité, certains dons ou capacités qui leur permettent de s'assimiler pleinement les conquêtes de l'humanité dans les domaines de la culture de l'art ou de la science, une part plus importante du produit social. La société leur offre la possibilité de s'assimiler ces conquêtes, mais dans la mesure où, par la qualité et l'intensité de leur participation à la production culturelle, il lui restitue sous une forme toujours renouvelée ce qu'ils ont reçu d'elle. La distribution du produit social n'est pas, en régime communiste, une simple reproduction de la force de travail. Elle est bien plus une distribution de toutes les richesses matérielles et spirituelles créées par la société et son développement technique. Ce que veulent les "socialistes" à la Kautsky, Leichter, Neurath, avec leurs "niveaux de vie", ce n'est rien d'autre que d'assurer au simple travailleur un minimum vital, calculé par

les physiologistes de la nutrition, tandis que ceux qui sont plus haut placés consommeront le surplus de richesse. En réalité ces gens ne cherchent pas à supprimer l'exploitation. Ils comptent en fait la poursuivre sur la base de la propriété commune des moyens de production.

En ce qui nous concerne, *reproduction ne peut signifier qu'une seule chose : répartition égalitaire du produit social*. Le calcul du temps de production permet de faire le compte exact des heures de travail dépensées, chaque travailleur prélevant, en retour, sur le produit social, la quantité de produit correspondant au nombre réel de ses heures de travail.

Dans le "socialisme de circonstances", on a des producteurs qui donnent leur force de travail à un on-ne-sait-quoi imposant et indéfinissable que, par euphémisme, on appelle "société". Mais là où ce on-ne-sait-quoi se manifeste, c'est en tant qu'élément étranger aux producteurs, s'élevant au-dessus d'eux, les exploitant et les dominant. Ce on-ne-sait-quoi domine effectivement l'appareil de production et celui-ci n'intègre les producteurs que comme éléments réifiés, matériels, de la production.

## Chapitre 4

### LE TEMPS DE PRODUCTION SOCIAL MOYEN COMME FONDEMENT DE LA PRODUCTION

#### La définition de Kautsky

L'ouvrage de Leichter nous a particulièrement rendu service en ce qu'il montre que l'heure de travail social moyenne peut servir d'unité comptable de la production communiste, même si l'heure de travail véritablement effectuée ne peut-être prise comme base de la distribution. En ce qui concerne l'unité de compte, Leichter est bien loin de ses collègues, spécialistes marxistes de l'économie, Neurath et Kautsky. Un autre économiste, bourgeois celui-ci, Block, examine, dans son ouvrage intitulé : *La Théorie marxiste de l'argent*, la volonté d'essayer de supprimer l'argent dans le communisme. Il estime que c'est là une naïveté et trouve oiseuse l'idée de vouloir, en plus, prendre comme fondement de la comptabilité, le temps de travail (p. 215).

Kautsky, lui, pense qu'établir ce type de comptabilité est théoriquement possible mais irréalisable en pratique. Il s'ensuit que "*l'utilisation de l'argent comme étalon de valeur dans la comptabilité et le calcul des échanges (ne pourra être évitée) dans la société socialiste*", et ceci d'autant plus que l'argent doit en outre "*fonctionner comme moyen de circulation*". (Kautsky, *La Révolution prolétarienne et son programme*, p. 318.) Jusque-là Kautsky avait considéré que le concept. de valeur était une "catégorie historique", devant disparaître avec le capitalisme (cf. son ouvrage *L'Enseignement économique de Marx*), mais aujourd'hui, manifestement ébranlé par les arguments bourgeois de Weber et achevé par la pratique de la révolution russe, il en vient à vouloir éterniser ce concept.

Voilà donc Kautsky contraint de sortir de son trou de théoricien par les critiques qui affirment que le communisme ne saurait se passer d'unité comptable. Ne pouvant plus répéter ses bonnes vieilles formules générales, comme : la "valeur" doit disparaître avec le capitalisme, il est bien forcé d'exprimer le fond de sa pensée. Et de raisonner ainsi :

" Donc, il faut une unité de compte. Or, d'une part, Marx nous a dit que dans l'économie communiste "le capital argent disparaît" et, d'autre part, dans *Le Capital* et les Gloses marginales (Critique du programme de Gotha), d'accord avec Engels (Anti-Dühring), il mentionne l'heure de travail social moyenne comme unité de compte. Il convient donc de voir cela de plus près. "

Nous savons déjà où cet examen mène Kautsky : à conclure à l'impraticabilité d'une comptabilité en termes de temps de travail. Il est toutefois instructif de découvrir à quoi il attribue cette impossibilité.

Nous avons fait remarquer plus haut que la conception du "passage au communisme" qui est la plus commune, c'est celle qui en fait un résultat de la concentration du capital, celui-ci creusant ainsi sa propre tombe. Hilferding étudie les conséquences d'une concentration totale des entreprises de sorte que l'économie tout entière soit organisée en un trust géant : le cartel général. Dans ce cartel, il n'y a aucun marché, aucun argent, aucun prix à proprement parler. Selon l'hypothèse de Hilferding, se trouve donc réalisée, ici, la société sans argent.

Au sein de ce trust, la production forme un système fermé. Les produits passent d'une entreprise à l'autre au cours des opérations de fabrication qui vient de leur état naturel à celui de produit fini. Ainsi en va-t-il par exemple du charbon et du minerai qui, passant dans les hauts fourneaux, en sortent sous forme de fer et d'acier utilisés dans la fabrication de machines qui, elles-mêmes, servent à fabriquer les machines des filatures, d'où sort le produit fini : le textile. Au cours des passages dans les diverses fabriques, des milliers et de milliers d'ouvriers de toutes sortes ont contribué à la réalisation de ce qui est

au bout, le produit fini. Combien d'heures de travail celui-ci contient-il au total ? Telle est la devinette que se pose Kautsky. Et, découragé devant cet énorme calcul qui lui semble une tâche inhumaine, il secoue la tête en soupirant : " *Oui, théoriquement, sans doute, c'est faisable. Mais, pratiquement ? Décidément, non, c'est impossible. Impossible de déterminer pour chaque produit quelle quantité de travail il a exigé depuis le tout début jusqu'à son achèvement, y compris le transport et tous les travaux annexes.* " (cf. *La Révolution prolétarienne et son programme*, p. 318) : " *Estimer une marchandise par le travail qu'elle contient est complètement impossible à faire, même avec l'appareil statistique le plus complet, le plus formidable.* " (*id.*, p. 321).

Et, en effet, Kautsky a parfaitement raison : impossible de mener un tel calcul d'une telle manière.

### **La définition de Leichter**

Or, la manière de produire que nous décrit Kautsky n'existe que dans son imagination et dans celle des partisans de l'économie naturelle" qui prétendent régler la marche de l'économie à partir d'un centre de décision. Et en plus, il se permet une énormité supplémentaire, celle de supposer que chaque entreprise, partie du grand tout, ne serait pas capable de mener sa propre comptabilité, enregistrant exactement la marche de la production chez elle. Chaque partie d'un trust, en réalité, produit comme si elle était, en un certain sens, seule, tout simplement parce que si elle ne le faisait pas toute production "méthodique" cesserait. Du point de vue de la rationalité de l'entreprise, ce fonctionnement "indépendant" est déjà plus que nécessaire. C'est pourquoi il faut une unité de compte aussi précise que possible pour assurer la circulation sans argent à l'intérieur d'un trust :

*" Des relations entre les différents lieux de production continueront d'exister, et ceci durera tant qu'il y aura une division du travail. Et la division du travail, au plus haut sens de ce terme, s'accroîtra encore avec les progrès de la technique. "* (Leichter, *op. cit.*, p. 54). *" Tout ce qui sera matériellement nécessaire à la production, tous les matériaux semi-finis, toutes les matières premières ou auxiliaires qui seront livrés à partir de certains lieux de production à ceux qui sont chargés de les mettre en œuvre leur seront comptés, facturés. "* (*ibid.*, p. 68) *" Les magnats des cartels ou — dans une société socialiste — les dirigeants de l'économie nationale ne demanderont pas de remplir le même programme à des usines différentes dont les méthodes et les coûts sont différents. Ceci est déjà souvent le cas en régime capitaliste, où maint petit entrepreneur se laisse volontiers avaler, nolens volens, par un trust géant avec l'espoir que son entreprise, reconnue comme valable au sein du cartel, se verra attribuer les meilleures méthodes de gestion et déléguer les employés les plus capables afin d'élever la productivité. Mais pour aboutir à un tel résultat, il faut pouvoir recenser les résultats de chaque entreprise et faire comme si — que ce soit en économie capitaliste qu'en économie socialiste — chaque entreprise avait son propre entrepreneur soucieux de connaître correctement les résultats économiques de la production. C'est pourquoi, à l'intérieur du cartel, on dresse la plus stricte des comptabilités. C'est une conception naïve du capitalisme comme du socialisme que de croire que les marchandises pourraient transiter à l'intérieur d'un cartel sans qu'elles soient comptabilisées, bref, penser qu'une entreprise, membre du Konzern, ne saura pas très bien séparer le "mien du tien". "*

(*ibid.*, p. 52-53).

Vue sous cet angle, l'impossibilité de calculer le travail contenu dans un produit donné apparaît sous un jour nouveau. Ce que Kautsky ne pouvait extraire de sa centrale économique, l'évaluation du temps de travail qu'a nécessité un produit au cours de ses pérégrinations dans le processus de production, les producteurs peuvent très bien l'obtenir par eux-mêmes. Leur secret, c'est que chaque entreprise, conduite et administrée par son "organisation d'entreprise", se comporte comme une unité indépendante, tout comme dans le capitalisme. A première vue, on est tenté de penser que chaque lieu de production est indépendant des autres. Mais, à y regarder de plus près, on distinguera nettement le cordon ombilical qui lie chaque entreprise individuelle au reste de l'économie et à la direction de celle-ci (p. 100). En effectuant sa part du travail dans la chaîne du processus de production, chaque entreprise

fournit un produit final qui, éventuellement, sert de moyen de production à une autre. Et chaque entreprise individuelle calcule sans peine le temps moyen utilisé pour obtenir son produit grâce à sa formule de production  $(f + c) + t$ .

Ainsi, dans l'exemple de la fabrique de chaussures que nous avons donné ci-dessus, on trouverait comme "coût", 3,125 heures de travail par paire. Ce genre de comptabilité d'entreprise fournit une moyenne d'entreprise qui fait apparaître combien d'heures de travail se trouvent incorporées dans une paire de chaussures, une tonne de charbon, un mètre cube de gaz, etc.

## Objections

Les facteurs de production sont déterminés exactement (compte non tenu de fausses estimations éventuelles dans la période inaugurale). Le produit final d'une entreprise, quand il n'est pas article de consommation individuelle, sert de moyen de production pour une autre entreprise, qui l'incorpore dans sa formule de production comme  $f$  ou  $c$  (selon le cas). Ainsi chaque entreprise tient une comptabilité exacte de ses produits finals. Que ceci ne soit pas seulement valable pour les entreprises qui produisent en grande production quel qu'il soit, peut être considéré comme possible dès que la branche correspondante de la science des coûts propres a été suffisamment bien développée. Le temps de travail de l'ultime produit final n'est en réalité rien d'autre que la moyenne de l'entreprise finale. Celle-ci, en effet, par la simple application de sa formule coutumière  $(f + c) + t$  a obtenu la somme totale du temps de travail nécessité par ce produit "depuis le tout début jusqu'à son achèvement". Comme ce calcul s'est effectué à partir des diverses étapes partielles de la production, il reste entièrement entre les mains des producteurs.

Kautsky, tout en reconnaissant la nécessité de calculer le temps de travail social moyen contenu dans un produit donné, ne voit aucune possibilité de faire passer ce concept dans le domaine du concret. Il n'y a donc pas à s'étonner s'il est tout autant incapable de comprendre quoi que ce soit aux problèmes qui sont reliés à cette catégorie. Ainsi il s'enlise dans la question des différences de productivité entre entreprises, dans celle du progrès technique ou du "*prix*" des produits. Bien qu'il puisse paraître superflu, après avoir découvert ses erreurs de principe, d'envisager plus à fond les diverses difficultés qu'il rencontre, nous voulons continuer de suivre ses considérations, car leur critique va nous permettre de préciser concrètement la conception du temps de travail social moyen.

Commençons donc par les "*prix*" des produits. On peut déjà remarquer que Kautsky parle de "*prix*" avec une certaine insouciance, comme si les produits, en régime communiste, avaient toujours une valeur. Naturellement, il est en droit de tenir fermement à sa terminologie puisque, à la vérité, les prix dans le "*communisme de Kautsky*" se portent bien. Ainsi ce "*marxiste*", après avoir éternisé la catégorie "*valeur*", affirme que dans "*son*" communisme l'argent doit continuer de fonctionner, en vient à attribuer aux prix la vie éternelle. Voilà un merveilleux communisme où les catégories mêmes du capitalisme restent valables ! Marx et Engels n'ont rien à voir avec une économie communiste de cette sorte. Nous avons montré plus haut comment, selon eux, valeur et prix se dissolvent dans la catégorie du temps de production social moyen. C'est pourquoi, comme le dit Engels dans *l'Anti-Dühring*, les producteurs calculent "*combien de temps de travail chaque objet de consommation exige pour sa réalisation*". Kautsky, lui, nous explique que ce calcul est impossible. Et faisant remarquer que les entreprises n'ont pas la même productivité et que ceci ne peut que se traduire par un désordre des prix, il continue d'argumenter :

" Et quel travail doit-on calculer ? Certainement pas celui que chaque produit a exigé en réalité. Car, alors différents exemplaires d'un même type d'objet devraient avoir des prix différents, qui dans le cas le plus

défavorables se trouveraient plus élevés. Ceci serait tout à fait absurde. Tous les exemplaires doivent avoir le même prix et celui-ci doit être calculé non d'après le véritable temps dépensé pour le produire, mais d'après le temps socialement nécessaire. Mais est-on assuré de pouvoir obtenir ce temps pour chaque produit ? "

(Kautsky, *La Révolution prolétarienne et son programme*, op. cit., p. 319).

Kautsky exige ici, avec raison, que le "prix" d'un produit s'accorde avec le temps socialement nécessaire, ce qui n'est pas le temps de travail effectivement dépensé dans la fabrique pour le produire. Les entreprises, en effet, ne sont pas toutes également productives, le temps dépensé est tantôt au-dessus tantôt au-dessous de la moyenne. Il y a là, semble-t-il, un problème, dont la solution se trouve dans le fait que les producteurs eux-mêmes calculent la moyenne sociale, et non Kautsky. Ici encore, ce que ses centrales économiques sont incapables de faire, les organisations d'entreprises y arrivent très bien, et, simultanément, la catégorie du temps de travail social moyen prend sa forme concrète.

### **L'application de la formule $(f + c) + t$ et sa fonction**

Lorsque chaque entreprise individuelle a calculé pour son produit le temps moyen et sa "moyenne d'entreprise", on n'a pas encore établi la moyenne sociale dont parle Marx. Pour l'obtenir, il faut que les entreprises de même nature entrent en relation les unes avec les autres. Ainsi, dans notre exemple, il faut que toutes les fabriques de chaussures calculent la moyenne générale à partir de leur moyenne d'entreprise. Si, pour une entreprise, la moyenne est de 3 heures par paire, de  $3 \frac{1}{4}$  pour l'une et de  $3 \frac{1}{2}$  une autre, le temps de travail social moyen par paire peut être calculé et donner environ  $3 \frac{1}{4}$ . (Ce n'est pas la valeur exacte. Pour le calcul précis, voir le chapitre 10.)

Nous voyons que l'exigence de calculer le temps de travail social moyen conduit directement à une union horizontale des entreprises et cette jonction n'est pas le fait d'un appareil de fonctionnaires mais naît des entreprises elles-mêmes, pousse du "bas vers le haut". Le COMMENT et le POURQUOI des activités apparaissent tout à fait clairs aux yeux de chaque producteur, tout devient transparent et ainsi se trouve satisfaite l'exigence d'une comptabilité "ouverte", contrôlée par tous.

Le fait que chaque entreprise individuelle ait une moyenne différente de celle des autres ne fait que traduire les différences de productivité. Celles-ci peuvent provenir de la plus ou moins bonne efficacité de la partie active ou de la partie inerte de l'appareil de production, voire des deux. Avant d'aller plus loin, faisons une remarque incidente. Supposons que le "cartel de la chaussure" ait calculé une moyenne "sociale" de  $3 \frac{1}{4}$  heures par paire de chaussure livrée à la consommation individuelle. Soit maintenant une entreprise sous-productive, c'est-à-dire qui travaille au-dessous de la productivité moyenne, avec la meilleure volonté du monde ne peut faire ses chaussures en moins de, disons,  $3 \frac{1}{2}$  heures. Cette entreprise fonctionne nécessairement avec un déficit, car elle ne peut reproduire, pour la période de production suivante, son  $(f + c) + t$ . En revanche, il y a des entreprises qui sont surproductives, dont la productivité est supérieure à la moyenne.

Supposons, par exemple, qu'une telle entreprise produise une paire de chaussures en trois heures. En livrant son produit elle se trouvera dans la situation de reproduire complètement  $(f + c) + t$ , et il y aura un excédent. Dans le calcul de la moyenne sociale, toutes les entreprises seront prises en compte, pertes et excédents se compenseront dans le "cartel".

Il s'agit donc ici d'une règle qui s'applique au sein d'un groupe de production mais qui sera établie et mise en œuvre par les entreprises elles-mêmes. Il ne s'agit pas d'une "aide réciproque" mais d'un calcul exact. La productivité d'une entreprise donnée peut être évaluée exactement et cette évaluation donne, du même coup, les frontières entre lesquelles évoluent pertes et excédent. La productivité devient donc un facteur exact représentant par un nombre le facteur de productivité. La connaissance de ce facteur

permet de prévoir, à l'avance, le "déficit" ou l'"excédent" d'une entreprise.

Bien que nous ne puissions donner une formulation générale de la manière dont seront menés les calculs à l'intérieur d'un "cartel", car celle-ci variera selon le type d'entreprise, la capacité de production, etc., ce qui est important c'est que, dans tous les cas, ces calculs aboutissent à un nombre exact. On déterminera ainsi, à partir de la quantité de produits fournis, non seulement la productivité mais aussi le rapport entre la consommation de  $(f + c) + t$  et le produit. Si, par exemple, une entreprise est sous-productive alors son  $(f + c) + t$  est trop fort par rapport à la quantité de produit. En d'autres termes,  $(f + c) + t$  est de "qualité inférieure" et son "taux d'infériorité" sera déterminé par l'écart par rapport à la moyenne sociale. Pour en revenir à nos entreprises de chaussures, si l'une a comme moyenne d'entreprise  $3 \frac{1}{2}$  heures par paires alors que la moyenne sociale est de  $3 \frac{1}{4}$ , la productivité étant inversement proportionnelle au temps de production, le taux de productivité pourra être défini comme le rapport du temps de production social moyen au temps de production moyen de l'entreprise considérée, soit ici  $3,25/3,5 = 13/14$ .

Pour s'accorder au taux social moyen, l'entreprise doit "corriger" sa formule de production par un facteur  $13/14$ , c'est-à-dire estimer son temps de production à  $13/14 [(f + c) + t]$ . Le "cartel" doit, par conséquent, restituer  $1/14 [(f + c) + t]$ .

Il ne s'agit là, bien entendu, que d'un exemple. Lorsque tous les calculs de production prennent racine dans le sol solide de la comptabilité en temps de travail, bien de méthodes permettent d'arriver au but recherché. Ce qui est essentiel c'est qu'ainsi menées, la conduite et l'administration de la production sont le fait des producteurs eux-mêmes et que chaque entreprise peut se reproduire.

L'opposition entre temps de travail social moyen et moyenne d'entreprise est bien une réalité, mais elle trouve immédiatement son correctif dans le "cartel de production", dans la "guilde", quel que soit le nom que l'on voudra donner à ces regroupements d'entreprises. L'élimination de cette opposition réduit à néant un autre argument de Kautsky contre la comptabilité en temps de travail. Poursuivant son exposé déjà cité, il écrit :

" Est-on assuré de pouvoir obtenir ce temps (le temps de travail socialement nécessaire) pour chaque produit ? De plus c'est un double calcul qu'il faut mener. Car la rétribution du travailleur devrait se faire d'après le temps de travail qu'il a réellement effectué, alors que le calcul du prix du produit se ferait à partir du temps de travail social moyen nécessaire à son obtention. La somme des heures de travail socialement dépensées devrait être la même dans les deux cas. Ce n'est visiblement pas le cas. "

Est-on assuré, etc., demande Kautsky ? La réponse ne se fait pas attendre : c'est oui, parce que chaque entreprise, chaque branche de la production peut réellement établir sa formule de production  $(f + c) + t$ . Kautsky, lui, ne sait comment s'y prendre, parce qu'il n'a aucune idée de la manière dont peut concrètement s'exprimer le temps de travail socialement nécessaire, et cette incapacité provient de ce qu'il voit tous les problèmes sous l'angle d'une direction et d'une administration centralisées. Or le temps de travail social moyen sera calculé à partir de la productivité totale de toutes les organisations d'entreprises concernées. On pourra, de là, déduire de combien s'écarte chaque entreprise de la productivité sociale. Son facteur de productivité est calculé. Chaque entreprise individuelle peut bien s'écarter de la moyenne sociale ; ceci apparaît dans la comptabilité d'entreprise les écarts sont parfaitement connus et leur somme totale, étendue à toutes les entreprises, est nulle. Quant au groupe de production dans son ensemble, sa production totale suit exactement la formule  $(F+C) + T$  en accord avec le temps de travail socialement nécessaire.

De même, selon Kautsky, le progrès technique soulève de nouvelles difficultés. Après avoir expliqué qu'il

serait impossible de calculer, pour chaque produit, le temps de travail qu'il a exigé *"depuis le tout début jusqu'à son achèvement"*, il poursuit : *" Et si même on y arrivait, il faudrait tout reprendre de zéro parce que, entre-temps, les données techniques auront évolué dans bien des branches. "*

Oui, c'est bien triste. Jugé dans son donjon, assis devant le tableau où aboutissent les fils télégraphiques qui donnent l'état de la production, examinant l'un après l'autre tous les processus partiels, Kautsky finit quand même par calculer la quantité de travail qui se trouve dans un produit social final donné. Grâce à Dieu, il a pu en venir à bout. Mais à peine se permet-il de souffler que la diabolique technique se précipite pour tout mettre sens dessus dessous.

Quelle représentation absurde on peut arriver à se faire de la production ! Pourtant, dans la réalité, la production s'effectue de sorte que chaque entreprise livre un produit final qui contient en lui la masse de temps de travail qu'il a fallu dépenser pour l'amener à cet état. Si la technique évolue, ou si la productivité augmente pour telle ou telle raison, le temps de travail social moyen va diminuer pour tel ou tel processus partiel de travail. Si le produit d'une entreprise donnée est un produit final destiné à la consommation individuelle, il entre dans le circuit de consommation avec une moyenne plus basse voilà tout ! S'il sert de moyen de production pour d'autres entreprises, alors ces entreprises voient leurs coûts de production diminuer, c'est-à-dire que dans leur formule de production la partie (f + c) est plus faible, et il en va de même de son temps de travail social moyen. Les variations qui font ainsi leur apparition dans le groupe de production sont prises en compte dans le facteur de productivité.

Toutes les difficultés que Kautsky a rencontrées en ce qui concerne le calcul du temps de travail, se ramènent au fait qu'il est incapable de concevoir comment le temps de travail social moyen peut prendre une forme concrète. Or cette forme concrète s'acquiert par la conduite et l'administration de la production par les producteurs eux-mêmes, groupés dans l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS LIBRES ET ÉGAUX.

Par la pratique du combat de classe qui construit le système des conseils, le temps de travail socialement nécessaire prend une forme concrète.

## Chapitre 5

### LE TEMPS DE PRODUCTION SOCIAL MOYEN COMME FONDEMENT DE LA RÉPARTITION (DISTRIBUTION)

#### La répartition des produits selon Leichter

Si Leichter a le mérite d'avoir attaqué de manière sérieuse la question du calcul du temps de travail, il n'aboutit pas à une conclusion satisfaisante par ce qu'il reste sous le charme des modes de représentation capitalistes en ce qui concerne la répartition du produit social une répartition antagonique de celui-ci a pour raison évidente de dominer les producteurs. Ceci vaut à coup sûr pour la conduite et l'administration centralisées que préconise Leichter pour l'économie. On peut caractériser ses conceptions de la manière suivante : le communisme réalise une production fondée sur le temps de travail social moyen, mais dirigée d'en haut. Nous avons déjà signalé qu'il croit ne pas pouvoir éviter l'exploitation ; nous verrons plus loin comment il en résulte nécessairement que les producteurs perdent toute disposition de l'appareil de production. Et tout cela provient de ce que Leichter se refuse à utiliser l'heure de travail sociale moyenne comme fondement de la répartition.

Dans une société caractérisée par la spécialisation du travail, les producteurs doivent recevoir des bons leur permettant de prélever sur les biens sociaux de consommation ce qui leur est individuellement nécessaire.

De ce point de vue, les bons remplissent le même rôle que l'argent dans la société capitaliste. Mais, en eux-mêmes, ces bons sont une matière dénuée de valeur. Ils peuvent être en papier, en aluminium, etc., etc. Le travailleur reçoit un nombre de bons en rapport avec la quantité d'heures de travail qu'il a réellement effectuées. Selon un usage établi, on peut appeler si on veut, ces bons "argent-travail", mais il ne s'agit pas d' "argent" au sens capitaliste du terme. Sans nous perdre dans les méandres des considérations théoriques, montrons seulement que cet "argent-travail" a bien des bases marxistes.

" Remarquons encore ici que le bon de travail d'Owen, par exemple, est aussi peu de l'argent qu'une contremarque de théâtre. Chez lui le certificat de travail constate simplement la part individuelle du producteur au travail commun et son droit individuel à la fraction du produit commun destinée à la production."

(K. Marx, *Le Capital*, livre I, "la Pléiade," note a, p. 631.)

Leichter n'introduit cet "argent-travail" dans ses considérations que lorsqu'il traite de la répartition.

Ainsi écrit-il :

" En réalité l'idée d'une répartition naturelle des biens proportionnellement au travail fourni par chaque individu est à la base du schéma de société de Bourguin comme de celui que nous présentons ici. L'argent-travail n'est qu'une forme, choisie sur des bases sociales-techniques, de bons à valoir sur la participation au produit national. "

(Leichter, *op. cit.*, p. 75).

Ces considérations de Leichter peuvent paraître bien innocentes, mais pourtant il y a une perfide vipère qui se cache sous l'herbe quand il parle d'une *"répartition naturelle des biens proportionnellement au travail fourni par chaque individu"*. Car, alors que dans la réalité la production se règle sur la base de l'heure de travail social moyenne, la répartition obéit à des principes tout différents. Les producteurs devraient recevoir pour leur force de travail des produits selon une norme qui n'a rien à voir avec le calcul du temps de travail. Selon lui, *" les physiologistes de la nutrition détermineront, de quels moyens de vivre et en quelle quantité l'homme a besoin pour subsister"*, et ils en déduiront *"un nombre d'heures déterminé qui, en quelque sorte, représentera le minimum vital"* (p. 64). *Ainsi sera fixée la ration vitale,*

*normale, scientifiquement calculée et équilibrée" (ibid.). Cette ration calculée par les physiologistes de la nutrition n'est en fait utilisée que pour servir de base à la rémunération. Mais qu'est-ce que cela peut bien avoir à faire avec le calcul du temps de travail dans la production ?*

Ce minimum vital sera attribué au travailleur *"non éduqué"*, tandis que le *"salaire"* des travailleurs *"éduqués"* des *"savants"* sera fixé un peu plus haut par des *"conventions collectives"*. Les conventions collectives fixent le salaire de base tandis que *"les chefs d'entreprise socialistes... fixeront les émoluments de chaque travailleur particulier"*, selon ses compétences (*ibid.*).

Il est clair que les producteurs ne pourront guère avoir le sentiment que l'entreprise est une partie d'eux-mêmes s'il doit y avoir de telles différences entre eux. Dans ces conditions ils ne peuvent avoir la responsabilité de la marche de la production. Leichter le sait très bien et, d'ailleurs, dans son schéma, les producteurs ne sont pas eux-mêmes responsables de celle-ci ; pas plus que l'entreprise en tant qu'organisation ; seul le DIRECTEUR détient celle-ci. Leichter nous précise que *"le directeur de l'entreprise, quelle que soit la manière dont il a été choisi, est responsable. Il peut sans plus, être démis de ses fonctions, tout comme un dirigeant d'usine capitaliste, s'il ne satisfait pas aux exigences qui lui ont été signifiées. S'il devient alors "chômeur", il ne reçoit plus que le revenu minimal garanti par la société, s'il est affecté à un autre poste, nécessairement intérieur et, par conséquent, plus mal rémunéré. De cette manière, on arrive à préserver la prétendue "initiative privée" de l'entrepreneur et du directeur d'usine et à transférer à l'économie socialiste le sentiment de responsabilité qui, paraît-il, serait fondé sur l'intérêt personnel.* (p. 101).

Tout cela est parlant. La conception de Leichter est tout à fait merveilleuse, car elle revient à utiliser le minimum vital, calculé par les physiologistes de la nutrition, comme une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête des producteurs.

On voit ici comment la construction organisationnelle de la production est déterminée par la base même de la répartition. Les travailleurs en viendront inévitablement à s'opposer à la direction de l'entreprise et tout cela parce que le producteur ne détermine pas simultanément par son travail son rapport au produit social.

Venons-en maintenant au prix des produits. On pourrait s'attendre à ce qu'ici ce soit le temps de production social moyen qui le fixe. Mais ce n'est pas le cas. Leichter est sur ce point assez obscur, mais il indique clairement que le prix des produits livrés à la consommation sociale sera plus. Il parle ainsi de bénéfices qui, toutefois, ne vont pas aux entreprises mais à la classe en général. Cette dernière prendra sur ces bénéfices pour dégager les moyens nécessaires pour développer les entreprises. Autrement dit, les bénéfices constitueront le fonds d'accumulation. Nous reviendrons ultérieurement sur la question de l'accumulation, pour l'instant il nous suffit de souligner que, pour Leichter, le "prix" des produits ne s'exprime pas en temps de production. Car, ici encore, il apparaît que c'est la "direction et administration centrale" qui fixe les prix. Elle mène une "politique des prix", dans le but, entre autres, de rassembler les moyens de l'accumulation. Cette direction-administration centrale dispose donc des produits et ce droit équivaut au droit d'exploiter les producteurs selon son bon plaisir. L'absence d'un rapport exact entre les producteurs et les produits, l'existence d'une politique des prix font que persistent les rapports capitalistes du salariat.

On sait que la théorie marxienne de l'économie distingue trois catégories de salaire dans la production capitaliste : le salaire nominal, le salaire réel, le salaire relatif.

Le salaire nominal est le prix en argent de la force de travail. Dans le communisme de la physiologie de la nutrition, il faut comprendre que cela correspond au nombre d'heures payées au travailleur, pour, disons, 40 heures de travail effectivement exécutées.

Le salaire réel correspond à la fraction du produit social qui peut être obtenue à l'aide du salaire nominal. Même si ce dernier reste constant, le salaire réel peut monter ou descendre selon le mouvement des prix. La direction-administration centrale de Leichter mène, il va de soi (?), une "politique des prix" dans l'intérêt des producteurs. Mais cela ne change rien au fait que c'est elle qui en réalité détermine le salaire réel, en dépit de toutes les "conventions collectives" qui ne peuvent modifier que le salaire nominal. Les producteurs n'ont finalement rien à dire, puisque la détermination de la "politique des prix" est l'apanage de ces messieurs de la statistique.

Le salaire relatif traduit la relation entre le salaire réel et le "bénéfice de l'entrepreneur". Il se peut donc que le salaire réel reste constant alors que le salaire relatif diminue, le profit augmentant. Leichter se borne à insister sur la "rationalisation" de l'entreprise. Ce qui compte, c'est d'obtenir une plus forte productivité, de créer davantage de produits avec une même force de travail, en d'autres termes, il s'agit de faire diminuer progressivement le temps de production social moyen nécessaire à la fabrication d'un produit donné. Leichter ne situe pas la relation matérielle des producteurs aux produits dans la production elle-même : il ne connaît que des travailleurs-machines, alimentées selon la physiologie de la nutrition, étant entendu que celles-ci ne doivent pas nécessairement recevoir des calories supplémentaires si elles fabriquent des masses de produit plus importantes. Peut-être que ces machines recevront une partie de cette nouvelle richesse, mais ce n'est pas sûr. L'important dans tout cela, c'est que les possesseurs de l'appareil de production - qui appliquent dans la production une comptabilité en temps de travail - disposent en fait de ce qui est produit en excès.

On voit ainsi que la catégorie du temps de travail social moyen perd tout sens si elle n'est pas simultanément retenue comme base de la répartition. Si, en revanche, la relation du producteur au produit est établie directement par les producteurs eux-mêmes, il n'y a aucune place pour une politique des prix et le résultat de toute amélioration de l'appareil de production profite immédiatement à tous les consommateurs sans que personne ait à intervenir pour répartir quoi que ce soit, sans qu'on ait à présenter de revendications. Le fait que l'on puisse découvrir chez Leichter, les trois catégories capitalistes du salaire, montre à l'évidence que son schéma de production repose sur l'exploitation.

### **Le communisme d'État de Varga et le facteur de répartition**

Leichter est loin d'être le seul qui cherche le salut dans une politique des prix. Varga en fait aussi le centre de gravité de la répartition communiste. Mais il n'est pas totalement en accord avec ses collègues Neurath et Leichter car il est, en principe, pour une distribution égale du produit social. Toutefois, dans la période de transition, l'exploitation ne peut être supprimée immédiatement parce qu'il faut compter avec le fait qu'il y aura alors une génération ouvrière corrompue par le capitalisme, élevée dans une idéologie de cupidité égoïste" (Varga, Problèmes économiques de la révolution prolétarienne, p. 42)\* et ceci s'oppose à une répartition égalitaire du produit social. On sait que le travailleur "éduqué" considère avec un certain dédain le travailleur "non éduqué", que les membres des professions intellectuelles, comme les médecins, les ingénieurs, etc., pensent qu'ils ont le droit de réclamer une part plus importante du produit social que les travailleurs "ordinaires". Sans doute estime-t-on généralement aujourd'hui que la différence est trop grande, mais... un ingénieur n'est pas un simple ouvrier d'usine. Savoir jusqu'à quel point la classe ouvrière se débarrassera de cette idéologie, c'est ce que la révolution nous apprendra. Mais il est certain que ce renversement idéologique devra s'accomplir rapidement après la révolution, sinon il y aura une distribution antagonique des produits qui, fatalement, produira discorde sur discorde, conflit sur conflit au sein de la classe ouvrière.

Varga a fondé ses considérations théoriques et pratiques, exposées dans l'ouvrage que nous avons cité, sur l'exemple de la République hongroise des Conseils. Du point de vue de l'étude de la société

communiste, l'histoire de la Hongrie est de toute première importance parce que c'est ici que le communisme d'État a vu à la fois sa théorie passer dans la pratique et sa pratique s'ériger en théorie. En Hongrie, donc, le communisme est établi d'après les règles du communisme d'État, et c'est bien grâce à ces conditions favorables que le "renversement (de l'ancienne société) et la reconstruction organisationnelle sont allés le plus vite et le plus loin, plus qu'en Russie." (id., p. 78). Cette construction s'est faite conformément aux vues de Hilferding, avec son "cartel général". (ibid. p. 122). L'État y conduit et administre la production et la répartition, et détient le droit de disposition de tous les produits, car ce qui est éventuellement fabriqué par le secteur capitaliste "libre" est acheté directement par l'État, si bien que celui-ci gère l'ensemble du produit social.

La première tâche de la répartition est d'assurer l'alimentation des entreprises en matières premières et moyens de production. Le Conseil supérieur de l'économie créa différents centres de matières premières qui avaient pour fonction de ravitailler les entreprises selon les besoins de celles-ci. Mais ces centres n'étaient pas de simples centres de distribution, ils jouaient en même temps un rôle politique et économique, en voulant déterminer et conduire la concentration de la production, et utilisant dans ce but la fourniture des moyens de production. Si, "en haut", on voulait voir une entreprise, il suffisait de lui couper tout approvisionnement matériel. Bien entendu, le personnel se trouvait jeté sur le pavé, et il est qui avait pour eux les mêmes conséquences désastreuses qu'en régime capitaliste. C'est par la pratique qu'on leur faisait comprendre que les producteurs n'avaient pas le droit de disposer de l'appareil de production. Ce droit revenait aux fonctionnaires d'État du Conseil supérieur de l'économie et celui-ci en vint à s'opposer de manière inextricable aux producteurs. (cf. Varga, op. cit., p. 71)

Nous pouvons remarquer à ce sujet que la réalisation de la concentration en partant du "haut vers le bas" est vraisemblablement plus rapide qu'en procédant du "bas vers le haut", mais que ce que coût cette accélération, c'est le droit des producteurs de disposer de l'appareil de production... autrement dit, le communisme lui-même.

Nous savons déjà que, dans le 'communisme' de Varga, on n'effectue aucune mesure économique pour répartir les matières premières et les moyens de production. L'attribution des matières premières, nécessaires aux entreprises pour poursuivre la production, est seulement le résultat d'un "règlement entre personnes" et n'est fixé par le déroulement matériel du processus de production. Ainsi la production aboutit à un fiasco tant sur le plan social et politique que sur le plan économique. Échec socio-politique, puisque les travailleurs se trouvent dans une relation de dépendance par rapport à ceux qui attribuent les produits ; échec économique, car avec une répartition "personnelle" la reproduction n'est pas assurée. Varga est un économiste des biens de consommation" qui finit par se rallier au projet de Neurath, un système de producteurs-distributeurs centralisé qui produisent et distribuent sans recourir à une unité de calcul. A ce sujet, Varga nous affirme qu'il existe encore des "prix courants exprimés en argent et des salaires payés en argent" mais que cet état de fait cessera à cause de l'augmentation de la production de biens de consommation. Mais il n'y a plus d'étalon pour mesurer le degré de rationalité de l'appareil de production, si bien qu'il n'y a plus non plus, de production planifiée. Il devient impossible de mettre de côté la quantité de produits nécessaire à la période de production à venir, sur la base de ce qui avait été consommé dans la période qui vient de s'écouler.

Pour sortir du chaos où la plonge le communisme à la Varga, la production doit donc s'établir sur une base solide : celle fournie par une unité de calcul économique qui ne peut-être rien d'autre que l'heure de travail social moyenne. Mais si on recourt à cette unité de compte, toute attribution personnelle arbitraire due produit social cesse. Si les entreprises calculent leur consommation en heures de travail d'après la formule  $(f + c) + t$ , alors, du même coup, via la production matérielle, se trouve déterminée la

quantité de produit qu'il faudra fournir à l'entreprise sous la forme de moyens de production et de matières premières, pour la période de travail qui suit. L'élément personnel est éliminé, comme on le voit immédiatement, si on remarque qu'il n'y a plus de droit de disposition de l'appareil attribué à une quelconque "centrale", dès que la conduite et l'administration de la production et de la distribution sont entre les mains des producteurs.

Selon Varga, au contraire, la répartition des produits de consommation individuelle se fait toujours par "allocation personnelle". Du reste, que pouvait-on espérer d'autre puisque production et répartition sont liées de manière fonctionnelle ? Aux yeux de Varga, l'idéal serait une allocation naturelle, sans étalon économique, comme il le préconise pour le processus matériel de production. C'est pourquoi il faut fixer pour chaque consommateur les rations des divers produits qui seront ensuite attribués aux associations de consommation." Mais comme, provisoirement, salaire-argent et prix continueront d'exister", il faut maintenant se poser le problème de la "fixation étatique des prix". (ibid., p. 147)

" A quel niveau doit être fixé le prix de la production étatique ? Si les biens produits par l'État devaient être vendus au prix de production il ne resterait rien pour l'entretien des couches de population improductives que nous avons mentionnées plus haut. (C'est-à-dire les soldats, fonctionnaires, enseignants, chômeurs, malades, invalides, etc.) De plus, il n'y aurait aucune possibilité réelle d'accumuler des moyens de production ; accumulation qui, dans l'État prolétarien, est une nécessité encore plus pressante que dans le capitalisme, puisqu'il s'agit d'élever le niveau de vie des habitants. En principe tous les biens produits par l'État devraient être vendus au prix de revient social. Par prix de revient social nous entendons le prix de revient majoré d'un supplément destiné à couvrir le coût d'entretien de ceux qui ne travaillent pas et d'un autre pour assurer une accumulation véritable. (Souligné par Varga). Autrement dit, le prix de vente des produits doit être fixé de sorte que l'État n'ait aucun déficit, mais au contraire recueille un surplus qui lui permette de créer de nouvelles entreprises. Telle est la solution de principe. " (ibid., p. 147)

La domination des producteurs par l'intermédiaire de l'appareil de production Dans la pratique la "fixation des prix" se traduit par une "politique des prix" menée par l'État. Sans doute Varga veut que cette politique soit une politique de classe, c'est pourquoi il veut taxer moins les produits de première nécessité pour les travailleurs, comme le pain et le sucre, que les produits de "luxe". Du reste il attribue à ces diverses mesures de taxation une vertu plus de propagande qu'économique, car il sait parfaitement qu'en fin de compte, ce que l'État engloutit, et en quelle quantité !, vient des masses, c'est-à-dire du prolétariat.

Cette "politique de classe", si on tient à l'appeler ainsi, étale au grand jour tous les défauts de la distribution communiste d'État. Elle montre clairement que le producteur ne détermine pas par son travail sa part du produit social, mais que cette part est fixée dans les hautes sphères par des décisions de caractère personnel. Il en résulte que la vieille lutte politique pour les postes gouvernementaux continue sous d'autres formes. Il va de soi que celui qui dispose de la puissance politique de l'État dispose aussi de l'ensemble du produit social et est maître de la répartition grâce à la "politique des prix". C'est toujours le même vieux combat pour les positions de puissance, mené sur le dos des consommateurs. Remarquons encore que, en Hongrie (cf. Varga, p. 75), les prix étaient fixés par ce même Conseil supérieur de l'économie dont nous avons parlé, ce qui met la touche finale au tableau de l'esclavage des masses dans le communisme d'État. La direction centrale de l'économie peut immédiatement annuler toute augmentation de salaire par sa politique des prix. Il apparaît donc qu'avec le communisme d'État la classe ouvrière crée un appareil de production qui s'érige au-dessus des producteurs, et ainsi se construit un appareil d'oppression qui sera encore plus difficile à combattre que le capitalisme. L'antidote à ces relations dominants-dominés ce seraient les formes démocratiques des organisations de distribution qui le fourniraient. Le 20 mars 1919 paraissait, en Russie, un décret qui demandait à toute

la population russe de se regrouper en coopératives de consommation :

" Toutes les coopératives ayant la liberté de mouvement dans leur cercle d'action, se fondirent en un tout organique tandis que les consommateurs tenaient des assemblées et des congrès pour déterminer la marche de la répartition : ils étaient "maîtres chez eux". Bien que l'État ait été à l'origine de la formation de ces coopératives et ait poussé à leur fusion, la répartition des produits, après la fondation de l'organisation, devait être abandonnée à la population. " (*Russische Korrespondenz* n° 2, janvier 1920, " Der einheitliche Konsumverein in Sowjetrussland ", p. 6-8. Cité par Varga, p. 126)

Selon la *Russische Korrespondenz*, ce travail organisationnel de l'État devait en cinq mois créer un énorme appareil de distribution.

Il est bien certain que, dans ce domaine, la dictature du parti communiste russe a effectué un travail de géant et nous a montré comment, en peu de temps, les consommateurs peuvent mettre sur pied un appareil de distribution. Mais même si les consommateurs sont "maîtres chez eux", en quoi cela mène-t-il au communisme si le rapport du producteur au produit ne s'y trouve pas déterminé ? Les consommateurs se répartissent peut-être eux-mêmes les produits, mais ils le font dans un cadre déterminé par la politique des prix.

[\* Voir aussi : Eugen Varga, *Die Wirtschaftspolitischen Probleme der proletarischen Diktatur*, Vienne, 1920 ; et *Die Wirtschaftsorganisation der ungarischen Räterepublik*, Reichenberg, 1921.]

## Chapitre 6

### LE TRAVAIL SOCIAL GÉNÉRAL

#### Les entreprises de travail social général (entreprises T.S.G.)

Jusqu'ici, nous n'avons pris en considération que des entreprises fournissant un produit palpable et mesurable. Nous avons cependant déjà fait remarquer que, dans diverses entreprises, on ne fabrique pas de produit à proprement parler et que ces entreprises n'en sont pas moins indispensables à la vie sociale. Nous avons cité, par exemple, les conseils économiques et politiques, enseignement, les soins médicaux, etc., en général des organisations "culturelles et sociales". Elles ne fabriquent pas de produit proprement dit. Leurs services s'intègrent immédiatement dans la société, la distribution s'effectuant ainsi directement au cours de la production. Une autre caractéristique de ces entreprises est le fait, qu'en société communiste, leurs services sont "gratuits" —ils sont à la disposition de chacun, dans la mesure de ses besoins. La distribution s'effectue sans mesure économique ; nous appellerons ce type d'entreprise, des ENTREPRISES DE TRAVAIL SOCIAL GENERAL (entreprises T.S.G.) ou ENTREPRISES PUBLIQUES —afin de les distinguer des entreprises qui ne travaillent pas gratuitement, et que nous appellerons ici ENTREPRISES PRODUCTIVES.

Il est évident, que cette différence de type complique le calcul des comptes de la société communiste. Si toutes les entreprises fournissaient un produit palpable, il n'y aurait plus que peu de choses à ajouter à ce que nous avons déjà dit sur la production communiste. Il suffirait de s'arranger pour répartir exactement F, C et T entre les diverses entreprises, et la production pourrait, sans problèmes, poursuivre son cours, chaque entreprise rémunérant elle-même ses ouvriers en fonction du "rendement net de leur force de travail". Le temps de travail de chacun serait alors la mesure directe de la part de produit social destinée à la consommation personnelle. Mais les choses ne sont pas si simples. Bien que les entreprises publiques usent de moyens de production et matières premières et consomment des denrées alimentaires pour assurer la subsistance de leurs travailleurs, elles n'ajoutent aucun nouveau produit la masse existante des produits. Tout ce qui est usé et consommé par les entreprises publiques doit, par conséquent, être prélevé sur la masse des produits des entreprises productives. Mais cela signifie que les travailleurs ne seront pas rémunérés dans leurs entreprises en fonction du "rendement net" de leur travail, car le temps de travail n'est pas la mesure directe de la part de produit social destinée à la consommation individuelle ; les travailleurs des entreprises productives devront céder une partie de leurs produits aux entreprises publiques. À première vue, il semble qu'il y ait par-là rupture du rapport du producteur au produit social. Et de fait, c'est bien ici qu'est la difficulté sur laquelle tous les économistes se cassent la tête.

Ce qui doit nous importer, c'est bien entendu de trouver comment surmonter cette difficulté. Pour tous les économistes communistes cette question est un point noir. C'est cette difficulté qui explique, entre autres, le projet de Neurath, pour lequel un producteur-distributeur central, une centrale alloue, on nombre et en qualité, la part de produit social dont doit jouir chacun, selon son "niveau de vie". D'autres développent ce point de vue de façon moins conséquente et veulent résoudre le problème à l'aide des impôts indirects (la Russie) —mais chez tous cependant, ce qui est accordé aux producteurs pour leur consommation individuelle reste d'une imprécision extrême. Pourtant il est un point sur lequel tous s'accordent la résolution du problème rend nécessaire une direction et une gestion centrale de l'économie, un rapport exact entre le producteur et son produit n'entrant absolument pas en ligne de compte. Ce sont d'ailleurs les mêmes raisons qui expliquent pourquoi le "communisme libertaire" à la Sébastien Faure a recours, lui aussi, à une économie dirigée "par en haut". Il nous faut donc considérer tout particulièrement ce point puisque c'est là que se trouvent les racines

essentiels du communisme d'État. Effectivement, la solution ne devint possible qu'après la période révolutionnaire de 1917 à 1923, où les théories de Marx ainsi que celles de Bakounine — ce n'est non pas l'État, mais bien l'union des associations libres de la société socialiste qui édifie le communisme — avaient trouvé leur forme concrète : le système des conseils.

### **La politique des prix de Leichter**

Le premier économiste qui approche la solution de ce problème est Otto Leichter ; il fut en effet le premier à envisager l'économie communiste sous l'angle précis du "calcul du prix de revient". S'il n'est pas arrivé à trouver de solution satisfaisante, c'est qu'il est incapable, lui aussi, d'appliquer à la production et à la distribution la catégorie du temps social moyen de travail. Pour Leichter toute l'économie est un cartel gigantesque, le "cartel général" de Hilferding. La question dès lors est de savoir comment il va couvrir les frais des entreprises de T.S.G. Il ne veut pas recourir aux impôts et cherche, de ce fait, d'autres moyens, qu'il trouve d'ailleurs, mais en abandonnant la catégorie du temps social moyen de travail. Alors que Kautsky, incapable de résoudre la contradiction entre le temps moyen de travail usé dans les entreprises (valeur moyenne) et le temps moyen de travail social, s'empêtrait dans les pires difficultés, Leichter, pas plus que lui, ne réussissait à surmonter celles-ci. Cependant il ne se détourne pas pour autant du calcul du temps de travail. Il ne calcule pas la moyenne sociale de toute la "guilde" mais fixe le "prix" du produit par rapport à la moyenne de l'entreprise fonctionnant le moins bien, c'est-à-dire la plus onéreuse. Les autres entreprises travaillent de ce fait avec un bénéfice, qui revient à la caisse générale de la société. À propos de ces entreprises rapportant un bénéfice, il écrit : " Celles-ci se retrouveront alors avec un compte différentiel ou, en termes capitalistes, avec un surplus de profit, qui bien sûr ne saurait revenir à ces entreprises seules, mais qui devra être mis ailleurs à contribution. " (p. 31)

Bien que Leichter considère le calcul du temps de travail socialement nécessaire, tout au long du procès de production, comme la méthode de calcul la plus appropriée, il ne s'applique pas, comme nous l'avons déjà dit. Il ignore le temps social moyen de travail. Nous verrons qu'il essaiera ultérieurement de compenser une telle inconséquence, sans réussir cependant à la surmonter. Il s'avère vite que cette " source de revenus " n'est pas suffisante. En allant plus loin dans l'analyse du problème, Leichter essaye de cerner celui-ci exactement. Aussi envisage-t-il, en premier lieu, d'additionner toutes les dépenses publiques, puis de déterminer le nombre d'heures de travail fournies par l'ensemble de tous les travailleurs durant l'année. (Il est évident qu'il faut, à cet effet, une comptabilité sociale générale.) Il obtient ainsi deux chiffres, qui, mis en rapport l'un avec l'autre, donnent un nombre proportionnel. Étant donné que tous ses calculs sont basés sur le temps de travail, il a ainsi obtenu un nombre qui indique la quantité d'heures de travail par personne qu'il faut fournir aux entreprises publiques. Il a donc trouvé, de cette manière, de quelle quantité de force de travail dépensée dans les entreprises productives il faut majorer le prix des divers produits, afin de couvrir les frais sociaux généraux.

" Chaque lieu de production devra donc compter avec un certain fonds de production, revenant à la régie générale de toutes les fabriques du même type ; ce fonds sera fixé annuellement, lors de l'établissement du bilan d'ensemble de la production ou — en langage capitaliste — du plan économique. La somme totale de ce qui revient ainsi aux régies, qui repose de ce fait sur la totalité de la production, sera mise en rapport avec une mesure, de préférence, sans doute, avec la somme totale des heures de travail fournies au cours de la production et de la répartition ; lors du calcul du prix de revient des produits, on ajoutera à celui-ci le chiffre proportionnel ainsi obtenu, de sorte que, dans le prix de revient de la marchandise, se trouvent inclus également les frais généraux de la société. Vouloir augmenter des mêmes faux frais généraux le prix de tous les produits, des plus primitifs et des plus luxueux, des plus simples et des plus compliqués, des plus indispensables et des plus superflus, serait

assurément une injustice et aurait presque l'effet d'une contribution indirecte. Une destâches les plus importantes du parlement économique ou de la direction économique suprême sera de fixer, pour chaque branche de l'industrie, ou pour chaque produit, les fonds revenant à la régie générale, mais toujours de telle sorte que les faux frais généraux reviennent à la société. Ainsi aura-t-on également la possibilité d'influencer la politique des prix d'un point de vue central... " (p. 65-66).

Cette conception de Leichter est très curieuse. Pour échapper au reproche de la levée d'impôts indirects, il ne veut pas laisser tous les membres de la société porter également les frais de l'enseignement, des soins médicaux, de la distribution, etc. Manifestement, il faut que les revenus élevés soient sujets à une pression plus grande que ceux des travailleurs comblés par les physiologues de la nutrition. Cependant il nous faut avouer que pour nous une telle mesure prend, justement de ce fait, caractère d'impôt indirect. N'avons nous pas ici affaire aux frais occasionnés par les établissements sociaux généraux ? Pourquoi les "riches" sont-ils mis, ici, plus à contribution que ceux qui n'ont droit qu'à la nutrition scientifique et physiologique ? La conscience embarrassée de Leichter aurait-elle des remords et essaierait-elle d'adoucir sa répartition antagoniste du produit social ?

Si cependant nous laissons de côté, tout ce qui, dans ses analyses, est superflu, et si, concrètement, nous nous demandons comment Leichter obtient les frais sociaux généraux, nous voyons que c'est, d'une part, grâce au bénéfice des entreprises, d'autre part, grâce aux impôts indirects. S'il a l'air de vouloir fixer certaines normes au prix des produits, dans la pratique, il prélève sur chaque branche de l'industrie et sur chaque produit un certain montant. Quels sont ces produits ? C'est là une chose qui sera déterminée par les rapports de force de la société de classe de Leichter par les forces que les travailleurs pourront développer face à "leur direction suprême". Nous constatons pour cela, que Leichter est incapable de résoudre le problème. Confronté à la pratique, son " rapport exact " tourne à la simple déconfiture.

### **La répartition du produit**

Il n'aurait cependant pas été nécessaire à Leichter, même en appliquant sa répartition antagoniste du produit, de recourir aux impôts indirects et à la politique des prix. Le problème a été pour l'essentiel correctement posé. Les frais généraux de la société ne peuvent incomber qu'à la force de travail directement dépensée. C'est là un fait qui apparaît immédiatement, dès lors que l'on considère, d'un point de vue d'ensemble, le processus économique dans toute sa simplicité.

Grâce à sa production, la société crée des produits sous des formes multiples. Dans ces produits est exprimée le nombre d'heures sociales moyennes de travail qu'elle a absorbé lors de la fabrication. Cette masse de produits permet tout d'abord aux entreprises productives de renouveler leurs moyens de production et leurs matières premières. Puis les entreprises de TSG font la même chose ; le reste des produits étant consommé par tous les travailleurs. Tout le produit social est ainsi absorbé par la société. Ce sont donc tout d'abord les entreprises productives qui prélèvent sur la masse des produits leur usure en f et c. Et cela signifie simplement que toutes les entreprises ont, chacune pour soi, calculé leur usure en F et en C, qu'ils ont fait entrer celle-ci dans le prix de revient de leur produit, et qu'ils renouvellent maintenant tous les matériaux, selon une mesure déterminée par ce calcul.

Reprenons une nouvelle fois le schéma de la production, étendu à la totalité des entreprises productives :

$F + C + T =$  masse des produits.

100 millions + 600 millions + 600 millions 1300 millions d'heures de travail

100 millions + 600 millions + 600 millions = 1.300 millions d'heures de travail.

Toutes les entreprises réunies useraient donc, ici, 700 millions d'heures de travail (pour F et C). Celles-

ci sont prélevées sur le produit social total, de sorte qu'il restera encore une masse de produits représentant 600 millions d'heures de travail. Les entreprises publiques prélèvent, à présent, sur cette masse de produits leurs moyens de production et leurs matières premières, le reste étant à la disposition de la consommation individuelle.

Afin de pouvoir saisir concrètement cette répartition, il est nécessaire de connaître la consommation totale des entreprises publiques. Appelons les moyens de production nécessaires à ces entreprises publiques  $F_p$  ; les matières premières  $C_p$ , et la force de travail  $T_p$  (la lettre "p" en indice signifie "public"), et nous pourrions établir le budget total des entreprises publiques, par exemple comme suit :

$$(F_p + C_p) + T_p = \text{services publics.}$$

$$8 \text{ millions} + 50 \text{ millions} + 50 \text{ millions} = 108 \text{ millions d'heures de travail.}$$

De là, il nous est possible de faire un nouveau pas en avant. On prélève donc tout d'abord 58 millions d'heures de travail sur le produit ayant coûté 600 millions d'heures de travail aux entreprises productives, afin d'assurer la reproduction  $(F_p + C_p)$  des entreprises de T.S.G. Il ne nous reste ainsi plus que 542 millions d'heures de travail pour la consommation de tous les travailleurs. La question est à présent de savoir ce que cela représente pour chaque travailleur. Pour répondre à cette question, il nous faut déterminer, quelle part du produit de la force de travail des entreprises productives est absorbée par les entreprises publiques. Et tous auront résolu le problème. Dans les entreprises productives, les travailleurs ont travaillé 600 millions d'heures de travail et dans les entreprises de T.S.G., 50 millions. Cela représente, pour tous les travailleurs réunis, une somme de 650 millions. Il n'y a cependant que 542 millions d'heures de travail à la disposition de la consommation individuelle. Du produit total de la force de travail, il n'y a qu'une partie équivalente à  $542/650 = 0,83$  à la disposition de la consommation individuelle. L'entreprise ne peut donc pas payer le produit intégral de la force de travail, mais seulement 83 %.

Le chiffre ainsi obtenu, qui indique quelle est la part de force de travail qu'il reste à répartir, en guise de salaire, dans les entreprises, nous l'appellerons le FACTEUR DE PAIEMENT ("facteur de consommation individuelle" ou F.C.I.). Dans notre exemple il se monte à 0,83, ce qui signifie qu'un travailleur qui a travaillé 40 heures, ne touchera qu'un salaire équivalent à  $0,83 \times 40 = 33,2$  heures de travail, sous forme de bons lui permettant d'acquérir les produits sociaux de son choix.

Pour donner une forme générale à ce qui vient d'être dit, essayons d'établir une formule pour le facteur de consommation individuelle. Il s'agit de déterminer T. On retranche  $(F_p + C_p)$  ; il reste donc à sa disposition :

$$[T - (F_p + C_p)] / (T + T_p)$$

Pour plus de clarté, mettons à la place des lettres les chiffres de notre exemple et nous obtenons :

$$\text{F.C.I.} = (600 \text{ M} - 58 \text{ M}) / (600 \text{ M} + 50 \text{ M}) = 542/650 = 0,83$$

Ce calcul est possible, parce que toutes les entreprises tiennent un compte exact de leur usure en f, c et t. La comptabilité sociale générale qui enregistre, grâce à un simple virement, le flux des produits dispose de manière simple de toutes les données nécessaires à l'établissement du facteur de paiement. Ce sont T,  $F_p$ ,  $C_p$  et  $T_p$ , et ils résultent d'une simple addition effectuée dans le "compte de virement" de l'entreprise.

Grâce à un tel procès de production et de répartition, il n'y a personne pour la part de produit social qui revient à chaque consommateur individuel. On n'a pas affaire ici, à une répartition qui découle de la

production matérielle elle-même. Le rapport du producteur au produit réside dans les choses elles-mêmes, et c'est justement à cause de cela qu'il n'incombe à personne d'allouer quoi que ce soit. C'est d'ailleurs là aussi ce qui explique qu'une telle économie peut se passer totalement d'un appareil d'état. Toute la production et toute la distribution se situent sur un terrain réel, parce que les producteurs et les consommateurs peuvent, précisément grâce à l'existence de ce rapport, diriger et gérer eux-mêmes tout le procès économique.

Au cours de diverses conférences que nous avons tenues sur ce sujet, quelques auditeurs exprimèrent leur crainte de voir la comptabilité sociale générale s'instaurer en un nouvel organe d'exploitation, parce que c'est à elle qu'incombe la fixation du F.C.I. Elle pourrait, par exemple, calculer ce facteur trop faiblement.

Mais le fait est qu'il n'existe aucune base pour asseoir une quelconque exploitation. L'économie communiste ne connaît que des organisations d'entreprise. Quelles que soient les fonctions de celle-ci, toutes se meuvent à l'intérieur des limites que leur impose le budget. La comptabilité sociale générale n'est elle-même qu'une organisation d'entreprise (de travail social général) et elle aussi ne peut se mouvoir qu'à l'intérieur des limites déterminées par la production. Elle n'a aucun pouvoir sur l'appareil économique, parce que la base du procès de production et distribution est une base matérielle à partir de laquelle toute la société peut contrôler entièrement l'ensemble de l'économie. Il est certain, à l'inverse, que toute l'économie dont la base n'est pas le rapport exact du producteur à son produit, dans laquelle ce rapport est déterminé par des personnes, se transformera fatalement en appareil d'oppression — même si l'on y abolit la propriété privée des moyens de production.

### **La socialisation de la répartition**

Nos considérations sur le facteur de paiement nous obligent à aborder encore un autre problème, directement lié à celui-ci : il s'agit du procès de développement de la société en direction du communisme intégral.

Une caractéristique essentielle des entreprises de T.S.G. est le fait qu'elles permettent à chacun de "prendre selon ses besoins". L'heure de travail n'est donc plus ici la mesure de la répartition. Le développement de la société communiste entraînera un accroissement de ce type d'entreprise, si bien que l'alimentation, les transports, l'habitat, et en bref la satisfaction des besoins généraux deviendront eux aussi "gratuite". Cette évolution est un qui, en ce qui concerne le côté technique de l'opération, peut s'effectuer rapidement. Le travail individuel sera d'autant moins la mesure de consommation individuelles que la société évoluera dans une telle direction, qu'il y aura de plus en plus de produits distribués selon ce principe. Bien que le temps de travail individuel soit la mesure de la répartition individuelle, le développement de la société entraînera la suppression progressive de cette mesure. À ce propos, rappelons ce que Marx disait de la répartition : le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le développement historique des producteurs. Ce n'est que pour faire un parallèle avec la production marchande que nous supposons que la part de chaque producteur est déterminée de façon claire et nette. Tandis que la répartition ne cesse d'être socialiste de plus en plus largement, le temps de travail continue, quant à lui, à ôter tout simplement la mesure de la part de produit qu'il reste à répartir individuellement.

Le procès de "socialisation" de la répartition ne s'effectue pas automatiquement ; il dépend de l'initiative des travailleurs. Mais c'est que celle-ci aura alors aussi tout l'espace qu'il lui faut. Si la production a atteint un niveau d'organisation tel que celui-ci permet à une certaine branche productive, fabriquant un produit manufacturé destiné à la satisfaction des besoins individuels, de se produire sans

accroc, rien ne s'oppose à ce que l'on classe cette entreprise dans la catégorie des entreprises publiques (T.S.G.).

Tous les comptes de ces entreprises restent de toute façon identiques. Les travailleurs n'ont nullement besoin, ici, d'attendre le bon vouloir des fonctionnaires d'État, d'attendre jusqu'à ce que ces messieurs contrôlent suffisamment la branche productive en question. Chaque entreprise ou chaque complexe d'entreprises étant, en ce qui concerne leur comptabilité, une unité fermée, la "socialisation" peut être effectuée par les producteurs eux-mêmes.

Grâce à la gestion autonome des entreprises, la production est d'une très grande mobilité, ce qui accélère le développement sans entraves du procès économique. C'est ainsi qu'il sera par exemple également tout à fait naturel que la "socialisation" suive un rythme différent selon les endroits, parce que dans telle entreprise se fera sentir un plus grand besoin d'installations culturelles que dans telle autre. C'est d'ailleurs grâce à la mobilité de la production qu'une telle différence dans le développement est possible. Si les travailleurs d'un district de production désirent, par exemple, ouvrir encore quelques salles de lecture publiques, cela leur est possible sans plus de problèmes. Aux entreprises de T.S.G. s'ajouteront alors de nouvelles institutions, d'une importance plus locale, de sorte que les frais qu'elles occasionneront devront être portés par le district de production concerné. On modifiera le F.C.I. pour ce district, sans qu'il y ait pour autant rupture de rapport du producteur à son produit. Les producteurs peuvent ainsi construire eux-mêmes la vie dans ses mille et une nuances.

Le procès de développement de la libre satisfaction des besoins se meut dans des limites fixes ; il est une action consciente de la société, le rythme du développement étant déterminé, pour l'essentiel, par le niveau d'évolution des consommateurs. La rapidité avec laquelle pourra être "socialisée" la répartition dépend de la rapidité avec laquelle ceux-ci apprendront à gérer avec économie le produit social, c'est-à-dire à ne pas dépenser inutilement. Il importe peu, pour les comptes effectués au niveau de la production global, qu'il y ait beaucoup ou peu d'entreprises de T.S.G. La transformation en entreprise de T.S.G. d'une entreprise qui mettait auparavant son produit à la disposition de la consommation individuelle moyennant un salaire, entraîne d'une part un accroissement du budget total des entreprises de T.S.G., d'autre part une diminution de la somme des biens de consommation touchés à l'aide d'un salaire. Le facteur de paiement diminue donc de plus en plus, au fur et à mesure que la société communiste se développe. Sans doute, ne pourrait-il jamais disparaître complètement, parce que seules peuvent se transformer en entreprises de T.S.G. les entreprises qui assurent la satisfaction des besoins généraux. Les divers besoins naissant des particularités propres à chaque individu ne pourront sans doute guère être inclus dans la répartition sociale. Mais l'important n'est pas là ; ce qui importe c'est que la voie vers la socialisation soit tracée avec netteté.

Pour les marxistes officiels, les considérations qui précèdent relèvent de l'"utopie pure" et n'ont rien à voir avec Marx. Dans notre conclusion, nous analyserons de plus près ce problème de l'"utopie". Quant aux conceptions de Marx, nous pouvons dire qu'elles concordent en tous points avec les nôtres. Voici ce qu'il écrit au sujet de la " phase supérieure " du communisme, que nous appelons " distribution socialisée " :

" Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparues l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, par suite, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail physique ; quand le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie ; quand avec l'épanouissement universel des individus, les forces productives se seront accrues et que toutes les sources de la richesse coopérative jailliront avec abondance —alors seulement on pourra s'évader une bonne fois de l'étroit horizon du droit bourgeois, et la société pourra écrire sur ses bannières : "De chacun selon ses capacités, à chacun

selon, ses besoins. " (*Gloses marginales*, p. 142).

Cependant, Marx pense également que cela est d'abord le résultat d'un processus de développement : " La société que nous avons ici à l'esprit, ce n'est pas celle qui s'est développée sur ses bases propres, mais au contraire, celle qui vient de sortir de la société capitaliste ; c'est donc une société qui à tous égards, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancien ordre où elle a été engendrée. Le producteur individuel reçoit donc —toutes soustractions opérées —exactement ce qu'il lui a donné. Ce qu'il lui a donné c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale du travail se compose de la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion de la journée de travail qu'il a fournie, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûté son travail. Le même quantum de travail qu'il a donné à la société sous une forme il la reçoit en retour sous une autre. "

(*Gloses marginales*, p. 1418-1419).

### **Les entreprises mixtes**

Nos considérations relatives au facteur de consommation individuelle partent du fait que les entreprises productives de reproduisent d'abord elles-mêmes, complètement ; la force de travail de ces entreprises a ensuite la charge de l'usure en moyens de production des entreprises publiques. C'est ainsi qu'il reste  $T - (F_p + C_p)$  heures de travail à la disposition de la consommation individuelle. Mais avec le développement plus poussé du communisme, l'établissement de ces comptes se transformera, car il y aura alors beaucoup d'entreprises qui travailleront simultanément pour la consommation individuelle, et pour la poursuite de la production —telles, par exemple, les centrales électriques. L'éclairage et le chauffage des maisons d'habitation satisfont les besoins individuels, mais le produit de ces centrales est aussi absorbé par les entreprises productives en tant qu'éclairage et en tant qu'énergie, en tant que matière première. Lorsque la société est assez mûre du point de vue productif et social pour que l'on puisse passer à la livraison individuelle et gratuite d'électricité, apparaît un nouveau type d'entreprises, qui relève autant de l'entreprise productive que de l'entreprise publique. Ce sont ces entreprises que nous appelons entreprises mixtes. Au fur et à mesure de la progression de la "socialisation", ce type gagnera de plus en plus d'ampleur. Il est évident que la comptabilité de l'entreprise ainsi que le F.C.I. s'en ressentiront. La comptabilité exige que l'entreprise mixte soit classée dans l'un des types d'entreprises principaux —soit productif soit public. Peu importe d'ailleurs lequel. Pour l'établissement des comptes on peut soit classer toutes les entreprises mixtes dans la catégorie des entreprises productives, soit dans celle des entreprises publiques. On peut cependant ainsi ranger telle entreprise dans la catégorie productive, l'autre dans la catégorie publique, selon la situation. La comptabilité ne gêne donc nullement la mobilité de la production et de la répartition. Considérons tout d'abord le cas d'une entreprise mixte que l'on aurait classée dans la catégorie des entreprises productives, et les conséquences qui s'ensuivent pour le F.C.I.

Auparavant, lorsque notre centrale électrique était encore une entreprise entièrement productive, on portait au crédit du compte de virement tous les kilowatts qui avaient été fournis à la consommation individuelle ou aux autres entreprises, et la centrale pouvait, en fonction de ses comptes, se reproduire. Mais le passage à la "livraison individuelle gratuite engendre un déficit dans le compte de virement, dont le montant est précisément celui de la consommation individuelle. Les heures de travail nécessaires à la production de courant alternatif ou continu pour la consommation individuelle doivent de ce fait être restituées à la centrale électrique à partir du F.C.I. Ce déficit est à la charge du budget de T.S.G. et fait baisser le F.C.I. Si, dès lors, on additionne tous les déficits des entreprises mixtes, on obtient le

déficit général, que la diminution du F.C.I. devra compenser. Si nous appelons ce déficit général D, alors :

$$F.C.I. = [T - (F_p + C_p) - D] / T + T_p$$

Considérons à présent cette centrale électrique en tant qu'entreprise publique. La production des entreprises de T.S.G. est une production sans "revenu" ; aussi leur production est-elle entièrement aux frais de la force de travail des entreprises productives. L'entreprise mixte travaille cependant, grâce à la livraison de moyens de production ou de matières premières à d'autres entreprises, avec un crédit dans son compte de virement — ce qui veut dire qu'elle peut se reproduire elle-même en partie. Son usure totale en  $(f_p + c_p) + t_p$  n'est pas à la charge de la force de travail des entreprises productives, parce qu'elle peut subvenir en partie à la reproduction de ses moyens de production et de ses matières premières. Si nous désignons par C (crédit) la part de production qui permet à ces entreprises de se reproduire elles-mêmes, alors la charge de la force de travail des entreprises productives sera seulement de  $(f_p + c_p) + t_p - \epsilon$ . Si toutes les entreprises mixtes fonctionnent ainsi, le F.C.I. sera :

$$F.C.I. = [T - (F_p + C_p) - C] / (T + T_p)$$

C'est le troisième et dernier cas que nous analyserons, qui correspond en fait à la manière dont on établira réellement la comptabilité de ces entreprises. Telle entreprise mixte sera rangée, au niveau de ses comptes, dans la catégorie des entreprises productives, telle autre dans celle des entreprises publiques. Les entreprises productives mixtes réclameront au budget de TSG un montant de D (déficit) heures de travail, alors que les entreprises mixtes publiques auront livré en retour aux entreprises productives un montant de C (crédit) heures de travail. À la charge du F.C.I., il reste donc  $D - C$ . Le facteur de consommation individuelle sera alors :

$$F.C.I. = [T - (F_p + C_p) - (D - C)] / (T + T_p)$$

[Nous avons choisi la formule ci-dessus pour des raisons de clarté. Un approfondissement plus poussé de ces problèmes exige que C et D soient exprimés en  $(F + C)$ , ce qui d'ailleurs ne pose aucune difficulté.]

## Chapitre 7

### LA RÉPARTITION (DISTRIBUTION) COMMUNISTE

#### Le rapport du producteur au produit

Après tout ce qui vient déjà d'être dit, nous pouvons être brefs en ce qui concerne la production. Tout tient dans le rapport exact du producteur au produit. Nous avons vu de quelle manière les économistes qui se sont occupés du problème de répartition des biens dans la société communiste se refusent à laisser la production elle-même déterminer ce rapport et comment, au contraire, ils en font le point de litige central de la lutte politique et économique des consommateurs. En fait, cela signifie tout bonnement que la lutte pour le pouvoir, la lutte pour la maîtrise du rapport du producteur au produit au sein de la société se déchaîne de plus belle, qu'elle poursuit ses effets néfastes. Si, au contraire, le producteur déterminait directement par son travail même son rapport au produit social, toute politique de prix deviendrait totalement impossible. Ce n'est qu'à ce moment que nous sommes en présence des conditions requises pour le dépérissement de l'État, ce n'est qu'à ce moment que nous pouvons dire :

" La société qui réorganise la production au moyen de l'association des producteurs libres et égaux" renvoie toute la machinerie d'État à la place qui sera alors la sienne dans le monde des antiquités, à côté du rouet et de la hache en bronze. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des procès de production. L'État n'est pas aboli, il s'éteint. "

(Engels, *Anti-Dühring* p. 320)

Après la fixation du rapport déterminant entre producteur et produit, il ne reste plus qu'à opérer la jonction horizontale et verticale des entreprises, pour donner une forme aussi rationnelle que possible au procès de production. Cette jonction est un processus dont l'initiative appartient aux producteurs. À l'heure actuelle aussi, c'est à partir des lieux de production que s'opèrent les jonctions capitalistes dans la production —mais ce sont les intérêts du profit qui poussent les entreprises à fusionner, à former des trusts, des cartels et autres organisations analogues. En régime communiste, où les intérêts du profit n'existent plus, il s'agit de réunir les entreprises entre elles, de telle sorte qu'un flux régulier de produits circule d'entreprise à entreprise, ou vers les coopératives. La comptabilité exacte de ce qui entre dans les entreprises et de ce qui en sort, exprimée en heures de travail, mesure le bon fonctionnement de ce procès de circulation. Celui-ci veut alors être réglé par les producteurs eux-mêmes sans intervention étatique. La répartition de la plus grande partie du produit social, c'est-à-dire les moyens de production renouvelés qui entrent dans telle ou telle entreprise, est, sans plus de formalité, du domaine des producteurs eux-mêmes.

Si nous considérons à présent la répartition des produits destinés à la consommation individuelle, il nous faut tout d'abord insister sur la dépendance réciproque de la production et de la répartition. De même qu'une gestion centrale de l'économie entraîne une allocation "personnelle" des produits, de même l'association des producteurs libres et égaux rend nécessaire l'association des consommateurs libres et égaux. Ainsi la répartition se fait, elle aussi, de façon collective, grâce à une coopération dans tous les domaines. Nous avons déjà montré à quel point ce qui s'est passé en Russie a été, à ce niveau, exemplaire ; comment les consommateurs s'unirent, en un temps record, afin de pouvoir répartir eux-mêmes leurs produits, c'est-à-dire indépendamment de l'État ; que cette autonomie des consommateurs russes n'est en fait qu'une farce parce que le rapport du producteur au produit a été déterminé tout d'abord dans les sphères supérieures du pouvoir. Quoi qu'il en soit, la forme de la distribution reste un acquis qu'on ne saurait remettre en question.

Nous n'avons pas l'intention de faire, ici, une description de la " jonction des coopératives de

consommation ". Celle-ci variera seulement en fonction de circonstances locales et de la nature du produit à distribuer. Ce qu'en revanche, il nous faut préciser ce sont les principes de base généraux d'une telle jonction tels qu'ils résultent du caractère de comptabilité sociale. Cette nécessité s'impose parce qu'il nous faut montrer que le procès de distribution ne remet pas en cause le rapport exact du producteur au produit.

Lorsque nous avons analysé le travail social général, nous avons vu comment ce rapport s'établit, sans être en rien gêné par l'existence de faux frais généraux dans la société, et comment ainsi le "produit total de la force de travail" retourne aux travailleurs. Mais ceci revient à dire, que les faux frais doivent être inclus dans le budget général du travail social général (T.S.G.). La répartition du produit est une fonction sociale générale.

Les faux frais de la répartition ne peuvent donc incomber à chaque coopérative de consommation en particulier, sinon le rapport exact du producteur au produit serait rompu. L'administration de l'organisation de distribution serait obligée de mener une "politique des prix" afin de couvrir ces faux frais et nous nous trouverions de nouveau face à une allocation "personnelle" des produits. Si nous remarquons qu'une organisation de distribution consomme, elle aussi,  $f$  et  $t$ , nous en concluons qu'elle a le caractère d'une entreprise de travail social général. Le produit ou le service qui est le résultat de son activité est précisément la répartition des produits.

De cette caractérisation découle directement que ces organisations sont soumises aux mêmes règles que toutes les entreprises de T.S.G. Elles établissent, elles aussi, un budget, estiment la somme  $f + c + t$  dont elles auront besoin pour la période de travail à venir, ainsi que la quantité à répartir. Leur schéma de production se formule comme n'importe quel autre ( $f + c$ ) +  $t$  est un service public ( $X$  heures de produit à répartir). L'organisation de distribution a une entière liberté d'action dans le cadre de ce schéma : elle est maître chez elle, la distribution ne remettant pas en cause le rapport exact du producteur au produit.

### **Le marché**

Une fois la base et la forme de la distribution précisées, il reste à élucider un problème important. Il s'agit de savoir si la quantité de chaque produit est disponible. En d'autres termes, il faut que la production soit en accord avec les besoins de la population. Il nous faut donc avant tout connaître les besoins afin de pouvoir, d'après eux régler harmonieusement la production des entreprises. Il s'agit là d'un point d'autant plus sensible que c'est précisément là que les adversaires du communisme font porter leur critique. Ils expliquent sans ambages que le communisme qui veut remplacer l'économie de profit par une économie des besoins, ne dispose d'aucun moyen pour évaluer ces besoins. Le capitalisme résout automatiquement ce problème. Dès qu'un besoin plus important de certains produits se manifeste, cela se traduit sur le marché par une augmentation de prix. L'élévation des profits qui en résulte attire les entrepreneurs de sorte que les capitaux affluent vers les lieux de production de ces articles, répondant ainsi rapidement à la croissance des besoins. Une diminution de ceux-ci a un effet opposé sur la production. C'est ainsi que le mécanisme de marché réalise une mesure des besoins.

On sait assez que ce mécanisme n'est pas aussi innocent qu'il n'en a l'air. C'est justement en lui qu'il faut chercher l'origine des grandes crises de production qui livrent des milliers de gens à la famine, ainsi que celle des ambitions impérialistes qui conduisent des millions de gens à s'entr'égorgés sur les champs de bataille. Malgré tout, le marché, en régime capitaliste, est (et était autrefois encore plus) l'appareil de mesure des besoins. Le communisme rejette le marché et refuse la fixation des prix par l'offre et la demande. Il devra donc arriver à ses fins sans recourir à ce mécanisme dont on a tant vanté les bienfaits. Mises, pourfendeur patenté du communisme, croule sous les lauriers et les applaudissements lorsqu'il

prouve à un public de braves bourgeois l'impossibilité économique du communisme. " Là où la libre circulation du marché n'existe pas, il n'y a pas fixation des prix et, sans fixation des prix, il n'y a pas de "comptabilité économique".

" (Mises, *L'économie collective*, Jena 1922, p. 210)

Pour Block la chose n'est pas plus claire :

" Une fois que l'échange individuel a été supprimé, la production devient socialement nécessaire, et il en va de même pour les produits. Mais Marx ne se creuse guère la tête pour expliciter les méthodes d'après lesquelles la nécessité sociale va se créer et s'installer. Tant qu'on ne peut montrer par quoi il faut remplacer le mécanisme du marché, toute comptabilité économique appliquée à une économie collectiviste, c'est-à-dire tout socialisme rationnel, est impensable. "

(Block, *La théorie marxienne de l'argent*, p. 121-122)

Block ne sait que faire. Les solutions préconisées par Neurath et consorts, il les tient pour non viables, ce en quoi nous ne pouvons lui donner tort. Toutes, en effet, se ramènent à une seule et unique recette, conçue dans la ligne de Hilferding qui veut liquider le problème " à l'aide de tous les moyens fournis par une statistique organisée de la consommation ", ce qui, une fois encore, réintroduit un droit de disposition centralisé sur le produit social.

Avant d'aborder cette question, il nous faut examiner les différents caractères de la distribution capitaliste et communiste. Dans ce qui précède nous avons admis qu'en régime capitaliste, le marché était un instrument de mesure des besoins. Si, cependant, nous allons au fond des choses, il apparaît que cela n'est vrai que de manière restreinte. Qu'en est-il en fait ? La force de travail est une marchandise dont le prix sur le marché est fixe ou fluctuant. Ce prix tourne autour du minimum vital du travailleur. Avec ce que lui rapporte la vente de sa force de travail, le salaire, l'ouvrier reconstitue celle-ci, un point c'est tout. Le produit social peut bien croître à l'infini, le travailleur n'en tire que son minimum vital. Sans aucun doute ses besoins croissent, sollicité qu'il est par la masse même des produits qui lui sont inaccessibles. Le capitaliste a beau se référer avec complaisance à son mécanisme de marché qui évalue si bien les besoins, en fait, il ne les connaît pas réellement, éventuellement encore moins bien que ceux qui veulent remplacer le marché par un appareil statistique. D'ailleurs, il n'est nullement nécessaire, pour le capitaliste, de connaître le marché justement parce qu'il ne travaille pas pour satisfaire les besoins mais pour acquérir des profits. En ce qui concerne le prolétariat, tout ce fameux mécanisme du marché ne se meut qu'à l'intérieur de limites étroites, prescrites par le minimum vital, et où le problème d'une connaissance des besoins au sens communiste de ce terme, ne se pose absolument pas. Les économistes bourgeois le savent fort bien. Block écrit :

"Le procès de fixation des prix veille à ne satisfaire que les besoins les plus pressants, c'est-à-dire les besoins qui exigent un maximum de pouvoir d'achat."

(C. Block, *La théorie marxienne de l'argent*, p. 122)

Le communisme ne connaît qu'une répartition égalitaire du produit social parmi tous les consommateurs. C'est ainsi que la force de travail cesse d'être une marchandise, avec son prix. L'augmentation du produit social entraîne immédiatement une augmentation de la part individuelle du produit consommable, lorsque, dans chaque produit, se trouve exprimé le rapport du producteur au produit, les prix n'ayant plus de raison d'être. L'établissement de l'heure de travail comme unité de compte ne sert qu'à assurer la reproduction de la partie matérielle de l'appareil de production et à ordonnancer la répartition des biens de consommation.

Ces quelques remarques sur la répartition capitaliste et communiste des produits faites, il devient évident qu'un marché où l'on établit les prix et où doivent s'exprimer les besoins, n'existe effectivement pas en régime communiste. Le communisme devra d'abord créer les organes à travers lesquels se manifesteront les désirs et les exigences des consommateurs. Ce que le capitalisme ne connaît pas, les besoins des travailleurs, devient pour le communisme la ligne directrice de la production.

Donc, quand Block se demande par quoi sera remplacé le marché, nous pouvons lui répondre tout de suite qu'il ne sera absolument pas remplacé. Le communisme commencera par mettre en place, dans les organisations de distribution, les organes qui exprimeront collectivement les désirs individuels. La réunion et la collaboration des organisations de distribution avec les entreprises productives est un problème que seule la vie courante pourra résoudre. L'initiative des producteurs et des consommateurs trouvera ici son plein épanouissement. Tout comme la libération des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes, de même le rattachement organisationnel de la production aux organisations de distribution exprimant les besoins véritables de la population, sera l'œuvre des producteurs-consommateurs eux-mêmes.

Les économistes qui estiment ne pouvoir se passer du mécanisme de marché renvoient perpétuellement au fait qu'il est impossible de connaître les besoins lorsqu'il n'y a plus de marché. De plus les besoins sont un facteur capricieux qui peut se renverser assez soudainement parce que le caractère fantasque de l'homme se manifeste dans le caractère fantasque de ses besoins. C'est ainsi qu'assez soudainement un nouveau besoin peut faire son apparition et un autre disparaître tout aussi soudainement. Les cabrioles de la "mode" nous en donnent maint exemple instructif. Cela étant, le marché donne à l'appareil de production la possibilité de suivre fidèlement tous ces revirements et de satisfaire, en conséquence, les besoins.

Nos critiques ont un argument massue contre le communisme lorsqu'ils soulignent le fait qu'il tue ce que la vie a de plus vivant. Et ils ont raison lorsqu'ils exercent leurs talents polémique contre le communisme d'acception courante qui veut recenser tous les besoins "à l'aide de tous les moyens fournis par une statistique organisée de la consommation" et qui se caractérise par un droit de disposition central sur la production et la distribution. En réalité la vie courante ne se laisse pas saisir à coup de statistiques ; sa richesse est précisément dans sa diversité. Prétendre embrasser l'ensemble des besoins avec une statistique est totalement dépourvu de sens. Les statistiques ne vont jamais au-delà des généralités et ne peuvent venir à bout des particularités.

Aussi pouvons-nous dire qu'une production établie en fonction de statistiques de consommation n'est pas une production mise au service des besoins, mais bien une production qui suit certaines normes que la direction centrale prescrit pour la société conformément aux indications fournies par les physiologistes de la nutrition. Les objections de nos critiques s'évanouissent en fumée dès que la production et la distribution sont aux mains des producteurs eux-mêmes. La réunion des consommateurs dans leurs coopératives et le rattachement direct de celles-ci aux organismes de production autorise une mobilité totale. Mobilité dans le recensement direct des besoins individuels modifiés et leur transmission directe aux organes techniques. Ce rattachement direct n'est possible que parce qu'aucun appareil d'État, forcé de se casser la tête sur sa "politique de prix", ne vient s'interposer entre le producteur et le consommateur. Tous les produits sont accompagnés, tout au long de leur parcours à travers la société ; de leur temps de reproduction ; quant à la forme sous laquelle un produit donné devra être fabriqué, c'est aux organisations de distribution de la réclamer. C'est là que réside tout le mystère de la manière dont la production et la distribution communistes rendent superflu le mécanisme de marché.

Si nous essayons maintenant de nous représenter la distribution en tant que totalité, nous voyons alors que le produit social total (PST) se répartit de lui-même entre les différents groupes de consommateurs. Le cours du procès de production détermine lui-même comment et dans quelle proportion il passe dans la société. Du point de vue de la consommation —en ne tenant pas compte pour l'instant de l'accumulation —tous les groupes de consommation prennent leur part  $(F + C) + T$  du produit social total, et cela dans la mesure même où ils ont contribué à la fabrication du produit social total. Cela peut se faire sans difficulté puisque pour chaque produit le temps de production qu'il a nécessité est connu.

Sur les lieux de production chaque entreprise calcule ce qu'elle utilise en moyens de production à l'aide de la formule  $(f + c) + t$ . Le procès de production total s'obtient en faisant la somme de toutes les entreprises, ce que nous exprimons par la formule  $(F + C) + T = \text{PST}$ . Ce qui vaut pour chaque entreprise vaut en conséquence aussi pour le procès de production total. Si, dans chaque entreprise et pour chaque cas particulier, on a calculé le temps social moyen de production, il faut que la somme de tous les temps de production soit représentée dans le produit total PST. La répartition du PST se fait alors de la façon suivante : chaque entreprise, qu'elle fournisse des produits ou du travail social général, retire d'abord du PST, autant de produit qu'elle en a besoin pour assurer la consommation en  $f$  qu'elle a calculé à l'aide de sa formule de production. Une fois que toutes les entreprises ont effectué ce retrait, elles ont compensé leur utilisation en  $f$ , de sorte que  $F$  se trouve reparti de façon équitable.

Après quoi chaque entreprise retire du PST autant de  $c$  qu'elle en a besoin pour son utilisation en  $c$ , ainsi qu'elle l'a calculé. Une fois que toutes les entreprises ont effectué ce retrait,  $C$  a été à son tour équitablement réparti et réinvesti dans le procès de production. Chaque entreprise particulière pourra alors distribuer aux travailleurs des bons à valoir sur le produit social, dans la mesure correspondant à ce qu'elle a elle-même calculé comme  $t$  dans sa formule. La somme de tous ces bons vaut  $T$ . Les consommateurs peuvent en conséquence retirer du PST une somme de produits équivalente aux heures de travail fournies.

Le produit social total se trouve ainsi absorbé entièrement par la société, le rapport des groupes de consommateurs entre eux, de même que l'étendue de la distribution, étant entièrement déterminés par le procès de production lui-même. Point n'est besoin de groupes de personnes spécialisées, d'instance toute une troupe qui détient le droit de disposer centralement de la production et de la répartition.

## Chapitre 8

### LA PRODUCTION SUR UNE ÉCHELLE ÉLARGIE OU ACCUMULATION

#### L'accumulation, une fonction sociale

Jusqu'à présent, nous n'avons envisagé la production sociale que sous l'angle de la reproduction simple. Dans ce cas, la répartition du produit social total se fait de sorte que tous les moyens de production et les matières premières soient renouvelés, tandis que la consommation individuelle absorbe ce qui reste. Avec une telle répartition du produit la production sociale de biens reste identique à elle-même : la société n'en devient pas plus riche. Mais le but visé par le communisme est " à chacun selon ses besoins ", et la population peut aussi augmenter, si bien que la production de biens doit s'accroître. Il en résulte que la proportion de produit qui est la disposition de la consommation individuelle ne peut être aussi importante que ce que nous avons admis précédemment. Une partie, en effet, doit être mise de côté pour permettre l'élargissement de l'appareil de production, ce qui revient à dire que le producteur ne touche pas exactement la totalité de ce qu'a fourni son travail.

En régime capitaliste, l'élargissement de la production, l'accumulation, est la fonction individuelle du capitaliste. C'est lui qui décide s'il faut renouveler l'appareil de production, et de l'étendue de ce renouvellement. Après la suppression de la propriété privée des moyens de production, l'élargissement de la production de vient une fonction sociale. C'est la société qui décide de la quantité de produits et du nombre d'heures de travail qu'il faut prélever sur ce que le travail fournira au cours de la prochaine période de production pour élargir l'appareil de production.

Nous nous trouvons donc face au problème suivant : comment effectuer ce prélèvement ? La solution générale que l'on préconise, ou que l'on a préconisée, que ce soit dans la pratique en Russie ou dans la Hongrie des conseils, ou théoriquement comme dans la littérature consacrée à ce problème, c'est celle d'une politique des prix, imposant des taxes sur les produits afin d'alimenter l'accumulation. Nous avons montré plus haut que la politique des prix détruit, tout comme en régime capitaliste, le rapport du producteur au produit, qu'elle masque les conditions sociales réelles.

Il va maintenant apparaître qu'elle brouille le calcul de l'accumulation tout autant que celui de la production. Car si l'on veut déterminer la quantité de travail supplémentaire qu'il faut mettre à disposition de l'appareil de production pour assurer un élargissement, encore faut-il, pour le moins déjà connaître la quantité de travail absorbé par la reproduction simple.

Leichter s'est approché de la solution de ce problème dans la mesure où il établit la production sur la base d'une comptabilité en temps de travail et propose de calculer exactement le temps de production nécessaire pour chaque processus parcellaire. Mais il gâche tout avec sa politique des prix qui vient réduire à néant tous les calculs. Les entreprises peuvent bien avoir tenu une comptabilité aussi exacte que possible de tous les processus parcellaires, et avoir comptabilisé toutes leurs utilisations de moyens de production et de matières premières, etc., la direction suprême se vautre avec délices dans les orgies de la "science des prix", et la société se trouve de nouveau maintenue dans l'ignorance du nombre d'heures de travail qui entrent réellement dans chaque processus partenaire. On ne sait donc pas combien d'heures de travail sont absorbées dans la reproduction simple. Cela étant, il devient évidemment impossible de déterminer le nombre d'heures de travail nécessaires pour élargir l'appareil de production. Si l'on veut que l'accumulation soit une action consciente, il faut avant toute chose savoir quel est le temps de travail nécessaire pour la reproduction simple. Conformément à ce que nous avons

dit, ce temps est exactement connu grâce à la comptabilisation générale de  $(f + c) + t$ , ce qui pour le procès de production total se traduit par la formule :

$$(F_t + C_t) + T$$

(l'indice t signifiant ici total).

La question de l'élargissement de l'appareil de production sera, dans l'avenir, une des plus importantes pour la société, car elle représente un facteur dont dépend la fixation de la durée de la journée de travail. Si donc les congrès économiques des conseils d'entreprise décide d'élargir l'appareil de production de 10 % par exemple, il s'ensuit qu'il faudra retirer une masse de produit égale à  $0,1 (F_t + C_t)$  de la consommation individuelle.

L'accumulation effectuée, la production poursuivra son cours suivant la formule :

$$0,1 (F_t + C_t) + T_t$$

Il s'agit maintenant de savoir comment sera réalisée concrètement cette accumulation de 10 %, en d'autres termes comment s'opérera le prélèvement sur la consommation individuelle. Lors de notre analyse de la reproduction simple, nous avons vu que le produit social revenait totalement à la société, quand la consommation individuelle est effectuée selon la formule :

$$FCI = [T - (F_p + C_p)] / (T + T_p)$$

(Pour éviter des complications inutiles, nous n'avons pas tenu compte dans notre formule des entreprises mixtes. Les retenir, n'entraînerait aucune différence de principe.) Mais, pour assurer l'accumulation, il faut réduire la consommation de  $0,1 (F_p + C_p)$ , à la suite de quoi il ne reste plus que :

$$T - 0,1 (F_t + C_t) - (F_p + C_p)$$

à la disposition de celle-ci. Pour procéder à un élargissement de 10 % de l'appareil de production, le facteur de consommation individuel sera alors :

$$FCI = [T - 0,1 (F_t + C_t) - (F_p + C_p)] / (T + T_p)$$

L'accumulation est ainsi incluse dans le facteur de consommation individuelle et il se forme ainsi un fonds social général qui s'élève exactement à  $0,1 (F_t + C_t)$  heures de travail. La décision du congrès des conseils a ainsi été menée à bonne fin.

### **L'utilisation du fonds d'accumulation**

Les considérations qui précèdent ne prétendent avoir une portée théorique que dans la mesure où l'accumulation peut être réglée consciemment et être incluse dans le facteur de consommation individuelle. Si l'accumulation n'y est pas incluse, il en résultera inévitablement une augmentation des prix, c'est-à-dire que les temps de travail réels seront masqués. De surcroît, on aura lors d'une année de forte accumulation (10 % par exemple), à fournir un temps de production plus élevé, disons par exemple de 5 %, que par la suite, alors que les conditions de production peuvent rester inchangées. Donc, il en résulte un temps de production incertain, auquel s'ajoutent des complications imprévisibles dans le calcul de la production et la répartition du produit. Par conséquent, la manière dont s'effectue le prélèvement pour l'accumulation est liée à la marche de l'économie ; en la subordonnant aux lois qui régissent la circulation du flot des produits, on est maître de son évolution.

La détermination de l'étendue de l'accumulation ne résulte pas directement du cours matériel de la production elle-même ; elle résulte de causes diverses. Dans nos considérations, nous avons supposé une extension de 10 % de l'appareil de production. Le fonds d'accumulation général met donc à la

disposition de chaque entreprise 10 % (F + C) pour leur extension. Point n'est besoin de faire appel à une allocation spéciale accordée par une quelconque autorité. La production matérielle montre de façon univoque quel est le montant de ce qui, prélevé sur le fonds d'accumulation, revient à chaque entreprise.

Un élargissement général de l'appareil de production est cependant une hypothèse irréaliste. Sans aucun doute, il y aura des branches productives qui ne demanderont aucune extension, alors que d'autres seront obligées d'accumuler au-delà du pourcentage indiqué. De ce fait, plus tard, la rationalité exigera que seules les entreprises qui ont besoin d'une extension de leur production fassent porter au compte du TSG leur budget d'accumulation.

Malgré cela, les circonstances politiques et économiques de la période inaugurale du régime communiste feront que le prolétariat devra s'en tenir à une fixation et une répartition irrationnelle de l'accumulation. Ce qui est toutefois décisif c'est qu'à l'absence de tout droit centralisé de disposition de l'appareil, réponde l'absence d'un droit de disposition centralisé sur l'accumulation : dans ce domaine aussi, la gestion doit être entre les mains des producteurs.

Au cours d'une répartition irrationnelle de l'accumulation, chaque entreprise reçoit, par exemple, 0,1 (F + C) sans qu'on sache combien elle en a besoin pour le moment. Mais si une telle entreprise appartient à un groupe de production à une "guilde", l'utilisation pratique de cette allocation pourrait bien se faire de telle sorte que les entreprises associées constituent un fonds d'accumulation commun pour la "guilde". Les organisations d'entreprise participantes décideront alors sous quelle forme et dans quelle entreprise l'allocation sera employée. Elles pourront ainsi, soit parfaire l'équipement d'entreprises sous-productives afin que celles-ci se mettent au niveau de la productivité moyenne, soit, si cela se montre plus rationnel, n'en rien faire ; voire même prendre des dispositions pour les supprimer complètement. Il faut cependant que toutes ces décisions soient prises par les producteurs, si on ne veut pas que cette extension de la productivité ne se retourne, comme en Hongrie, contre eux. Dans tous les cas, l'élargissement de la production et l'accroissement de la productivité qui en découle doivent être l'œuvre consciente des producteurs eux-mêmes.

Il est toutefois également possible que tout le groupe de la production n'ait pas besoin d'élargir sa production, parce qu'il peut satisfaire toutes les demandes de la société. Dans ce cas, les organisations d'entreprises pourraient prendre la décision de mettre la totalité de leur fonds d'accumulation à la disposition de ces entreprises qui ont besoin d'un élargissement exceptionnel.

Dans la période inaugurale de l'économie communiste, il est vraisemblable que souvent on renoncera à une accumulation particulière. Pourtant, le communisme exige un regroupement des entreprises autre que celui que nous connaissons aujourd'hui. Bien des entreprises deviendront superflues alors que d'autres seront insuffisantes, en nombre et en production. Dès sa mise en œuvre, l'économie communiste met immédiatement au premier plan l'ajustement de la production aux besoins des consommateurs ; il s'agit là d'un travail organisationnel et technique colossal qui ne se fera sûrement pas sans heurts et sans conflits. Mais le prolétariat, en prenant le pouvoir, grâce au "mécanisme de marché", trois fois béni et encensé, parce qu'il adapterait la production aux besoins d'un appareil de production qui, en réalité, dilapide pour le moins la moitié de la force de travail de façon improductive, puisque celle-ci n'est pas organisée en vue de la satisfaction des besoins de la majorité des gens, mais en fonction de leur pouvoir d'achat.

" La plus grande fraction des travailleurs qui s'occupent de façon générale de la production d'articles de consommation destinés à la dépense des revenus, fabrique des articles servant aux capitalistes, aux propriétaires fonciers et à leur suite (fonctionnaires d'État, ecclésiastiques, etc.), à la dépense des revenus de ceux-ci ; seule une

petite fraction fabrique des articles destinés à la dépense des revenus des travailleurs. Avec la transformation du rapport social entre le travailleur et le capital, avec la transformation révolutionnaire des rapports de production capitalistes, un tel état de fait changerait aussitôt. Une fois que la classe ouvrière aura pris le pouvoir, qu'elle aura la possibilité de produire elle-même, elle mettra le capital (pour parler comme les économistes vulgaires) très rapidement et sans grand peine au niveau de ses propres besoins ".

(Karl Marx, Théories sur la plus-value, tome II, éd. sociales, Paris, p. 696).

La mise en accord de la production et des besoins entraîne donc une transformation complète de l'appareil de production. Les entreprises travaillant exclusivement pour les besoins de luxe de la bourgeoisie seront supprimées soit devront se mettre, le plus rapidement possible, au service des travailleurs. Nous avons eu suffisamment l'occasion de constater, pendant la guerre et pendant les années qui ont suivi, avec quelle rapidité une telle transformation peut être effectuée. Au début des hostilités, tout l'appareil de production a été affecté à la fabrication de matériel de guerre, mais après 1918, il a été de nouveau reconverti en fabrication de "produits de paix ". Il faut de plus remarquer que le capitalisme met en veilleuse son fameux mécanisme du marché, lorsqu'il lui a fallu adapter effectivement la production à ses besoins, c'est-à-dire aux exigences de la guerre.

La transformation organisationnelle de la société en économie communiste peut s'effectuer rapidement en dépit des énormes difficultés auxquelles elle devra faire face. Les besoins déterminants de cette transformation sont ceux de l'habillement, de la nourriture et de l'habitat. Une bonne partie de la production sera consacrée à la fabrication de matériaux de construction. Bref, toute la production subira une transformation complète pour répondre aux besoins tels qu'ils s'exprimeront à travers les coopératives de consommation.

Le premier stade de la production communiste sera donc caractérisé par une forte croissance de certaines branches de la production et par la disparition de certaines autres. Il ne saurait être question d'une accumulation homogène. Cependant, en dépit de la confusion qu'entraînera une transformation aussi rapide, le prolétariat ne devra pas se laisser entraîner à abandonner son "droit d'aînesse", c'est-à-dire laisser à d'autres le droit de disposer de l'appareil de production. C'est pourquoi une répartition non rationnelle du fonds d'accumulation sera nécessaire et justifiée.

### **L'accumulation particulière**

Outre cet élargissement ordinaire de l'appareil de production qui s'effectue, conformément aux exigences des organisations d'entreprise, à partir du fonds d'accumulation, il restera à exécuter d'autres travaux, comme la construction de ponts de chemins de fer, l'aménagement de voies de communication, la construction de bateaux, la mise en valeur de terres en friche, etc. Ces travaux s'étendront sur plusieurs années. Dans cette période il faudra prélever sur la société divers produits comme des matières premières et des moyens de subsistance nécessaires à ceux qui effectuent ces travaux, alors que, provisoirement, aucun produit fabriqué ne lui fera retour. Ces élargissements de l'appareil de production n'absorberont pas une quantité de produit social négligeable. Il s'ensuit que les congrès économiques devront consacrer une partie importante de leurs délibérations pour décider de l'ampleur de ce genre de travaux. C'est en tant que totalité que la société décide du taux de développement des services, car, plus la productivité de l'appareil de production est élevée, plus les besoins sont facilement satisfaits, et plus grande sera la part qui pourra être affectée à cette réalisation :

"Sur la base d'une production socialisée, il faudra déterminer dans quelle mesure ces opérations qui prélèvent pendant un certain temps de la force de travail et des moyens de production —sans fournir entre-temps un produit quelconque d'un effet utile —pourront s'exécuter sans porter préjudice aux branches d'industries qui, si elles prélèvent de la force de travail et des moyens de production, de façon continue ou à plusieurs reprises dans

l'année, fournissent en revanche des moyens de subsistance et de production. Dans la production socialisée aussi bien que dans la production capitaliste, les travailleurs occupés dans les branches d'industrie ayant de courtes périodes de travail ne prélèveront que pour peu de temps de produits sans en fournir d'autres en échange, et les branches d'industrie à longues périodes de travail continueront à pratiquer ces prélèvements pour des temps assez longs, ne rendant rien avant longtemps. Ce phénomène a donc son origine dans les conditions matérielles du processus particulier et non pas dans sa forme sociale. "

(Marx, *Le Capital*, livre II, in *Œuvres*, tome 2, collection Pléiade, Paris, Gallimard, p. 862-863.)

" Si nous imaginons à la place de la société capitaliste une société communiste, nous voyons disparaître en premier lieu le capital-argent, et avec lui tous les avatars des transactions qu'il entraîne à sa suite. Le problème se réduit simplement à la nécessité, pour la société de calculer à l'avance la quantité des moyens de production et de subsistance qu'elle peut, sans le moindre préjudice, employer à des entreprises (comme, par exemple, la construction de chemins de fer) qui ne fournissent ni moyens de production ni de subsistance, ni effet utile quelconque pendant un temps assez long, un an ou même d'avantage, mais soustraient à la production annuelle totale du travail des moyens de production et de subsistance. Dans la société capitaliste, au contraire, où l'entendement social ne s'affirme qu'après coup, de grandes perturbations peuvent et doivent toujours surgir. " (id. p. 693-694.)

Dans les passages cités, Marx a fort bien posé le problème et en a esquissé en même temps la solution générale. Mais ce n'est rien de plus qu'une vue générale qui demande à être réalisée concrètement. Et c'est là que, de nouveau, les opinions divergent. D'un côté, il y a les social-démocraties et les apôtres moscovites de l'étatisation ou des nationalisations, de l'autre les partisans de l'association des producteurs libres et égaux. La conception courante, " vulgaire ", du marxisme estime nécessaire l'existence d'une direction centralisée de l'économie pour l'établissement des faux frais sociaux et préconise, bien sûr, une solution identique pour cette nouvelle question.

Selon le point de vue social-démocrate moscovite, c'est à la direction centrale de toute l'économie qu'il appartient, d'une façon générale, de diriger le déroulement de l'ensemble de la production et de la distribution et, par conséquent, de prendre en compte les cas particuliers. Et, de fait, les communistes d'État fondent sur ce type de problèmes un de leurs arguments principaux qu'ils estiment définitif, en faveur d'instances centralisées, de l'État, pour assumer la nécessaire direction de l'économie dans son ensemble. À les en croire, on ne peut éviter les perturbations qu'entraîne, en régime capitaliste, ce genre de travaux que si l'on atteint à une vue d'ensemble de la production et qu'on règle cette dernière avec précision.

Ceci est incontestable. Mais les marxistes de cet acabit en tirent la conclusion que cela prouve que l'État doit diriger et gérer toute l'économie que ce soit du point de vue technique, organisationnel ou économique. Quant aux méthodes que l'État doit utiliser pour déterminer la production et la répartition et ainsi traitant le problème posé comme une question annexe, le résoudre du même coup, il suffit de se reporter aux recettes de Hilferding que nous avons déjà citées :

" Comment, où, combien, avec quels moyens seront fabriqués de nouveaux produits à partir des conditions de production disponibles, naturelles ou artificielles ?... (Tout cela) sera déterminé par les commissaires régionaux ou nationaux de la société socialiste qui, calculant les besoins de la société à l'aide de tous les moyens fournis par une statistique organisée de la production et de la consommation, prévoient consciemment l'aménagement de la vie économique d'après les besoins des collectivités consciemment représentées et dirigées par eux. "

(R. Hilferding, *op. cit.*)

Nous avons déjà montré précédemment ce que valent de telles statistiques et comment, d'un point de

vue théorique, elles se rattachent au communisme de caserne, tandis que, d'un point de vue pratique, elles courent, nécessairement et à brève échéance, à la faillite. Mais, cela mis à part, il est évident que des statistiques ne peuvent avoir de sens que si elles sont établies à partir d'une unité sociale de mesure. Des statistiques qui indiquent le nombre de tonnes de charbon, de céréales, de fer, etc., bref le poids, le volume, la quantité de tel ou tel matériau ou objet qui devront être utilisés sont absolument sans intérêt pour la détermination sociale de la production et de la répartition. On aura beau inventer formules sur formules, plus subtiles les unes que les autres, si la mesure fondamentale n'est pas une mesure sociale, si elle n'exprime pas le rapport du producteur au produit, les statistiques que l'on dressera pour régler la production et la reproduction sociales seront totalement absurdes. Le sens de la révolution sociale est précisément de transformer le rapport du producteur au produit. Marx a envisagé ce rapport sous l'angle historique et en a fait une étude scientifique exacte en ce qui concerne la société capitaliste. Avec la transformation de l'ordre social transforme le rapport du producteur au produit et le nouvel ordre qui s'installe entraîne justement une redéfinition de ce rapport.

La révolution sociale établit le nouveau rapport du producteur au produit, en attribuant au travailleur le droit de jouir d'une quantité de produit social correspondant à son temps de travail, et, dans ce but, elle a recours à l'application généralisée de la comptabilité en temps de travail.

Ces messieurs de la statistique ne songent pas un seul instant à créer ce nouveau rapport, et, de ce fait, il ne leur vient pas à l'idée d'utiliser cette comptabilité. C'est pourquoi ils font usage de ces bonnes vieilles catégories capitalistes, telles que le marché, les prix, la marchandise, l'argent, et il leur devient ainsi impossible d'assurer la reproduction simple. Le capitalisme d'État n'a pas la moindre idée du nombre d'heures de travail absorbées par une branche donnée de la production et encore bien moins du nombre qu'en exige la reproduction simple.

Il est hors de question que sous le régime du communisme d'État, ou, pour mieux dire, du capitalisme d'État, que la société parvienne à calculer à l'avance la quantité (de travail), des moyens de production et de subsistance qu'elle peut, sans le moindre préjudice, employer à des entreprises (comme, par exemple, la construction de chemins de fer) qui ne fournissent ni moyens de production ou de subsistance, ni effet utile quelconque pendant un temps assez long". Aussi faut-il que la société, dans ce cas, résolve le problème de la même manière que le capitalisme, c'est-à-dire au hasard des circonstances. Les dommages que cette manière de faire entraîne pour les autres branches de la production, devront être camouflés dans la mesure du possible. Il est évident que ce n'est pas là une solution valable du problème : autant dire qu'on a laissé les choses dans un état de statu quo.

Le communisme ne peut utiliser une telle méthode et, d'ailleurs, il n'en a que faire. Grâce à sa comptabilité exacte, il connaît parfaitement le temps nécessaire à la reproduction de toute chose, qu'il s'agisse d'une livre de sucre, d'une représentation théâtrale, d'une branche entière de l'économie ou de toute la vie économique, tandis que, d'autre part, l'accumulation ordinaire s'effectue à l'intérieur d'un cadre fixe. Ainsi la société a la possibilité de déterminer avec précision la quantité de temps de travail dont elle peut disposer pour des travaux importants, sans avoir recours à un quelconque élément "personnel". Voilà comment ce problème trouve, lui aussi, sa solution concrète, grâce à l'exacte détermination du rapport du producteur au produit, fondée sur la comptabilité en temps de travail que tiennent les organisations d'entreprise.

Si la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer apparaît nécessaire, il faudra tout d'abord établir un budget indiquant combien d'heures de travail seront nécessaires pour cette construction et le nombre d'années sur lesquelles il faudra l'étaler. Le congrès des conseils décide-t-il de mettre en chantier les travaux, la société devra fournir ce qui est nécessaire à leur réalisation. Les travaux de ce type sont à

ranger dans la catégorie du travail spécial général. Ils ne seront vraisemblablement achevés qu'au bout de trois ou quatre ans, et, pendant ce temps, auront consommé toute sorte de produits sans rien fournir en retour. Si, cependant, on a fait porter au compte du T.S.G. le nombre d'heures de travail qu'il faudra dépenser à cette fin chaque année, moyennant une retenue sur le "facteur de consommation individuelle" (F.C.I.), la société aura pu tenir prêt, fourni par la production ordinaire, le produit du nombre d'heures de travail correspondant à cette accumulation spéciale. Il n'y a rien ici qui puisse entraîner des perturbations quelles qu'elles soient dans d'autres branches de la production, rien qui puisse rompre le rapport exact du producteur au produit.

Du point de vue économique le problème est donc résolu. Mais il reste encore la question organisationnelle et technique, celle de la juste répartition de la main d'œuvre. À ce propos nous ne pouvons faire que des remarques de portée générale, car la réponse n'est pas du domaine purement théorique mais dépend des multiples aspects de la situation pratique avec ses conditions perpétuellement changeantes. Il est donc impossible de prédire à l'avance comment les principes généraux s'appliquent dans le détail.

Aussi nous contenterons-nous de faire une remarque générale : lorsque la société a décidé d'exécuter des travaux exceptionnels (construction de chemins de fer, etc.), elle met à la disposition de ceux-ci par inscription au compte du T.S.G. la quantité nécessaire de produits sociaux, exprimée en heures de travail ; du même coup elle détermine une nouvelle répartition des forces de travail.

Pour mieux comprendre ce processus, représentons-nous d'abord une économie de reproduction simple. En donnant suite aux exigences régulières des organisations de répartition qui expriment, dans leur totalité, les besoins individuels, on bâtit un appareil de production adapté à la satisfaction de ces besoins. Si, de plus, on fait abstraction des transformations que les conditions naturelles peuvent imposer à l'appareil de production, on voit que l'accord réciproque des entreprises sur une telle base aboutit à une situation que l'on peut qualifier de stationnaire. Dans ce cas la répartition de la force de travail reste aussi stationnaire, sans que, bien entendu, un individu ne puisse changer de lieu de travail.

Mais un tel état de la production sociale est une pure vue de l'esprit. La réalité s'en écarte constamment. C'est déjà le cas pour l'accumulation ordinaire, même si on la suppose, en principe, régulière. Des transformations de l'appareil de production peuvent en effet être réalisées ce qui entraîne un changement de la répartition des forces de travail. Si l'accumulation est irrégulière ces transformations auront un caractère instable, mais, pourtant, il est fort peu probable qu'une telle irrégularité entraîne des complications sociales dans la répartition des forces de travail. Les énergies que le capitalisme entrave dans son armée de réserve industrielle où il va puiser en cas de besoin, trouvent à s'employer en régime communiste, grâce au désir de créer par l'initiative des producteurs eux-mêmes.

C'est bien cette faculté qui nous permet de supposer que des travaux exceptionnels, comme ceux que nous avons envisagés ci-dessus, n'engendreront pas autant de difficultés en régime communiste qu'en système capitaliste. Car c'est du bon vouloir des travailleurs que dépend l'exécution de ces travaux et ce sont justement les travailleurs qui ont pris la décision de les entreprendre par l'intermédiaire de leurs organisations.

Reste une dernière question : dispose-t-on, pour s'exprimer comme les capitalistes, de suffisamment de force de travail pour effectuer de tels travaux ? C'est intentionnellement que nous disons : pour s'exprimer comme les capitalistes, car l'économie capitaliste puise dans le réservoir de la force de travail superflue. En régime communiste l'existence d'une armée de réserve serait un contresens. C'est pourquoi lorsqu'on voudra exécuter des travaux exceptionnels, il faudra prélever les forces de travail

nécessaires de lieux de travail déjà existants. Autrement dit, il faudra procéder à une nouvelle répartition de la force de travail en général.

L'étendue de cette nouvelle répartition, le choix des branches productives où devra se faire le retrait se trouvent déjà donnés dans la décision du congrès des conseils de mettre en œuvre les travaux en question et de diminuer en conséquence le facteur de "consommation individuelle". Aussi la production destinée à la consommation individuelle diminue-t-elle dès lors d'une quantité d'heures de travail équivalente à celle qui entre annuellement dans la réalisation de cette accumulation spéciale. C'est donc dans le secteur de la production que seront libérées les forces de travail nécessaires à la construction du chemin de fer projeté.

Pour terminer, faisons remarquer que les travaux exceptionnels finissent par devenir, eux aussi, règle courante. Il n'y aura plus à ce moment là de déplacement notable dans les groupes productifs, les forces de travail nécessaires à leur exécution étant, dès lors, constamment disponibles.

## Chapitre 9

### LA COMPTABILITÉ SOCIALE GÉNÉRALE COMME SYNTHÈSE IDÉALE DU PROCÈS ÉCONOMIQUE

#### L'heure de travail, base du calcul de la production

Nous avons vu que, selon Hilferding, c'est le règne du capital qui, en effectuant la concentration de l'appareil social de production, réalise lui-même le cartel général. Si, de nouveau, nous citons le passage où il s'exprime à ce propos, c'est parce qu'il nous fournit la description la plus exemplaire d'une production sociale devenue unité organisée telle que la préconise la doctrine social-démocrate ou communiste d'État, après la suppression de la propriété privée.

" Toute la production est consciemment réglée par une instance qui décide de l'étendue de la production dans toutes les sphères de la société. La fixation des prix devient alors purement nominale et n'a pas d'autre sens que la répartition de l'ensemble de la production entre les magnats du cartel, d'une part, et la masse de tous les autres membres de la société d'autre part. Le prix n'est plus alors le résultat d'un rapport objectif qui emprisonne les hommes, mais seulement une manière de calculer la distribution des choses de personne à personne. L'argent ne joue dès lors plus aucun rôle. Il peut même disparaître, car il s'agit d'une répartition de choses, non de valeurs. Avec l'anarchie de la production disparaît aussi le reflet matériel, l'objectivité de la valeur de la marchandise, et disparaît donc l'argent. Le cartel répartit le produit. Les éléments concrets de la production ont été produits à nouveau et utilisés pour de nouvelles productions. Une partie de la nouvelle production est distribuée à la classe ouvrière et aux intellectuels, l'autre partie revient au cartel qui peut l'utiliser comme bon lui semble. Nous avons affaire là à la société réglée consciemment, sous forme antagonique. Mais cet antagonisme est antagonisme de la répartition. La répartition elle-même est consciemment réglée et supprime, par-là, la nécessité de l'argent. Le capital financier est, dans sa forme achevée, détaché du terrain sur lequel il est né. La circulation de l'argent est devenue inutile. L'incessante circulation de la monnaie a atteint son terme : la société réglementée, et le 'mouvement perpétuel' de la circulation trouve enfin son repos. "

(Rudolf Hilferding, *Le Capital financier*, op. cit., p. 321-322).

Voici, en quelques traits, édifiée la construction géniale d'une économie unifiée : production et reproduction sont liées entre elles par une organisation. Dirigée aujourd'hui par un consortium de magnats capitalistes ? Soit, mais qu'est-ce qui empêche que, demain, elle passe sous la coupe de l'État. Soit, encore. Mais Hilferding ajoute quelque chose de plus : les catégories économiques du capitalisme, valeur, prix, argent, marché, sont supprimées par l'organisation de l'économie et perdent tout sens. Il ne précise pas cependant ce qui remplit maintenant leurs fonctions. Il dit bien que dans le "cartel général" ce sont les magnats du capital, qui dominant le capital financier, dirigent et déterminent le cours de l'économie et qu'en régime socialiste, ce seront les commissaires d'État qui, munis "de tous les moyens fournis par une statistique organisée", rempliront le même rôle. Sur cette statistique elle-même qui doit se substituer à la valeur, aux prix, à l'argent et au marché, il est plus que discret. Bien qu'il ne se prononce pas clairement, Hilferding ne s'en rattache pas moins à l'école des économistes naturalistes, comme Neurath et Varga, etc., qui veulent déterminer le coût de la production et de la répartition à coup de statistiques de production et de consommation sans unité de mesure. Nous" avons analysé la tournure que prendra un tel socialisme lorsque nous avons critiqué *Le Bonheur universel* de Sébastien Faure.

Il est inutile de s'appesantir davantage sur l'impossibilité d'une telle économie. Nous nous contenterons donc de constater que, pas plus que les autres, le "cartel général" ne peut se passer d'une unité de mesure. Si Hilferding a réussi à montrer que, dans une économie organisée, l'argent disparaît, il s'ensuit que seule l'heure de travail peut faire fonction d'unité de mesure, l'économie communiste doit s'appuyer

sur la comptabilité en temps de travail, à l'exclusion de toute autre unité de mesure. Il faut donc que la société calcule "combien il lui faut de travail pour produire chaque objet d'usage".

(Engels, Anti-Dühring)

Un tel calcul est impossible à mener dans tels bureaux d'une direction centralisée, ainsi que l'a montré suffisamment Kautsky, La comptabilité en temps de travail, devra donc être effectuée par les organisations d'entreprises. Le calcul, ininterrompu du temps de reproduction social moyen, que ce soit celui de produits palpables ou de services publics, constitue la base solide à partir de laquelle se construit toute la vie économique, édifiée, dirigée et gérée par les producteurs-consommateurs eux-mêmes.

La rigoureuse mise en application de la catégorie du temps de reproduction social moyen qui, comme nous l'avons montré plus haut se situe entièrement sur le terrain de l'économie marxienne, a pour conséquence d'unir organiquement toute la vie économique. L'organisme économique se présente comme un appareil dans lequel toutes les tendances antagoniques de la production marchande capitaliste ont été supprimées, comme un appareil servant à tous les hommes dans leur lutte contre la nature. À l'intérieur de cet appareil, le flot des produits se déplace en fonction de la loi du mouvement des équivalents de travail : " Une quantité de travail sous une forme donnée, s'échange contre la même quantité de travail sous une autre forme. " Lorsqu'il arrive au bout de la chaîne de production le produit uni est livré aux consommateurs et il a alors coûté le temps de production total, évalué " depuis ses premiers débuts ".

Les opérations de comptabilité nécessaires au contrôle du lot des produits ne vont pas encore au-delà de la comptabilité d'entreprises ou de "guildes" ; elles portent, pour l'essentiel, sur ce qui entre et sort, sur ce qui passe à travers les entreprises. Pour les effectuer, il est nécessaire de connaître parfaitement le procès de production des différentes entreprises : c'est cette connaissance qui fournit précisément les éléments nécessaires à la comptabilité du débit et du crédit. Mais, une fois que les techniciens ont déterminé les temps de production, il ne reste plus aux comptables que la fonction de noter et le débit et le crédit.

La manière dont les entreprises "comptabiliseront" leur débit et leur crédit mutuel, est déjà esquissée dans le capitalisme, dans les opérations simples de virement sur une banque ou un compte. À propos de ce type de "comptabilisation" en économie communiste, Leichter écrit :

" Tout ce qui sera matériellement nécessaire pour la production, tous les produits semi-finis, toutes les matières premières ou auxiliaires, qui doivent provenir d'autres lieux de production, seront, bien sûr, portés au débit de l'entreprise intéressée. Quant à savoir si le règlement s'effectuera au comptant en heures de travail, ou par des hypothèques comptabilisées, c'est-à-dire à une circulation "sans argent comptant", voilà une question que la pratique résoudra. "

(Leichter, op. cit., p. 68.)

Le rôle de la pratique sera effectivement capital. Mais, du point de vue des principes, il est fondamentalement erroné de recourir à un "paiement comptant en heures de travail". Tout d'abord parce qu'un tel paiement ne rime à rien et ensuite parce que tout paiement comptant générerait considérablement le contrôle de la production.

L'utilisation de bons de travail, d'argent-travail, pour assurer la circulation des produits entre entreprises est tout à fait superflue. Quand une entreprise livre son produit fini, elle a tout simplement ajouté (f + c) + t heures de travail à la chaîne des travaux parcellaires de la société. Mais ces heures doivent être immédiatement restituées à l'entreprise sous forme de nouveaux t, c et t pour qu'elle puisse commencer

la nouvelle période de travail. Une telle réglementation de la production ne nécessite donc qu'un simple enregistrement du flot des produits, de la manière dont il circule dans l'ensemble des entreprises de la société. Le seul rôle des bons de travail (argent-travail), c'est de servir de moyen pour assurer la consommation individuelle, dans toute sa diversité, en fonction du temps de travail. Une partie de ce qu'a fourni le travail est absorbée d'emblée, quotidiennement, par la répartition socialisée ; le montant des bons de travail (argent-travail) restant à la disposition des consommateurs ne peut, en effet, excéder le temps de production des biens de consommation individuelle. Nous avons déjà signalé que la quantité de ces bons de travail irait en diminuant au fur et à mesure que se socialiserait davantage la répartition et qu'elle tendrait vers zéro.

La détermination du facteur de consommation individuelle relève de la comptabilité sociale au vrai sens du terme. D'un côté, il y a la somme des heures de travail directement dépensées dans les entreprises productives (T), qui sont portées au crédit de la société. Ce chiffre se retrouve immédiatement dans les colonnes de la comptabilité sociale générale. De l'autre côté, il y a Fp, Cp, Tp, qui s'inscrivent au débit de la société.

La société, par conséquent, établit sa comptabilité générale à partir de ce qui est produit et consommé.

Ainsi se réalise cette remarque de Marx :

" La comptabilité, contrôle et synthèse idéale du processus, devient d'autant plus nécessaire que la production s'effectue davantage sur une échelle sociale et perd son caractère purement individuel ; donc plus nécessaire dans la production capitaliste que dans celle, disséminée, des artisans et des paysans, plus nécessaire dans la production communautaire que dans la production capitaliste ? " (K. Marx, op. cit., p. 573.)

Cette comptabilité n'est que de la comptabilité, rien de plus. Il est vrai qu'elle est le point central vers lequel convergent tous les rayons du processus économique, mais elle n'a aucun pouvoir sur l'appareil économique. La comptabilité sociale générale n'est elle-même qu'une organisation d'entreprise du type T.S.G ou "public", dont l'une des fonctions est de régler la consommation individuelle par le facteur de consommation individuelle. Elle n'a aucune possibilité de diriger ou de gérer l'appareil de production et ne possède aucun droit de disposition de celui-ci. Ces fonctions sont exclusivement entre les mains de producteurs-consommateurs. "L'organisation d'entreprise de la comptabilité sociale générale" a son mot à dire dans une seule et unique entreprise : la sienne. Mais ce fait ne résulte pas de tel ou tel décret et ne dépend pas non plus de la bonne volonté des employés des bureaux de comptabilité : il est déterminé par le cours de la production lui-même. Il en est ainsi parce que chaque entreprise, chaque "gilde" se reproduit elle-même, parce que les travailleurs ont par leur travail déterminé du même coup leur rapport au produit social.

## Chapitre 10

# LA COMPTABILITÉ SOCIALE GÉNÉRALE EN TANT QUE CONTRÔLE DU PROCÈS ÉCONOMIQUE

### Le contrôle personnel

Les fonctions de la comptabilité sociale générale que nous avons citée jusqu'à présent se rapportaient à l'enregistrement du flot des produits, à la détermination du F.C.I., à la délivrance de bons de travail. À présent nous y ajoutons également le contrôle sur la production et la répartition.

Il est clair que la forme de ce contrôle dépend étroitement des fondements de l'économie. Dans le communisme d'État, où toute la vie économique est réglée par des personnes d'après les mesures des statistiques, ce contrôle apparaît comme une fonction personnelle. Dans l'Association des producteurs libres et égaux, où toute la production est basée sur la comptabilité du temps de travail et où la répartition de tous les produits est déterminée par la production matérielle elle-même, ce contrôle reçoit une forme exactement compte de tous les éléments indépendants de la production, de la reproduction, de l'accumulation et s'effectue, dans un certain sens, automatiquement. Varga raconte dans son livre sur les "problèmes économique-politiques de la dictature du prolétariat" comment s'effectue ce contrôle sous le communisme d'État :

" Le contrôle de la direction des entreprises et celui de la gestion des biens de l'État est une fonction qui revient au pouvoir organisationnel central. Il s'agit là d'un problème qui occasionna à la Russie énormément de difficultés...

" L'usage sans scrupules des biens de l'État, de la fortune expropriée de la bourgeoisie s'explique avant tout par la tendance capitaliste à la cupidité, dont est empreinte toute la société. La morale de celle-ci a de surcroît été fortement sapée par une guerre interminable. Mais à ceci il faut également ajouter une certaine imprécision quant aux nouveaux rapports de propriété. Les prolétaires qui gèrent les entreprises expropriées n'ont que trop facilement tendance à croire que ces entreprises sont leur propriété et non celle de toute la société. Il est de ce fait particulièrement important de mettre en place un contrôle efficace, car celui-ci est en même temps un excellent moyen d'éducation.

" Le problème du contrôle a été fort bien résolu en Hongrie (souligné par Varga). On augmenta grâce à l'enseignement dispensé par les avocats et les instituteurs, les rangs des contrôleurs qui étaient auparavant au service des capitalistes et on les regroupa, en tant que fonctionnaires de dans une section particulière du Conseil économique national. La section était divisée en groupes professionnels, de sorte que les mêmes contrôleurs contrôlaient en permanences les entreprises des mêmes branches industrielles. Ce contrôle ne s'étendait pas seulement aux émoluments ou argent ou on matériel, mais également à la bonne utilisation des forces de travail, à l'examen des causes des mauvais rendements ou des résultats désavantageux en général. Le contrôleur contrôlait à intervalles réguliers, sur place, l'entreprise et sa comptabilité et rédigeait un rapport qui ne dévoilait pas seulement les erreurs, mais qui contenait également des propositions de réformes. Les contrôleurs n'avaient eux-mêmes aucun droit de disposition sur les entreprises qu'ils contrôlaient ; ils soumettaient seulement leur rapport aux autorités organisatrices compétentes. Il s'établit rapidement une coopération entre le contrôleur, le commissaire de la production et le conseil d'entreprise. Les conseils du contrôleur furent souvent suivis spontanément. Aussi publia-t-on une revue : Le journal des contrôleurs, qui fut envoyée à toutes les entreprises expropriées et qui contribua beaucoup à éclaircir parmi les travailleurs les problèmes organisationnels de la direction des entreprises. Le contrôle systématique ne s'étendait pas seulement aux entreprises, mais également aux faits et gestes de tous les commissaires du peuple. " (p. 67-68)

Ce que Varga appelle ici " contrôle de la production " est l'assemblage de deux choses très différentes. L'une se rapporte au contrôle considéré sous l'angle de la comptabilité du contrôle des livres de comptes.

C'est une question de débit et de crédit. Le contrôle technique a quant à lui une fonction toute différente ; il veille à la rationalisation de plus en plus poussée de la production, essaie de faire atteindre à l'entreprise son maximum d'efficience.

Chez Varga, ces deux fonctions essentiellement différentes sont réunies en un seul organe de contrôle ; pour une économie communiste, il s'agit là d'une erreur fondamentale. Dans la République hongroise des Conseils que décrit Varga, ce sont donc les mesures de rationalisation couplées à la consolidation comptable des résultats de ces mêmes mesures, qui constituent le contrôle sur la production. Le système des cartes de contrôle, les horloges de pointage, la taylorisation et le travail à la chaîne qui mène à cette rationalisation, qui est en même temps contrôle ; mais il s'agit d'un contrôle exercé par un pouvoir hiérarchique sur un travail que celui-ci met à son service. Contrôler la production signifie ici veiller à ce que le travail des producteurs soit assez rentable, à ce qu'ils rapportent assez de bénéfices à la direction centrale de l'économie. Ce contrôle porte le caractère de la domination sur les producteurs.

### **Le contrôle matériel**

Le contrôle de la production dans la société des producteurs libres et égaux est fondamentalement différent. Ceux-ci feront également appel au mesurage des différentes activités du travail et à la mécanisation du procès de travail (travail à la chaîne, etc.), mais il s'agira alors de mesures techniques, dont le but sera de rechercher et d'appliquer les meilleures méthodes de travail, voulues et mises en pratique par les travailleurs des entreprises concernées eux-mêmes. Ces mesures ne sont pas dictées, sous la menace du fouet, par un pouvoir central avide de bénéfices, mais par le propre intérêt des producteurs.

Ceux-ci, en même temps qu'ils intensifient leur propre productivité, accroissent le stock total des biens consommables de la société, sur lequel tous les travailleurs ont un droit égal. Et ce n'est qu'ici que commence la tâche du contrôle social sur la production. La comptabilité sociale qui est le service où est comptabilisé tout ce qui entre dans les différentes entreprises et tout ce qui en sort, doit veiller à ce que le flot de ces entrées et de ces sorties reste en accord avec le taux de productivité fixé pour chaque entreprise. Comme il ne peut plus y avoir de "secret commercial" dans le communisme, et comme par conséquent, de la production dans les différentes entreprises fait l'objet de publications ouvertes de la part de la comptabilité sociale générale, la question du contrôle est résolue. Elle n'est plus un problème.

Une autre question est de savoir quelles seront les organisations qui interviendront, en cas d'écart ou de manquement à la règle, et quelles seront les mesures qu'il faudra prendre dans ce cas. Il s'agit d'une question technique et organisationnelle.

Le contrôle de la production dans la société des producteurs libres et égaux n'est donc pas effectué par des personnes ou des instances. Il se fait grâce à l'enregistrement public du cours matériel de la production, c'est-à-dire la production est contrôlée par la production.

À l'aide d'un schéma, essayons de suivre les formes de ce contrôle comptable. Considérons tout d'abord la production en fonction du temps social moyen de production. Nous avons vu que celui-ci résultait de la moyenne productive, de la coopération horizontale des entreprises de même nature. Numérotions (en indice) les entreprises faisant partie d'un cartel productif en entreprise 1, 2, 3, ... n ; désignons le total par la lettre t.

Nous obtiendrons alors pour la productivité totale :

Entreprise 1...  $(f_1 + c_1) + t_1 = X_1$  kg de produit

Entreprise 2...  $(f_2 + c_2) + t_2 = X_2$  kg de produit

Entreprise 3...  $(f_3 + c_3) + t_3 = X_3$  kg de produit

Entreprise n...  $(f_n + c_n) + t_n = X_n$  kg de produit

Productivité totale  $(F_t + C_t) + T_t = X_t$  kg de produit

Le temps social moyen par kilo de produit sera alors :

t.s.m. de production =  $[(F_t + C_t) + T_t] / X_t$  kg de produit

Même si une entreprise fabrique diverses sortes de produits, on peut procéder à ce calcul, grâce à la comptabilité du "prix de revient individuel" des produits. Le temps social moyen de production constitue l'unité de la productivité. On détermine le facteur de productivité pour chaque entreprise à partir de l'écart de sa productivité par rapport au temps productif moyen (voir chapitre 4) ; en partant de la formule précédente, on peut obtenir de nombreuses données telle par exemple l'usure sociale moyenne en F, C et T, ce qui nous fournit déjà un certain nombre d'indications quant à la rationalité des divers facteurs de production. Pour cela, le cartel de production n'a donc nul besoin de contrôleurs, parce que les facteurs de production à examiner sont du domaine des producteurs eux-mêmes. Dans la coopérative de production, le temps social moyen de production tient seul le rôle de contrôleur.

On peut se demander à présent, dans quelle mesure les producteurs peuvent perdre, lors de la constitution d'une coopérative de production, leur droit de disposition sur l'appareil de production, si une direction de cartel centrale ne risque pas de confisquer à son profit tout le pouvoir sur la production. Il faut, sans aucun doute compter avec un tel risque. Il subsistera en effet provisoirement une forte tendance, issue du mode de production capitaliste, à remettre le pouvoir de disposition sur l'appareil de production entre les mains d'une centrale. Dans la coopérative de production, on tentera de ce fait très certainement, par exemple de confier à une direction centrale le droit d'utilisation du fonds d'accumulation. Si on en arrive effectivement là, les différentes organisations d'entreprise n'auront plus rien à dire. Il est également possible que l'on essaye de mettre en place une direction de cartel centrale, qui aurait pour tâche de répartir dans les entreprises associées les commandes qui leur sont adressées et qui obtiendrait également le droit de disposer du produit total. Les organisations d'entreprise, ne seraient plus alors que les organes exécutifs de la direction centrale ; leur rôle consisterait uniquement à tenir la comptabilité de l'entreprise. Dans quelle mesure les producteurs pourront-ils échapper à de tels risques ? La réponse à cette question dépend de leur discernement et de leur force. Il sera sans aucun doute impossible d'éviter une lutte contre de telles tendances. Direction et gestion autonomes, voilà quelle est l'exigence impérieuse de laquelle les producteurs, au mépris de toutes les belles phrases, ne devront pas se laisser distraire.

L'entreprise apparaît comme une unité autonome, qui établit elle-même ses relations avec les autres entreprises et les coopératives de consommation. Les producteurs sont alors pleinement responsables. Les énergies et les initiatives des masses auront alors le champ libre. La jonction horizontale des entreprises n'est, dans un premier stade, qu'une question de comptabilité, afin que l'on puisse déterminer le temps social moyen de production et, lié à celui-ci, le degré de productivité des différentes entreprises. Il est clair qu'on ne peut ni ne doit en rester là mais qu'il faut également en arriver à une collaboration technique réciproque. Mais celle-ci devra rester subordonnée à l'exigence capitale du maintien d'une direction autonome. La situation sera telle alors, que nous pouvons dire avec Leichter : " À première vue, on supposera que chaque bien de production est assez indépendant ; mais si on y regarde de plus près, on apercevra très nettement le cordon qui relie chaque entreprise au reste de l'économie. Ce grand cordon qui relie chaque entreprise au reste de l'économie, est la formule de production et de reproduction. Celle-ci place toutes les entreprises sur le même terrain ; la production

déterminée par la reproduction constitue leur base commune. "

### **Le contrôle pour l'enregistrement du flux des produits**

Retournons à présent au contrôle social de la production. La révolution sociale abolit la propriété privée des moyens de productions ; ceux-ci deviennent propriété collective. Le lien juridique qui s'établit entre les organisations d'entreprises et la société confie à celle-ci la gestion des moyens de production. Les organisations d'entreprises dressent par conséquent leur inventaire, et indiquent, ce faisant, comment elles utilisent les moyens de production. C'est-à-dire, elles déposent auprès de la comptabilité sociale un budget de production sous la forme  $(f + c) + t = X$  kg de produit. À partir de la somme des budgets de production il est alors possible de réaliser l'exigence marxienne de la comptabilité : " Son inventaire (celui de la société) contient le détail des objets utiles qu'elle possède, des différents modes de travail exigés par leur production et enfin du temps de travail que lui contient en moyenne des quantités déterminées de ces divers produits. "

L'inventaire social résulte donc de la somme des différents budgets de production ; mais celui-ci place en même temps les organisations d'entreprises sous contrôle social. La production des entreprises est un procès circulant. D'un côté il entre dans les entreprises des produits (également sous norme de force de travail), de l'autre il en sort sous une forme nouvelle. Chaque virement de marchandises est enregistré par la comptabilité sociale générale, ce qui permet d'avoir à chaque instant une vue d'ensemble sur le débit et le crédit de l'entreprise. Tout ce que l'entreprise use sous forme de moyens de production, de matières premières ou de bons de travail apparaît dans son débit ; ce qu'elle a donné à la société est porté à son crédit. Le débit et le crédit sont un flux circulant et doivent se couvrir mutuellement ; à partir de là, on peut voir à tout moment si et dans quelle mesure la production se déroule selon les normes fixées.

Si dans une entreprise on assiste à la formation d'un excédent anormal, la comptabilité sociale est en mesure de fournir immédiatement un rapport aux services compétents (peut-être à une commission de cartel). Il est impossible que l'excédent soit dû à une surélévation de la part de l'entreprise du temps social moyen de production, lors de la livraison du produit ; car ce temps a été rendu public. Il doit donc s'agir d'une erreur dont l'origine est à chercher dans le budget de production. L'usure en  $f$ ,  $c$ , ou  $t$  a donc été moins élevée que ne l'estimait le budget de production. S'il s'avère que c'est bien là la source de l'erreur, cela signifiera que l'entreprise était plus productive qu'on ne l'estimait ; et l'on procédera à une révision de son facteur de productivité.

Le contraire peut également se produire. Si la comptabilité sociale constate qu'une entreprise est déficitaire, cela entraînera, de la même manière, une nouvelle estimation du facteur de productivité ainsi que des différents éléments entrant dans la production,  $f$ ,  $c$ , ou  $t$ . Il est également possible que l'intensité moyenne du travail soit restée en dessous du taux normal, et que la direction de l'entreprise ait fait preuve d'incapacité. Il est possible en grande partie d'évaluer l'étendue de pareilles infractions contre la société, à l'aide de la formule :

$$[(ft + ct) + tt]/Xt,$$

comparée à la comptabilité de l'entreprise. S'il y a effectivement négligence de la production, il y aura lieu de sanctionner l'organisation d'entreprise, selon la juridiction sociale en cours.

Ce contrôle comptable simple, qui découle automatiquement du procès de production, permet encore de faire intervenir un autre facteur de contrôle, qui lui, est impitoyable le procès de reproduction. Si une collectivité productive a sous-évalué son temps social moyen de production, les entreprises sur-productives pourront sans doute se reproduire, mais elles ne seront en mesure de couvrir les déficits des

entreprises sous-productives. Celles-ci ne pourront donc pas se reproduire et la société devra leur venir en aide, en puisant dans le fonds pris sur le budget du T.S.G., cependant qu'à partir des nouvelles données résultant de cet examen, on procédera de c ? La résolution de ce problème n'est cependant pas de notre ressort, parce qu'elle relève de techniques de comptabilité particulières. La difficulté serait déjà résolue partiellement, si en règle générale on mentionnait lors de chaque livraison, sur le chèque de virement si les produits sont destinés à f ou à c, tout comme actuellement déjà on a coutume d'indiquer pour les virements en argent ce qui les motive.

Mais ceci est l'affaire de " l'entreprise de comptabilité sociale", non la nôtre. Il nous suffit, quant à nous, que les termes de la formule de production trouvent facilement leur enregistrement et que chacun d'entre eux puisse ainsi être examiné et jugé séparément. Le terme c ne doit par conséquent pas déborder du cadre du budget de production et être en rapport exact avec t et le produit fabriqué. Une mauvaise utilisation des matières premières peut donc être décelée non seulement par la guilda, mais également par la comptabilité sociale.

Si nous considérons le terme f, nous nous heurtons encore à une autre difficulté. Les machines, les bâtiments, etc., ne sont absorbés par le produit qu'après 10 ou 20 ans ; durant tout ce temps des réparations sont nécessaires pour les maintenir en état de fonctionner. S'ils sont usés en moyenne après b ans, il faudra alors retenir annuellement  $1/10$  de leur temps de production, que l'on comptera dans la formule  $(f + c) + t$ . Lorsque le produit fabriqué a été livré, t et c entrent à nouveau entièrement dans la production. Mais f reste au crédit de l'entreprise. Au bout de 10 ans, les moyens de production fixes seront entièrement amortis et pourront alors être renouvelés.

À première vue, il pourrait sembler que le contrôle sur t ne soit possible qu'après 10 années, que ce n'est qu'alors qu'il apparaîtra, si f a été évalué ou sous-évalué. Mais ce n'est là qu'une apparence. En fait, si l'on suit le cours réel de la production, on s'aperçoit que les différentes machines etc., ont un temps d'usure qui diffère de l'une à l'autre et que leurs dates de mise en service ne coïncident pas. On remplace par conséquent chaque année des moyens de production usagés par des moyens de production neufs. De ce fait, il n'y a pas seulement t et c qui circulent à travers les entreprises, mais également f, même si c'est à un rythme plus lent. Aussi celles-ci seront-elles obligées d'utiliser chaque année, à peu de choses près le montant de ce qu'elles auront déduit pour f.

Examinons à présent brièvement le caractère du contrôle social. On remarque que la production des entreprises productives se contrôle même dans différents sens. En premier lieu, il apparaît immédiatement si le budget de production  $(f + c) + t$ , a été dans ses lignes générales correctement évalué et si tous les termes s'inscrivent dans le cadre du budget. Le contrôle s'exerce ensuite sur la quantité de produit fabriqué : pratiquement, il s'agit d'un contrôle du temps de production moyen de l'entreprise, du temps de production moyen de la société et, par-là, également des facteurs de productivité.

Tout le procès de contrôle se ramène donc à un contrôle sur la formule de production en général, grâce à différents virements de marchandises et à l'inventaire des bons de travail, et donc grâce à la production matérielle. C'est le produit fabriqué, le résultat de la production matérielle, qui place sous contrôle social la moyenne productive de l'entreprise, la moyenne sociale et la productivité indiquée dans le budget. Ensuite ce sont les virements de marchandises et l'inventaire des bons de travail, donc le procès matériel de production, qui exercent un contrôle séparé sur chacun des termes de la formule  $(f + c) + t$ . Et finalement il y a le contrôle, de vérification du procès de reproduction, de la production matérielle en tant que totalité.

Si le temps social moyen a été sous-évalué, la coopérative de coopération en tant qu'unité comptable ne

pourra pas se reproduire ; s'il a été surévalué, il apparaîtra des excédents qui ne seront pas absorbés par la production.

## Chapitre 11

### LE CONTRÔLE SOCIAL DU TRAVAIL SOCIAL GÉNÉRAL (T.S.G.) OU DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Le contrôle des entreprises publiques se fait, au moins en partie, de manière analogue à celui des entreprises de production proprement dits. Dans ce dernier cas le contrôle se fait par l'observation de ce qui apparaît dans la formule de production  $(f + c) + t$  par suite d'enregistrement de la livraison des produits et l'allocation de l'argent-travail. En cela, le contrôle s'effectue à partir de la production matérielle. Mais les produits livrés par les entreprises publiques vont gratuitement à la société, si bien que ces entreprises ne peuvent rien porter à leur crédit, que ce soit sur leurs livres de compte d'entreprise ou sur ceux de la comptabilité sociale... C'est pourquoi, dans ce cas, ni la quantité de produits, ni le temps de production social moyen, ni le processus de reproduction ne peuvent servir de facteur de contrôle. Les entreprises qui livrent leurs produits sans mesure économique à la consommation individuelle ne peuvent être soumises au contrôle que d'une seule manière : par l'examen de la production matérielle. Il va de soi que l'on peut imaginer de nombreuses méthodes pour que ces entreprises soient contrôlées de sorte que le bien social soit administré avec le plus grand souci de l'économie. Mais il ne s'agit pas de concevoir des méthodes de contrôle qui s'attacheraient à préserver quelque intérêt particulier des entreprises, mais un contrôle qui, là où il s'applique, résulte du caractère social de la production.

Dans la période inaugurale du communisme, seules appartiendront au groupe des entreprises publiques, des entreprises qui ne livrent aucun produit payable. Citons par exemple : les conseils économiques et politiques, l'assistance médicale, l'enseignement, etc. Le développement ultérieur y amènera les transports des personnes et des biens qui deviendront gratuits et, dans un stade encore plus éloigné, on en viendra à la "consommation selon les besoins" de tous les produits palpables et mesurables. Mais par l'accomplissement de la révolution sociale il ne s'agit pas au premier chef de mettre en application le mot d'ordre "à chacun selon ses moyens" mais bien plutôt de réaliser l'administration autonome des entreprises, et la comptabilité de la production. Si la production est solidement effectuée selon ces deux principes, le problème d'aboutir à la consommation "libre" devient facile à résoudre.

Pour toutes les entreprises pour lesquelles le contrôle automatique ne peut se réaliser que d'une seule manière, d'autres contrôles pourront néanmoins vraisemblablement être menés, par exemple par l'intermédiaire d'enquêtes conduisant à des comparaisons. Ainsi on comparera le nombre d'heures de travail absorbées par l'enseignement dans diverses communes, ou ce qu'a coûté en travail la construction d'un kilomètre de route dans telle ou telle ville, etc. Si l'entreprise fournit un produit à partager socialement et dont la quantité peut être mesurée (électricité), le temps de travail social moyen pourra encore servir de base au contrôle. Mais, cette fois, le contrôle ne sort pas automatiquement des résultats de la comptabilité sociale faite sur le plan, mais il doit être recherché dans les livres des entreprises.

Comme autre moyen secondaire de contrôle des entreprises publiques il y a encore le contrôle de la répartition des biens de consommation ? Les consommateurs se répartissent les produits par l'intermédiaire de leurs coopératives : ils sont les "maîtres chez eux". C'est là que les souhaits individuels trouvent leur expression collective, et c'est pourquoi les consommateurs y sont capables de déterminer ce qui doit être réparti et en quelle quantité. L'organe d'exécution est une organisation d'entreprise qui entre dans la catégorie T.S.G. Elle dresse un budget pour ses besoins en  $(f + c) + t$ , et sait par-là que son service est la répartition de X heures de travail.

Le contrôle se fait de nouveau sur la formule de production et dans une voie telle qu'il s'agit de savoir si

l'organisation d'entreprise reste bien dans le cadre du budget, si les échéances particulières sont bien observées, si la formule de production avait été correctement calculée.

Le contrôle de la quantité de produits répartie est aussi très simple parce que justement tous les transferts de biens ont été enregistrés par la comptabilité générale et que les produits sont utilisés exactement selon leur temps de production. La comptabilité générale indique en effet exactement combien de produit (c'est-à-dire combien d'heures de travail) la coopérative de consommation a prélevé et combien de bons en heures de travail sont portés sur les livres.

Il y a toutefois des difficultés techniques parce que l'organisation de répartition doit tenir compte de ce qu'une partie du produit est perdue ou détruite. En pratique, elle ne peut fournir autant de bons d'argent-travail que l'exige sa dette auprès de la comptabilité générale. Il y a un manque mais qui ne peut varier qu'à l'intérieur de limites connues facilement en pratique et qui, par conséquent, pourrait être aisément compensé par un prélèvement sur le budget de production de l'organisation de répartition. En principe, ces pertes de production inévitable ne gêneront pas le contrôle de la répartition et la relation exacte entre producteur et produit n'en sera pas altérée. Le contrôle de la production et de la répartition est ainsi complet. Chaque terme de la formule de production/reproduction est connu exactement et peut être examiné par toute la société. Le contrôle est réduit à sa forme la plus simple et la marche de l'économie devient transparente, si bien que la comptabilité publique permet à chaque membre de la société d'effectuer un contrôle direct.

Lorsque la production et la répartition se trouvent entre les mains des producteurs-consommateurs, le mouvement économique atteint sa plus haute synthèse idéale qui ne se réalise que par l'action conjuguée des forces de production et qui finalement n'est rien d'autre que cela. La société est alors devenue l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS LIBRES ET ÉGAUX, dont l'intelligence politique trouve sa plus haute expression dans le système des conseils, et l'intelligence économique dans la comptabilité sociale générale.

## Chapitre 12

### LE TRAVAIL SOCIALEMENT NÉCESSAIRE ET LE TEMPS DE REPRODUCTION SOCIAL MOYEN

[T.S.N. : travail socialement nécessaire

T.R.S.M. : temps de reproduction social moyen]

Examinons de plus près la catégorie du temps socialement nécessaire. Nous remarquons d'abord que derrière ce concept se mêlent deux choses très différentes. Il y a d'une part la constatation que pour satisfaire un certain besoin social il faut un certain travail, et d'autre part le désir d'utiliser ce fait comme élément de calcul. C'est ce que souhaiterait Kautsky lorsqu'il envisage le T.S.N., c'est-à-dire le travail "contenu" dans un produit " depuis le tout début jusqu'à son achèvement, y compris le transport et tous les travaux annexes ", et qui, selon lui, est impossible à estimer "même avec l'appareil statistique le plus complet, le plus formidable". Autrement dit, si une comptabilité fondée sur le T.S.N est théoriquement possible, elle est impossible à réaliser en pratique, et Kautsky rejette cette catégorie pour servir au calcul économique.

Varga veut aussi envisager le T.S.N. du point de vue du calcul. Il voudrait même que ce caractère calculatoire apparaisse dans le nom même du concept. C'est pourquoi il parle de prix de revient social qu'il définit comme le "prix de revient majoré d'un supplément destiné à couvrir le coût d'entretien de ceux qui ne travaillent pas et d'un autre pour assurer une accumulation véritable." Varga lui-même souligne ce passage et affirme qu'il s'agit là de la "solution de principe".

Cette solution de principe peut a priori paraître séduisante. Si on veut introduire le "prix de revient social " de Varga dans la formule de production, on obtiendra le schéma :

$$(F + C) + T + T.S.G. + ACC,$$

où T.S.G. représente le travail social général et ACC l'accumulation. On peut cependant être surpris de ce que Varga ne dise pas comment seront fixés les surplus ni quelle sera leur valeur relative. C'est pourquoi il n'est pas nécessaire d'examiner cette formule plus à fond. D'une manière générale, on peut remarquer que la conception de Varga se heurte aux mêmes difficultés que celle de Kautsky. Pour faire passer sous forme concrète la "formule du prix de revient social" il faudrait ce cerveau de géant que l'astronome Laplace disait seul être capable d'écrire la "formule de l'univers". En clair, cela veut simplement dire que cette "formule du prix de revient" est une absurdité complète. Il ne faut donc pas s'étonner de ce qu'en Hongrie, cette "solution de principe" ne put jamais entrer en pratique, cette dernière suivant un cours tout différent. C'est la politique des prix qui dut suppléer la théorie de la "formule du prix de revient" qui se montrait défaillante. Ceci nous permet d'affirmer que la catégorie du "prix de revient social" dut être rejetée comme inutilisable.

On voit que les économistes ont voulu attribuer au concept de T.S.N. une portée trop largement y incluant les coûts généraux d'administration qui n'entrent pas dans la production (cf. K. Marx, *Gloses marginales* etc., p. 1418, Pléiade). C'est le cas de Varga. D'autres n'ont voulu retenir que le produit social final en ajoutant le même tous les temps de production de centaines de produits. C'est ce que fait Kautsky. En fait, la catégorie du T.S.N. sous ces formes ne peut être utilisée. Sans doute, tout travail effectué dans la production et la distribution est socialement nécessaire, et il doit être reproduit. La solution de ce problème ne peut donc être que la prise en charge de sa propre reproduction par chaque groupe de production lui-même, ce qui assure du même coup la reproduction de tout le T.S.N.

La catégorie du T.S.N. n'a donc de sens que par rapport au travail créateur de valeur d'usage mais ne

peut servir dans la comptabilité. Il s'ensuit que la reproduction du T.S.N. repose sur la reproduction de chaque acte de l'économie. Cette reproduction ne figure donc pas dans la catégorie du T.S.N. elle-même, mais apparaît dans le temps de reproduction social moyen de chaque acte de l'économie dans la catégorie correspondante. Ceci est réalisable par tous les "producteurs" au sens large. Ainsi le problème du T.S.N. se trouve résolu.

### **Temps de production et temps de reproduction**

Nous allons encore examiner pourquoi il vaut mieux parler de temps de reproduction que de temps de production. Nous verrons aussi jusqu'à quel point ces deux concepts se recouvrent et jusqu'à quel point ils diffèrent.

Revenons donc à nos considérations sur la manière dont chaque entreprise calcule le temps de production de ses fruits à l'aide de sa formule  $(f + c) + t$ , déterminant simultanément le nombre d'heures de travail qui se trouvent incluse dans chacun de ses produits. Puis nous avons montré comment le temps de production social moyen se calcule à partir de l'ensemble des entreprises réunies dans un groupe de production. Par la manière même dont il est calculé, ce temps sert à assurer la reproduction du groupe de production dans son entier, c'est pourquoi il vaut mieux l'appeler temps de reproduction social moyen plutôt que temps de production social moyen. Ces deux temps se recouvrent. Quant à la différence entre le temps de production de l'entreprise et le temps de reproduction social moyen, il en est tenu compte dans le facteur de productivité.

### **Le "vieillessement" des moyens de production**

Une loi non écrite des entreprises capitalistes est la nécessité de s'incorporer la productivité sociale moyenne, faute de quoi elles seraient rapidement exclues du marché. Elles doivent donc s'efforcer de maintenir les salaires des ouvriers au plus bas niveau possible et de se procurer les machines les plus productives. Voilà pourquoi, fréquemment, des machines encore tout à fait utilisables sont jetées à la ferraille. Encore un de ces gaspillages énormes du mode de production capitaliste ! Vu sous l'angle économique, ce phénomène se traduit par le fait que toute entreprise dont les moyens de production sont dépassés a un temps de production plus élevé que la moyenne sociale. On peut aussi remarquer que depuis la fondation des entreprises capitalistes, le temps de production social moyen de l'appareil de production a diminué ; en un certain sens, il y a dévaluation de cet appareil.

Or la tâche consciente que doit accomplir la production communiste c'est de faire baisser continuellement le temps de production social moyen. Ceci conduit à une baisse générale du temps de reproduction. Exprimé en termes capitalistes, ceci veut dire : les moyens de production de l'entreprise individuelle deviennent "démodés". La seule question qui se pose c'est de déterminer comment il y sera répondu dans la société communiste.

Soit une entreprise qui a calculé 100.000 heures de travail pour ses moyens de production fixes et qui prévoit qu'en dix ans, ils seront hors de service. Il lui faudra compter chaque année 10.000 heures dans ce qu'elle produit pour les renouveler. Mais si le temps de production social moyen diminue, l'entreprise peut, lors de sa reproduction, soit se procurer davantage de machines, soit en utiliser de meilleures. Sa productivité se met à croître et il y a accumulation et extension de l'appareil de production, sans qu'il y ait à consommer davantage de travail.

La baisse du temps de reproduction social moyen des moyens de production conduit donc à une modification du temps de production de cette entreprise donc de son facteur de productivité, puisque, finalement, il lui faudra prendre en compte le temps de reproduction social moyen. Mais le temps de production social moyen du groupe de production finira par s'égaliser au temps de reproduction social

moyen, parce que les moyens de production circulent en flot ininterrompu à travers les entreprises. Aujourd'hui on renouvelle ou reconstruit telle ou telle partie, demain telle autre. La baisse du temps de reproduction social est ainsi continuellement répercutée sur le processus de production.

Le fondement du T.R.S.M. est l'heure de travail social moyenne. Cette catégorie a déjà une certaine signification en régime capitaliste. En effet, les différences individuelles ne peuvent s'exprimer dans la marchandise, car sur le marché, un produit est échangé contre de l'argent, c'est-à-dire contre une marchandise générale où s'annihilent toutes les différences individuelles. Dans le communisme, c'est le T.R.S.M. qui incorpore toutes les différences entre travail lent ou rapide, routinier ou créatif, spécialisé ou non spécialisé, manuel ou intellectuel. Le T.R.S.M. est pourtant une chose qui en soi, en tant que particularité, n'a pas d'existence. Il ressemble aux lois de la nature qui extraient le général de phénomènes particuliers et qui n'ont pas d'existence "en soi". L'heure de travail social moyenne qui n'a pas non plus d'existence " en soi " incorpore l'énorme variété du métabolisme social.

## Chapitre 13

### LA DICTATURE ÉCONOMIQUE DU PROLÉTARIAT ET LA COMPTABILITÉ SOCIALE GÉNÉRALE

La dictature du prolétariat est un spectre épouvantable pour les braves petits-bourgeois, mais elle effraie tout autant la plus grande partie du prolétariat. Tous oublient que la classe capitaliste leur impose aujourd'hui sa propre dictature avec la plus grande brutalité et un total manque d'égards. Mais l'histoire ne se préoccupe guère des frayeurs des petits bourgeois, car c'est toujours une histoire de lutte de classes. C'est pourquoi la classe prolétarienne, menacée dans sa vie même, devra se soulever contre la dictature capitaliste et imposer son ordre propre, l'ordre du travail, et ceci face à l'opposition de tous les éléments bourgeois. L'impulsion nécessaire sortira des grandes masses de travailleurs rassemblés dans les grandes et moyennes entreprises. Elles s'empareront de la force publique de la société et imposeront le nouvel ordre social au reste de la société, mais il ne s'agit ni de l'imposer par décret ni à la pointe des baïonnettes, mais bien de le voir naître de l'organisation des grandes masses elles-mêmes.

En Europe occidentale, le prolétariat aura à mettre l'État en morceaux, et à prendre possession des entreprises pour en faire une propriété sociale. Ceci réalisé, il devra décider s'il suit l'exemple russe et, influencé par l'enseignement social-démocrate, s'il fait de l'État le dirigeant et l'administrateur d'un nouvel appareil d'oppression. Si, au contraire, l'élément communiste est suffisamment fort parmi les ouvriers, ceux-ci pourront, prendre en mains la gestion des entreprises, par l'intermédiaire de leurs organisations d'entreprises et de leurs conseils. Mais cette dernière éventualité ne pourra devenir réalité que si on prend comme base, pour régler le cours de la production, les principes énoncés ci-dessus. Ainsi la partie la plus importante du produit social global cesse de dépendre d'un processus incontrôlé celui du marché. Il reste cependant l'autre partie de la production sociale, celle effectuée par les petites entreprises et les entreprises agricoles ; elle se trouvera nécessairement contrainte de se rallier à l'industrie organisée sur une base économique collective. C'est la dictature économique qui s'exerce ainsi, l'arme la plus puissante du prolétariat victorieux.

L'accomplissement de la révolution sociale dans ce domaine en grande partie une tâche qui incombe à la comptabilité sociale générale. Ce sont, en effet, les nouvelles lois économiques qui sont à l'œuvre.

La vie de l'entreprise communiste ne connaît ni circulation d'argent ni marché, les apurements se font par virements. Tous les producteurs qui ne sont pas reliés directement à un tel compte de virement seront donc soumis à des contraintes. Ils ne pourront se procurer ni matières premières ni moyens de production pour leur entreprise. S'ils veulent que celle-ci continue d'exister, il faudra bien que le trafic de leurs biens passe par la comptabilisation d'un compte de virement. Ils devront se conformer aux règles générales de la production sociale, traduire sous la forme comptable générale leur production en utilisant la formule :  $(f + c) + t$ . Du même coup leur production tombe sous le contrôle de la société.

Ainsi les petites entreprises dispersées seront contraintes d'emprunter le chemin suivi par et de mettre en ordre à leur tour leur production inévitablement, il s'ensuivra que les entreprises de même espèce s'uniront en cartel de production. Cette nécessité découle déjà de celle d'établir le temps de production social moyen et le facteur de productivité, et aussi de celle de mettre de l'ordre dans les relations purement matérielles. Mais ce n'est pas tout, car c'est aussi la seule voie pour pallier l'arriération des petites entreprises. La cartellisation n'entraîne pas pour autant la fin de l'autogestion des petites entreprises. Au contraire, il apparaîtra rapidement que la maîtrise de la production par les producteurs eux-mêmes s'en trouvera encore renforcée.

L'association des producteurs libres et égaux exerce donc une dictature économique. Elle ne reconnaît pas le droit à l'exploitation et exclut de sa communauté ceux qui n'admettent pas ce principe premier du communisme. Certainement, la petite entreprise se trouve contrainte de se soumettre aux règles de la production communiste ; mais c'est justement avec cette soumission que la dictature se change en son contraire. Lorsque les producteurs ont en mains, grâce à leurs organisations d'entreprises, la direction et l'administration de la production qu'ils font ainsi passer sous contrôle social, la dictature se trouve supprimée du même coup ; les producteurs sont devenus égaux en droit, dans l'association.

## Chapitre 14

### LA QUESTION AGRAIRE ET LES PAYSANS

#### La production agricole devient une production de marchandises

On connaît la phrase qui dit que la nouvelle société naît dans le sein de l'ancienne. Le capitalisme avec son développement frénétique, crée un appareil de production de plus en plus puissant et de plus en plus concentré. Il en résulte que le nombre de bourgeois qui disposent de cet appareil diminue tandis que la masse des prolétaires augmente immensément. Simultanément, ce développement crée les conditions de la chute du capitalisme. La condition nécessaire de cette croissance du prolétariat est l'intensification de l'exploitation tandis que l'insécurité de l'existence progresse du même pas. (cf. Marx, *Travail salarié et Capital*.) Dans ces conditions, le prolétariat n'a qu'une seule issue : le communisme.

Si nous examinons le développement de l'économie agricole, on obtient une toute autre image que celui du développement industriel. Certains prophètes affirmaient que l'agriculture allait se concentrer et que les petits paysans et les paysans moyens devaient disparaître. En fait, on observe assez peu cette évolution. Car non seulement le paysan moyen, mais aussi le petit paysan, se maintiennent. Il n'est pas question du développement prédit. On doit même enregistrer un accroissement important des petites entreprises agricoles.

Pour les théoriciens du communisme d'État, cette évolution est tout à fait décevante. Si le caractère du travail dans l'industrie devient de plus en plus social, l'économie agraire reste, selon ces théoriciens toujours à part. Si bien que, dans l'industrie, les entreprises deviennent de plus en plus " mûres " pour le communisme —du moins pour ce qu'ils entendent par-là, tandis que l'agriculture refuse de mûrir pour passer sous l'administration centralisée de l'État.

Aux yeux des communistes d'État, l'agriculture est restée une pierre d'achoppement sur la route qui mène au communisme. Selon nous, au contraire, le capitalisme a déjà créé les conditions objectives de l'avènement du communisme dans ce domaine comme ailleurs. Tout dépend, en effet, de la manière dont on envisage les choses, si l'on veut que l'administration de la production soit prise en charge par un bureau central gouvernemental, ou par les producteurs eux-mêmes.\*

Examinons donc les caractéristiques de l'agriculture, aujourd'hui. Sans aucun doute, on n'observe pas dans ce domaine l'énorme concentration de la production qui est la règle dans l'industrie. Mais, en dépit de cela, la culture du sol est devenue de plus en plus " capitaliste ". Le signe caractéristique du mode de production capitaliste est la production de marchandise. Les marchandises sont des objets d'usage, mais, dans le régime de la propriété privée des moyens de production, les producteurs ne les produisent pas pour leur usage propre, mais pour celui d'autres personnes. Le producteur de marchandises fabrique donc ce qu'il n'utilise pas et utilise justement ce que lui-même ne fabrique pas. Sur le marché, se déroule l'échange des marchandises. Comme le producteur de marchandises ne produit pas pour lui-même mais pour d'autres, son travail est un travail social. Dans le processus social de l'échange matériel, tous les producteurs de marchandises entrent en liaison les uns avec les autres, vivent dans la dépendance réciproque la plus complète, ils forment un tout, un système fermé.

La vieille entreprise paysanne ne connaissait pas cette production de la marchandise, si ce n'est comme une activité secondaire. La maisonnée paysanne constituait un système fermé qui satisfaisait à peu près à tous ses besoins par son propre travail. Le paysan travaillait pour son propre cercle familial. Sa production n'avait pas de lien social. Son déroulement s'accomplissait presque exclusivement dans les frontières étroites de sa ferme, aussi longtemps du moins que les éléments nécessaires à ce déroulement

pouvaient être tirés des produits obtenus. Il n'y avait que le surplus de la production, c'est-à-dire ce qui n'était pas consommé pour son propre usage, que le paysan portait au marché, où ces produits prenaient le caractère de marchandises. L'entreprise paysanne ne participait donc pas du travail social ; ceci explique du même coup pourquoi le paysan pouvait mener une existence indépendante.

La production industrielle des marchandises a brisé ce système fermé. D'une part, elle a inondé le globe de produits à bon marché, d'autre part, l'influence du capitalisme a eu pour effet une augmentation des baux et des fermages, tandis que, de son côté, l'État augmentait les impôts. Il n'est pas notre propos de discuter ici du processus de l'écroulement de l'économie domestique (voir à ce sujet le livre de R. Luxemburg, *L'accumulation du capital*), mais simplement d'en souligner le résultat qui apparaît clairement aujourd'hui : le paysan a besoin de plus en plus d'argent pour faire face à ses engagements.

Mais pour obtenir de l'argent le paysan doit se transformer en producteur de marchandises, porter davantage de produits au marché. Et il n'a pour cela que deux possibilités : soit il conserve la même productivité et consomme moins, soit il augmente la productivité de son travail. Mais consommer moins, comme ces vieux paysans durs à cuire de l'ancien temps, est impossible. La seule solution, c'est donc la croissance de la productivité.

Ici nous atteignons le point où les économistes se sont fourvoyés dans leurs spéculations sur l'avenir. Ils ont estimé que l'entreprise agricole suivrait un développement analogue à celui de l'entreprise industrielle dans l'industrie, la productivité a augmenté de plus en plus grâce à la jonction de capitaux, l'introduction sans cesse renouvelée de machines de plus en plus productives, le tout ne pouvant se faire que dans des entreprises géantes. C'est pourquoi ils ont pensé que le même processus de concentration devait se faire dans l'agriculture ; le petit paysan et le paysan moyen devaient, pour l'essentiel, disparaître et les consortiums agraires jouer un rôle décisif dans l'agriculture.

Par conséquent, nos économistes se sont fourvoyés. Cette erreur est d'ailleurs parfaitement compréhensible, dans la mesure où ils ne pouvaient fonder leurs prévisions que sur les possibilités ouvertes précédemment. Car il est quelque peu surprenant et remarquable que le développement industriel qui aurait dû mener à la concentration dans l'agriculture ait entraîné un tout autre développement. Ceci est dû au fait que la motorisation, l'invention des engrais artificiels, et le développement de l'agronomie ont entraîné une forte croissance de la productivité des fermiers. Grâce aux engrais modernes la nature du sol joue un rôle secondaire. Le rendement à l'hectare a énormément cru, si bien que le fermier peut amener davantage de produits sur le marché. D'autre part, le développement de la circulation a entraîné la fabrication de moyens de transport tous terrains.

Mais, à côté de cette croissance du rendement à l'hectare, on a vu se dérouler un phénomène de grande importance, car, en même temps que la production agricole s'est mise à reposer sur des bases scientifiques, la spécialisation a fait son entrée en force. Le spécialiste est comme " le spéléologue qui ne reçoit du monde extérieur qu'un petit rayon de lumière, mais qui voit ce qu'il voit de manière très aigüe", dit Multatuli quelque part. Ainsi le paysan s'efforce de ne livrer qu'un produit particulier, mais comme il lui faut atteindre au plus haut rendement, il doit s'en remettre à ce qu'autorisent le développement de la science moderne et... l'état de ses finances. Il lui faut adapter son entreprise à cette spécialisation, c'est-à-dire créer l'outil de travail exact dont il a besoin pour fabriquer un produit bien particulier.

Telle est en grande partie, la situation de l'agriculture d'aujourd'hui en Europe occidentale. Au Danemark et en Hollande elle est particulièrement nette, tandis que la France, l'Angleterre et l'Allemagne avancent à grands pas sur le chemin de la spécialisation. Ainsi en va-t-il, dans ces pays, pour

l'élevage et la culture maraîchère au voisinage des grandes villes, pour lesquels la transformation est quasi complète. Le paysan est devenu du même coup un producteur de marchandises au sens plein du terme. Il n'apporte plus seulement sur le marché son surplus de production mais tout ce qu'il produit. Il fabrique ce qu'il n'utilise pas lui-même et utilise ce qu'il ne fabrique pas. Il ne travaille donc pas essentiellement pour lui-même, mais pour d'autres et, par-là, son travail se trouve déjà inséré dans le travail social. L'économie domestique, fermée sur elle-même, a été détruite par la spécialisation : l'agriculture est devenue un système de production industriel.

Le paysan peut bien être resté propriétaire de sa parcelle, sa situation s'est pourtant fortement détériorée. Il est vrai que si la conjoncture est bonne, il peut faire de bonnes affaires, mais il est devenu complètement dépendant du marché, de ses aléas. Qu'une année le temps soit mauvais, qu'un certain type de plante soit attaqué par la maladie, et le voilà ruiné.

Sans doute cette incertitude menace aussi les entrepreneurs industriels, mais ceux-ci ne sont pas aussi strictement dépendants des facteurs naturels, la productivité a augmenté de sorte que l'accumulation se fasse par l'introduction de machines toujours plus productives, ce qui, au bout, conduit à une concentration des entreprises. Dans le cas des paysans, la croissance de la productivité entraîne dans une toute autre direction. Elle se fait évidemment en fonction de l'état de la technique et des rapports de production dans les entreprises agricoles. L'accumulation se réalise par la création d'engrais artificiels, de moteurs, de tracteurs, par le recours à la production spécialisée.

Parallèlement à ce phénomène on en observe un autre. Pour occuper la position la plus heurtée sur le marché, les paysans doivent se réunir en coopératives agricoles. Ils peuvent ainsi mieux influencer sur les prix, utiliser collectivement des machines agricoles, pour préparer le sol comme pour traiter ou engranger les récoltes. Les éleveurs, par exemple, ont créé des laiteries, ce qui fait que ce type d'industrie est directement greffé sur l'économie d'élevage. La laiterie constitue ainsi une sorte de centre nerveux qui commande tout un cercle. Ainsi les paysans ont créé un organe qui les lie de manière indissoluble. C'est par ce genre de transformations que s'effectue la concentration des fermes, de l'élevage, de la culture maraîchère, sans qu'il soit question, à aucun moment, d'une fusion d'entreprises au sens industriel de ce terme.

En résumé, l'agriculture d'aujourd'hui est caractérisée par la spécialisation et elle est totalement passée dans le stade de l'économie marchande. La croissance de la productivité a pu s'y faire sans concentration des entreprises en une seule main, face à la technique moderne. Parallèlement, le développement des coopératives agricoles se poursuit, liant entre elles les entreprises, en communautés d'intérêts, ce qui fait cependant que les paysans perdent leur liberté, leur indépendance (le plus souvent en perdant la libre disposition de leurs produits).

(\*) Voir la brochure du G.I.K, *Entwicklungslinien in der Landwirtschaft* (Lignes de développement de l'économie agricole).

## Chapitre 15

### LES PAYSANS ET LA RÉVOLUTION

Le développement que nous venons de schématiser, a empêché la constitution d'un prolétariat agricole nombreux. Si ce prolétariat est plus important en nombre que les paysans propriétaires, il ne l'est toutefois pas dans les proportions des masses du prolétariat industriel opprimé par rapport à la bourgeoisie. De plus, à la campagne, les oppositions de classes sont moins accusées, justement parce que le petit paysan, et le paysan moyen travaille sa terre lui-même avec les membres de sa famille. Si dans les villes, la propriété industrielle a débouché sur un véritable parasitisme, il n'en est pas de même dans les entreprises agricoles. C'est pourquoi une révolution prolétarienne est beaucoup plus difficile à la campagne que dans les villes. Pourtant, la situation n'est pas aussi désespérée qu'il puisse sembler au premier coup d'œil. Il y a très certainement, à la campagne, un nombre relativement grand de propriétaires, mais ceux-ci savent bien que, fondamentalement, ils ne sont que les expéditeurs des affaires du capital financier qui leur consent des emprunts, et que c'est sur eux que s'abattent lourdement toutes les vicissitudes de la vie. Sans doute, le paysan ne sera jamais au premier rang du combat pour le communisme, mais la position sociale qu'il occupe l'astreint à s'associer à d'autres groupes sociaux qui rejoignent le camp des vainqueurs. Il y a cela une condition nécessaire : qu'on ne le chasse pas de sa ferme, de chez lui, qu'on ne lui retire pas l'administration de sa production. La révolution prolétarienne n'admet pas les fermages, ni les prêts hypothécaires car on n'y calculera que le temps de reproduction social moyen des produits. C'est pourquoi la question paysanne n'est pas aussi difficile à résoudre pour l'Association des producteurs libres et égaux, qu'elle l'est pour le communisme des entreprises "mûres".

Le fait que le paysan soit devenu producteur de marchandise est d'une grande signification pour la révolution, et la "peur du paysan" dont certains font preuve est en fait liée à une estimation fautive de la véritable situation des paysans dans la société d'aujourd'hui. Ainsi entend-on souvent dire que le prolétariat dépend des paysans pour sa nourriture et que par conséquent on ne peut trop s'opposer à ces derniers.

Ce genre d'avertissement s'appuie sur une estimation de la situation du monde agricole qui est celle de la période passée. On voit celle-ci toujours comme si les paysans étaient ceux d'autrefois et non les producteurs de marchandises qu'ils sont devenus, portant au marché, non le surplus d'une économie domestique fermée sur elle-même, mais l'ensemble de leur production. Dans la situation d'aujourd'hui, ce n'est pas le prolétariat qui dépend des paysans mais l'inverse. Si les paysans refusent le livret leurs produits au prolétariat, ils seront tout autant tenaillés par la famine que celui-ci, aussi paradoxal que cela puisse paraître. Bon gré mal gré, le paysan doit vendre ce qu'il produit : ce qu'il produit, il ne l'utilise pas lui-même et ce qu'il utilise, il ne le produit pas lui-même.

On entend aussi souvent la remarque que le paysan préfère donner ses produits aux animaux que de les vendre sous la contrainte. Mais il s'agit là encore d'une mauvaise compréhension qu'il faut rattacher à la conception dépassée d'une économie domestique fermée sur elle-même. Aujourd'hui l'éleveur n'a que des animaux (et les produits qui y sont liés) et rien de plus. Le cultivateur a des grains, mais n'a pas d'animaux, l'éleveur de volailles a des centaines de poules, un point c'est tout ; le maraîcher ne fait croître qu'un nombre limité d'espèces de légumes ou de salades. Tous se sont spécialisés.

On entend, enfin, assez souvent dire que le paysan refusera de cultiver sa terre et recherchera à retourner à l'économie domestique fermée sur elle-même. Mais même un paysan ne peut retourner un siècle en arrière et fabriquer seul ce qui lui est nécessaire, parce qu'il n'a ni les capacités requises ni l'outillage

indispensable pour le faire. Lorsque la socialisation du travail est complète, on ne peut plus s'y soustraire, tout retour en arrière est impossible. Quel que soit l'angle sous lequel on examine la question, force est de constater que les paysans sont embarqués sur le bateau de la société et doivent faire avec.

## Chapitre 16

### LA RÉVOLUTION AGRAIRE EN RUSSIE ET EN HONGRIE

La manière dont fut résolue en Russie la question agraire n'apporte que peu d'enseignements pour le développement de la révolution agraire en Europe occidentale. L'agriculture se trouvait encore là-bas prise dans les liens des relations féodales avec ses grands propriétaires terriens (le plus souvent il s'agissait d'une économie domestique autarcique). Le mot d'ordre capitaliste : " la terre aux paysans " signifiait, en Russie, que l'on demandait la liberté et l'égalité telles que les avaient conquises... les paysans français de 1789. Ces derniers avaient alors une partie de la propriété privée, qu'ils ont pu exploiter selon leur bon plaisir. Le paysan russe désirait, lui aussi, entrer sur la scène sociale comme capitaliste, comme producteur de marchandise, c'est pourquoi, très vite, il se mit à agir contre le régime soviétique et finit par obtenir la liberté du commerce intérieur. Ainsi s'est établi le développement capitaliste de l'agriculture, développement que nous avons connu en Europe occidentale depuis longtemps. Les Russes n'arrêtent pas de vanter, avec de grands effets de manche, la croissance du communisme à la campagne, mais ce qu'ils décrivent sous ce mot c'est le regroupement des paysans en coopératives leur permettant de bénéficier de la technique moderne, de la possibilité d'influer collectivement sur la fixation des prix tant de leurs produits que de leurs achats. Dans cette occasion, le paysan russe a été poussé —comme ses camarades de classe d'Europe occidentale —par la nécessité d'avoir une position de force sur le marché pour en tirer un meilleur bénéfice. On voit ainsi que le " communisme " tant prisé par nos bolcheviks est encore plus développé en Europe occidentale qu'en Russie.

Il n'y a donc pas à s'étonner que nous n'ayons pas grand chose à apprendre des Russes sur la gestion des entreprises agricoles, au sens communiste de ce terme. Il va de soi que chez eux il n'est pas question d'organisations d'entreprises qui se chargent de la direction et de l'administration des activités agricoles, ne serait ce que parce que tout est aujourd'hui propriété privée.

La Hongrie des Conseils nous offre une toute autre image du développement de la révolution. La petite propriété agricole ne fut pas touchée, les grands domaines et les moyens furent expropriés par décret, et les paysans chargés de les exploiter sans qu'il y ait eu partage des terres. Ce cours des choses fut rendu possible parce que les paysans étaient innocents comme des nouveau-nés. Voici ce que Varga nous dit de la Hongrie.

En Hongrie, il n'y eut aucune révolution au sens strict de ce terme. Le pouvoir est, pour ainsi dire, tombé comme un fruit mûr, au cours de la nuit, entre les mains des prolétaires. A la campagne il n'y avait pour l'essentiel qu'un minuscule mouvement révolutionnaire, mais aussi aucune résistance armée. Voilà pourquoi l'expropriation a pu se faire complètement sans rencontrer d'obstacles, les grandes propriétés furent saisies... Nous insistons sur l'aspect juridique de cette question parce qu'il faut franchement reconnaître que, dans la plupart des cas, l'expropriation ne fut qu'un acte juridique qui socialement changea si peu de chose que la population des campagnes ne comprenait pas très clairement ce que signifiait cette expropriation.

"Les ci-devant propriétaires des biens expropriés restèrent sur place transformés en chefs d'entreprises employés par l'État : du point de vue social il n'y avait rien de changé. L'ex-propriétaire restait dans son ancienne habitation de maître, il continuait à conduire son même attelage à quatre chevaux et se faisait toujours appeler "seigneur" ou "maître" par les travailleurs du domaine. Le seul changement c'est qu'il ne pouvait plus disposer librement de ses biens et produits, mais devait attendre les autorisations de l'administration centrale. Mais les travailleurs agricoles ne s'en rendaient guère compte. Pour eux, la révolution sociale n'avait qu'une seule signification : elle s'était traduite par une augmentation des salaires."

(Varga, *Le problème de la politique économique*, p. 103 de l'édition allemande.)

Pourtant tout ne se déroula pas exactement ainsi. Quelques grosses entreprises agricoles furent déclarées "associations de production" où les masses travailleuses avaient apparemment en mains la direction et l'administration.

"Dans quelques propriétés on établit des communautés de production. Les communautés d'une même région furent regroupées sous une direction supérieure générale. L'ensemble des communautés de production furent réunies dans la "centrale des entreprises agricoles et des communautés rurales de production", mise sous la tutelle de la section pour l'agriculture du Conseil supérieur de l'économie. On choisit la forme de communauté de production en dépit de l'arriération sociale des travailleurs agricoles. Si les grosses propriétés avaient été purement et simplement déclarées propriété d'État, il aurait fallu faire face à des exigences de salaires sans limites, et l'intensité travail serait tombée à un minimum. De cette manière, on pouvait lutter pour maintenir la discipline et l'intensité du travail en répétant aux travailleurs que les produits de leur travail leur appartenaient. Ainsi donnait-on en quelque sorte satisfaction aux aspirations des travailleurs agricoles qui sont de conserver la propriété privée... Matériellement, cette concession était de peu d'influence puisque la comptabilité restait centralisée. Elle était faite dans l'intention d'aboutir, après une période suffisante d'explications, de procéder à la transformation de ces grosses entreprises en entreprises d'État, les travailleurs agricoles devenant travailleurs d'État, tout comme les ouvriers de l'industrie.

Tout cela contient sa propre critique. Varga nous dit en effet ouvertement : "Donnons aux travailleurs l'apparence qu'ils dirigent et administrent la production, en réalité cela a peu d'importance puisque c'est nous qui sommes maîtres de la direction centrale et que c'est elle qui fixe le véritable fruit du travail par sa politique des prix. N'est-ce pas là une des plus claires démonstrations de la nécessité que le rapport du producteur au produit social soit déterminé par la production matérielle elle-même, afin que ne s'installe pas, sous le masque de la démocratie, une nouvelle domination ?

Il n'est pas utile d'entrer davantage dans le détail de la situation de l'agriculture de la Hongrie des Conseils. Nous en concluons seulement que la Russie et la Hongrie ont donné et offrent encore un exemple repoussant de production "communiste". En Russie, les paysans se comportent de manière capitaliste : "Les paysans se partagèrent la terre, endommagèrent les moyens de production, de sorte que ce ne furent pas les plus pauvres mais les plus riches des paysans qui furent bénéficiaires de l'opération." (Varga, p. 103). En Hongrie, les paysans ne bougèrent même pas, si bien que nous n'avons aucun exemple pouvant nous éclairer sur le comportement du prolétariat agricole et des paysans petits et moyens lors d'une révolution prolétarienne en Europe occidentale.

Quelle idéologie peuvent-ils nourrir dans leurs arrières-pensées ?

S'organiseront-ils aussi pendant la révolution et sous quelle forme ? Autant de questions dont nous ne connaissons pas la réponse. Pour y voir un peu plus clair, la seule chose que nous puissions faire c'est d'étudier leur comportement pendant les révoltes prolétariennes de 1918 à 1923 en Allemagne.

## Chapitre 17

### LE PROLÉTARIAT AGRICOLE ET LES PETITS ET MOYENS PAYSANS PENDANT LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

#### La lutte commence

Quand, en novembre 1918, la Puissance impériale se fut effondrée en Allemagne, ce n'était certainement pas le résultat de l'activité révolutionnaire des masses travailleuses. Le front avait été percé, les soldats abandonnaient par milliers le combat. Dans cette situation, l'état-major de la Kriegsmarine avait conçu l'idée d'une dernière grande démonstration de force, de s'engager dans une bataille désespérée sur la mer du Nord. Les marins ont cru, à tort ou à raison, qu'ils trouveraient tous la mort dans cette bataille, et sur les vaisseaux de guerre ceci a alors provoqué un refus massif d'obéir. Après avoir pris cette voie, les marins ont été contraints d'aller plus loin encore, parce qu'autrement les équipages qui s'étaient révoltés, ainsi que leurs bateaux, auraient été coulés par les troupes "fidèles". Pour cette raison ils ont hissé le drapeau rouge, et ceci est devenu le signal d'un soulèvement général des marins. Par-là la mesure décisive avait été prise ; et les marins ont été forcés de continuer la lutte qu'ils avaient commencée. Ce fut le détonateur qui enclencha une cascade d'événements en chaîne. Les marins marchèrent sur Hambourg, afin de demander l'aide des ouvriers. Comment seraient-ils reçus ? Seraient-ils repoussés ?

Aucune résistance aux marins révolutionnaires. Par centaines de milliers, les ouvriers se sont déclarés solidaires avec les marins mutinés. Toute l'activité révolutionnaire trouva son expression dans la formation des Conseils d'ouvriers, de soldats et de marins, et la vague triomphale de la révolution allemande submergea toute l'Allemagne. C'était étonnant. Bien que la censure militaire ait placé sous son contrôle tous les rapports sur la révolution russe de 1917, et bien que pour cette raison absolument aucune propagande n'avait été faite sur l'idée des Conseils, et malgré que la structure russe des conseils était complètement inconnue des ouvriers allemands, en quelques jours un réseau entier de Conseils avait recouvert toute l'Allemagne.

#### Le rayonnement de la Révolution

La guerre civile qui s'ensuivit eut lieu sous la bannière du socialisme. D'un côté, la social-démocratie, qui voyait dans le socialisme une simple continuation du processus de concentration du capitalisme, et qui devait trouver son point culminant dans la nationalisation légale de la grande industrie. Le mouvement des conseils, incarnation de l'auto-activité des masses, était considéré par la social-démocratie comme une menace qu'il s'agissait de réduire à néant. De l'autre côté, on avait le tout jeune communisme, qui estimait que la nationalisation de la propriété privée devait s'accomplir par des moyens illégaux, mais en s'appuyant sur l'auto-activité des masses. Le but était le même, mais le chemin y menant totalement différent.

Bien que l'occupation des usines par le prolétariat ait été en général faite pendant toute cette période révolutionnaire, nulle part on n'en arriva à une "appropriation au nom de la société". Les usines continuaient d'être administrées et contrôlées par les anciens propriétaires, elles restaient toujours leur propriété, même si ici et là c'était sous le contrôle des ouvriers.

#### Le coup d'arrêt

Que la révolution ne se soit pas développée peut s'expliquer en très grande partie par le fait que la fraction révolutionnaire du prolétariat a eu besoin de toutes ses forces pour maintenir ses positions face à la contre-révolution. Celle-ci, sous la conduite de la social-démocratie, voulait empêcher le "chaos

social" et la nationalisation arbitraire. Pour cette raison la révolution prolétarienne était extrêmement faible. Beaucoup de groupes sociaux étaient soumis à la révolution et devaient choisir, de gré ou de force, le côté des vainqueurs. Néanmoins, à la fin, tous tombèrent dans les bras de la contre-révolution, puisque le prolétariat a été toujours divisé et préoccupé de ses propres problèmes.

Bien que ce ne soit pas l'endroit approprié d'esquisser le cours de la guerre civile en Allemagne, nous devons nous y arrêter pour un bref examen, parce que l'attitude adoptée par le prolétariat agricole et les petits et moyens paysans a un lien étroit avec ce cours.

### **Les paysans**

La première caractéristique à noter ici est que la paysannerie n'a pas constitué un facteur stratégique de quelque importance dans la révolution. Ils ne pouvaient pas, par exemple, développer leurs propres organismes indépendants capables de jouer un rôle. Ils n'ont pas formé leurs propres Conseils indépendants, excepté en Bavière lorsque fut proclamée la dictature. Dans ce dernier cas, les paysans devaient se déterminer, comme dans le cas du prolétariat ; mais ils ne se sont pas affirmés comme une unité compacte. Une partie de la paysannerie choisissait le camp de la révolution, l'autre se dressa contre cette dernière. Malheureusement nous n'avons à notre disposition aucune donnée au sujet des caractéristiques sociales de ces formations paysannes qui ont pris position du côté de la révolution, ni aucune évaluation numérique précise des forces concernées.

Excepté la Bavière, la paysannerie à peine joua un rôle dans la révolution. Il n'était pas question de donner un appui direct, et la tendance générale était clairement l'hostilité. Le slogan : " toute la terre aux paysans " n'avait aucun sens ici, parce que l'entreprise agricole, petite ou moyenne, était prédominante. Qu'il puisse suffire dans une situation d'arriération de l'agriculture, comme en Russie, d'avoir un bout de terre en propriété privée, dans les conditions économiques modernes de l'Europe occidentale il en va tout à fait autrement. Indépendamment de l'exploitation de la terre, il faut disposer d'un capital considérable sous forme de moyens de production et de matières premières étaient également nécessaires pour rejoindre la productivité sociale moyenne. Si ce niveau de productivité n'est pas atteint, les exploitations ne sont pas rentables et ainsi ne peuvent se maintenir. Dans les conditions d'une agriculture fortement développée, le même slogan qui en Russie était capable de libérer des forces sociales colossales, n'a ici aucun sens pour les petits paysans.

Cependant, il existe toujours en Allemagne de vastes régions où prédomine la grande propriété foncière. On pourrait se poser la question jusqu'à quel point le prolétariat agricole montra un désir ou une tendance à suivre l'exemple russe du partage de la terre. À cet égard on doit dire sans détour : rien de tel. Les rapports de production caractéristiques de la grande propriété foncière en Allemagne ont efficacement empêché l'apparition de telles tendances. Si, dans le cas d'une économie agraire arriérée, la vision du paysan affamé de terre tourne naturellement autour d'un partage par la force des grands domaines, dans une situation où prédominent des méthodes scientifiques du travail de la terre, où prédomine sur de grands domaines un degré élevé de spécialisation, la seule idéologie possible pourrait seulement être celle de la propriété commune par une exploitation collective.

On pourrait objecter que le développement technologique n'a pas une influence aussi directe sur l'idéologie de la population agricole, parce que le poids de la tradition joue toujours un rôle important. Néanmoins, dans cette question, posée et répondue par la négative, on peut trouver clairement trace d'une relation entre rapports de production et idéologie.

Dans le cas de la grande propriété terrienne en Allemagne, l'agriculture est organisée comme une industrie, basée fortement sur la science et les techniques modernes. Les grands domaines voués à la

culture céréalière sont travaillés avec des machines modernes, le grain est stocké dans de grands silos et traité par des machines. Pour l'élevage, les pâturages sont de taille étendue et sont équipés d'étables pour des centaines de vaches, et le lait est traité par leurs propres laiteries. Les grands domaines dans le nord du pays sont exclusivement consacrés à la culture de la pomme de terre, et les distilleries de schnaps travaillent directement avec eux. Dans la province de Saxe, où tout est orienté vers la production de betterave, dont dépendent pour le traitement les sucreries de Magdeburg, d'Aix-la-Chapelle, etc., règnent des conditions très semblables.

Dans de telles conditions, le slogan : "toute la terre aux paysans !" ne peut trouver aucun terrain favorable, dans le sens d'un partage des terres selon le modèle russe. Les ouvriers agricoles ne sauraient quoi faire avec leur bout de terre. Dans le domaine de l'élevage, ils pourraient certes obtenir pour eux-mêmes un morceau de terre et un couple des vaches, mais puisque leurs logements ne sont pas équipés comme fermes, ils ne pourraient pas entreprendre toutes les opérations du processus d'élevage ou d'industrie laitière. En outre, feraient complètement défaut tous les outils agricoles nécessaires à l'exploitation de leur domaine. Tout ceci reste valable pour l'ensemble des grands domaines de l'Allemagne, et, pour toutes les raisons indiquées, nous pouvons en conclure qu'un tel niveau de développement de l'agriculture exclut toute mesure de partage des terres.

Les ouvriers qui travaillent sur de tels domaines forment le véritable prolétariat agricole. Comme les ouvriers d'industrie, ils sont confrontés au même problème : l' "appropriation globale au nom de la société ". Si dans la pratique le prolétariat industriel était trop faible pour aborder sérieusement les tâches révolutionnaires liées au communisme, le prolétariat agricole ne pouvait même pas se poser de tels problèmes. Les rapports de production à la campagne sont tels que des milliers de prolétaires, à l'intérieur d'un cadre étroit, ne peuvent rencontrer des conditions de solidarité, permettant la formation d'un front de classe commun. Pour cette raison, le prolétariat agricole n'a pas réussi à former, ou à peine, ses propres Conseils, et son rôle dans la révolution allemande fut nul.

Tout aussi caractéristique fut l'attitude adoptée par le prétendu semi-prolétariat des campagnes. En Allemagne, la présence de l'industrie est considérable à la campagne, un phénomène qui se manifeste toujours plus dans d'autres pays. Ceci peut s'expliquer par la présence d'une main-d'œuvre à bon marché, de plus faibles prix du terrain et des impôts moindres. Comme la main-d'œuvre nécessaire est recrutée dans la population rurale de proximité, les ouvriers utilisent fréquemment leur temps disponible pour cultiver une parcelle de terrain assez grande. Ils tendent à tenir une position intermédiaire caractéristique d'un semi-prolétariat. Leur type d'agriculture c'est celui d'une économie domestique autarcique. Le rôle qu'ils jouent sur le marché est quasiment nul.

Ce semi-prolétariat a eu une attitude caractéristique pendant la révolution : il ne reculait devant rien. À maintes reprises il fut l'avant-garde du mouvement : c'était eux qui se soulevaient et marchaient sur toutes les villes voisines, afin de donner à la lutte une plus large base. La Thuringe en est un exemple typique. De plus, ces ouvriers ont joué un rôle exemplaire dans le ravitaillement des villes. Au début de la révolution, quand les Conseils détenaient encore le pouvoir, les paysans stockaient les produits alimentaires pour faire monter les prix. En réaction, les Conseils des villes prirent contact avec les Conseils de fabrique à la campagne, et les semi-prolétaires, pleinement informés de la situation, contraignirent les paysans à livrer leurs produits à prix fixes. (Exemple de Hamburg.)

Pour résumer, nous pouvons dire que, en général, ni le prolétariat agricole allemand ni le paysannat allemand n'ont participé à la révolution. Même si, dans le cas du prolétariat agricole, les idées communistes étaient déjà présentes, elles étaient très faiblement développées et ne pouvaient guère s'exprimer. Ceci peut laisser présager que, dans une future révolution prolétarienne, les paysans

adopteront une attitude "attentiste ". Leur attitude sera généralement conditionnée par le rapport de forces révolutionnaire, et également par le fait que les grandes entreprises agricoles se rallieront aux formes de production communiste.

## Chapitre 18

### LES PAYSANS SOUS LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La révolution prolétarienne ne voit pas la réalisation du communisme sous forme d'une "nationalisation" des entreprises "mûres", mais comme la mise en œuvre d'un principe selon lequel tous les producteurs insèrent eux-mêmes leur travail dans la production communiste. Elle pose du même coup les fondements de l'insertion de l'agriculture, subdivision de la production générale. Le principe unique qui s'applique ici est celui de la constitution et de la consolidation d'une unité qui permet de normaliser le flot de produits qui circule au sein de la société, unité qui s'exprime par la détermination du temps de reproduction social moyen des divers produits. Chaque entreprise se transforme en une cellule active de la société communiste, où l'auto-activité du prolétariat peut s'exercer.

Si la puissance du prolétariat industriel s'ancre irréversiblement dans le système des conseils, il ne peut pas en aller autrement que de voir les mêmes principes d'organisation s'installer dans l'agriculture. La production dépend fonctionnellement de sa structure organisationnelle. Mais cela ne permet pas de dire comment le système des conseils se formera ; c'est là une toute autre question que seul l'avenir résoudra. Même si les principes généraux du système des conseils sont les mêmes pour l'industrie et l'agriculture, il n'en existe pas moins des différences qui, dans chaque cas particulier, feront que le principe général aura une application diversifiée. Ainsi, par exemple, verra-t-on apparaître le fait que la conscience prolétarienne soit plus développée chez les travailleurs de l'industrie que chez le prolétariat agricole. D'autre part, les différences entre les conditions naturelles de production dans l'industrie et l'agriculture sont une raison supplémentaire pour que le principe des conseils y ait des réalisations pratiques différentes.

Quoi qu'il en soit pourtant, il est fondamental que les paysans s'unissent en communes villageoises qui ne sont finalement rien d'autre que la réunion des organisations d'entreprises des fermes. Il est probable que les paysans ne feront rien d'eux-mêmes. Il faudra donc que s'ajoutant à une propagande intense, la dictature économique du prolétariat intervienne dans la réalisation de cette tâche. Cette dictature s'exerce par le biais des livraisons d'outils agricoles, de semences, d'engrais artificiels, de pétrole d'essence, etc., qui ne sont effectuées qu'aux organisations d'entreprises en selle, et plus sûrement se réalisera l'auto-organisation des paysans. Les paysans auront donc, tout comme les travailleurs industriels, le devoir de calculer le temps de reproduction social moyen de leurs produits en utilisant la formule  $(f + c) + t$ . Ceci est réalisable, et, ici encore nous sommes redevables au capitalisme de nous avoir donné cette possibilité en transformant les paysans en producteurs de marchandises. Cette possibilité est en effet démontrée dans les faits, puisque chaque jour on fait des calculs de prix de revient aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. (J. S. King, *Costaccounting applied to agriculture* (le calcul des coûts appliqué à l'agriculture)).

Sans doute, n'en sommes-nous ici qu'aux débuts. Mais si l'on songe que cette jeune science a fait son apparition en 1922, on ne peut que s'émerveiller de la vitesse à laquelle elle a pu établir des principes généraux valables pour la production industrielle et agricole. Ceci montre bien qu'en réalité le caractère des deux productions est le même, que la production agricole s'est transformée en production industrielle. La tradition agit bien ici encore comme un frein, mais les mauvais résultats financiers qu'a connus l'agriculture européenne la feront disparaître. Ceux qui ont des liaisons directes avec le monde paysan se rendent compte que les vieilles vérités sont en train de s'écrouler rapidement, tandis que de nouvelles naissent. Il est vrai que ceci n'a d'une certaine manière rien à voir avec le communisme et qu'il s'agit d'un processus de rationalisation de la gestion moderne des entreprises, le tout lié à l'installation de coopératives agricoles. Du point de vue de la production communiste, toutefois, ceci signifie que les

conditions nécessaires à la possibilité d'établir le temps de reproduction social moyen se mettent en place rapidement.

Il reste évidemment toujours une différence de taille entre production industrielle et agricole, qui, en particulier, est liée aux conditions naturelles de la production. Les pluies, la sécheresse, les maladies des plantes et des animaux, etc., jouent leur rôle dans l'agriculture, si bien que la productivité d'une entreprise ne peut pas être aussi exactement connue à l'avance ici que dans le cas de l'industrie. Pourtant, on peut faire une comparaison de productivité pour une entreprise donnée et on le fait déjà (cf. J. S. King). C'est déjà l'épreuve de la rationalisation pour une ferme. Notre tâche n'est pas, en ce qui concerne la détermination du temps de reproduction social moyen, d'"inventer" des méthodes valables pour tel ou tel cas particulier. Mais il est sans doute suffisamment clair que l'établissement de cette catégorie économique suppose une organisation complète de l'agriculture.

Il se pourrait que, à l'avenir, il soit nécessaire non pas d'établir le temps de reproduction sur une période d'un an mais sur dix ans, par exemple. Ainsi les variations dues à la nature seraient plus atténuées, puisqu'on utilise une période de temps plus longue, ce qui diminuerait du même coup les fluctuations du temps de reproduction social moyen. Alors une baisse du temps de reproduction social moyen correspondrait bien à une croissance continue de la productivité agricole.

## CONCLUSION

### Les « Gloses marginales » de Marx

L'heure est venue pour le prolétariat révolutionnaire de se faire une représentation précise de l'ordre social qu'il voudrait mettre à la place du capitalisme. Il ne suffit plus de se débarrasser de cette tâche en faisant la remarque que la classe ouvrière victorieuse développera des forces aujourd'hui insoupçonnables, dès qu'elle aura seulement secoué ses chaînes. Car c'est là une spéculation hasardeuse sur l'avenir, et qui d'ailleurs est tout à fait déplacée. C'est tout juste le contraire qui est vrai. L'économie capitaliste avance à pas de géant sur le chemin de la concentration : chaque jour qui passe nous en apporte une preuve de plus. Quiconque n'est pas aveugle doit reconnaître que tôt ou tard, elle trouvera dans l'État son holding. Ce chemin est en même temps celui de la concentration de capital et de l'union de toutes les parties de la classe dominante, y compris les couches dirigeantes des vieilles organisations des travailleurs, contre le prolétariat. Dans ces conditions, la propagande de la social-démocratie et des syndicats peut paraître séduisante, alors qu'elle se répand de plus en plus, préconisant une société démocratique, c'est-à-dire, pour être plus exact, le droit, pour les directions de ces vieilles organisations, —empruntant ainsi un chemin détourné dans leur conquête de l'État — d'influer sur la marche de l'économie. Le vieux mouvement ouvrier expose son programme économique, celui d'une économie planifiée : son socialisme prend forme. Mais il est clair qu'il ne s'agit là que d'un nouvel avatar du salariat. Aujourd'hui on peut de plus dire que le communisme d'État à la russe n'est qu'un accomplissement encore plus poussé de cette nouvelle forme de domination. Nous, révolutionnaires prolétariens, n'avons pas le choix. Voici que s'ouvre aux grandes masses ouvrières un chemin où elles doivent porter leurs actions et leurs luttes pour aboutir à leur libération, qu'on la qualifie de socialisme ou de communisme. Et ce sont ces classes ouvrières que nous devons gagner à nos idées, auxquelles nous devons montrer quels sont leurs buts propres, ces masses sans lesquelles il ne peut y avoir ni révolution ni communisme. Mais cela nous ne pouvons le réussir que si, nous-mêmes, nous avons une représentation claire et concrète de l'organisation de la production et de la structure du communisme.

Et ce n'est pas tout. Même les économistes bourgeois sentent venir la catastrophe, et ils préparent déjà le capital à se familiariser avec l'idée d'une économie collectivisée, ils se rendent compte que les jours de la propriété privée sont comptés et qu'il s'agit de préserver l'exploitation au sein de cette économie. E. Horn, un économiste bourgeois, publie un livre caractéristique : Les frontières économiques de l'économie collective.\*

Il y affirme que la suppression de la propriété privée des moyens de production n'est pas la même chose que la suppression du mode capitaliste de production. C'est pourquoi il ne s'oppose pas à la suppression de la propriété privée, mais insiste sur le fait que l'échange des marchandises, le mode capitaliste de production avec son marché et sa formation de plus-value, doit être sauvegardé. Pour lui la question n'est pas de savoir s'il faut supprimer la propriété privée des moyens de production mais comment il faut le faire.

Un économiste bourgeois comme E. Horn se doit de démontrer l'impossibilité du communisme. Comme il le fait en recourant à la théorie de l'utilité marginale de Böhm-Bawerk, cela nous dispense d'entrer dans le détail de son argumentation, Boukharine, à notre avis, a déjà réfuté cette théorie dans son livre : La politique économique du rentier. Toutefois la manière dont Horn critique la théorie officielle de la forme économique du communisme est digne d'être discutée. Il y voit un ordre économique avec des signes négatifs, car on dit toujours ce qui n'est saisi jamais selon quelles catégories se construit. En effet les caractéristiques de l'économie communiste seraient qu'elle ne connaît ni marché, ni prix, ni argent. Rien que des négations !

C'est le producteur-distributeur général qui remplira cet espace négatif, répond Neurath. Quant à Hilferding, il attribue cette tâche aux commissaires d'État avec leurs statistiques de production et de besoins. D'autres, enfin, se rassurent en caressant l'idée qu'il n'y a qu'à faire confiance aux forces créatrices du prolétariat victorieux. C'est bien que s'applique le dicton : là où l'idée fait défaut, le verbiage s'étale.

Il peut, à première vue, paraître bien étrange que les prétendus économistes marxistes se soient si peu intéressés aux catégories de la forme communiste de l'économie. Pourtant Marx a exprimé ses conceptions à ce sujet de manière apparemment complète, même si c'est sous une forme condensée, dans les gloses marginales, connues sous le nom de *Critique du Programme de Gotha*. Mais cela n'est étrange qu'à première vue. Les " disciples " de Marx, en effet, ne se sont guère préoccupés de sa grandiose vision, parce qu'ils pensaient avoir découvert que les conditions fondamentales de la direction et de l'administration de l'économie s'étaient complètement modifiées par rapport à ce que Marx pensait. C'est pourquoi l'Association des producteurs libres et égaux est devenue entre leurs mains : l'" étatisation ". Le processus de concentration du capital et de l'économie leur paraissait pousser à la roue en direction de cette étatisation avec la plus grande des rigueurs. Mais pendant les années révolutionnaires de 1917 à 1923, sont apparues des formes nouvelles, le prolétariat s'est emparé des moyens de production. La révolution russe a montré que soit les conseils restent maîtres du terrain, soit s'installe une organisation économique centralisée liée à l'État. Et tout cela démontre une fois de plus l'exactitude des directives de Marx pour l'économie communiste.

Disons quelques mots sur ces Gloses marginales. En 1875, l'Association générale des travailleurs allemands, l'organisation de Lassalle, devait fusionner avec le Parti ouvrier social-démocrate. Une esquisse de programme fut établie à Gotha. Ce programme d'unification fut soumis par Marx d'un côté et Engels de l'autre à une critique destructrice. Marx envoya sa critique à Bracke et il intitula son manuscrit Gloses marginales au programme de coalition. Dès 1891 ces gloses marginales étaient connues dans des cercles moins restreints, surtout lorsqu'Engels les eut publiées dans *Die Neue Zeit*. On n'en entendit plus parler jusqu'en 1920, 1922 et 1928 où on en fit des rééditions.

Ces gloses marginales nous voulons d'abord les utiliser pour notre conclusion. Elles s'accordent tellement bien avec ce qui précède que notre travail apparaît, pour ainsi dire, comme une continuation et une mise à jour de la conception de Marx. Nous allons illustrer cet accord par une citation du passage où Marx polémique contre le "programme de coalition" au sujet de la conception selon laquelle chaque travailleur doit recevoir le "fruit intégral de son travail".

" Si nous prenons d'abord les mots "fruits du travail " au sens de "produit du travail", le fruit du travail coopératif est alors la totalité de ce que la société produit. Or, il faut en retrancher :

- ▶ premièrement, un fonds destiné au remplacement des moyens de production usés.
- ▶ deuxièmement, une fraction additionnelle pour élargir la production.
- ▶ troisièmement, un fonds de réserve et d'assurance contre les accidents, les perturbations dues aux phénomènes naturels, etc.

" Ces déductions opérées sur le " fruit intégral du travail " sont une nécessité économique, et leur grandeur sera déterminée en fonction des moyens et des forces disponibles, en partie par le calcul des probabilités ; et l'équité comme telle n'a rien à faire dans une opération de cette nature.

" Reste l'autre partie du produit total, celle qui est destinée à la consommation.

Avant de procéder à sa répartition entre les individus, il faut encore en déduire :

- ▶ " Premièrement : les frais généraux d'administration qui ne concernent pas la production.

" D'emblée, cette fraction se trouvera considérablement réduite en regard de ce qu'elle est dans cette société et devrait diminuer au fur et à mesure que se développera la société nouvelle.

► " Deuxièmement : le fonds destiné à la satisfaction communautaire en besoins tels qu'écoles, hygiène publique, etc.

" D'emblée, cette fraction augmentera considérablement, en comparaison de ce qu'elle est dans la société actuelle ; et elle s'accroîtra à mesure que se développera la société nouvelle.

► " Troisièmement : le fonds destiné à ceux qui sont dans l'incapacité de travailler, etc., pour parler bref, ce qu'on appelle aujourd'hui, dans le langage officiel, l'assistance publique.

" À présent, et à présent seulement, nous abordons la "distribution " seule envisagée dans ce programme d'une inspiration lassallienne et, disons-le, passablement bornée, Il s'agit de la fraction des moyens de consommation distribuée entre les producteurs individuels de la société coopérative.

" Insensiblement, le " produit intégral du travail " s'est déjà transformé en " produit partiel", encore que la part retirée au producteur, en sa qualité d'individu privé, lui revienne directement ou indirectement en sa qualité de membre de la société. "

(Marx, op. cit., p. 1417-1418, La Pléiade.)

Ce que nous ne trouvons chez aucun économiste marxiste saute ici aux yeux. Marx se représente l'économie dans la société communiste comme un processus fermé, où se fait une circulation conformément à des lois. La nécessité économique de procéder au remplacement et à l'élargissement des moyens de production, tel est le fondement sur lequel repose aussi la distribution du produit général. Marx ne peut nulle part être accusé de nourrir l'arrière-pensée de faire réglementer ce remplacement par des commissaires d'État, par des décisions de personnes. Pour lui, il doit s'agir d'un processus purement matériel exigeant un étalon de mesure qui, cela va de soi, ne peut sortir que de la production elle-même. Si les frais généraux, la satisfaction communautaire des besoins, et l'assistance publique pour ceux qui sont dans l'incapacité de travailler, viennent rogner le "fruit intégral du travail", on ne voit pas qu'il soit question, chez Marx de statistiques, il y a simplement une déduction pour chaque producteur individuel dans sa part de produits de consommation. Si on se souvient que, de plus, il propose comme unité de mesure pour cette répartition le temps de travail fourni par l'individu, alors le tableau est complet. Nous croyons par conséquent avoir le droit de dire que notre exposé n'est qu'une application logique du mode de pensée de Marx.

### **De la comptabilité en argent à la comptabilité en temps de travail**

Dans une discussion de vive voix des Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes, on a soulevé pour l'essentiel deux arguments. Le premier porte sur le calcul en termes de temps de travail, le second affirme que cette étude esquisse les fondements d'une société utopique. Nous voulons montrer maintenant que ces deux arguments ont déjà été réfutés par l'histoire.

La suppression de l'argent et son remplacement par le temps de travail social moyen (argent-travail) est un acte révolutionnaire et, si la puissance de la classe ouvrière est suffisante, elle peut être accomplie en quelques mois. C'est une question de puissance à laquelle seul l'ensemble du prolétariat peut répondre.

Une dictature de parti ne peut le faire. Une dictature de parti n'est que le produit de la mise en application du communisme d'État.

La dictature du prolétariat aura besoin, au cours de sa première période d'existence, d'énormes quantités d'argent. Elle devra vraisemblablement les créer de la même manière que les États capitalistes d'Europe centrale : en faisant marcher la planche à billets. Il en résultera une forte inflation, et une flambée des

prix des produits. Il ne s'agit pas de décider si on doit consciemment souhaiter cette inflation. Si on pouvait l'éviter, ce serait certainement bien que la force du prolétariat y remédie. Mais le phénomène de dépréciation de l'argent semble bien toujours accompagner les mouvements révolutionnaires. Quelle que soit la manière dont la révolution se déroulera, qu'elle aboutisse au communisme d'État ou à l'Association des producteurs libres et égaux, qu'un parti usurpe la dictature ou que la classe prolétarienne, en tant que telle l'exerce par l'intermédiaire de ses conseils, il y aura, dans les deux cas, inflation.

Pourtant, finalement, les relations sociales finissent par se stabiliser, et avec cette stabilisation progresse celle des valeurs monétaires. L'ancienne unité de compte est supprimée et une nouvelle prend sa place. Ainsi la Russie a créé une nouvelle unité de compte : le tchernowetz. L'Autriche a fait de même tout en gardant son schilling. La Belgique a introduit le belga, l'Allemagne le mark d'or. La France et l'Italie ont suivi le même exemple, tout en conservant l'ancien nom de leurs unités.

Le peuple allemand a donc subi une leçon de choses sur l'introduction d'une nouvelle unité de compte. Ce qui hier était fixé à un milliard de marks de l'ancienne unité se trouvait, à une date donnée, être égal à un mark-or. La vie économique s'accommoda brillamment du nouvel état de fait et on passa sans pratiquement aucun trouble ni gêne à la nouvelle unité.

Seul un râleur professionnel peut faire remarquer que quelques petits propriétaires y ont laissé des plumes.

Avec l'introduction de l'heure de travail social moyenne comme unité de compte il en hait de même. Si la production se poursuit régulièrement, la "stabilisation" est, en quelque sorte, assurée. À une certaine date, l'argent sera déclaré sans valeur et seul l'argent travail donnera droit à recevoir une part du produit social. Cet argent-travail ne pourra être émis que par les coopératives.

Cette suppression instantanée de l'argent suppose qu'aussi soudainement, pour chaque produit, soit estimé le temps de reproduction social moyen. Il est clair que ce n'est pas possible d'un seul coup, si bien que, provisoirement, on ne disposera que d'une estimation grossière, tantôt au-dessus tantôt au-dessous de la quantité exacte. Mais si la comptabilité en temps de travail est mise en place, les véritables temps de reproduction finiront par être bientôt établis. De même que les producteurs conduisent et administrent eux-mêmes la production, de même ils devront accomplir la conversion de la comptabilité en argent en comptabilité en temps de travail. La seule chose dont ils ont besoin pour cela, c'est l'"indice chiffré", le "nombre clef" qu'on a bien connu pendant les années de guerre.

Une méthode pour réaliser cette estimation grossière est de calculer le temps de reproduction social moyen pour des industries qui ont une production de masse, ou bien pour ce qu'on appelle les industries-clefs, comme les charbonnages, la sidérurgie, les potasses, etc. En consultant les livres de l'entreprise on peut trouver facilement combien de tonnes d'un produit donné sont fabriquées dans un temps donné, et à combien le prix de revient propre se monte. Ainsi, compte non tenu des intérêts du capital, etc., on établit combien d'heures de travail ont été utilisées. De ces données on tire la valeur-argent correspondant à une heure d'acier, une heure de charbon, une heure de potasse. En faisant alors la moyenne entre toutes les industries on obtient une quantité que l'on peut retenir comme moyenne générale. Ceci ne veut pas dire qu'il faut avoir recours à des "nombres-clefs" établis de cette manière, simplement qu'il est possible de le faire. Beaucoup de méthodes sont utilisées pour atteindre le but visé. Comme nous l'avons déjà remarqué ; l'histoire a montré qu'on pouvait procéder à une quantification instantanée de l'unité de compte. " La plus grosse et la plus difficile des opérations financières jamais tentées", pour reprendre les termes du New Stateman qualifiant l'introduction du mark-or, s'est

déroulée dans un pays hautement industrialisé sans perturbations sérieuses.

Supposons que de ce calcul de moyenne sorte le résultat que 0,80 mark = 1 heure de travail ; chaque entreprise peut alors calculer un temps de production courant pour ses produits. Dans chaque entreprise on procède donc à un inventaire selon la méthode usuelle et que l'on exprime en marks. On estime alors l'usure des outils et des machines, ce qui du reste est connu dans toute entreprise, et on exprime le tout avec l'indice. Par exemple, pour une entreprise de chaussures le calcul pourrait être :

Usure des machines, etc. 1.000 Marks = 1.250 heures de travail

Cuir, etc. 449.000 Marks = 61.250 heures de travail

Temps de travail = 62.000

Total : 125.000 heures de travail

Nombre de paires de chaussures produites : 40.000

Temps de production moyen :  $125.000 / 40.000 = 3,125$  heures/paire.

### **La prétendue utopie**

Le deuxième argument de nos critiques c'est qu'il s'agit d'une "utopie". Mais cette appréciation n'est pas fondée. Ou peut-on en effet trouver, dans notre exposé, une construction a priori de l'avenir ? Nous nous sommes bornés à déterminer quelles étaient les catégories fondamentales de la vie économique communiste. La seule chose que nous voulions montrer, c'est que la révolution prolétarienne doit trouver la force d'introduire le temps de travail social moyen comme fondement de l'activité économique, et que, si elle n'y réussit, l'avènement du communisme d'État est inéluctable. En fait, il est peu vraisemblable que ce communisme d'État puisse se proclamer ouvertement tel, car ce régime est par trop discrédité, c'est pourquoi on peut s'attendre à voir apparaître une sorte de "socialisme de guildes", comme celui que propose Cole dans son ouvrage *Self-government in Industry* (Autogestion dans l'industrie), ou celui de Leichter sur lequel nous reviendrons. Tout cela n'est que du communisme d'État camouflé, dernier effort du monde bourgeois d'échapper au communisme, d'empêcher la réalisation du rapport exact entre les producteurs et le produit social.

En fait c'est presque, au contraire, ce qui nous a été jusqu'à maintenant proposé comme production et distribution communistes, avec la prétention d'être construit sur la réalité, qui est pure utopie. On a fait, par exemple, de projets allant jusqu'à organiser les différentes industries, précisant les commissions et les conseils qui devaient prendre en compte l'opposition producteur-consommateur, voire les organes qui doivent être maîtres du pouvoir de l'État. Il arrive ainsi qu'un auteur entraîné par les galipettes de son imagination, voit surgir une difficulté dans ses considérations théoriques sur le travail commun des diverses industries. Il a tout de suite la solution : il suffit "de faire naître" une nouvelle commission, ou un conseil spécialisé. Ceci est particulièrement vrai du "socialisme de guildes" à la Cole, dont le socialisme syndical allemand n'est qu'un rejeton.

La structure organisationnelle de l'appareil de production et de distribution est fonctionnellement liée aux lois économiques. auxquelles elle se conforme. Toutes les considérations sur cette structure ne sont que des sornettes utopiques si on ne précise pas les catégories économiques auxquelles cette structure se rattache. Il s'agit là d'une utopie qui détourne l'attention des véritables problèmes.

Dans notre étude nous ne nous sommes pas aventurés sur ce terrain. Après avoir mentionné la structure organisationnelle de la vie économique, nous avons parlé seulement des organisations d'entreprises et des coopératives. Nous étions fondés à le taire parce que l'histoire a déjà montré ce que pouvaient être

les formes de ces organisations ; il ne s'agit donc pas de fruits d'une imagination débridée. En ce qui concerne les organisations paysannes nous avons été très réticents justement parce que, dans ce domaine, l'expérience en Europe occidentale reste très limitée. Il faut attendre pour savoir comment les paysans ; s'organiseront. C'est pourquoi nous n'avons fait que montrer comment le capitalisme a développé les conditions qui permettent d'envisager la comptabilité en termes de temps de reproduction social moyen dans les entreprises agricoles, tout en essayant d'en tirer les conséquences. La manière dont ces organisations d'entreprises se lieront les unes aux autres, la création d'organes destinés à assurer une "marche sans à-coup" de la production et de la répartition, la manière dont ces organes devront être choisis, comment les coopératives, devront se regrouper, autant de problèmes qui seront pesés et résolu dans le cadre des conditions particulières qui accompagneront la fondation de la production et de la répartition. C'est justement cette articulation fonctionnelle que prétend déterminer exactement le socialisme de guilde à la Cole, tout cela sans se soucier du problème réel des lois économiques, et nous inondent de toute une pacotille sans valeur.

Nous lui retournons l'accusation d'utopie puisque notre ouvrage ne s'intéresse qu'à l'établissement de l'heure de travail social moyenne et au temps de reproduction.

Si on qualifie d'utopie la confiance en la capacité du prolétariat d'établir le communisme, alors il faut se rendre compte qu'il s'agit d'une utopie subjective, que le prolétariat doit éliminer par sa propagande intensive. Le seul domaine où l'utopie pourrait apparemment être fondée, c'est celui de la comptabilité sociale et du contrôle de la vie économique. Mais il ne s'agit là que d'une apparence. On peut estimer que, par exemple, Leichter a consacré plus de place aux possibilités de développement, parce qu'il laisse pendante la question de savoir si les compensations entre entreprises individuelles doivent se faire en argent ou simplement par une comptabilité centralisée, alors que nous demandons purement et simplement que se mette en place cette comptabilité centralisée. Mais l'essentiel n'est pas là il se trouve dans le fait que nous avons fortement insisté sur la comptabilité sociale générale comme arme de la dictature économique de la classe ouvrière, ce qui permet du même coup de résoudre le problème du contrôle social de la vie économique. La structure organisationnelle de cette comptabilité, la manière dont elle se lie à la société générale, autant de questions que, il va de soi, nous avons laissé de côté.

Il est évidemment possible que la révolution prolétarienne ne développe pas suffisamment de forces pour utiliser cette arme décisive de sa dictature. Mais finalement, il faudra bien en venir là, car, même sans parler de dictature, l'économie communiste exige d'elle-même que soit calculé exactement du quantum de produit que les consommateurs reçoivent sans paiement. En d'autres termes : les données nécessaires pour le calcul du facteur de rémunération doivent être collectées qu'on n'y arrive pas, ou qu'on n'y arrive que de manière insuffisante, et la catégorie du temps de reproduction social moyen ne peut être introduite, et le communisme s'écroule de lui-même. Alors on ne peut échapper à la politique des prix, et nous sommes de nouveau dans un système de domination des masses, dans le communisme d'État. Donc ce n'est pas notre imagination qui nous fait tenir pour souhaitable la comptabilité sociale générale, mais bien les lois économiques qui purement et simplement l'imposent.

Résumons rapidement nos considérations :

À la base de cette étude se trouve le fait empirique que la prise du pouvoir met les moyens de production dans les mains des organisations d'entreprises. Il dépendra de la force des idées communistes, laquelle à son tour repose sur une conception claire de ce qu'on doit faire avec ces moyens de production, que les organisations d'entreprises en restent maîtresses. Si ce n'est pas le cas, alors on s'acheminera vers le communisme d'État, qui pourra se livrer à ses tentatives désespérées d'imposer sa production planifiée, le tout sur le dos des travailleurs. Alors il faudra une deuxième révolution pour

que les moyens de production passent vraiment aux mains des producteurs. Mais si les organisations d'entreprises restent maîtresses de la situation, alors elles ne pourront ordonner l'économie que sur la base du temps de travail social moyen, en supprimant l'argent. Il est bien sûr possible que les tendances syndicalistes soient si fortes que les ouvriers voudront autogérer les entreprises tout en gardant l'argent. Le résultat ne sera alors rien d'autre qu'une sorte de socialisme de guilde, lequel finalement conduit au communisme (= capitalisme) d'État. Le centre de gravité de la révolution prolétarienne, c'est d'établir une relation exacte entre le producteur et le produit, ce qui n'est possible que par l'introduction généralisée de la comptabilité en temps de travail. Telle est la plus haute exigence que doit mettre en avant le prolétariat... Mais c'est aussi la revendication minimale, et sans aucun doute une question de rapport de force. Et seul le prolétariat lui-même peut l'imposer car il ne peut compter en aucun cas sur l'aide des intellectuels fussent-ils socialistes ou communistes.

Cette maîtrise des organisations d'entreprises s'articule par conséquent sur l'administration et la conduite autonomes des entreprises car c'est là la base sur laquelle on peut mener le calcul du temps de travail. Toute une littérature venue d'Amérique d'Angleterre et d'Allemagne montre que le calcul du temps de production social moyen est déjà préparé par le capitalisme. Dans le communisme le calcul de  $(F + C) + T$  peut se mener sans plus de difficulté que ceux qui se font déjà avec une autre unité de compte. De ce point de vue, on peut dire que la vieille société capitaliste porte la nouvelle société communiste dans son sein. Les compensations comptables entre entreprises qui servent à assurer la reproduction dans chaque entreprise se font par la tenue de livre de comptes de virements... exactement comme aujourd'hui. Là aussi, le capitalisme enfante le nouvel ordre. La fusion des entreprises est un processus qui s'accomplit aussi aujourd'hui. Il est tout à fait vraisemblable que le groupement à venir sera tout autre que celui que nous connaissons, car il s'effectuera partir d'un tout autre point de vue. Les entreprises que nous avons qualifiées de T.S.G., les entreprises "publiques" existent déjà aujourd'hui, mais elles fonctionnent en tant qu'instrument de l'État de classe. Elles seront libérées de la tutelle de l'État et seront réorganisées selon le point de vue social du communisme. Là aussi il s'agit d'une reconstruction de ce qui existe déjà. L'État perd son caractère hypocrite, et devient simplement l'appareil de la puissance de la dictature du prolétariat. Il aura à briser la résistance de la bourgeoisie... mais il n'aura rien à faire dans l'administration de l'économie. Ainsi, simultanément, se trouvent données les conditions préalables au "dépérissement" de l'État.

Cette séparation entre les entreprises publiques et l'État, leur jonction à l'ensemble économique, exige la fixation de cette partie du produit social qui doit encore être partagée individuellement, et pour laquelle nous avons introduit le facteur de consommation individuelle (F.C I.).

En ce qui concerne la distribution, les organes de l'avenir sont déjà esquissés dans le capitalisme. Jusqu'à quel point les coopératives de consommateurs que nous connaissons aujourd'hui pourront être utilisées dans l'avenir est une autre question, d'autant plus que la répartition sera organisée selon un tout autre point de vue. Mais il n'en est pas moins certain que toute une expérience s'accumule dans les coopératives d'aujourd'hui.

Si, en revanche, nous considérons le communisme d'État, on peut déjà remarquer que l'argent ne peut disparaître (cf. Kautsky), tout simplement parce que seules les entreprises "mûres" peuvent être "nationalisées" et que, par conséquent, une grande partie de la production est encore faite par du capital privé, ce qui exclut toute unité de compte autre que l'argent.

Le marché des marchandises y demeure ; de même la force de travail garde son caractère de marchandise, et doit réaliser son prix sur le marché, autrement dit : en dépit de belles paroles, la réalité, c'est qu'il n'est pas question d'abolir le salariat. L'évolution de la "nationalisation", qu'on nous présente

comme la marche au communisme, ouvre des perspectives désespérantes. La formation de la collectivité communiste à venir est arrachée aux producteurs et est abandonnée à la bureaucratie d'État, qui rapidement amènera l'économie à la stagnation. Juchés dans leurs bureaux où ils centralisent, ils décident ce qui doit être produit, quelle sera la durée du travail et le salaire.

Dans un tel système, la démocratie doit aussi jouer son rôle. Seuls des corporations et des conseils élus garantissent que les intérêts des masses seront respectés. Mais cette démocratie sera rognée morceau par morceau car elle est incompatible avec une direction centralisée. Finalement plus d'un dictateur s'essaiera au pouvoir ; la marche de la vie économique sera alors déterminée par une démocratie du type pouvoir personnel. En fait la démocratie ne sera qu'un manteau pour couvrir la domination de millions d'hommes, tout comme dans le capitalisme. Dans le meilleur des cas, les travailleurs auront ce "droit de cogestion" que l'on vante tellement, et qui n'est rien d'autre qu'un voile de fumée autour des véritables rapports de force.

Le rejet de l'administration et de la direction centralisée de la production ne veut pas dire pour autant que l'on se trouve sur le terrain du fédéralisme. Là où la direction et l'administration de l'économie sont entre les mains des masses elles-mêmes avec leurs organisations d'entreprises et leurs coopératives, il y a sans aucun doute de fortes tendances vers le syndicalisme ; mais, si on la considère du point de vue de la comptabilité sociale générale, la vie économique constitue un tout indissociable. Ainsi avons-nous un "point central", d'où l'économie ne peut être ni dirigée ni administrée, mais d'où on peut en embrasser la totalité. Le fait que toute transformation de l'énergie humaine au cours du processus économique finisse par aboutir à un organisme qui l'enregistre est la plus haute synthèse de la vie économique. On peut l'appeler fédéraliste ou centraliste, tout dépend du point de vue dont on l'examine. Elle est aussi bien l'un que l'autre, ces concepts ont perdu tout sens pour le système de production vu comme un tout.

L'opposition fédéralisme-centralisme se dissout dans une unité supérieure, l'organisme de production est devenu une unité organique.

\* "Die ökonomischen Grenzen der Gemeinwirtschaft".

## POINT DE DEPART DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION COMMUNISTES

[Complément aux Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes. Publié en 1931 par le *Neue Arbeiter Verlag*, Berlin. (Traduit du néerlandais en allemand.)]

### I. —RESUMÉ

#### a. Les conseils ouvriers, fondement de l'organisation sociale

Dans notre ouvrage principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes, nous avons envisagé l'avènement du communisme d'un point de vue tout à fait différent de celui qui était adopté jusque là dans le mouvement ouvrier. En partie, c'est le déroulement de la révolution russe qui a mis à l'ordre du jour le besoin de procéder à un examen plus approfondi de la vie économique en régime communiste. Il suffit de lire le règlement dans les usines russes pour se rendre compte que les travailleurs n'ont aucune influence sur la marche de la vie économique. Seuls les dirigeants de la production disposent de l'appareil de production : les travailleurs, dans le communisme d'État russe, sont restés des salariés, il faut être aveugle pour ne pas voir que ceci entraîne que le profit est le fondement de la production russe, comme dans tout le monde capitaliste. La production n'a pas pour but de satisfaire les besoins des producteurs.

Une seconde raison de procéder à ce réexamen est liée à l'évolution du problème agraire. Dans notre étude Orientations du développement de l'agriculture, nous avons montré que la production agricole est déjà complètement socialisée, que l'entreprise agricole est passée au stade de la "production industrielle", mais que, en dépit de cela, la question agraire reste le gros obstacle à l'établissement du "socialisme" ou du "communisme" au sens vulgaire de ces termes. Les paysans ne se laissent pas absorber organiquement dans l'économie "communiste" (c'est-à-dire par l'administration étatique). Ceci permet de conclure une fois de plus que cette conception vulgaire du communisme doit être fausse.

La troisième raison, et certainement la plus importante, qui rend nécessaire l'examen du problème de la production communiste découle de ce qu'il apparaît clairement que la classe ouvrière a besoin, dans le cours même de la révolution, d'autres formes d'organisation que celles qui existent dans la période de l'"amélioration des conditions de travail". La structure organisationnelle du mouvement ouvrier révolutionnaire est apparue sous la forme des organisations d'entreprises et des conseils ouvriers.

Mais entre la structure organisationnelle d'un mouvement et les idéologies, le monde des idées, qui la sous-tendent, il y a un rapport étroit. Si étroit, que l'on peut dire que la structure est une fonction de l'idéologie. Les structures organisationnelles des différents courants du mouvement ouvrier s'accordent avec les diverses représentations qu'ils se font de l'édification de la société communiste. Si on voit, dans la lutte de classe, apparaître des changements de structure, ceci prouve que de profondes modifications idéologiques ont eu lieu qui, alors, trouvent leur expression organisationnelle.

Dans les périodes révolutionnaires, de profondes modifications de l'idéologie se produisent qui s'accomplissent à une rapidité inouïe. Les buts que se fixent les travailleurs changent complètement : ils se radicalisent. Une des leçons les plus importantes qu'il faut tirer de la période 1917-1923, c'est que ces idéologies modifiées ont une autre expression idéologique que l'ancien mouvement ouvrier. Il faut alors s'opposer de la manière la plus extrême, allant jusqu'au combat sanglant, à l'ancien mouvement ouvrier parce que celui-ci s'oppose au nouveau mode de pensée des ouvriers radicalisés. Les organisations d'entreprise et les conseils ouvriers sont les armes organisationnelles que les travailleurs utilisent pour

faire la révolution.

On peut se faire une idée de la signification que l'on attribuait aux conseils au début de la période révolutionnaire en parcourant l'article de D.J. Struik dans *De Nieuwe Tijd* (1919, p. 466), parlant de la résolution adoptée par le Parti communiste hollandais sur les conseils.

On y lit ainsi :

"Rien n'est plus révélateur du progrès que nous avons fait dans la connaissance des lois de la révolution sociale que notre compréhension du système des conseils. Il y a seulement deux ans, une telle compréhension eût été tout bonnement impossible, et il y a trois ans les têtes les mieux faites de l'Internationale n'auraient à peu près pu rien dire sur la signification des conseils, telle que nous la concevons aujourd'hui."

Il serait bien difficile de trouver, dans la littérature d'avant-guerre, des déclarations relevant de cet état d'esprit... Partout, jusqu'à la révolution de février 1917, on en était resté à parler simplement d'un changement nécessaire... des formes politiques et économiques que la révolution aurait à exécuter. Les allusions à cette nécessité n'ont d'ailleurs, à ce que nous savons, eu guère d'écho, du moins de ce côté de la Vistule. Rosa Luxemburg ne parle qu'une seule fois, en passant, du Conseil des délégués ouvriers de 1905, dans toute sa brochure sur les grèves de masse. Trotsky, dans son livre sur la première révolution russe, traite sans doute de l'histoire, de la signification et des pouvoirs de ce premier conseil, mais il ne cherche pas à approfondir en se livrant à une étude du système des conseils lui-même. Quant aux journaux marxistes qui parurent pendant la première moitié de la guerre mondiale, *Vorbote*, *Lichtstrahlen*, etc., ils ne contiennent aucune allusion au soviet de Petrograd de 1905.

Le fait que si peu de temps après l'éclatement de la révolution de février l'idée des soviets ait acquis un tel fondement solide est exclusivement une conséquence de la praxis de la révolution... Jamais le mot de Mehring, selon lequel "l'intuition des masses en action peut être bien plus géniale que celle du plus grand génie", n'a jamais été aussi vrai que dans ce cas-là. Ce que la période révolutionnaire nous a apporté de plus capital et de plus positif c'est que, dans le même temps où nous pouvions voir les formes dans lesquelles la révolution prolétarienne se déroulait, nous pouvions aussi voir apparaître les idéologies qui sont l'expression des nouvelles formes de la lutte de classe. La prise en mains de l'appareil social de production été effectuée par les organisations d'entreprises et leur coalition : les conseils ouvriers. C'est pourquoi une étude du problème de la production et de la répartition communistes doit partir de ces bases.

" Les conseils ouvriers seront un jour l'essence

" de l'humanité tout entière sur terre.

" Comme les fleurs d'une grande gerbe cueillies et liées dans tout l'éclat du soleil.

" Ils sont l'expression la plus haute de l'être universel,

" Ils sont la projection de l'être universel,

" Là chacun, homme, femme et même le tendre enfant  
trouvera son unique but, l'humanité.

" Les conseils ouvriers sont comme la lumière.

" Ils sont la paix, le repos et le salut,

" Ils sont la vérité et la source de la vérité.

" Ils sont la résistance dans le Grand Tout

" de l'humanité, la jonction du travail,

" Ils sont le bonheur de l'humanité, —ils sont la lumière. "

(Gorter, De Arbeidersraad, " Le Conseil ouvrier ")

b. L'explication marxiste du fait que la classe ouvrière est dominée

À côté de cette apparition des organisations d'entreprise, nous avons un second point de départ, pour établir les principes fondamentaux de la vie économique communiste dans l'explication marxiste de l'exploitation et de la domination de la classe ouvrière. Il ne s'agit pourtant pas d'aligner citation sur citation de Marx, mais bien de s'incorporer son mode de pensée, l'essentiel de son analyse.

Les raisons de la domination et de l'exploitation de la classe ouvrière sont faciles à saisir : elles sont intimement liées au fait que le travailleur est séparé des moyens de production. Le capitaliste est le possesseur des moyens de production, le travailleur ne possède que sa force de travail. Le capitaliste règle les conditions dans lesquelles le travailleur doit travailler. C'est pourquoi le travailleur est, d'un point de vue économique, sans droit (même si la démocratie politique est complètement réalisée). Il est dépendant du capital. Grâce à son droit de disposition des moyens de production, la classe possédante dispose aussi de la force de travail. Elle domine la classe ouvrière.

Le droit de disposition des moyens de production détenu par la classe dominante met la classe ouvrière sous la dépendance du capital.

C'est cela l'essentiel.

Le fait que la classe ouvrière soit séparée des moyens de production entraîne le fait qu'elle ne dispose pas du produit de son travail. Les travailleurs ne peuvent rien faire des biens qu'ils produisent : ils ne leur appartiennent pas, ils sont la propriété du patron. Ce qui leur arrive par la suite, n'est pas leur affaire ; ils ont tout simplement à vendre leur force de travail, et en échange reçoivent leur salaire. Ils sont des SALARIÉS.

Et il ne peut pas en être autrement. La disposition de l'appareil de production entraîne la disposition des produits fabriqués. Ce sont là les deux aspects différents d'une même chose. Ils sont fonctionnellement reliés, l'un ne peut aller sans l'autre ; chacun ne peut exister que grâce à l'autre.

C'est parce que les travailleurs ne disposent pas de l'appareil de production qu'ils ne disposent pas non plus des produits fabriqués ; c'est à cause de cela qu'ils sont dominés, c'est à cause de cela qu'ils sont des salariés.

Le salariat est l'expression du fait que le travail est séparé des produits du travail, du fait que les travailleurs n'ont rien à dire ni sur le produit ni sur l'appareil de production. Le salariat est le signe infaillible de ce que la classe ouvrière est "muette", de ce qu'elle est dominée par ceux qui disposent de l'appareil de production et du produit social.

De même qu'il est simple de découvrir les fondements de la domination de la classe ouvrière, de même il est aisé de formuler en quoi consiste la suppression de l'esclavage salarié. (Même si la réalisation pratique de cette suppression est loin d'être aussi simple.) La suppression de l'esclavage salarié ne peut être effectuée que si la séparation en travail et produit du travail est elle-même abolie, lorsque le droit de disposition du produit du travail et par conséquent des moyens de production retourne aux travailleurs. Voilà en quoi consiste pour l'essentiel la production communiste.

Mais, bien entendu, ceci ne peut se faire sous la forme que prenait, pour l'artisan, la disposition de ses outils et du produit de son travail. La société d'aujourd'hui ne connaît plus de travail "individuel" qui se fait absolument tout seul ; elle est passée au stade de la production sociale, au processus de travail socialisé, où chaque individu est devenu un petit rouage d'un grand ensemble. C'est pourquoi les travailleurs devront posséder collectivement les moyens de production. Mais la propriété collective qui n'entraîne pas avec elle le droit de disposition manque son but. La propriété collective n'est pas une fin en soi, seulement un moyen pour rendre possible l'exercice du droit de disposition des moyens de production par les travailleurs, pour supprimer la séparation entre travail et produit du travail, pour pouvoir abolir le salariat.

### **La confusion entre fin et moyens**

Tel est le point faible du mouvement ouvrier d'aujourd'hui qui se fixe pour but de faire passer les moyens de production sous le régime de la propriété collective, mais on n'imagine pas que ceci ne puisse pas être une fin ; on ne se doute pas qu'avec le passage à la "propriété collective" le problème de mettre un nouveau mode de production se trouve tout de suite posé. La classe ouvrière vit faussement avec l'idée que le communisme viendra "de lui-même" lorsque la suppression de la propriété privée des moyens de production aura été réalisée. Mais la conclusion que, grâce à cela, le salariat doit nécessairement disparaître est fausse.

Le véritable but du prolétariat ne peut être que la prise, par les travailleurs, du droit de disposition des moyens de production, et grâce à elle, du produit, de façon à supprimer, dans les faits, le salariat. Ce n'est qu'ainsi que la classe ouvrière se "libérera". L'exercice collectif du droit de disposition de la production par les producteurs libres est le fondement de la société communiste.

Mais les producteurs libres ne peuvent disposer des moyens de production selon leur bon plaisir, comme le font les producteurs libres de la société capitaliste (les possesseurs d'usine, les dirigeants). Si cette disposition devait s'effectuer selon le bon plaisir, il ne saurait être question d'une disposition collective des moyens de production. La première condition pour établir une disposition collective de l'appareil de production, c'est que la production s'effectue selon des règles valables pour tous, des règles selon lesquelles tout le travail social doit s'effectuer. Alors une décision et une action collective deviennent possibles. Les producteurs libres doivent par conséquent créer des conditions de production égales pour tous les producteurs. La production s'effectue alors sur les mêmes bases dans toute la société. Ainsi les producteurs libres se transforment simultanément en producteurs égaux. Ainsi les organisations d'entreprise réalisent dans leurs liens de toute sorte : l'association des producteurs libres et égaux.

De ce point de vue, l'exigence de l'égalité n'apparaît en aucune manière comme une exigence "éthique" ou "morale". Elle prend sa source dans les nécessités posées par les conditions de la production dans l'économie communiste. L'"égalité" n'est pas ici un concept éthique, c'est un concept économique. Elle n'exprime rien d'autre que le fait que la production dans toutes les organisations d'entreprise suit les mêmes règles, de façon à rendre possible la disposition collective de l'appareil de production. Fixer et étendre ces règles à toute la production, telle est la tâche essentielle de la révolution prolétarienne.

Nous voyons ainsi comment l'exigence morale de l'égalité que nous posons pour le communisme, cette exigence de conditions égales pour le développement de l'individualité, s'enracine dans l'égalité dans la production.

## **II. —LA " RÉVISION " SOCIAL-DÉMOCRATE DU MARXISME**

a. La confusion entre le travail social et les formes organisationnelles dans lesquelles le capital domine ce

travail

Aussi bien la social-démocratie radicale (les bolcheviks) que la social-démocratie réformiste a révisé la théorie marxiste sur le point décisif de " l'association des producteurs libres et égaux". La socialisation du procès de travail signifie, selon le point de vue marxiste, que la "production marchande" devient, au fur et à mesure de son développement, le mode de production dominant. Le nombre des producteurs travaillant exclusivement pour le marché augmente de plus en plus. Chacun produit ce qu'il ne consomme pas lui-même, le produit fabriqué est destiné aux autres —chacun exécute ainsi du travail social, chacun travaille pour la société. Le capitalisme est lui-même le grand révolutionnaire qui arracha, au fur et à mesure de son développement, les producteurs à leur anciens modes de production ; il entraîna les producteurs au service du capital dans un procès de travail qui supprimait les rapports de travail traditionnels, qui détruisait toutes les relations personnelles et familiales. Le capitalisme a placé tout le monde dans une situation, où chacun, dépossédé de tout avoir n'a rien d'autre que sa force de travail brute pour participer au procès de travail socialisé.

La social-démocratie a transformé (et transforme) ce procès de socialisation de la production en quelque chose de tout à fait différent. Pour elle, la progression constante de la production sociale se mesurait à la croissance continuelle des trusts, des syndicats, des cartels, elle ramenait la socialisation à la forme dans laquelle le droit de disposition capitaliste (privé ou collectif) sur les moyens de production —sur le travail social et sur le produit social —s'organise et se concentre. La social-démocratie prend les formes d'organisation uniquement capitalistes de la domination du travail social pour le travail social lui-même.

Il n'est donc nullement étonnant, qu'à la suite de cette confusion d'idées, on assiste à une interprétation du socialisme tout à fait différente de celle issue des conceptions marxistes sur le travail social. Aussi bien pour la social-démocratie radicale que pour la social-démocratie réformiste, le trust vertical —la forme de liaison capitaliste de l'organisation du procès de production allant des matières premières au produit fini —se transforme par-là en condition idéale du mode de production communiste (" Toute l'économie nationale organisée sur l'exemple de la poste... voilà quelle est notre première tâche ", Lénine, L'État et la Révolution).

Il est clair qu'on illusionne par-là la classe ouvrière sur le chemin qui mène au socialisme ; on lui fait croire qu'elle conquerra le pouvoir politique, s'emparera de l'État, et aura ainsi en même temps entre ses mains l'appareil de production centralisé, créé par le capitalisme lui-même.

(Ainsi le célèbre marxiste de gauche Parvus montre-t-il "à quel point il est inutile de transformer la grande industrie en production étatique "(Parvus, L'État, l'industrie et le socialisme). On retrouve les mêmes propos chez Hilferding dans les Tâches de la Social-Démocratie dans la République, à la page 6, il écrit :

" Cela signifie que le problème qui est posé à notre génération est celui de transformer, à l'aide de l'État, à l'aide d'une réglementation sociale consciente, cette économie organisée et dirigée par les capitalistes en une économie dirigée par l'État démocratique. ")

Voilà la conception générale de la production communiste, que l'on rencontre, avec toutes sortes de nuances, dans la social-démocratie. Les différences ne se font jour qu'à partir du moment où il est question de moyens, de la tactique grâce auxquels on espère parvenir à cette situation. La social-démocratie réformiste veut y arriver grâce au suffrage universel, en utilisant la démocratie bourgeoise. Elle veut "conquérir " cet État capitaliste et bourgeois, et soumettre, grâce à lui, les organisations du capital. En fait ce qui se passe réellement, c'est que l'État, gouverné par les sociaux-démocrates, est assujéti par l'organisation du capital.

La social-démocratie radicale (les bolcheviks) combat cette politique avec résolution. Sa propagande prône la destruction de l'État bourgeois lors de la révolution et la constitution d'un nouveau pouvoir politique par une organisation politique (parti) de la classe ouvrière — l'État de la dictature prolétarienne. Cet État doit créer, dans une optique révolutionnaire, une organisation économique centrale (à l'exemple des trusts capitalistes) qui absorbera les entreprises et les industries en fonction de leur degré de " maturité". En d'autres termes : les branches industrielles suffisamment concentrées par le capital pour pouvoir être absorbées par la gestion de l'État, doivent être "nationalisées".

#### b. Nationalisation et socialisation

Bien que Marx n'ait pas donné de description de la vie économique communiste, il ne subsiste aucun doute sur ce fait : pour lui, la réglementation de la production ne devait pas être effectuée "par l'État, mais par l'union des associations libres de la société socialiste " (H. Cunow, *La Théorie marxienne de l'Histoire, de la Société et de l'État*, 1, p. 309). La direction et la gestion de la production devaient revenir directement aux producteurs et aux Consommateurs, et non passer par le détour de l'État. L'identification de l'État et de la société est une invention postérieure de la social-démocratie. À vrai dire cette conception de Marx est en contradiction avec le Manifeste communiste, qu'il faut considérer comme une déclaration de principe du capitalisme d'État. Mais la révolution de 1848 et la Commune de Paris furent précisément le terrain expérimental, sur lequel se développa cette nouvelle conception.

Engels, dans son *Anti-Dühring*, retourna également sa critique contre le socialisme d'État : "Ni la transformation en sociétés par actions ni la transformation en propriété d'État n'enlève aux forces productives leur caractère de capital. La dissolution ne peut se produire que si la société prend possession ouvertement et sans détour des forces productives qui sont devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne. " (Ed. sociales, p. 318.)

Entre 1880 et 1890, la social-démocratie défendait encore ce point de vue. Ainsi voyons-nous le vieux Wilhelm Liebknecht déclarer à l'occasion de la tentative faite pour placer sous gestion étatique les chemins de fer, les mines de charbon et les grandes industries : " On peut étatiser progressivement une entreprise après l'autre. C'est-à-dire remplacer les patrons privés par l'État, perpétuer le système capitaliste en changeant seulement d'exploiteur... L'État devient patron à la place des patrons privés ; les ouvriers n'y gagnent rien, mais l'État par contre aura accru sa puissance et son pouvoir de répression... Plus la société bourgeoise se rend compte qu'avec le temps, elle ne peut se défendre des idées socialistes, plus nous approchons du moment où, avec le plus grand sérieux, on proclamera le socialisme d'État ; le dernier combat que la social-démocratie aura à mener se livrera sous le cri de guerre : social-démocratie contre socialisme d'État ! "

Cunow remarque à ce propos que " ce congrès du Parti prit, par conséquent, position contre l'étatisation, car il considérait que social-démocratie et socialisme d'État étaient deux choses inconciliables ". (Cunow, p. 340)

Dès avant 1900, ce point de vue était abandonné ; et l'on présentait au contraire l'étatisation ou la mise en exploitation communale des entreprises comme des approches du communisme. Aussi, dans la terminologie socialiste, appelle-t-on de telles entreprises des " entreprises collectives " bien que les producteurs n'entrent en rien dans leur gestion et leur direction.

#### c. Le problème de la Révolution russe

La Révolution russe nous a gratifiés de la mise en pratique de la théorie du socialisme d'État. Les bolcheviks n'ont jamais axé leur propagande sur le fait que les travailleurs devaient occuper leurs

entreprises, afin de faire fonctionner celles-ci sous leur propre direction. L'expropriation des propriétaires n'a jamais été considérée par eux comme une affaire propre aux travailleurs des usines, mais comme une affaire relevant du pouvoir d'État. La classe ouvrière avait seulement à détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie et à mettre les bolcheviks à la tête du nouvel État. La réalisation progressive du communisme revenait ensuite à la nouvelle direction, qui devait "nationaliser" les entreprises "mûres" pour une intégration dans l'appareil de gestion centralisé de l'État.

Mais par-là les bolcheviks entrèrent immédiatement en conflit avec la classe ouvrière. Le 7 novembre 1917, les bolcheviks s'emparèrent du pouvoir et dès le 14 novembre ils promulguèrent un "décret relatif au contrôle dans lequel on concédait aux conseils d'entreprises un certain nombre de droits généraux quant au contrôle sur la production, mais où il était clairement précisé, que les Conseils d'entreprise n'avaient pas à se mêler de la direction courante des entreprises. Il fut également interdit "de prendre possession de l'entreprise ou de la diriger", sauf avec l'accord des autorités supérieures. Mais ces autorités supérieures étaient effrayées par la "nationalisation" parce que leur appareil de gestion n'était pas encore en mesure d'intégrer toutes les entreprises. Au 28 juin 1918, alors que les bolcheviks étaient au pouvoir depuis 8 mois déjà, ils n'avaient "nationalisé" que 100 entreprises industrielles. Et dans la majorité des cas, il s'agissait d'expropriations punitives sanctionnant le sabotage des entrepreneurs. Mais les travailleurs avaient une autre conception de la mise en pratique du communisme. Puisque le gouvernement n'exécutait pas la "nationalisation", on procéda donc à une expropriation "sauvage". On assista, selon Piatakov (alors directeur de la banque d'État) "à un procès élémentaire de prise en charge des entreprises par les organes de contrôle des travailleurs", qui dans ses conséquences signifiait "le transfert de la gestion des entreprises entre les mains de groupes de travailleurs et non entre celles de l'État ouvrier". "On vit apparaître alors un nouveau propriétaire, tout aussi individualiste que le premier : le Comité de contrôle". (Izvestia, 27 avril 1918).

Si le Conseil supérieur de l'économie nationale n'avait nationalisé jusqu'au 28 juin 1918 que 100 entreprises, l'expropriation "sauvage" s'étendait-elle, à cette même date, à plus de 400 entreprises ; 200 d'entre elles furent expropriées durant la courte période comprise entre le 15 mai et le 28 juin. En mai 1918, lors du premier congrès des Conseils, il avait certes été précisé à nouveau avec insistance, que les expropriations "sauvages" étaient interdites, mais on peut voir, d'après ces 200 expropriations, dans quelle mesure ce congrès était l'expression de la voix des travailleurs... Aussi l'accroissement rapide des expropriations "sauvages" était-il une des raisons expliquant le soudain revirement de la politique du gouvernement, qui promulgua le 28 juin son grand décret de nationalisation, afin de remettre au moins un peu d'ordre dans la production. Pour l'instant cette nationalisation n'était cependant qu'une affaire formelle, parce que la production devait être poursuivie sous la direction des vieux entrepreneurs qui conservaient "à bail et en usufruit gratuits" les entreprises.

On assiste, à partir de ce moment, à une lutte pour la direction des entreprises. Le Conseil supérieur de l'économie nationale combat les "tendances syndicales", en prenant en main la direction des entreprises, et les travailleurs essayent, de leur côté, de conserver cette direction. Un exemple parmi de nombreux autres est la fabrique d'amidon Jivilov qui fut nationalisée par le gouvernement, mais son conseil d'entreprise refusa de remettre la direction aux représentants du Conseil économique suprême. Il se constitua une "association des 4.616 délégués ouvriers" qui, opposée aux syndicats, défendait "l'autonomie des conseils d'entreprises". (Ce mouvement débuta dans les chemins de fer). Quelle que soit l'importance pour la résolution des problèmes posés par la révolution sociale d'un examen plus approfondi des tendances syndicales" et de la lutte qu'il faut engager contre celles-ci, notre affaire n'est pas là pour l'instant. (On trouvera sur ce sujet des éléments d'analyse plus précis dans le

livre de Maurice Dobb, *Russian economic development*, Londres, 1928. Les faits rapportés ci-dessus sont empruntés à cet ouvrage.) Pour nous, ce qui importe ici, c'est seulement de montrer l'opposition existant entre le pouvoir gouvernemental, engagé sur la voie de la "nationalisation" et l'initiative révolutionnaire des travailleurs l'opposition entre l'étatisation" ou la "nationalisation" et la "socialisation", et tout ce qui précède montre assez que cette opposition existe réellement. Le parti communiste ne donnera donc pas de directives, d'après lesquelles les travailleurs pouvaient eux-mêmes insérer leurs entreprises dans la vie économique, il ne donna pas de fil directeur permettant de faire passer effectivement à la société la direction et la gestion de l'économie. Pour lui, la libération des travailleurs n'était pas l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; pour lui la mise en pratique du communisme était l'affaire des "hommes de science", des "intellectuels", des statisticiens, etc. Le parti communiste croyait pouvoir se contenter de chasser les vieux directeurs d'entreprises, et de prendre lui-même en main le pouvoir de commandement sur le travail, pour mener toute la société vers le communisme. La classe ouvrière était tout juste bonne à balayer les vieux maîtres du travail —et à mettre de nouveaux à la place. Sa fonction n'allait pas plus loin et ne pouvait aller plus loin, parce qu'il n'existait pas de règles générales de production permettant d'assurer la base de l'auto-organisation des producteurs. Les bolcheviks qui proclament avec force à la face du monde qu'ils sont les successeurs conséquents de Marx feraient bien d'être un peu plus discrets. Ils sont conséquents dans la révision de Marx, car la transformation de la socialisation de la production, telle que la voyait Marx, en "nationalisation des entreprises mûres" n'est rien d'autre qu'un abandon de la révolution prolétarienne, l'abandon du communisme lui-même. Pour Marx, il n'y a pas d'entreprises mûres et d'autres qui ne le sont pas encore ; pour Marx la société est mûre pour le communisme en tant que totalité. F. Oppenheimer remarque fort justement dans le recueil de H. Becla sur " Les chemins et les buts du socialisme" : " On s'imagine qu'on s'approche pas à pas de la "socialisation" marxienne lorsqu'on nomme socialisation l'étatisation et la communalisation d'entreprises isolées. C'est ce qui explique la formule mystérieuse des "entreprises mûres", par ailleurs incompréhensible... Pour Marx, la société ne peut être mûre que comme un tout. Selon lui, des entreprises isolées ou des branches isolées d'une entreprise sont aussi peu "mûres" et peuvent aussi peu être collectivisées, que les organes isolés d'un embryon au 4<sup>e</sup> mois de la grossesse sont mûrs pour naître et mener une existence autonome".

#### d. La domination du travail et de la classe ouvrière sous le communisme

Ce qui dans la social-démocratie de toutes nuances passe pour du socialisme ou du communisme n'est pas la mise en application de nouvelles lois économiques pour la circulation des marchandises, mais seulement la transposition de l'organisation du capital dans la vie économique communiste. Cependant, qu'implique organisation de la production, créée par le capitalisme ? Qu'implique-t-elle, d'une part du point de vue du capitaliste ? La domination du travail salarié, la domination organisée du travailleur salarié. L'explication marxiste du capitalisme ne laisse subsister aucun doute là dessus. Chez Marx la position sociale du capitaliste par rapport au salarié est caractérisée par le fait qu'il dispose du travail, c'est-à-dire des travailleurs dans la production.

Les théories de socialisation propres à toutes les tendances de la social-démocratie, tournent toutes autour de cette seule question de la domination de la classe ouvrière. Pour elles, il va de soi qu'il faille dominer et diriger le travail, de même que le recours à une organisation centrale rigide leur semble relever de l'évidence. Le but qu'elles se sont fixé, c'est l'organisation d'une direction sur les travailleurs, omniprésente et aussi centralisée que possible. Mais cette direction devra elle-même être contrôlée par le parlement (chez les réformistes) ou par l'État prolétarien, qui est constitué par le parti politique des travailleurs salariés (bolcheviks). En d'autres termes, la domination de la classe ouvrière devra être

tempérée par la "démocratie".

Voilà le cadre dans lequel évoluent les tendances du soi-disant mouvement ouvrier marxiste, des réformistes bon teint jusqu'aux révolutionnaires déclarés qui veulent détruire l'actuelle organisation économique et politique de la société et la réorganiser. Leur but commun c'est l'organisation du pouvoir de commandement sur le travail salarié.

Pour que ce système de production fonctionne comme l'espèrent ces projets de socialisation, la direction devra veiller avant tout à s'assurer le droit de disposition sur l'appareil de production et, par-là, le droit de commandement sur les travailleurs : "Si nous voulons parler sérieusement d'une économie planifiée, si la force de travail doit être répartie en accord avec le plan économique dans un stade de développement déterminé, la classe ouvrière ne peut mener une vie de nomade. Elle doit, tout comme les militaires, être déplacée, répartie et commandée". (Trotsky, Russische Korrespondenz, juillet 1920, n° 10, p. 12, "Über die gegenwärtigen Aufgaben des wirtschaftlichen Aufbaus. —Rede auf dem IX. Kongress der Kommunistischen Partei Russlands, Moskau, April 1920".) En théorie, ce droit cherche sa justification dans les impératifs du plan économique ; en pratique il se tourne contre toute immixtion indésirable de la part des travailleurs. Si les travailleurs veulent régler eux-mêmes la production, cette ambition est présentée comme une émanation de la pensée bourgeoise... et ces travailleurs sont traités en contre-révolutionnaires. Le développement du communisme d'État russe nous fournit des exemples édifiants à ce propos. Nous avons déjà attiré l'attention sur le décret relatif au contrôle ouvrier du 14 novembre 1917 qui interdisait sévèrement toute immixtion de travailleurs dans la direction courante des entreprises. Le 20 avril 1918, lors du 3e congrès des syndicats, la direction individuelle des entreprises et la responsabilité "par en haut". L'association des délégués ouvriers et un groupe formé autour de Gorki opposèrent à cela la responsabilité collective, mais ils n'y réussirent pas entièrement. En 1920 la direction individuelle et par-là également la responsabilité individuelle furent généralisées (après les discussions du 9e congrès du parti).

Quels résultats espère-t-on atteindre au moyen de cette direction centrale de la vie économique, aménagée par le parlement ou le parti politique des travailleurs salariés ? Tout le monde s'accorde sur fait qu'il faille supprimer l'exploitation. Les réformistes croient pouvoir atteindre ce but en conservant les lois de circulation de la production marchande capitaliste. L'exploitation doit être abolie en laissant à l'État le soin de poursuivre l'exploitation et de troussez des réformes. Les bolcheviks essayèrent d'abolir l'argent et de répartir en nature, tant dans les entreprises qu'auprès des consommateurs, le produit social. Très vite, cela se révéla impossible et l'on passa de ce fait à la méthode réformiste dont nous venons de parler. Dans les deux cas le résultat était le même : le capitalisme d'État.

### **III. —L'IDÉAL BOLCHEVIK : DISTRIBUTION EN " NATURE " DES MOYENS DE PRODUCTION ET DES BIENS DE CONSOMMATION**

#### **a. L'expérience**

Le but des bolcheviks était de supprimer le travail salarié et l'exploitation. Avec assurance, ils empruntèrent la voie de la suppression de l'argent, qui devait survenir grâce à une énorme inflation du moyen d'échange. Les imprimeries de l'État travaillèrent jour et nuit, afin d'imprimer toujours plus d'argent en papier, dont l'État se servait pour ses paiements, mais auquel il ne garantissait pas d'équivalent. "On fabrique des billets... Il est impossible de fabriquer assez de billets. Les besoins sont encore plus énormes que les possibilités de fabrication." (A. Goldschmidt, p. 138.)

Dans la mesure où s'accroissait le montant total de l'argent" dépensé, diminuait naturellement la valeur d'échange, le pouvoir d'achat du rouble. Les prix des marchandises augmentaient journellement par

bonds successifs —phénomène que nous avons également pu observer en Allemagne, durant la période d'inflation. La valeur du moyen d'échange augmentait avec une telle rapidité que ceux qui avaient quelque chose à vendre, ne voulaient plus céder leur marchandise contre de l'argent. Ils voulaient certes céder leurs marchandises, mais uniquement de façon directe, en échange d'autres marchandises, sans utiliser la forme intermédiaire de l'argent : ils voulaient uniquement échanger leurs marchandises en "nature".

C'était là précisément ce que voulaient les bolcheviks. Dans un rapport du Commissariat russe aux finances, qui fut distribué à Moscou en 1921 à tous les participants du IIIe Congrès de la IIIe Internationale, cette politique de l'inflation est vantée comme une méthode sciemment utilisée pour instaurer le communisme.

" Lorsque chez nous en Russie la valeur de l'argent baisse, c'est là une chose certainement très dure à supporter pour nous... mais nous avons une issue, un espoir ; Nous nous dirigeons vers l'abolition totale de l'argent. Nous délivrons le salaire en "nature", nous introduisons l'usage gratuit des tramways, l'éducation est gratuite, les repas de midi sont gratuits —même si provisoirement encore ils laissent à désirer —l'habitat, l'électricité sont gratuits. Il s'agit là d'une œuvre de longue haleine qui se heurte à de grandes difficultés ; il nous faut lutter sans relâche, mais nous avons une issue, un espoir, un plan... " (Grigorij Zinoviev, Zwölf Tage in Deutschland , Hamburg, 1921 ; " Douze jours en Allemagne ", p. 74, cité par Pollock, Essais d'économie planifiée, p. 73.)

Comment se présentait alors cette sorte de communisme ? Le Conseil économique central de l'État soviétique prendra en main la production des marchandises et la distribution, en supprimant l'argent et le commerce ; il aurait alors à déterminer pour tous les habitants la quantité de pain, de beurre, d'habits que chacun peut recevoir et à lui fournir ces biens en " nature ". La possibilité de réalisation de ce programme devait reposer sur une statistique consciencieuse de la production et de la consommation prolétarienne est principalement une économie de biens de consommation :

" L'économie prolétarienne est principalement une économie naturelle. Avec le développement de l'économie étatique, ce qui est éliminé, en premier lieu, des relations qu'entretiennent les entreprises les unes avec les autres : c'est l'argent. Les usines de charbon livrent leur charbon aux chemins de fer et aux usines métallurgiques, sans fixation de prix. Les fonderies livrent leur fer aux industries de transformation qui livrent à leur tour leurs machines à des entreprises d'État ou à des entreprises rurales, sans l'entremise de l'argent. Les travailleurs reçoivent une part de plus en plus grande de leur salaire sous forme naturelle : habitation, chauffage, pain, viande, etc. L'argent dépérit également comme moyen de circulation. " (Varga, Les problèmes économiques et politiques, p. 159).

Comme les faits le prouvent, il ne s'agissait pas seulement de pure théorie : Janvier 1919 : instauration du trafic postal gratuit.

20 février 1919 : décret relatif à la circulation des marchandises entre les entreprises d'État, sans virement bancaire ni comptabilisation.

Premier juin 1919 : gratuité du trafic des marchandises dans les chemins de fer. La " nationalisation du salaire" eut lieu pendant toute la période comprise entre 1918 et 1921. Finalement on ne délivra que 15 % du salaire en argent ; les 85 % qui restaient étaient payés en "nature". Le téléphone, le gaz, l'eau courante, l'électricité, le loyer, les combustibles et les transports étaient "gratuits". Le Commissariat à l'approvisionnement devait entretenir, de cette manière, 58 millions de personnes.

La comptabilité de la production et de la distribution ne s'effectuerait donc pas en argent ou en

fonction d'une autre mesure générale, mais uniquement en sommes de marchandises. On calculerait selon le poids, la longueur ou le volume, ou alors seulement selon le nombre par unité de biens d'usage. On passerait en un mot à l'économie naturelle, qu'Otto Neurath caractérise dans son livre, *Plan économique et Comptabilité naturelle*, de la manière suivante :

"La science de l'économie socialiste ne connaît qu'un seul agent économique : la société. Celui-ci, sans comptabiliser ni les pertes ni les profits, sans mettre en circulation d'argent —qu'il s'agisse de monnaie métallique ou de bons de travail —déterminé par le plan économique, sans se baser sur une unité de mesure, organise la production et détermine les divers niveaux d'existence selon des principes socialistes." (p. 84).

De 1918 jusqu'à 1921, les bolcheviks ont essayé de réaliser ce principe et le rapport du Commissariat aux finances, que nous avons mentionné plus haut, est encore un des derniers prolongements de ces essais : en 1921 le rouble se stabilisait ; on retournait à l'argent à valeur fixe. L'État soviétique dut abandonner ses projets visant à éliminer l'argent de la production et de la distribution et le remplacer par une comptabilité en nature effectuée par l'économie étatique. Ni l'absence de la Révolution mondiale ni l'inadaptation de l'entreprise rurale individuelle à la gestion étatique ne peuvent être tenus pour responsables de cet échec. Il s'avéra simplement qu'une production et une distribution reposant sur une pareille "base communiste" n'était pas viable. La révolution russe a démontré pratiquement qu'une production sans unité de mesure était un non-sens. Les essais faits pour amener la vie économique sur des voies nouvelles prirent fort justement comme point de départ un plan déterminé à l'avance. Les différentes entreprises établissaient leurs plans de production et leurs devis, à partir desquels la direction centrale des trusts élaborait un plan de trust général. La réunion de tous les plans de trust permettait au Conseil suprême de l'économie nationale d'avoir une vue d'ensemble sur l'appareil de production regroupé au sein de l'État. À partir de là il était possible d'établir un plan de production général pour l'ensemble de l'industrie d'État. Tous ces plans étaient basés sur une comptabilité en roubles. Et pourquoi pas sur une comptabilité en "nature".

Parce qu'économiquement il est dépourvu de sens d'additionner des poids, des volumes ou la quantité par unité des divers produits du travail. Mais la valeur du rouble baissa rapidement et les prix des produits augmentèrent de ce fait tout aussi rapidement. Aussi les plans et les devis n'existaient-ils que sur le papier —ils n'étaient d'aucune valeur pour le procès réel de production. Varga, qui reconnaît par ailleurs les mérites de la "méthode" inflationniste", trouve que c'est là un de ses grands inconvénients, il écrit :

"La dévaluation rapide et continue de l'argent est un désavantage dans la mesure où elle empêche une stabilisation des salaires, et rend ceux-ci fluctuants ; elle occasionne des désaccords entre les travailleurs de l'État et l'État prolétarien lui-même ; pousse à des augmentations constantes de salaires, complique considérablement la comptabilité et l'établissement d'un plan de gestion étatique, mais empêche surtout la poursuite de celui-ci." (Varga, id., p. 138)

Aussi est-ce là une des raisons pratiques qui forcèrent l'État soviétique d'abandonner son projet de détruire l'argent à valeur fixe". Déjà en 1919 on constate que "le calcul de la valeur du produit devient de jour en jour plus nécessaire", de sorte que le 2e Congrès économique (1919) décida d'"entreprendre la comptabilité des dépenses les plus importantes de l'État d'après la valeur des produits." (Goldschmidt, p. 133) Naturellement ceci n'est possible que si toute la production est basée sur la valeur. La stabilisation générale de l'argent devait donc s'ensuivre nécessairement.

b. Les deux leçons de la Révolution russe

La grande expérience bolchevik de l'économie naturelle" contient deux leçons importantes (l'une économique, l'autre politique ), qui doivent mener la classe ouvrière à la prise de conscience prolétarienne. La leçon économique nous apprend qu'une économie rationnelle est impossible en l'absence d'un étalon de mesure universel pour comptabiliser la vie économique. Pour pouvoir établir un plan production, il est nécessaire de connaître la quantité de travail disponible sous diverses formes et de quelle façon ce travail doit être réparti entre les différentes branches de production. Mais comme il est impossible —du moins jusqu'à présent —d'additionner des tonnes de charbon, des hectolitres de froment, etc., il faut donc négliger pour tous les produits leur forme d'usage précise, leur valeur d'usage, et prendre seulement en considération la propriété qui leur est commune à tous : ils contiennent tous une quantité déterminée de travail humain. L'établissement d'un plan de production rend de ce fait nécessaire que l'on détermine, pour chaque produit, la quantité de travail que coûte sa fabrication. Le communisme peut mesurer ce travail directement, sans passer par le détour de l'argent. "La société peut calculer simplement combien il y a d'heures de travail dans une machine à vapeur, dans 1 hectolitre de la dernière récolte, etc. Il ne peut donc pas lui venir à l'idée de continuer à exprimer les quantités de travail qui sont déposés dans les produits et qu'elle connaît de façon directe et absolue, dans un étalon seulement relatif, flottant, inadéquat, autrefois inévitable comme expédient, en un tiers produit, au lieu de le faire dans son étalon naturel, adéquat, absolu, le temps... Donc, en tenant compte de ces suppositions, la société n'attribuera pas non plus de valeur aux produits." (Engels, Anti-Dühring, p. 349.)

La leçon politique nous apprend que les tentatives visant à mettre le droit de disposition sur les moyens de production entre les mains d'une centrale, paralysent nécessairement de plus en plus l'initiative des travailleurs. Les producteurs ne peuvent avoir aucun droit de décision sur le produit : la séparation entre le travail et les produits de ce travail est la caractéristique essentielle de la production, tout comme dans le capitalisme. Les essais tendant à répartir le produit en "nature", à "nationaliser le salaire" placent la disposition des "revenus nationaux" toujours plus entre les mains du pouvoir central. L'accroissement du "salaire naturel" (dans la version bolchevik) n'est par-là rien d'autre que le renforcement de l'esclavage de la classe ouvrière. Dans la concentration du pouvoir de disposition sur l'appareil de production, sur le travail social et le produit social nous voyons la forme dans laquelle la dictature du prolétariat se transforme en dictature sur le prolétariat.

#### IV. —L'UNITÉ COMPTABLE SOUS LE COMMUNISME

##### a. La réglementation de la production

En analysant "l'explication marxiste de la domination subie par la classe ouvrière ", nous avons vu que le vrai problème du communisme était celui de supprimer la séparation entre le travail et le produit de ce travail. Ce n'est pas à l'un ou à l'autre Conseil supérieur de l'économie nationale que doit revenir la disposition du produit du travail, mais aux producteurs eux-mêmes, par l'intermédiaire de leurs organisations d'entreprises. Ce n'est que de cette façon qu'ils deviennent des producteurs libres et qu'ils peuvent, alors, liés les uns aux autres, se grouper en Association de producteurs libres et égaux. En fait parce que la technique actuelle a socialisé toute la production, et que techniquement toutes les entreprises sont entièrement dépendantes les unes des autres, et qu'elles constituent ensemble un procès de travail ininterrompu, la tâche de la révolution est de les unir aussi économiquement. Mais ceci n'est possible que si une loi économique générale unit tout le procès économique.

Cette union est de toute autre nature que ne la présentent les " théories " de socialisation ? Celles-ci n'ont jamais visé autre chose que la réunion organisationnelle des différentes branches de la production. Pour elles la question est de savoir quelles sont les industries qu'il faudra réunir, et comment ce

problème devra être résolu organisationnellement et techniquement. Pour l'instant il est encore trop tôt pour débattre de telles questions, parce qu'il nous faut tout d'abord clarifier les relations réciproques des différentes organisations d'entreprises, c'est-à-dire le rapport juridique des organisations d'entreprises à la totalité du corps économique. La nouvelle loi économique générale qui unit tout le procès économique ne nous donne par conséquent encore aucune indication quant à la réunion organisationnelle de l'économie. Elle ne définit que les conditions dans lesquelles les producteurs réunis dans les organisations d'entreprises participent au grand procès économique général. Ces conditions doivent en premier lieu être identiques pour chacune des parties du procès total. Au contraire de Lénine qui part du principe : "Toute l'économie nationale organisée selon l'exemple des postes... telle est notre première exigence", nous disons : "Des conditions économiques égales pour toutes les parties de la production sociale, telle est notre première exigence". C'est alors seulement qu'on peut se prononcer sur la question de la technique d'organisation.

Ce que nous entendons par " conditions économiques égales " se rapporte en premier lieu à. la mise en place d'une mesure fixe, valable universellement, d'après laquelle se fera toute la comptabilité de la production et de la répartition. Cette mesure ne peut plus être l'argent, parce qu'il n'y a plus de " tierce personne " pour s'interposer entre l'ouvrier et son produit. Le travailleur n'est pas ici un "étranger" face au produit social du travail. Il ne consomme sans doute pas directement le produit qu'il fabrique lui-même ; mais son produit possède une caractéristique propre à tous les biens de la société : le temps de travail socialement nécessaire qu'a coûté leur fabrication. Tous les biens sont donc, du point de vue social, entièrement égaux en ce qui concerne leur qualité. Ils ne se différencient que dans la quantité de travail social qu'ils ont absorbée dans le procès de leur production. De la même manière que la mesure du temps de travail individuel est l'heure de travail, il faut que la mesure de la quantité de travail incluse dans les produits soit l'heure sociale moyenne de travail.

L'exigence primordiale de la révolution prolétarienne est donc l'obligation, faite à toutes les entreprises, de calculer pour tous les produits qu'elles fabriquent, la quantité de temps social moyen de travail absorbée par la production et de livrer en même temps leur produit aux entreprises ou aux consommateurs conformément à ce "prix". Les organisations d'entreprises obtiendront en contrepartie le droit de percevoir un montant égal de travail social sous forme d'autres produits afin de pouvoir poursuivre, de la même manière, le procès de production. Toutes participent ainsi dans des conditions économiques égales au procès de production. Une fois que cette réglementation de la production et de la distribution a été menée à bonne fin, alors toute la vie économique qu'unit déjà le travail social sera réglée aussi économiquement, c'est-à-dire socialement.

Le capitalisme essaye de réaliser cette réglementation par la voie organisationnelle, grâce à une concentration renforcée de son pouvoir dans l'industrie. Mais il ne réussit qu'à déclencher la lutte consciente sur une échelle de plus en plus large, avec pour conséquence des catastrophes de plus en plus considérables. En suivant les voies de la politique et les règles de la " démocratie ", on essaye de tempérer les contradictions ; mais la démocratie ne sert finalement qu'à organiser la dernière et la plus profonde des contradictions, celle entre la classe possédante et le prolétariat —et à assurer sa perpétuation. Cette situation sociale ne peut être dépassée que si les travailleurs se "libèrent" ; s'ils conquièrent le droit de disposition sur les moyens de production et participent, dans des conditions économiques égales, au procès de production.

#### b. Réglementation de la distribution

Mais la révolution ne consiste pas uniquement en un bouleversement des conditions économiques de la production. Elle entraîne une transformation des conditions économiques de la consommation

individuelle. Une fois que les travailleurs ont le droit de disposition sur le produit de leur travail entre leurs mains, il faudra que leur rapport à ce produit soit déterminé et réglementé sur des bases nouvelles, c'est dire que les nouveaux rapports de production se transforment, à ce niveau également, en nouveaux rapports juridiques. Car si les travailleurs disposent de leurs produits, ce n'est plus dans le sens du capitalisme privé, d'une disposition arbitraire. Cette disposition du produit ne peut s'effectuer que dans des conditions sociales et égales pour tous. Les producteurs et les consommateurs seront sans doute libres, mais leur liberté sera précisément déterminée par leur sujétion sociale. Chaque cellule aura sa tâche propre (sa propre "différentiation"), que seul son fonctionnement autonome pourra assurer. Et ce fonctionnement autonome n'est en même temps possible que dans et grâce au cadre limitatif qu'imposent les lois régissant le fonctionnement du corps économique global. C'est dans ce cadre limitatif que se déploient l'activité et le fonctionnement, les travailleurs se transformant par conséquent en producteurs libres grâce à cette délimitation.

À leur tour, les conditions égales pour la consommation individuelle ne peuvent reposer que sur une mesure égale dans la consommation. De même que l'heure individuelle de travail est la mesure du travail individuel, de même l'heure individuelle de travail est, en même temps, la mesure de la consommation individuelle. Ainsi la consommation est-elle, elle aussi, réglée socialement, et elle se meut dans un cadre parfaitement exact.

La réalisation de la révolution sociale n'est donc, dans son essence, rien d'autre que l'application pratique de l'heure de travail comme mesure de toute la vie économique. Elle mesure et la production et le droit des producteurs sur le produit social. Mais l'essentiel ici est que ce sont les producteurs eux-mêmes qui appliquent pratiquement cette catégorie. Ils ne le font pas parce que c'est ici une exigence "éthique" ou "morale" du communisme, mais parce que, du point de vue économique, il est impossible de faire autrement. En fait la suppression de la mise en tutelle du travail, le développement et l'épanouissement de l'homme libre relèvent également d'une exigence éthique. Mais cela ne fait que prouver à nouveau que l'économie et l'éthique ne peuvent toutes les deux se réaliser que réciproquement : elles finissent par se fondre en une seule et même unité.

## Annexe 1:

### Les coopératives agricoles en Russie et la NEP (GIK)

Traduit dans *L'Ouvrier Communiste*, n°6, Janvier 1930

Bien que dans toute l'Europe orientale les paysans soient poussés à la coopération, c'est encore en Russie que ce processus s'accomplit le plus intensément. En Russie, sur ce terrain, il existe une situation "particulière", car les intérêts du capital industriel (concentré à 95 % dans les mains de l'État) marchent pour le moment de pair avec les intérêts des paysans. L'industrie russe se trouve dans la difficulté d'être soumise à l'importation étrangère pour de grandes masses de matières premières, de machines et d'instruments ; sans pouvoir en exporter, dans sa situation actuelle, la "contre valeur". Si elle devait exporter elle-même des produits industriels en quantité importante, elle aurait, par là même, la possibilité d'importer dans la même mesure les produits indispensables. Mais l'industrie russe n'est pas capable de soutenir la concurrence sur le marché mondial, ses prix étant très élevés, et cette issue se ferme automatiquement.

On pense seulement que si "tout va bien" les prix de revient en 1932, diminueront de 16 % par rapport à 1927, par le jeu de la rationalisation de la production. Mais les différences de 1927 étaient de plus de 25 %. Par conséquent ils restèrent toujours de 10 % au-dessus des cours mondiaux. Aussi la Russie doit-elle suivre d'autres voies pour se procurer les denrées étrangères nécessaires à son industrie. Un emprunt à long terme à l'étranger pourrait être considéré comme une issue à la situation mais le capital international n'a pas encore voulu s'engager dans cette voie jusqu'à présent. Cela arrive-t-il pour des raisons politiques, ou la bourgeoisie se méfie-t-elle d'un pays agraire arriéré qui est soumis aux aléas des récoltes, comme d'un débiteur trop peu solvable, cela ne nous intéresse pas ici. C'est un fait que jusqu'ici la possibilité d'un gros emprunt à l'étranger ne s'est pas réalisée. Dans ces conditions la Russie ne peut compter que sur l'accroissement de sa production industrielle et agricole. En 1926, l'exportation des produits industriels atteignait 258 millions de roubles et on compte, grâce à une grande amélioration technique dans l'industrie pétrolière, arriver en 1932 au chiffre de 636 millions. Une autre ressource pour obtenir de l'étranger les échanges nécessaires, est l'exportation du blé. On table pour 1932 sur une exportation de 380 millions de roubles, ainsi la production agricole aura dû s'élever de 63 %.

Si l'on s'en tient strictement au plan, l'ensemble de l'exportation qui, en 1926, était de 750 millions, atteindrait le niveau de 1913, c'est-à-dire 1 500 millions de roubles. La situation "particulière" où se trouvent l'industrie et l'agriculture en Russie, consiste en ceci qu'elles doivent se développer conjointement. L'agriculture ne peut être intensifiée que par l'industrie "nationale", et celle-ci ne peut s'affirmer que par une grande productivité dans l'agriculture. Ce sont des conditions qui n'existent dans aucun autre pays du monde. Il faut encore considérer que le capital de l'industrie russe (à savoir de l'Etat), poursuit consciemment le développement de l'économie agricole. L'aide la plus importante que l'Etat puisse donner se limite à lancer aux paysans infatigablement le mot d'ordre "Débrouillez-vous par vous-mêmes et formez des coopératives".

Le stimulant employé est la devise bien connue : "Enrichissez-vous" (qui fut lancée par Boukharine lors de l'introduction de la NEP). Les paysans ont si bien compris cela que l'on peut prévoir un puissant développement d'ensemble de la coopération. Ainsi le développement agraire russe est sur le même chemin que suit depuis trente ans celui de l'Europe occidentale. Dès 1927, sur 21 400 000 entreprises agricoles, 36 % étaient organisées dans la coopération. En 1924, les coopératives donnaient 1,7 % de la

production agricole, en 1925, elles embrassaient déjà 21,5 %, et en 1927 atteignaient 25 %. Si on considère le développement produit par produit, les coopératives contrôlaient 27 % des céréales, 44 % du lin, 84 % du coton, et 92 % du beurre. (Chiffres extraits de l'ouvrage de Rütgers). Il est remarquable que le nombre des tracteurs, de 1924 à 1928 (c'est-à-dire pendant quatre ans) s'est élevé de 9 000 à 32 000. C'est là une augmentation de 255 % . Les instruments agricoles en 1924 représentaient 62 millions de roubles, et 149 millions en 1927, soit une augmentation de 140 %. Il est vrai que ces chiffres restent infimes pour un pays aussi immense que la Russie, mais il faut considérer la progression des chiffres plutôt que leur valeur absolue.

Le rôle des coopératives russes n'est pas différent de celles des organisations semblables des autres pays du monde. C'est tout à fait clair, puisque l'entreprise agricole est une "entreprise privée" qui travaille partout dans un but de profit. Même en Russie, les coopératives forment des associations d'achat et de vente pour s'assurer sur le marché intérieur la position la plus solide possible, et pour mener la lutte contre le gouvernement central des soviets. En outre, elles forment aussi des banques coopératives puisque les paysans petits et moyens ne peuvent obtenir de crédit que par cette voie tandis que, d'autre part, elles constituent des sociétés pour l'exploitation collective des machines agricoles. Dans leur lutte contre le gouvernement des soviets, les paysans ont déjà remporté des succès. De même qu'en 1921 ils réussirent à conquérir la liberté de commerce dans le marché intérieur, de même en 1928, ils infligèrent au Gouvernement une cuisante défaite, d'abord en se refusant à vendre au tarif fixé par le gouvernement, ensuite en lui imposant des prix fortement majorés. L'exportation de céréales devint ainsi pour le gouvernement un fiasco financier, car l'industrie d'Etat se trouva en difficulté, et le programme d'édification devint inexécutable. C'est ainsi que l'Etat se vit obligé de prendre position contre le paysan individualiste. Le gouvernement, craignant le monopole paysan des céréales, commence à créer pour le combattre des "usines à céréales" (sovkhozes).

Les entreprises agricoles gouvernementales forment un soi-disant "secteur socialiste" dans l'agriculture individualiste. Elles embrassent jusqu'à présent les 2 % de la surface cultivée ; "si tout va bien" elles doivent, en 1933, atteindre 17,5 % de la surface cultivée et il en résulterait une augmentation générale de 15,5 % de la production agricole. Le "secteur du capitalisme privé" n'embrasserait plus alors que 73,2 % des produits, alors que les entreprises collectives (kolkhozes ou "associations de production") verraient leur part portée à 11 %.

Les milieux gouvernementaux russes mettent aussi ces associations de production au compte de la production communiste. En fait, les unes comme les autres (sovkhozes et kolkhozes) se basent sur l'économie de profit et ne se différencient nullement du reste de la production capitaliste du monde. La différence entre les entreprises d'Etat et les associations ne consistant que dans la manière de disposer des profits réalisés.

Dans l'entreprise gouvernementale il appartient aux maîtres de l'Etat de veiller à son emploi. Dans les associations, le profit est à la disposition des membres individuels qui l'emploient comme ils l'entendent. Même pour elles vaut le mot d'ordre de Boukharine : "Enrichissez-vous". Ces associations, les entreprises collectives, ne sont pas autre chose qu'une forme particulière des coopératives capitalistes telles qu'elles sont connues du monde entier ; elles ne sont pas même partie intégrante de la sphère de la production d'Etat dirigée suivant un plan. Nous pensons donc que le secteur du capitalisme privé ne se limiterait pas à 73,2 %, mais comprendrait aussi les 11 % des kolkhozes soit 84,2 %, même en admettant que les entreprises d'Etat qui n'existent encore que sur le papier, se trouvent réalisées. Dans la formation des coopératives, en plus de l'aide morale et juridique, des crédits abondants sont mis à la disposition des paysans pour le défrichement de la terre, crédits qui, naturellement, doivent être

amortis par des intérêts, car le profit est la base de toute la production russe. Durant la période 1927-1932, le gouvernement des soviets a décidé de consacrer : à l'amélioration de la terre, pour le défrichage et le drainage, un milliard de roubles, pour l'achat de bestiaux 290 millions, pour l'amélioration scientifique de l'agriculture et pour les stations de recherche 211 millions, pour la coopération et l'industrialisation 251 millions (chiffres cités par Rütgers). Ce sont là des allocations qui sont récupérées en partie directement, en partie par les impôts indirects frappant les denrées de première nécessité. Même le profit des sovkhozes et le service de l'intérêt des crédits à l'agriculture s'y ajoutent, tandis que le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur forme une certaine (ou mieux incertaine) source de revenus. Ce qui, par ces voies différentes est extrait des masses de la population soviétique, est utilisé de manière à accomplir l'enrichissement cher à Boukharine des propriétaires ruraux. On se demanderait en vain ce que cela peut avoir de commun avec le communisme. Toute l'économie russe repose sur la base de la production marchande et capitaliste, et il n'est pas question d'une production basée sur le besoin. La révolution russe a fait faire à la Russie un grand bond en avant, puisqu'elle a débarrassé du chemin les anciens obstacles qui empêchaient le développement du capitalisme. Par cette révolution furent donc jetées les bases pour le développement de la société bourgeoise. Les prémisses de la révolution prolétarienne sont maintenant données.

Ce n'est personne moins que Lénine qui a montré cela tout à fait clairement (Œuvres Complètes, vol. 11, première partie, pages 78-79).

Il déclare : "La victoire de la révolution bourgeoise est impossible comme victoire de la bourgeoisie. La prédominance de la paysannerie, l'épouvantable oppression que la grande propriété foncière demi-féodale lui fait subir, la force et la conscience du prolétariat organisé déjà en parti socialiste, toutes ces conditions prêtent à *notre révolution* un caractère *particulier*. Cette particularité ne supprime point le caractère bourgeois de la révolution. Cette particularité ne fait que conditionner le caractère contre-révolutionnaire de notre bourgeoisie et la nécessité de la dictature du prolétariat et de la paysannerie pour la victoire de cette révolution (cité par le *Kommunistische Arbeiter-Zeitung* 1927, n° 7). Lénine savait donc très bien que la dictature du prolétariat et de la paysannerie était nécessaire pour la victoire de cette révolution (bourgeoise). Du reste il comptait sur la classe ouvrière allemande pour réaliser dans l'écroulement national sa révolution prolétarienne et, par cela même, pour édifier en socialisme l'édification du socialisme.

En effet : "La victoire complète de la révolution socialiste est inconcevable dans un seul pays et requiert la collaboration la plus active d'au moins plusieurs pays avancés, sur lesquels, *nous, Russie*, ne pouvons pas compter" (Rapport de Lénine *Imprekor*, année 6, n° 139, page 2426). La Russie est restée seule. Elle ne pouvait donc qu'accomplir la révolution bourgeoise, c'est-à-dire frayer le chemin au développement du capitalisme, à l'économie des marchandises. (Voir aussi Boukharine, *Théorie du matérialisme historique*, page 310).

La réalisation du communisme était impossible à cause de l'état arriéré de l'agriculture. Les bolchéviks *n'ont pas pu* détruire le système du salariat et de la production marchande. *Ce qu'ils ont été obligé de faire*, à cause de la structure économique du pays *était en contradiction directe avec leurs principes*. En un mot les bolchéviks se sont trouvés dans la condition même qui a été définie dans la *Guerre des Paysans en Allemagne* par Frédéric Engels : "Il n'y a rien de pire au chef d'un parti extrémiste que d'être obligé d'assumer le pouvoir à une époque où le développement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente... Ce qu'il *faut* faire ne dépend pas de sa volonté... Ce qu'il *doit* faire, ce que son propre parti lui demande, ne dépend pas de lui... Il se trouve donc nécessairement devant un *dilemme insoluble* ce qu'il peut faire contredit toute son action antérieure, ses principes. Et ce qu'il *doit* faire, ne

peut pas être accompli. Il est, en un mot, *obligé de ne plus représenter son parti, sa classe, mais la classe pour la suprématie de laquelle le développement est actuellement mûr. Il doit, dans l'intérêt du mouvement lui-même, réaliser les intérêts d'une classe qui lui est ennemie et essayer de convaincre sa propre classe avec des phrases et des promesses, en lui persuadant que les intérêts de la classe ennemie sont ses propres intérêts... Celui-là est perdu sans espoir*".

Par un effort surhumain, les bolchéviks tentèrent pendant les trois premières années de leur domination de s'arracher à cette destinée. Ils marchèrent contre les paysans avec la force armée, et obtinrent pour tout résultat la réduction de la production agricole au niveau des besoins misérables de la campagne. Les paysans, voulant devenir des producteurs de marchandises, réclamèrent la liberté du commerce. En 1921 on introduisit la NEP et par cela même les bases du capitalisme en Russie. Lénine a formulé ce fait au 10<sup>e</sup> congrès du P.C.R. : "Nous savons tous, si nous connaissons l'A.B.C. du marxisme, que de cette transformation, et de l'introduction du libre commerce résulte la division des producteurs de marchandises en possession de capital et possesseurs de force de travail, la division en capitalistes et travailleurs salariés, c'est-à-dire la réintroduction de l'esclavage du salariat capitaliste, lequel ne tombe pas du ciel, mais se développe dans le monde entier sur la base de la production agricole".

(A suivre)

Le Groupe des Communistes Internationaux (Hollande).

### **Discussion sur le problème agraire : la socialisation dans l'agriculture**

Traduit dans *L'Ouvrier Communiste*, n°7/8, Mars 1930

Bien que le but clairement déterminé du mouvement ouvrier soit la suppression du capitalisme, on ne trouve, dans la littérature qui le concerne, que peu d'allusions qui puissent déterminer un programme pour la conduite de la révolution sociale. La social-démocratie et les communistes de Moscou se contentent d'une phrase assez vague suivant laquelle les moyens de production doivent passer dans les mains de la communauté ; dans l'application, cela veut dire qu'ils prendront la forme d'entreprises étatiques, et que les ouvriers seront exploités par l'industrie d'État.

Le mouvement anarchiste se dresse directement contre le capitalisme d'État, mais il ne dépasse pas le mot d'ordre : "l'usine aux ouvriers, suppression du salariat". Tout programme détaillé pour la réalisation de ce but, toute discussion approfondie montrant comment un tel système est, dès à présent préparé dans le sein de l'économie capitaliste, fait malheureusement défaut. Là où ces généralités se concrétisent (comme chez Sébastien Faure "Le bonheur universel"), les conceptions fondamentales s'apparentent à la doctrine du capitalisme d'État et sont un reflet de Moscou, à moins que ce ne soit de Londres. Bien que Faure, dans son ouvrage, parle complaisamment de "libre contrat", il n'en reste pas moins que les ouvriers n'ont rien à dire dans le système qu'il représente.

La transition de la forme capitaliste à la forme communiste de production ne consiste pas seulement en ce que les moyens de production passent dans les mains de la "communauté". Cette expression est d'autant plus insuffisante que l'on a vu récemment surgir des réformateurs bourgeois admettant la nécessité du communisme et se prononçant aussi pour la propriété en commun, mais sous la condition du maintien des lois de développement d'une production capitaliste de marchandises. (Voir par

exemple, E.Horn : *Les limites économiques du collectivisme* , p.5, 51, etc.)

Mais une production et une distribution communistes exigent précisément la suppression de ces lois de développement c'est-à-dire la suppression de la production sur la base du salariat, de la fixation des prix par le marché, et du système du profit. Le communisme exige une répartition égalitaire des moyens de consommation produits par la force humaine de travail mise en œuvre socialement. Cette répartition égalitaire comporte certainement des "injustices" innombrables, mais constitue une mesure inévitable de transition vers le communisme total, c'est-à-dire la répartition suivant les besoins.

L'organisation de nouveaux modes de développement dans la circulation des biens sous le contrôle de la société, tel est, en réalité la tâche essentielle du mouvement ouvrier en tant qu'il poursuit le communisme. Mais il recule justement devant le problème. Il voit encore et toujours son salut dans la soi-disant "nationalisation" ou encore "socialisation" des entreprises "hautement organisées", c'est-à-dire dans la prise en charge par l'État des grandes entreprises industrielles et agricoles. La petite entreprise industrielle et à peu près toute l'agriculture restent donc "propriété privée" et doivent continuer à fonctionner suivant les lois de la production capitaliste de marchandises. A cause de cela, il reste impossible de détruire les bases de la production capitaliste de marchandises (salariat, marché, prix, profit) et d'introduire de nouvelles lois de développement économique pour la circulation des biens. En d'autres termes, ni le salariat, ni l'exploitation ne peuvent être supprimés ; en même temps il ne peut pas être question d'une répartition égalitaire des produits de consommation. Le capitalisme n'est pas vaincu mais il apparaît dans une nouvelle forme. Ce capitalisme d'État devient la forme dominante de production au cas d'une victoire des conceptions que défend le mouvement ouvrier moderne en Europe occidentale. La production de marchandises se maintient sur toute la ligne. Sous cet angle, le mot d'ordre moscovite d'une alliance économique des ouvriers et des paysans se révèle comme l'abandon réel des buts de la révolution prolétarienne ; il exprime une complète impuissance à jeter les bases du communisme.

Le groupe des Communistes Internationaux repousse ces "projets de socialisation", qui ne peuvent mener qu'à une oppression renforcée de la classe ouvrière. Par contre, ils voient dans l'organisation de nouveaux modes de développement pour la circulation des produits la véritable tâche du renversement social. La révolution met sur pied des règles générales d'après lesquelles toutes les entreprises peuvent dresser par elles-mêmes leur devis de production. Chaque entreprise supprime elle-même la plus-value en ne comptant que le temps de production du produit : ainsi le temps social moyen de production devient la catégorie fondamentale de la vie industrielle communiste [1]. Ici la différence est éliminée, entre la grande et la petite entreprise, qu'elle soit hautement développée techniquement, primitivement industrielle ou agraire, "administrative" ou productive. Toutes les entreprises peuvent calculer combien d'heures de travail moyen social sont contenues dans leurs produits.

L'édification du communisme n'est pas ici le résultat des capacités de l'homme d'État, mais celui de l'activité vivante des masses elles-mêmes. "L'État", en tant que tel, n'a par suite rien à faire dans la production, l'État ne produit pas ; la production et la distribution s'accomplissent par l'initiative propre des producteurs et des consommateurs. Ce sont eux qui réalisent la production d'après un plan - l'union des entreprises sur la base exacte du calcul du temps de travail. *La fixation des nouvelles lois de développement est donc le but essentiel de la production. La classe ouvrière victorieuse appelle par son congrès des conseils, tous les camarades de la ville et de la campagne à prendre en main l'administration et la direction de toutes les entreprises suivant le programme ci-après :*

1° A la place de l'argent on introduit, à un moment déterminé pour le règlement de la circulation des

produits, l'heure de travail comme nouvelle unité de calcul ;

2° Toutes les entreprises fixent le temps de production de leurs produits ;

3° Les entreprises semblables s'unissent sur le champ pour fixer le temps social moyen de leurs produits. Quand cela aura été établi partout, *toute* la vie économique aura passé à la production communiste. *Tous* les moyens de production seront alors socialisés : ils sont désormais dans les mains de la communauté (une étude approfondie sur l'organisation du calcul du temps de travail sera donnée dans la brochure actuellement sous presse : *Les Principes fondamentaux de production et de répartition communistes* [2]).

La conception que représente le Groupe des Communistes Internationaux, en ce qui concerne la nature de la révolution prolétarienne, prend sa source pour une grande part dans le développement que suivent les entreprises paysannes dans les pays de capitalisme avancé. Précisément, le fait que l'agriculture est entrée dans le cercle du travail social, qu'elle est passée à une production "industrielle", et malgré cela ne peut pas être admise organiquement dans l'économie "socialiste" ou "communiste", doit éveiller en nous des doutes marqués au sujet de l'homogénéité et de la solidité des théories "communistes" officielles. Toutes ces théories de "nationalisation" ou de "socialisation" se révèlent comme des déviations réformistes plus ou moins voilées par rapport au but précis de l'évolution prolétarienne. Nous nous sommes limités, dans cette étude, à la démonstration d'un fait principal, à savoir qu'il n'existe plus de différence radicale entre les formes de production de l'agriculture et de l'industrie, de sorte que les deux branches de la production sociale tombent sous les modes de socialisation. Autre chose est, bien entendu, de savoir comment le temps social moyen sera fixé. C'est là une question à part, qui tombe en dehors du cadre de cette analyse ; nous devrions, si nous voulions entrer dans ce domaine, prendre pour sujet non point "Les lignes de développement dans l'agriculture", mais "L'organisation du calcul du temps de travail dans l'agriculture et l'industrie". Nous signalons seulement le fait que le calcul des prix de revient est employé aujourd'hui aussi bien dans les entreprises agricoles spécialisées que dans l'industrie. (Voir par exemple J.S.King : *Cost accounting in agriculture*, Londres). On ne peut pas prédire quelle sera l'attitude des paysans vis-à-vis d'une révolution prolétarienne étant donné notre peu d'expérience à ce sujet. Une chose certaine, c'est qu'il ne seront jamais "au premier rang" de la révolution, parce que leur idéologie de propriétaires les en empêche. Les petits paysans en Allemagne sont des partisans ardents de l'expropriation (autant que cela ne les concerne pas eux-mêmes !) Mais la révolution sociale qui voit dans le communisme l'introduction de nouveaux modes de développement dans la circulation des produits, a quelque chose à offrir aux paysans. Loin de se contenter de supprimer les redevances de métayer, les hypothèques et les dettes d'exploitation, la répartition égalitaire du produit social apporte l'égalité complète et directe de la ville et de la campagne, ce qui dans la pratique, est un changement réel en faveur du paysan. Quant aux prolétaires agricoles, ces parias de la société capitaliste, c'est pour eux un immense saut en avant. Ils ont le plus grand intérêt à faire entrer l'agriculture dans la production communiste.

Si nous posons la question : quelle signification les coopératives paysannes prendront-elles lors de l'organisation du communisme à la campagne ? nous devons répondre qu'elles disparaîtront avec le capitalisme. Leur base d'existence, l'assurance d'une position favorable sur le marché disparaît avec l'existence du marché lui-même et entraîne leur effondrement. Mais elles ont rempli leur tâche dans le processus de développement : elles ont appris aux paysans ce qu'est l'organisation et ce dont elle est capable. Les paysans ont appris qu'ils ne sont qu'un seul rouage dans le grand ensemble. Cela est essentiel, et peut être utilisé dans la révolution sous une toute nouvelle forme. L'ancienne forme de l'organisation étant détruite, le principe de la combinaison des intérêts personnels en facteurs sociaux

reste le profit décisif de l'époque capitaliste. A ce point de vue non plus, il n'y a pas de différence entre l'agriculture et l'industrie. De même que les ouvriers industriels ont à détruire la forme des anciennes organisations : les syndicats, mais pour éveiller à une nouvelle vie le principe de l'organisation (dans les organisations d'usine et les conseils), de même la forme des coopératives paysannes doit faire place aux organisations des conseils. On ne peut pas dire grand chose sur la manière dont l'idée des conseils sera susceptible de se réaliser à la campagne, ni quelle sera la structure des organisations d'entreprise et des conseils dans l'industrie agricole. La période révolutionnaire en Europe occidentale ne nous a apporté aucune expérience à ce point de vue et cela ne serait qu'un non-sens d'imaginer des formes organisatoires, capables d'assurer d'elles-mêmes l'évolution sans douleur de la production. Cela signifierait un abandon de la réalité pour le royaume de la fantaisie. Nous nous contentons donc de présenter le contenu essentiel d'une orientation nouvelle, mais nous devons attendre de l'avenir sa réalisation sous des formes concrètes.

Le Groupe des Communistes Internationaux (Hollande).

[1] Il y a ici un raccourci qui rend peu intelligible la pensée de nos camarades. En régime capitaliste le temps social moyen de production d'un objet se réalise sur le marché, il exprime la "valeur" du produit. La plus-value, en tant qu'elle est réalisée par l'ensemble des entreprises du marché, consiste dans la différence entre la valeur du produit et la valeur d'échange de la force de travail utilisée dans sa production (valeur des produits consommés en moyenne par la force de travail). Il n'y a pas et il ne peut y avoir une suppression de la plus-value dans l'artifice statistique proposé.

[2] *Die Grundprinzipien Kommunistischer Produktion und Verteilung*, édité par l'Allgemeine Arbeiter Union.

## Annexe 2

### Le Groupe des communistes internationalistes en Hollande, 1934-1939

#### Souvenirs personnels, par Cajo Brendel

C'est le spirituel trotskyste hollandais Sneevliet qui, dans les années 1930, qualifia un jour, avec ce sens de la formule qui le caractérisait, le « Groupe des communistes internationalistes » de Hollande de « moines du marxisme ». Le trait était évidemment caricatural, mais il était plein d'esprit, et c'est pourquoi il fut précisément estimé à sa juste valeur au sein du groupe. Comme toute caricature, celle-ci contenait un certain pourcentage d'une vérité qui était, pour Sneevliet, politiquement inacceptable, mais aussi, pour le groupe lui-même, historiquement irréfutable. Il s'agissait d'un point - entre autres - sur lequel il y avait une nette séparation entre Sneevliet et le GIC. En tant que dirigeant d'un parti parlementaire, qui collaborait en outre étroitement avec un mouvement syndical bien précis, tous ses efforts tendaient avant tout vers l'action politique. Sneevliet ne pouvait à vrai dire pas situer un groupe se comportant tout autrement au sein du mouvement ouvrier de l'époque, un groupe pour lequel l'important n'était absolument pas là, mais qui s'efforçait au contraire de tirer des leçons des expériences des luttes passées et par conséquent de l'évolution économique actuelle du capitalisme. Il le pouvait encore d'autant moins que ce bilan théorique mettait justement en question l'activité politique en tant que telle, et donc directement les formes organisationnelles traditionnelles qu'elle présuppose.

Les Communistes internationalistes n'étaient pas constitués en un groupe qui aurait éprouvé, sans plus, le besoin d'analyser théoriquement la période révolutionnaire de 1917-1923. Ils étaient en même temps indirectement le produit de cette période-là. Toute tentative à la Sneevliet de décrire ce groupe comme un quelconque cercle d'études, ou de rapporter son origine à des contradictions internes à la social-démocratie d'avant 1914, ne tient pas compte d'un fait : du rapport de son entrée en scène avec les luttes prolétariennes qui ont suivi la fin de la première guerre mondiale. En Allemagne, à laquelle je voudrais me limiter ici pour plus de commodité, sans pour le moins déprécier les expériences russe, hongroise ou italienne, se manifestèrent, en novembre 1918 et dans les années suivantes, dans des fractions non négligeables de la classe ouvrière, des tendances antiparlementaires et antisyndicales, sur lesquelles s'étaient d'ailleurs depuis longtemps déjà greffées d'autres choses. Les ouvriers allemands s'étaient forgé de nouveaux instruments sous la forme de leurs conseils et, en comparaison, les organisations traditionnelles apparaissaient d'emblée insuffisantes et même inadaptées. Au niveau organisationnel, ceci avait conduit, comme on le sait, à la naissance du KAPD \* et de l'AAU et, dans le domaine théorique, à la thèse avancée pour la première fois par Otto Rühle \*\* que « la révolution [n'était] pas une affaire de parti ».

Toutefois, l'action du KAPD (et de son parti-frère fondé aux Pays-Bas, le KAPN, était encore totalement en contradiction avec la logique historico-dialectique sans faille de Rühle ; ce qui l'amena à en sortir.

Malgré les efforts incessants de ce parti pour mettre au premier plan ce qui le distinguait effectivement des autres partis - tels que le SPD, l'USP, le KPD, etc. -, les traditions organisationnelles continuaient quand même de peser sur sa structure. Quoique parti d'un nouveau type, il n'en était toujours pas moins un *parti*, et manifestait aussi la volonté d'en être un. L'exemple de ce qui lui est advenu confirme de façon éclatante la valeur de la thèse de Rühle. Le KAPD voulait tirer un trait sur le passé sans avoir fondamentalement rompu avec celui-ci, eu égard aux tâches réelles de la révolution ouvrière à venir. Par conséquent, il se retrouva pris sous la pierre du moulin et fut broyé. Avant même de disparaître formellement de l'horizon, ses contradictions internes l'avaient en fait déjà conduit à sa

perte.

Le GIC, qui s'éleva sur ses ruines, adopta une toute autre position. Bien loin de *sacrifier* une activité politique à l'étude théorique ou d'y *renoncer* à cause d'elle, il s'en abstenait au contraire *par principe*. Dépassant justement le KAPD et le KAPN, non seulement il affirmait que l'émancipation de la classe ouvrière serait l'œuvre de la classe elle-même, mais il était dans le même temps convaincu qu'il n'y avait besoin pour cela d'aucune avant-garde, ne fût-elle même que purement propagandiste, mais qu'il fallait au contraire un nouveau mouvement des ouvriers, qui se dépouillerait de son enveloppe politique et des formes traditionnelles avant-gardistes, un mouvement radicalement différent du mouvement ouvrier traditionnel.

Le GIC ne pouvait ni reproduire de nouveau les contradictions du KAP et de l'AAU, ni se proclamer lui-même comme ce nouveau mouvement ouvrier, dont il savait trop bien qu'il ne pourrait naître que des expériences qui seraient accumulées au cours de luttes à long terme. Il acceptait la raillerie ingénieuse de Sneevliet avec détachement, convaincu qu'en dernière instance, avec son parti et ses conceptions de la révolution, celui-ci s'avancait sur un terrain qui n'avait rien à voir avec la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière d'Europe occidentale.

J'entrai en contact pour la première fois avec le GIC au début de l'été 1934. La crise qui avait éclaté en 1929 aux Etats-Unis se répandait sur le Vieux Continent et s'approfondissait de plus en plus. Des files d'attente de chômeurs s'allongeaient devant les bureaux de chômage. Leur espoir dans le capitalisme et la prospérité se ratatinait dans la mesure même où se réduisaient de jour en jour leurs conditions d'existence. Dans le même temps, leur position à l'extérieur du procès de production leur donnait un écrasant sentiment d'impuissance, renforcé encore par ce qui se passait en Europe centrale. En février 1934, les canons de Dollfuss avaient abattu la social-démocratie autrichienne. Une année auparavant, la social-démocratie allemande avait péri sans gloire. La prise du pouvoir par Hitler datait déjà, au moment où j'entrais en contact avec le GIC, de presque un an et demi. De l'autre côté de la frontière hollandaise orientale, le fascisme était passé « comme un effroyable tank sur les crânes et les colonnes vertébrales » des ouvriers.

Je connaissais la brochure de Trotsky où il avait littéralement prédit la catastrophe, au cas où le KPD et ceux qui en tiraient les ficelles au Kremlin persisteraient dans leur politique fatale de division des travailleurs. J'avais alors sans aucun doute de vagues sympathies pour le trotskysme. Dans une réunion publique, je m'engageai dans un débat avec un quelconque bureaucrate stalinien. Derrière moi étaient assis un ouvrier d'une laiterie et un métallurgiste, qui m'accostèrent ensuite et qui me firent connaître le communisme de conseil. Il apparut plus tard que l'un d'entre eux était en relation avec le groupe dont nous nous occupons ici.

Durant tout cet été et cet automne-là, j'allais chez lui presque chaque soir. Les discussions duraient au moins jusqu'à minuit et allaient au fin fond des choses. Ce dont on n'avait pas parlé, je l'acquerrais par mon travail à la maison à partir des écrits du GIC qu'on me mettait dans les mains. J'avais le sentiment d'être passé d'une crèche politique à une espèce d'université.

Le GIC n'accordait aucune valeur à de stupides rabâchages. Il exigeait une pensée indépendante. Il ne propageait aucun mot d'ordre, mais la connaissance de la sociologie de Marx. Ce n'était nullement par suite d'une passion pour l'économie ni à plus forte raison dû au hasard. Ce sont simplement les expériences de la révolution bolchevique en Russie qui obligèrent le groupe à revoir le marxisme de fond en comble. Il considérait une telle révision comme une question de vie ou de mort pour le mouvement ouvrier.

Gorter \* avait déjà, dix ans auparavant, caractérisé la révolution russe comme une révolution bourgeoise et paysanne. Cette caractérisation avait été constamment corroborée par le GIC et approfondie. Juste à l'époque où je connus le groupe, il publiait les *Thesen über den Bolschewismus* (5). Peu après suivait une traduction en hollandais des *Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes* (*Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung*), parus précédemment en Allemagne, où l'on avait soumis une fois de plus la révolution russe en général, et la politique économique bolchevique en particulier, à une analyse marxiste radicale.

Puis ce travail théorique fut peaufiné et mené à terme avec un exposé de base des différences entre Rosa Luxemburg et Lénine, et l'ouvrage *Lénine philosophe* de J. Harper. Ce n'était, à ce moment-là déjà, un secret pour personne au sein du groupe, que l'auteur de ce dernier texte n'était autre qu'Anton Pannekoek. Mais ce n'est que plusieurs années après que je sus que les *Thesen*, si je ne me trompe, venaient d'Alexander Schwab \*\*, et l'article sur Lénine et Luxemburg de Paul Mattick.

Le texte de Paul Mattick n'était pas seulement important parce qu'il dévoilait les arrière-plans sociaux des principes organisationnels de Lénine. Il traitait aussi de la différence fondamentale entre révolution prolétarienne et révolution bourgeoise. Mattick démontrait que Lénine, qui « ne [pouvait] concevoir une révolution prolétarienne sans une conscience intellectuelle, ce qui [faisait] de toute la révolution une question d'intervention consciente de "ceux qui savent" ou des "révolutionnaires professionnels" , [tombait] au rang d'un révolutionnaire bourgeois » ; et il critiquait dans le même temps « l'importance excessive (qu'accordait Lénine) au facteur politique, au facteur subjectif », ce qui pour lui (Lénine) « [faisait] de l'organisation du socialisme un acte politique » (8).

A la conception de la révolution prolétarienne comme acte politique, Mattick opposait l'intelligence de son caractère social. Contrairement à Lénine, qui regardait la conscience politique - que la classe ouvrière était hors d'état de développer par elle-même - comme le présupposé d'une révolution purement politique, Mattick montrait que, selon Marx, la révolution ouvrière n'avait précisément pas du tout besoin de ce genre de conscience élaborée par une avant-garde politique.

Les avant-gardistes de toute nuance politique furent ainsi avisés que la révolution prolétarienne était quelque chose de totalement différent de la révolution bourgeoise du XIXe siècle dont ils étaient toujours en train de rêver. C'était, une fois de plus, une réponse claire à ceux qui demandaient pourquoi le GIC ne faisait, et ne voulait pas faire, un travail politique, pourquoi il ne pouvait pas être une « avant-garde » au sens traditionnel.

J'avais le sentiment à l'époque que le niveau théorique élevé d'une telle explication distinguait le GIC et le différenciait par là de toutes les tendances du mouvement ouvrier traditionnel. Il s'en différenciait également à un autre égard, à savoir par son interprétation des crises. Dans toutes les réunions politiques de l'époque et dans tous les hebdomadaires ou périodiques de gauche, la crise économique capitaliste était bien entendu un sujet récurrent. Dans tous les débats, chez les sociaux-démocrates, les socialistes de gauche, les anarcho-syndicalistes, les trotskystes ou les stalinien, elle était, quasiment sans exception, soit interprétée d'une façon ou d'une autre dans le sillage des économistes bourgeois comme une conséquence de la surproduction, soit (de façon plus ou moins métaphysique) tenue pour une crise mortelle du système, assurément non sans que chacun des partisans de cette idée ait fait le vœu d'en être pris pour le père. L'une comme l'autre de ces interprétations menait directement ou indirectement à dédaigner complètement la lutte de classe du prolétariat, que ce soit d'un point de vue réformiste ou que ce soit d'un point de vue fataliste absolu.

Face à cela, le GIC défendait des analyses qui expliquaient la crise à partir des tendances propres à

l'accumulation capitaliste, une explication que le groupe opposait non seulement à la théorie des crises du réformisme, mais aussi aux illusions auxquelles se cramponnaient les masses dans leur impuissance d'alors. C'était par exemple très clairement le cas dans le texte qu'il avait rédigé sur les « Lois de la circulation de la vie économique du capital » (*Bewegungsgesetze des kapitalistischen Wirtschaftslebens*) où, à l'aide de données économiques, il battait en brèche cette croyance erronée que la crise était issue de la surproduction.

Il ne s'agit pas de dire par là que le GIC aurait eu une interprétation totalement homogène de la crise. Je me rappelle très bien combien on discutait passionnément à l'intérieur du groupe sur la crise et la théorie de l'effondrement et combien cette discussion se répercutait dans ses publications (9). L'ouvrage de Grossmann *Das Akkumulations und Zusammenbruchsgesetz des kapitalistischen Systems* (10), qui jouissait au début d'une grande autorité dans le GIC, était au cœur de cette discussion. Lorsque Pannekoek critiqua extrêmement vivement ce livre par écrit ainsi que dans un exposé oral, les opinions furent très divergentes.

Certains tinrent l'attaque de Pannekoek pour erronée, d'autres pour que trop justifiée, et d'autres encore partageaient ses vues sur de nombreux aspects, mais estimaient quand même que les analyses de Grossmann étaient « remarquables » et maintenaient qu'elles étaient « d'une portée extraordinaire », comme me l'a déclaré littéralement une fois Henk Canne Meijer, mort en 1962, qu'on peut avec raison appeler l'âme du GIC.

J'ai dans ma vie rencontré vraiment très peu de gens qui, comme Canne Meijer, étaient capables d'éclaircir les problèmes les plus difficiles de façon telle qu'ils devenaient compréhensibles pour véritablement n'importe qui. D'abord métallurgiste, il était devenu instituteur, et se distinguait dans le groupe par ses dons didactiques, dont d'innombrables camarades ont tiré profit. Des articles instructifs basés sur la philosophie de Josef Dietzgen, et qui contribuèrent de manière essentielle à une meilleure compréhension de la méthode de Marx, proviennent, entre autres, de sa plume.

Rien ne serait cependant plus inexact que d'en déduire que le GIC ne s'occupait que de recherches purement théoriques. Ce que le groupe assimilait théoriquement, il l'utilisait dans la pratique quotidienne. Les événements de tous les jours l'y forçaient aussi en permanence. En France, à partir de 1934, fut élaborée la politique du Front populaire qui permit l'arrivée au pouvoir en 1936 du gouvernement du réformiste Léon Blum - qui se montra aussitôt hostile aux ouvriers. Ce furent les années de la révolution espagnole, des occupations d'usines en France, en Belgique et dans les entreprises automobiles américaines, des procès de Moscou, des tentatives de planification économique de Roosevelt, des grèves « sauvages » qui s'étendaient, du déclin croissant du mouvement ouvrier traditionnel, du mouvement stakhanoviste russe, de la conférence sur l'étalon-or, de la course à l'armement qui allait conduire à la deuxième guerre mondiale.

Le GIC prenait position sur tous ces sujets, position dont la substance était invariablement qu'il fallait combattre la politique autoritaire des partis parlementaires et des syndicats et que les travailleurs devaient prendre eux-mêmes en main l'administration et la direction de la production et de la distribution pour réaliser une société communiste sans exploitation ni travail salarié, c'est-à-dire une association de producteurs libres et égaux ; que le mot d'ordre de lutte n'était ni politique de front populaire ni planification économique, mais, au contraire : « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers ». C'est ce qui était également inscrit en tête de sa presse.

Nous ne restions pas, à cette époque, assis ensemble dans un salon à discuter passionnément. Les « frères » se rendaient aussi hors « des murs du monastère » dans des réunions publiques, devant les

bâtiments des journaux et les bureaux de chômage, là où les travailleurs exprimaient clairement leur opposition aux bureaucrates syndicaux ou discutaient la question de savoir si l'URSS, malgré toutes les informations contraires, était encore un État ouvrier. Alors, comprendre que le bolchevisme russe n'avait jamais rien eu à voir avec la lutte de classe prolétarienne ni avec le socialisme contribuait à éclairer les cerveaux. Cette compréhension était d'ailleurs avant tout destinée à favoriser une pensée et une activité autonomes, qui étaient systématiquement écartées par les partis et les syndicats. J'ai conservé divers comptes rendus succincts de tels débats. Ils prouvent sans ambiguïté le caractère essentiel de cette propagande orale.

Pannekoek avait conclu sa critique de Grossmann par l'idée que l'effondrement du capitalisme, cela voulait dire l'auto-émancipation du prolétariat, que les travailleurs eux-mêmes, dans leur ensemble, devaient mener le combat et qu'ils devaient pour cela trouver de nouvelles formes de lutte. Les comités d'action des grèves « sauvages » représentaient pour le GIC le modèle concret de ces nouvelles formes de lutte et d'organisation. Ils se formaient à l'époque au cours de presque toutes les luttes ouvrières et possédaient leur propre histoire. D'abord très primitifs, dans la mesure où les grèves « sauvages » se multipliaient, ils constituaient de plus en plus clairement pour les ouvriers le moyen à l'aide duquel ils pouvaient se défendre contre les réductions de salaire ou contre la dégradation des conditions de travail - ainsi qu'ils le voulaient, mais l'exigeaient en vain de leurs « dirigeants ». Même si cela aboutissait souvent à un échec, les comités ouvraient toutefois en pratique des voies menant à une organisation du pouvoir, organisation que les syndicats n'étaient pas en mesure d'assurer. Plus ils apparaissaient fréquemment, mieux ils s'organisaient, plus ils allaient de l'avant sans s'occuper de rien - avec pour garantie finale une « démocratie prolétarienne par en bas » - alors, plus leur similitude avec les conseils des temps révolutionnaires faisait son chemin dans les consciences.

Le GIC suivait cette évolution avec attention, remettait sans cesse la discussion sur sa signification et reliait étroitement cette pratique des ouvriers avec l'ascension, qu'il tenait pour inéluctable, d'une nouvelle forme à venir d'organisation de la classe prolétarienne. Henk Canne Meijer dédiait à celle-ci son article : « Das Werden einer neuer Arbeiterbewegung ». Ce texte se classait d'emblée à part, en ceci que l'auteur ne rendait pas la confusion du mouvement ouvrier de son temps responsable de son impuissance, mais appréhendait au contraire sa confusion comme le résultat de son impuissance. Les points principaux qu'il développait, à savoir que le mouvement ouvrier du futur se différencierait et se séparerait fondamentalement du mouvement passé par l'activité autonome de tous les membres de la classe prolétarienne, revenaient dans les diverses analyses des grèves ou divers commentaires faits à propos des luttes quotidiennes.

Les activités du GIC embrassaient plusieurs domaines. Le groupe organisait des cours - principalement le dimanche matin. Hormis sa presse mensuelle et ses innombrables brochures, il distribuait chaque semaine devant un bureau de chômage d'Amsterdam un petit journal régulier très populaire, rédigé du début à la fin dans la langue des travailleurs : Proletenstemmen (« Les voix des prolétaires »). Il parut sans interruption durant environ deux ans, en nombre sans cesse croissant d'exemplaires ; il était fabriqué par un petit noyau de gens et provoquait - non sans raison - la rage folle des staliniens et des réformistes, parce qu'il mettait en lumière avec une logique simple et sous une forme sarcastique brillante les conséquences dévastatrices et le caractère anti-ouvriers de leur politique.

Il était principalement rédigé par un camarade d'Amsterdam extrêmement intelligent et de grande valeur qui était capable, pamphlétaire né, de trouver des expressions ou des exemples à la portée de chacun et justes qui convainquaient immédiatement et restaient longtemps en mémoire.

Le camarade dont je parle ici était alors chômeur - je pourrais presque dire : cela va de soi. Il consacrait

toute sa force et tout son temps à Proletenstemmen. Il passait aussi une part considérable des autres jours devant ce même bureau de chômage, devant lequel était distribuée la petite feuille chaque vendredi. Il écoutait les discussions et obtenait ainsi des informations de première main liées directement à la vie des travailleurs. Il ne manquait pas de les utiliser avec profit dans ses textes. C'est finalement ce qui devait à ce modeste journal d'avoir une influence considérable. Proletenstemmen ne contribua pas peu à faire connaître les conceptions du GIC dans des cercles plus étendus. Et ceci particulièrement, à mon avis, grâce à une série d'articles qui y parurent sous le titre : « Les comités de lutte des grèves sauvages ». Il s'agissait là concrètement d'un échange d'expériences dans le sens où l'envisageait le GIC.

Les efforts des camarades de Proletenstemmen étaient à vrai dire une réponse, au demeurant tout à fait spontanée, à une question qui avait été soulevée quelques années auparavant dans le groupe. Durant l'été 1935, pour être exact, des camarades à La Haye, Leyde et Groningue avaient reproché à leurs amis politiques d'Amsterdam de n'avoir aucune solution suffisamment satisfaisante au problème de l'activité pratique. Ils constataient dans une « résolution » que le GIC n'avait jusqu'alors accompli qu'un travail d'information. Sa fonction dans le processus de transformation révolutionnaire avait été d'avoir dégagé des expériences des révolutions passées les conditions nécessaires des transformations futures. Aussi longtemps qu'une réorientation théorique avait encore été la chose la plus importante, il y avait eu un équilibre au sein du GIC ; le travail théorique était alors en harmonie avec l'organisation pratique. Mais, poursuivait la résolution, la « pratique » était maintenant propulsée au premier plan par l'évolution de la société. D'où il s'ensuivait une situation conflictuelle car le groupe ne s'était pas adapté. Il était vrai qu'il cherchait à développer des formules théoriques pour un nouveau mouvement ouvrier (on pensait ici naturellement au texte de Canne Meijer), mais il ne comprenait pas que la classe ouvrière passerait à l'action totalement indépendamment des groupes d'études.

Les auteurs de la « résolution » tiraient de leurs constatations la conclusion que le GIC était « positivement mort ». Ce qui eut pour conséquence que les groupes de La Haye, Leyde et Groningue se désolidarisèrent du groupe d'Amsterdam. Ils partageaient en effet, écrivaient-ils, ses conceptions théoriques, mais ne pouvaient être d'accord avec ses méthodes pratiques.

Tout ceci n'eut quasiment aucune conséquence notable. Les relations personnelles se relâchèrent certainement quelque peu, cependant elles subsistèrent. Comme auparavant, les camarades à La Haye et Leyde distribuaient les écrits du groupe d'Amsterdam. Les Amstellodamois avaient sans doute haussé les épaules, puis poursuivi leur travail. Ce n'est qu'un peu plus tard, avec la publication de Proletenstemmen, qu'ils fournirent un exemple qui annihilait la critique contenue dans la résolution. Les camarades de La Haye entreprirent de les imiter. Mais leur publication ne pouvait pas soutenir la comparaison avec Proletenstemmen. Il leur manquait non seulement les forces mais encore les compétences et les connaissances.

J'appartenais à l'époque à ceux qui étaient responsables de la résolution. Presque quarante ans après, ce n'est qu'avec difficulté que les arrière-plans de celle-ci parviennent à me revenir en mémoire. Je conserve une idée vague des contradictions personnelles qui n'étaient pas plus épargnées au GIC qu'à d'autres groupes, quoique il y ait certaines indications à ce sujet çà et là dans la résolution.

Quand je la relis aujourd'hui, c'est avec des sentiments passablement confus. Que visions-nous, à vrai dire, lorsque nous exigeons que le GIC s'adapte à la pratique que - selon ce que nous disions - le groupe « savait uniquement mettre en formules » ? J'ai bien peur - et ceci avec quelque raison - qu'il n'était pas encore suffisamment clair pour nous que le GIC se différenciait en vérité fondamentalement du vieux mouvement ouvrier, mais qu'il n'était dans le même temps en aucun cas le nouveau mouvement ouvrier,

et qu'il ne pouvait pas l'être puisque la constitution de ce dernier ne pouvait se concevoir que comme un processus de longue durée.

S'il était exact que l'expérience révolutionnaire avait fait la preuve que l'émancipation des travailleurs ne pouvait être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, alors on ne devait pas seulement comprendre que le socialisme ne pouvait pas être apporté de l'extérieur par un parti ou par un syndicat, mais également que cette émancipation ne pouvait pas plus être l'œuvre du GIC. En ce sens, le reproche d'un manque de pratique révolutionnaire était aussi peu justifié que celui affirmant que le groupe se réfugiait « derrière les murs du monastère ». Ce n'était pas ce qu'il faisait. Il agissait dans le monde qui était alors le sien.

Ce qu'on aurait peut-être pu lui reprocher, c'est qu'il considérait trop le développement de la conscience de soi des travailleurs comme une condition de la future lutte de classes, au lieu de la regarder comme un phénomène concomitant. Mais c'était une remarque qui jadis ne fut guère prise en considération - autant que je sache - ni à l'extérieur ni à l'intérieur du groupe d'Amsterdam.

Mais quoi qu'il ait pu en être, le GIC s'était en tout cas abstenu d'une « pratique » qui aurait abouti à ce que les tâches qu'il se serait données n'auraient pas pu être accomplies par un groupe. Et s'il s'était fourvoyé dans cette voie son travail théorique aurait immédiatement décliné. Son activité vers l'extérieur n'était pas dérisoire, comme l'ont affirmé certains critiques. Au contraire ! Mais elle n'avait rien à voir avec un quelconque volontarisme. Si elle se mouvait effectivement à l'intérieur de certaines limites, c'était simplement parce que ces limites avaient été trouvées telles quelles, historiquement déterminées.

On doit s'en souvenir à une époque où il y a encore des limites du même genre dont cependant de nombreux groupes sont moins conscients que le GIC l'était, et, à mon avis, c'est précisément en cela que réside son importance pour le mouvement ouvrier de demain.

Amersfoort,  
mars 1974.